SUR LA QUESTION RUSSE

BILAN D'UNE REVOLUTION

LES GRANDES LECONS D'OCTOBRE 1917

LES FAUSSES LECONS DE LA CONTRE-REVOLUTION DE RUSSIE

L'ECONOMIE RUSSE DE LA REVOLUTION A NOS JOURS

9

EDITIONS PROGRAMME
TEXTES DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

Ce qui distingue notre parti : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l 'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne 1921); la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l 'Internationale, contre la théorie du "socialisme dans un seul pays" et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaire, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

CORRESPONDANCE

Pour la France	Pour la Suisse	Pour l'Italie
Editions Programme 3 Rue Basse Combalot 69007 Lyon	Editions Programme 12 Rue du Pont 1003 Lausanne	Il Comunista C. P. 10835 20110 Milano

INTRODUCTION

Le ***"Bilan d'une Révolution"*** que nous republions aujourd'hui intégralement a été rédigé en 1967-68 en continuité et en parfaite cohérence avec tout le travail théorique de restauration du marxisme non adultéré ou rénové conduit par notre courant depuis le début de son existence dans les années 1910-1920 et dès sa réorganisation en parti après la fin de la deuxième guerre mondiale.

En 1967-68 on était en plein dans les mythes de la révolution culturelle chinoise et des guerrillas paysannes; les mouvements pacifistes américains et européens à allure gauchisante se développaient alors que la guerre du Vietnam allait vers son paroxysme et que grandissait une nouvelle vague nationaliste soutenue par des mouvements "anti-impérialistes" des jeunes bourgeoisies des pays semi-coloniaux et des mouvements démocratiques des opulentes bourgeoisies des pays impérialistes. C'était l'époque du prétendu tournant historique annoncé par les mouvements étudiants au Japon et aux USA en 1964 et démesurément gonflé par "l'imagination au pouvoir" du 68 européen. C'était l'époque du stalinisme revu sous l'angle de vision maoïste (tout aussi néfaste pour la révolution prolétarienne mondiale), l'époque où la "coexistence pacifique" prenait la place de la division irrémédiable du monde en blocs opposés. Mai 68 était élevé au rang de "point de référence historique" universel, valable pour les étudiants comme les prolétaires ou les guerrilleros paysans tiers-mondistes.

Le drame des mouvements de grève des années cinquante et soixante, la tragédie de la deuxième boucherie mondiale, la terrible défaite de la révolution mondiale dans les années 20 et la sanglante involution de la révolution russe sous les coups de la contre-révolution stalinienne bourgeoise, tout cela était avalé comme un morceau gélatineux par un mouvement étudiant qui avait gagné la rue et que les polices d'Europe honoraient de leurs charges. La révolution d'Octobre servait, au plus, de faire-valoir aux nouvelles théories soixante-huitardes; Lénine était tiraillé entre différents regroupements politiques qui voulaient chacun paraître plus révolutionnaires que leurs concurrents, réduits en pièces par des citations qui voulaient démontrer telle ou telle ligne politique ou leur contraire. Plus Lénine et Octobre 17 étaient encensés, plus ils étaient travestis. A la falsification systématique, quasi-scientifique, du marxisme et des thèses défendues par Lénine à laquelle s'appliqua avec ferveur et sans relâche le puissant appareil de propagande stalinien, s'ajoutait ainsi à l'improviste une clinquante et théâtrale falsification de type libertaire par une nouvelle vague de rénovateurs et de rectificateurs de théorie issus de 68. Bien de ces rénovateurs en attente de droits d'auteur ou en instance d'être eux-

mêmes rénovés ont été balayés comme des feuilles mortes à mesure que s'écroulaient leurs constructions théoriques; en l'absence de la reprise de la lutte prolétarienne classiste, leurs émanations délétères continuent encore à intoxiquer. Parce qu'à la différence des mouvements petits-bourgeois et culturels notre parti ne suivait pas la mode du moment mais le fil historique d'une activité et d'une oeuvre qui ignorent la recherche de "droits d'auteur" ou de "nouvelles" théories, il pouvait avec ***"Bilan d'une Révolution"*** puiser dans le fertile patrimoine d'expériences historiques et de confirmations du marxisme pour tirer le bilan historique et politique de ce qui fut et qui reste la **révolution prolétarienne** victorieuse contre laquelle se déchaînèrent toutes les forces mondiales de la contre-révolution bourgeoise, à l'intérieur de la Russie (en trouvant leur expression finale dans le stalinisme) et à l'extérieur. Faute d'une victoire de la révolution prolétarienne dans au moins un des grands pays impérialistes européens (il s'agissait surtout de l'Allemagne), les forces bourgeoises eurent raison de la révolution prolétarienne en Russie, et finalement dans le monde entier, comme Lénine ne cessa jamais de l'avertir.

La victoire de la contre-révolution ne fut pas le résultat d'une fatalité, ni d'une présumée invincibilité de la bourgeoisie et du mode de production capitaliste. Ce fut surtout la conséquence de la capitulation des partis communistes occidentaux des années 20, puis de l'Internationale, devant les suggestions du démocratisme, du romantisme politique et économique, du révolutionnarisme de salon caractéristique de la social-démocratie et de sa ferveur collaborationniste. Ce sont les forces sociales qui font l'histoire, et le marxisme nous apprend qu'un homme, si "grand" soit-il, ou un parti, même le plus puissant, n'ont pas pour cela la garantie de changer le cours de l'histoire et donc le destin des révolutions et des contre-révolutions. Mais cela n'autorise pas à expliquer la défaite de la révolution par la constatation banale selon laquelle "il est arrivé ce qui devait arriver".

La capitulation du parti prolétarien dans l'affrontement physique et militaire entre les classes est un fait évidemment négatif; mais la capitulation du parti prolétarien sur le plan théorique et programmatique est, lui, irrémédiable. La révolution russe ne fut pas battue sur le plan militaire; il n'y eût pas non plus de défaite sur le plan économique, étant donné que Lénine et les bolchéviks savaient parfaitement que dans la Russie ultra-arriérée la moindre transformation économique socialiste était impossible.

La défaite fut subie sur le plan politique, et dans les partis communistes d'Europe occidentale avant même que dans le parti russe. Les faiblesses théoriques, les illusions réformistes, en particulier des partis allemands et français, finirent tragiquement par infecter l'Internationale et le parti bolchévik. La révolution prolétarienne d'Octobre pouvait vaincre ou perdre: ce fut la victoire en Russie mais la défaite en Europe, ce qui en-

traîna finalement la défaite même en Russie. Les partis communistes occidentaux ne se montrèrent pas à la hauteur des tâches historiques, car ils restaient truffés de théories et de praxis réformistes héritées de la social-démocratie. Ni l'opposition de gauche dans le parti bolchévik russe, écrasée par les calomnies et la répression, ni la gauche communiste italienne, sans une influence dans l'Internationale comparable à celle des partis allemands ou français en dépit de sa contribution théorique de premier ordre, ne purent rien n'y faire. La capitulation social-démocrate empêcha en fait l'Internationale Communiste et ses sections nationales de diriger le mouvement ouvrier international dans ce qui aurait pu devenir, en raison d'une situation historique favorable, la révolution prolétarienne dans le monde entier.

Les lois économiques de fer du capitalisme font de la paix et de la prospérité universelle une illusion; en effet la division de la société en classes et leur antagonisme social historique conduisent inexorablement à des conflits toujours plus importants et plus aigus, que ce soit au niveau de la **concurrence entre bourgeois et entre Etats bougeois** (avec les affrontements financiers, commerciaux et militaires), ou au niveau de la **lutte entre les classes** (avec l'éclatement inévitable de conflits sociaux). Cette lutte entre les classes se déroule continuellement, même quand le prolétariat ne réagit pas de façon organisée. La bourgeoisie est toujours en lutte contre le prolétariat, soit pour le réprimer lorsqu'il a la force de combattre, soit pour l'intimider, le désorienter et l'empêcher d'acquérir cette force lorsqu'il ne s'est pas encore mis en mouvement.

Les lois économiques de fer du capitalisme et la capitulation social-démocrate des partis prolétariens signèrent la défaite de la révolution communiste en Russie, de l'Internationale Communiste et donc de la révolution prolétarienne mondiale. Cela s'est déroulé il y a longtemps, **en 1926**, et non pas hier, en 1989, au moment de la chute du mur de Berlin et des pseudo-régimes "communistes" d'Europe de l'Est.

En 1989, en I99O, en 1991 et dans les années qui viennent, ce sont des régimes en faillite, dictatoriaux, centralisés, **mais intégralement bourgeois** comme la Gauche communiste n'a cessé de le démontrer, qui sont tombés et qui tomberont. Là où existent travail salarié, capital, loi de la valeur et marché, nous ne pouvons être en présence que du capitalisme. Ce n'est pas une découverte récente, ce n'est pas une nouvelle théorie: c'est tout simplement la position marxiste authentique à laquelle notre courant a toujours été fidèle et grâce à laquelle il a pu travailler au bilan de la contre-révolution en Russie. Aujourd'hui et plus encore demain, la pression matérielle de ces mêmes lois économiques du capitalisme pousse et poussera les masses prolétariennes à s'insurger contre des conditions de vie et de travail de plus en plus insupportables. Elle poussera les éléments les plus

avancés du prolétariat à se tourner vers la théorie marxiste, la seule arme critique de connaissance et de prévision, capable de donner l'orientation juste aux puissantes forces matérielles d'un prolétariat encore prisonnier de praxis collaborationnistes et démocratiques, et intoxiqué d'idéologies et de pratiques électoralistes, pacifistes et nationalistes.

Aujourd'hui où les Gorbatchev de service singent les reniements et les mensonges des vieux Kautsky, Staline ou Mao-Tsé-Toung, aujourd'hui où les machines de la propagande bourgeoise tournent à plein régime pour fournir des "démonstrations" de la faillite du marxisme, aujourd'hui pour les prolétaires avancés, conscients que la lutte de classe doit se mener **jusqu'au bout,** c'est-à-dire jusqu'à la révolution anti-bourgeoise et la dictature de classe, il est encore plus vital qu'hier de regarder en arrière, de recueillir les leçons de l'histoire, les leçons des révolutions et des contre-révolutions. Pour les marxistes, ce "regard en arrière" essentiellement dialectique doit permettre de percer la couche épaisse de brouillard réformiste et opportuniste qui empêche les prolétaires **de regarder vers l'avenir**, vers la reprise de la lutte de classe organisée et indépendante en rupture avec les exigences du marché et de l'économie capitaliste; **de regarder vers l'avenir**, conscients qu'en luttant pour leur émancipation du travail salarié ils luttent aussi contre **les bases** du capitalisme et donc aussi pour l'émancipation des classes paysannes et déshéritées opprimées et exploitées de façon éhontée par la bourgeoisie; **de regarder vers l'avenir** avec la certitude que la société capitaliste n'est pas éternelle et que la classe bourgeoise encore dominante n'est pas invincible; et avec la conscience que la grande force potentielle du nombre immense des esclaves salariés de tous les pays pourra se transformer effectivement en **force révolutionnaire historique** à la condition de se reconnaître comme force irréductiblement antagoniste aux classes bourgeoises et de se reconnaître dans la direction d'un parti de classe, qui ne peut être autre chose que le **parti marxiste, international et unique**, comme unique et internationale est la condition sociale du prolétariat ainsi que la validité du marxisme, théorie révolutionnaire du prolétariat.

La ré-édition de notre ***"Bilan d'une Révolution"*** (publié pour la première fois comme numéro spécial de notre revue théorique "Programme Communiste"- no 40/41/42 oct. 1967 / juin 1968) est une contribution à la restauration des positions marxistes correctes et, plus généralement, à la défense du marxisme contre tous ses détracteurs et tous ses rénovateurs. Ce travail s'organise autour de trois grands thèmes: - ***Les grandes leçons d'Octobre 17 - Les fausses leçons de la contre-révolution en Russie - L'économie russe d'Octobre à nos jours.***

Juillet 1991

Les grandes leçons d'Octobre 1917

« Il arrive aujourd'hui à la doctrine de Marx ce qui est arrivé plus » d'une fois dans l'histoire aux doctrines des penseurs révolutionnaires et » des chefs des classes opprimées en lutte pour leur affranchissement. Du » vivant des grands révolutionnaires, les classes d'oppresseurs les récom- » pensent par d'incessantes persécutions ; elles accueillent leur doctrine » par la fureur la plus sauvage, par la haine la plus farouche, par les cam- » pagnes les plus forcenées de mensonges et de calomnies. Après leur » mort, on essaie d'en faire des icônes inoffensives, de les canoniser pour » ainsi dire, d'entourer leur **nom** d'une certaine auréole afin de "consoler" » les classes opprimées et de les mystifier ; ce faisant on vide leur doctrine » révolutionnaire de son **contenu**, on l'avilit et on en émousse le tranchant » révolutionnaire. » (1). Lorsqu'il écrivait ces lignes au début de **l'Etat et la Révolution,** Lénine ne pensait certainement pas que le même « destin » serait réservé à « sa pensée » et, plus encore, à cet éclatant Octobre Rouge auquel il devait bientôt attacher indissolublement son « nom ».

C'est bien avec la « fureur la plus sauvage » que les armées de la bourgeoisie internationale se jetèrent sur la dictature communiste de Russie, foyer de cette révolution prolétarienne mondiale dont elle se proclamait la première forteresse et le flambeau, et dont elle n'aurait jamais songé à séparer son propre sort. Des années durant, les gardiens du Capital ont maintenu, tout autour de la poudrière russe, le cordon sanitaire de l'intervention militaire et de la contre-attaque politique. Il n'est rien que la contre-révolution bourgeoise n'ait tenté pour empêcher la flamme révolutionnaire d'Octobre de se propager vers les citadelles de l'Occident capitaliste et de les détruire dans l'incendie de la Révolution Socialiste. Là où les armes ne suffisaient point (et elles ne suffirent point !) on mobilisa l'artillerie lourde du mensonge et de la calomnie ; et quand même celle-ci se fut révélée impuissante, l'armée servile de l'opportunisme se lança à l'assaut derrière le tir de barrage du Capital. Et pour cause. La bourgeoisie savait mieux qu'aucune autre classe qu'Octobre était un exemple vivant,

(1) *Lénine*, L'Etat et la Révolution ; *Œuvres complètes, Editions en langues étrangères de Moscou, 1962, tome 25, p. 417.*

une « leçon » éclatante ; qu'il ne s'agissait pas d'un événement local ou national, que, **là-bas,** en Russie, un anneau de la chaîne unique de sa domination mondiale venait d'être brisé. Depuis, cinquante années ont passé, la bourgeoisie de tous les pays a oublié ses terreurs d'alors et, pour elle, Octobre est passé à l'Histoire ; c'est une pièce de musée, un corps sans « âme », une arme au tranchant émoussé. Rien n'empêche plus la commémoration : Octobre est mort. Du moins le croit-on.

Les héritiers et successeurs des pires adversaires des bolcheviks de ces années lointaines peuvent chanter impunément ses louanges ; les héritiers et successeurs de ce stalinisme qui commença si bien sa carrière en momifiant le corps de Lénine et en sanctifiant son « nom » après avoir dénaturé le « contenu » de sa doctrine peuvent le commémorer à leur aise. Tout comme les dirigeants des pouvoirs bourgeois classiques, ils ont mis Octobre aux archives. D'un moment crucial de la tragique histoire de la lutte mondiale des classes, n'ont-ils pas fait la date de naissance de l'Etat moderne de toutes les Russies ? De ce drapeau, de ce flambeau de la révolution prolétarienne mondiale, n'ont-ils pas fait le point de ralliement d'intérêts strictement nationaux ? Octobre appartenait au prolétariat international : ils en ont fait la chose du Capital qui s'accumule derrière les frontières bien défendues de Russie. Ce brûlant enseignement lancé aux nouvelles générations de la classe opprimée, ils l'ont transformé en un misérable catéchisme à l'usage des « jeunes lions » d'une patrie parmi tant d'autres. Pour eux, les origines d'Octobre sont **russes,** exclusivement russes, et il en va de même pour ses résultats historiques. Octobre, ça date de cinquante ans : on va au mausolée par acquis de conscience, on n'y va pas pour se souvenir et apprendre. Octobre est mort. Paix à son âme.

En 1918, Lénine s'écriait : « La révolution russe n'est qu'un **exemple,** un **premier pas dans une série de révolutions** ». Et en 1919 : « En substance, la révolution russe était une répétition générale... de la révolution prolétarienne mondiale ». Pour la bande de mystificateurs dont l'aride cerveau « collégial » a enfanté les **Thèses pour le cinquantenaire de la grande Révolution socialiste d'Octobre,** celle-ci n'est plus, au contraire, qu'une exception à la règle, un phénomène historique unique qui ne se répètera jamais. Aussi, une fois coupées ses racines, qui résidaient dans l'antagonisme mondial entre bourgeoisie et prolétariat, le comptable-archiviste de service peut bien dire, avec une froideur d' « expert », qu'Octobre « a exercé une très profonde influence sur tout le cours successif de l'histoire mondiale ». (L'histoire mondiale n'est plus l'histoire des classes, mais l'histoire de **tous,** prêtres et sbires compris). C'est exactement de la même façon qu'on pourrait dire d'un rocher détaché de la montagne qu'il en a mis d'autres en mouvement, mécaniquement, par simple force d'inertie, sans leur imposer une **direction** déterminée, en les laissant « libres » de suivre chacun sa propre voie... nationale, exclusive, inimitable vers un but qu'on ignore puisque c'est au mystérieux génie national, à l'histoire nationale avec toutes ses traditions et son Panthéon, qu'il appartient de le définir. Ses origines, sa nature de patrimoine collectif d'une **seule** classe, ses perspectives internationales ainsi classées au musée d'une histoire

mensongère et figée, Octobre est mort et bien mort. Du moins le croit-on. Mais il suffirait des deux phrases ci-dessus de Lénine pour rappeler que ce n'est pas ainsi que les marxistes livrèrent la gigantesque bataille d'Octobre ni qu'ils la commémorèrent une année après l'autre, pas ainsi que les bolcheviks pensaient et sentaient. Le marxisme ne serait pas un « guide pour l'action », comme on le répète jusqu'à la nausée en inversant du reste le sens de la formule, s'il n'était pas une conception **générale et complète** du mouvement d'émancipation de la classe ouvrière (« les prolétaires n'ont pas de patrie », à plus forte raison leur programme !), et s'il ne cherchait pas, dans les grandes périodes de bouleversement où les classes empoignent les armes pour un combat sans merci, la **vérification** de **ses** prévisions, tirant des faits eux-mêmes l'élan qui donnera plus de relief à ces prévisions, qui les dotera de chair et de sang et, grâce à la force de persuasion des faits historiques, les rendra irrévocables. En 1848-49 et en 1871, c'est au contact des batailles de classe réelles que Marx et Engels aiguisèrent les armes de la critique, batailles dont le bilan ne concerne pas le prolétariat français ou allemand, mais le prolétariat mondial. Le regard fixé sur Pétrograd qui n'est pas seulement Pétrograd, mais Londres, Berlin ou Paris, Lénine revient dans l'**Etat et la Révolution** sur ces éclatantes vérifications de la doctrine et, comme dans toute la période qui va de 1905 à 1917, il prévoit la traduction dans les événements réels de l'histoire, pas seulement russe, mais mondiale, de la grandiose esquisse tracée en 1850 par l'**Adresse** du comité central de la Ligue des Communistes, tout comme Trotsky lui avait emprunté le fameux cri de guerre de « La révolution en permanence ! ». Pendant un siècle et demi d'assauts au ciel et de retombées dans les enfers, que les marxistes ont exaltés et maudites, c'est toujours la confirmation définitive d'une doctrine et d'un programme **universels** qu'ils ont cherchée, et ce qu'ils y ont puisé, c'est une certitude **d'avenir,** se souçiant d'autant moins de commémorer le passé que c'est là une autre façon de l'enterrer.

Qu'ils s'imaginent donc tous, les uns qu'Octobre est mort, les autres qu'ils l'ont tué. Au prolétariat révolutionnaire, il appartient de le redécouvrir pour le jeter à la face de tous ses ennemis !

⁂

Dans les premiers chapitres de **La maladie infantile du communisme,** destinés à rappeler aux communistes de tous les pays les traits d'**importance internationale** (1) de la révolution d'Octobre, Lénine indique comme « une des conditions essentielles du succès des bolcheviks » le fait d'avoir dû chercher **en dehors des limites nationales** de la Russie une théorie « prouvée par l'expérience universelle du XIX° siècle tout entier » et ultérieurement confirmée par « l'expérience des flottements et des hésitations, » des erreurs et des déceptions de la pensée révolutionnaire en Russie ».

(1) *Le texte précise qu'il faut entendre importance internationale « au sens le plus étroit du mot » : « la valeur internationale ou la répétition historique inévitable, à l'échelle internationale, de ce qui s'est passé chez nous » ; œuvres complètes, tome 31, pp. 15-20.*

Exactement de la même façon, Marx et Engels, « exilés » eux aussi, en avaient trouvé la confirmation dans les flottements et les hésitations des socialistes petits-bourgeois au cours des grandes luttes de 1848 ou des années qui précédèrent la Commune de Paris. Les bolcheviks qui se proposaient, selon le programme tracé par **Que faire ?**, d'importer le marxisme dans la classe ouvrière russe, l'avaient donc à leur tour importé d'Occident. Leur inspiration, ils ne l'avaient puisée ni dans les profondeurs du génie slave, comme les panslavistes, ni dans le « modèle » national du **mir**, comme les populistes, mais dans une doctrine née d'un seul bloc en même temps que la classe des travailleurs salariés et devenue chair de leur chair grâce à la lutte. Ils ne cherchèrent pas davantage leur nourriture dans les « particularités spécifiques » d'une zone qu'on appellerait aujourd'hui « sous-développée », mais, si l'on nous passe l'expression, dans les « particularités aspécifiques » des pays au capitalisme le **plus** évolué. Sans jamais prétendre avoir découvert quelque nouveauté, ils surent lire dans le livre déjà écrit par un demi-siècle de luttes de classe et de marxisme. Leur voie y était déjà tracée ; leur gloire, leur fierté de militants qui dédaignèrent toujours de revendiquer des mérites particuliers, aussi bien pour eux-mêmes que pour « leur » classe ouvrière (1), c'est de s'en être tenu à cette voie-là, qu'on qualifiait déjà de « dogmatique » en 1903.

Pour le marxisme, le destin révolutionnaire (ou contre-révolutionnaire : les deux termes sont dialectiquement liés) de la Russie s'insère dans un ensemble qui, depuis le **Manifeste**, est par définition mondial. L'ombre de la Russie tsariste, réserve de la contre-révolution européenne, obscurcit les perspectives révolutionnaires de 1848 : il ne s'agit déjà plus de la lointaine terre des Sarmates chère au publiciste bourgeois, mais bien d'un premier rôle du drame social, tout comme l'Autriche de Metternich : sans sa défaite, la révolution européenne ne peut vaincre. Après 1860, tout en restant européenne, ce qui, à l'époque, veut dire mondiale, la perspective marxiste change de signe : la révolution russe qui s'annonce « aura » une importance énorme pour toute l'Europe, ne serait-ce qu'en abattant » d'un seul coup l'ultime réserve de la réaction paneuropéenne, intacte » jusqu'ici » ; elle **pourra** amorcer le saut « de la communauté paysanne, » cette forme déjà décomposée de l'antique propriété commune du sol... à » la forme communiste supérieure de la propriété foncière », si elle devient « le signal d'une révolution ouvrière en Occident, et que toutes deux se » complètent » (2). Dans les années quatre-vingt-dix, cette perspective hypothétique disparaît à son tour. La Russie s'étant engagée dans le tourbillon capitaliste, la révolution anti-féodale et anti-tsariste s'annonce comme le grand bouleversement qui, en arrachant les paysans « à l'isolement de » leurs villages, qui forment leur univers » (3), et en les poussant « sur la

(1) « *La révolution russe n'est nullement due à un mérite particulier du prolétariat russe mais à l'enchaînement général des événements historiques, qui fait que ce prolétariat se trouve provisoirement à l'avant-garde de la révolution mondiale* » ; *Lénine*, Rapport sur la lutte contre la famine. *Œuvres complètes, tome 27, p. 449.*
(2) *Marx et Engels*, préface à la deuxième édition russe du Manifeste, *1882.*
(3) *Faut-il ajouter que toute patrie, pour un marxiste, est un* mir, *un univers clos où les exploités sont enfermés dans une solitude avilissante ?*

» grande scène où **ils apprendront à connaître le monde extérieur et donc** » **aussi à se connaître eux-mêmes** », donnera «au mouvement ouvrier occi- » dental une nouvelle impulsion, de nouvelles et meilleures conditions de » lutte et, par là-même, rapprochera cette victoire du prolétariat industriel » moderne, **sans laquelle la Russie d'aujourd'hui ne peut sortir ni de la** » **commune ni du capitalisme pour aller vers une transformation** » **socialiste** » (1).

Dès sa naissance, le bolchevisme se trouvera en continuité avec cette tradition internationale du marxisme : dans ces phrases d'Engels, n y a-t-il pas déjà toute la perspective bolchevique de 1905 et de 1917 ainsi, du reste, que le cadre d'une possible contre-révolution qui ne se réalisera que trop en 1926 ? Pour nous, la première des **leçons** d'Octobre, de ses débuts éclatants comme de sa retombée tragique, c'est bien cette **continuité** sans faille qu'établit le Parti, vingt ans avant la Révolution, avec les batailles historiques du prolétariat des pays de capitalisme pleinement développé et avec la doctrine générale et le programme qui les annoncèrent et s'en nourrirent tout à la fois. Sans ce **lien ininterrompu**, aucune victoire de la classe ouvrière n'a été ni ne sera possible. Les bolcheviks surent embrasser d'un même regard 1917, 1848, 1871 ou même 1894 ; de même, c'est dans la perspective féconde des grandes étapes des luttes passées, dans tous les pays. et de leurs reflets dans la doctrine, que nous devons considérer la future reprise de classe.

La fécondation du mouvement ouvrier russe par le marxisme remonte donc à ces lointaines années où Engels, tout en pronostiquant que la Russie passerait inévitablement par la phase capitaliste, ouvrait à la classe ouvrière de l'immense pays et à son Parti marxiste la perspective d'une révolution qui serait certes anti-féodale puisqu'elle devait avant tout permettre aux paysans l'accession à la terre, objectif propre aux révolutions bourgeoises, mais qui pourrait aussi se hausser au niveau d'une révolution prolétarienne à condition de s'unir au mouvement révolutionnaire du prolétariat socialiste d'Occident. Aucun autre prolétariat européen n'assimila aussi pleinement que le prolétariat russe la doctrine marxiste, aucun autre ne se l'appropria ainsi d'un seul bloc, conformément à sa nature même. De 1894 (date de la polémique contre Mikhaïlovski et du dernier écrit d'Engels sur **Les faits sociaux en Russie**) à 1905, la lutte de Lénine se résume en une défense passionnée de l'intégralité de la doctrine marxiste, à la fois contre la perspective d'une révolution sociale et politique purement paysanne plongeant ses racines dans le patrimoine incorruptible du **mir** dont rêvaient confusément les **populistes**, contre le révisionnisme des **économistes** et contre le pragmatisme éclectique des **spontanéistes**. Parallèlement, Lénine met en évidence le rôle fondamental de la théorie, du programme, du Parti en somme, et de leur « importation » dans la classe (2), rejetant ouvertement toute « liberté de critique » à l'égard de la théorie

(1) *Engels - Postface à* Soziales aus Russland.
(2) *Aucune révolution n'est possible sans l'union de ce que nous pourrions appeler la « conscience » — c'est-à-dire précisément la doctrine, le programme, le Parti comme anticipations définitives du cours historique des luttes physiques réelles du prolétariat — et la « spontanéité » des actions de masse.*

ou du programme, à accepter l'une et l'autre, comme Lénine lui-même le dit et le répète, dans leur « intégralité », dans leur « ensemble », globalement et sans mutilations. Voilà l'autre aspect de cette **continuité** dans laquelle nous avons reconnu la prémisse fondamentale et la première « leçon » d'Octobre considéré à l'échelle de tout le cours historique dont il est le centre.

L'**autre** aspect, disons-nous, car si le premier est la fidélité théorique et pratique à la vision marxiste dans laquelle la révolution européenne et la révolution russe se conditionnent mutuellement et sont donc destinées à vaincre ou à succomber **ensemble,** quel est le second, si ce n'est l'assimilation de la théorie comme un tout unitaire et invariable ? Deux faits, de nature internationale eux-aussi, ont modelé ses traits fondamentaux, comme Lénine le montre dans **La maladie infantile** : « Soumise au joug d'un » tsarisme sauvage et réactionnaire », l'avant-garde prolétarienne fut obligée d'aller chercher sa théorie au-delà des frontières nationales, dans l'exil qui la mit au contact des grandes luttes, tant théoriques que pratiques, du mouvement socialiste européen (Lénine se forma à l'école de l'exilé Plékhanov ; tout le bolchevisme se formera à l'école de l'exilé Lénine) ; par ailleurs, « aucun autre pays n'a connu, dans un intervalle de temps aussi » court, une si riche concentration de formes, de nuances, de méthodes, » dans la lutte de **toutes** les classes de la société contemporaine » (1). Et ce dernier fait est bien de nature internationale, puisque ce dynamisme est né de l'importation du capitalisme dans un pays arriéré, de l'implantation d'un capitalisme parvenu à pleine maturité dans une zone historiquement (et donc aussi économiquement et socialement) arriérée. En maîtres dialecticiens qu'ils étaient, c'est là que Trotsky et Lénine chercheront la clé de la révolution russe future : « A notre époque — dira le pre- » mier — les critères scolastiques, inspirés d'une obtuse pédanterie, ne ser- » vent à rien. C'est l'**évolution mondiale** qui a arraché la Russie à son état » d'arriération et à sa barbarie asiatique » ; et l'autre écrira : « Le rôle de » premier plan du prolétariat de Russie dans le mouvement ouvrier mon- » dial ne s'explique pas par le développement économique de notre pays : » c'est exactement le contraire qui est vrai » (2). C'est précisément parce que ce pays économiquement arriéré a vu un capitalisme dernier-cri se greffer sur sa structure « asiatique » et « barbare » que de terribles secousses en ont ébranlé les fondements, que les étapes ont été brûlées, les délais historiques raccourcis ; c'est pourquoi les classes bourgeoises et sous-bourgeoises ont épuisé, en un laps de temps si bref, toutes leurs chances d'intervenir directement, de diriger et de contrôler la lutte sociale et politique, et qu'à peine né, le prolétariat s'est trouvé placé devant ses tâches historiques. Face au « dernier mot » du capitalisme, il lui fallait en effet chercher le « dernier mot » de la doctrine révolutionnaire, une doctrine forte des confirmations apportées par cinquante ans d'histoire — et l'absolutisme tsariste ne pourra que l'y aider. C'est pourquoi sa jeune avant-garde

(1) *Œuvres complètes, T. 31, p. 20.*
(2) *Lénine,* Rapport à la Conférence des Comités d'usines, *23 juillet 1918 ; Œuvres complètes, T. 27, p. 580.*

fit si tôt la preuve d'une extraordinaire maturité (1), c'est-à-dire comprit si tôt qu'en dehors d'elle il n'était point de salut.

Si le bolchevisme a eu un mérite historique, c'est bien celui d'avoir revendiqué l'**invariance du marxisme,** c'est-à-dire d'avoir occupé la seule plate-forme d'où la classe appelée à détruire le capitalisme ne risque pas de « glisser dans le marais » comme disait Lénine dans **Que faire ?.** Et si après 1917 il put « réimporter » en Occident la théorie que celui-ci avait oubliée ou défigurée, c'est bien à cela qu'il le doit. Ils n'ont donc aucun droit à commémorer Octobre ceux qui, tenants du « marxisme créateur » du Kremlin ou de l'absurde « marxisme maoïste »de Pékin, ont voulu faire du marxisme une doctrine « élastique ».

***

A sa naissance, le mouvement marxiste russe trouve donc sa voie toute tracée. Huit ans avant la révolution de 1905, il sait parfaitement que sa tâche est **double** : « L'activité pratique des social-démocrates s'assigne » pour tâche de diriger la lutte de classe du prolétariat et d'organiser cette » lutte sous deux aspects : **socialiste** (lutte contre la classe capitaliste, lutte » qui vise à détruire le régime de classe et à organiser la société socialiste) » et **démocratique** (lutte contre l'absolutisme, laquelle vise à conquérir » pour la Russie la liberté politique et à démocratiser le régime politique » et social de ce pays » (2) (politique **et** social, ce qui signifie en premier lieu, la destruction de la grande propriété foncière). Pour la remplir, il devra soutenir « les classes progressives de la société contre les représen- » tants de la propriété terrienne privilégiée et de caste, et contre le corps » des fonctionnaires ; la grande bourgeoisie contre les convoitises réac- » tionnaires de la petite-bourgeoisie » (3). Mais cette solidarité prendra nécessairement un « caractère temporaire et conditionnel », non seulement parce que « le prolétariat est une classe à part, qui demain peut » s'avérer l'adversaire de ses alliés d'aujourd'hui » (4), mais parce que sa « condition de classe » fait de lui la seule classe « capable de pousser » **jusqu'au bout** la démocratisation du régime politique et social,puisqu'une » telle démocratisation mettrait ce régime entre les mains des ouvriers ». Suivant la voie tracée par le **Manifeste communiste,** l'**Adresse** de 1850 et les luttes de classe en France et en Allemagne, le mouvement marxiste russe reconnaît donc dans le prolétariat le véritable protagoniste de la révolution imminente, bien que celle-ci reste enfermée dans des limites démocratiques et donc bourgeoises.

(1) *C'était la conséquence dialectique de la maturité du capitalisme qui, comme le montrera Trotsky dans une de ses puissantes synthèses, dont on retrouve du reste le noyau dans mi le pages de Lénine, ne se mesure pas à l'intérieur des limites d'un seul pays, mais à l'échelle mondiale.*
(2) *Lénine,* Les tâches des social-démocrates russes. *1897. Œuvres complètes, T. 2, p. 333.*
(3) *Quel soufflet pour les « léninistes » d'aujourd'hui qui font chorus aux lamentations qu'arrachent les « monopoles » à la petite-bourgeoisie.*
(4) *Effectivement, la bourgeoisie s'alliera à l'absolutisme contre les paysans revendiquant la terre et contre les ouvriers exigeant des conditions de travail plus humaines ; la petite-bourgeoisie, moderne Janus, présentera alternativement ses deux visages selon qu'elle sera attirée vers l'une ou l'autre des*

Telle est la tâche de la classe ouvrière dans les pays qui, n'ayant pas encore accompli leur révolution bourgeoise, sont soumis de l'extérieur à la pression de forces productives en pleine expansion. Encore faut-il noter que, pour Lénine, « bourgeois » et « démocratique » sont toujours des termes synonymes, et que si le prolétariat doit remplir des tâches démocratiques-bourgeoises (dans **ces pays** seulement, jamais dans ceux où le capitalisme a déjà parcouru son cycle révolutionnaire), c'est dans une indépendance absolue à l'égard des classes et des partis de la bourgeoisie qu'il doit le faire : c'est à **lui,** et à lui seulement, qu'il appartient de les **accomplir intégralement** ! Les « commémorateurs » d'aujourd'hui ont identifié au contraire démocratie et socialisme, mettant le Parti à la remorque des démocrates même dans les pays de capitalisme plus que mûr...

Puisqu'il s'agit d'une révolution bourgeoise, diront les pédants mencheviks avant comme après 1905, l'initiative et la direction doivent être abandonnées à la bourgeoisie (certains iront même jusqu'à conclure qu'il fallait participer au gouvernement à ses côtés !) ; noyés dans leur idéalisme fumeux, les populistes, dont le but suprême était la destruction de la grande propriété seigneuriale, proclameront de leur côté que l'initiative et la direction devaient revenir à la paysannerie ; jusqu'à 1917 et au-delà, la position des bolcheviks restera au contraire que la révolution **économiquement** et **socialement** bourgeoise ne peut être accomplie « jusqu'au bout » sans que la classe ouvrière en prenne la tête, et que si elle est prête à se charger de cet énorme fardeau, c'est qu'elle sait qu'une fois la révolution bourgeoise portée à cette extrême limite que jamais la petite-bourgeoisie ou la paysannerie ne franchiront, tentant au contraire désespérément de revenir en arrière, s'ouvrira, avec l'aide du prolétariat des pays de capitalisme avancé, la perspective de sa **propre** révolution. En 1905, Lénine dira combien étaient justifiés les « rêves » des marxistes russes qui pensaient parvenir « à réaliser avec une amplitude sans précédent toutes les trans- » formations démocratiques, tout (leur) programme minimum » car, cela acquis, « l'incendie révolutionnaire s'étendrait à toute l'Europe... l'ouvrier » européen se soulèverait à son tour et (leur) montrerait "comment faire" ». Quant aux actuels « commémorateurs », ce sont eux (ou leurs pères spirituels) qui, dans la Chine de 1927, ont livré la classe ouvrière, pieds et poings liés, au « parti-frère » du Kouomintang, interdisant ainsi au prolétariat de prendre la tête de la double révolution en Extrême-Orient ; eux encore qui, dans les zones « sous-développées », enjoignent aux ouvriers de se mettre à la remorque de la « bourgeoisie nationale », voire des satrapes locaux !

En substance, les termes de la perspective des bolcheviks demeureront inchangés jusqu'à Octobre. Seuls changeront, sous l'action de facteurs extranationaux également, les rapports entre les classes et donc aussi la position du protagoniste principal de la révolution bourgeoise en Russie, le prolétariat. Au sein d'un monde très « évolué » du point de vue des forces productives, cinq années comptent pour cinquante dans les pays retardataires ; les « phases » historiques se chevauchent et se fondent l'une dans l'autre, les délais se raccourcissent, et c'est avec une extrême rapidité que les fronts de la guerre des classes se font et se défont pour se reformer ensuite de façon nouvelle. L'**Adresse** de 1850 (1) prévoyait pour l'Allemagne (et il suffit de transposer à la Russie) une rupture entre la bourgeoisie révolutionnaire, d'un côté, la petite-bourgeoisie et le prolétariat unis, de l'autre, puis, immédiatement après, une nouvelle rupture, entre petits-bourgeois et ouvriers cette fois, qui devrait prendre la forme d'une lutte armée débouchant, pourvu que la révolution éclate en France (en Occident dirions-nous pour la Russie), sur la révolution socialiste conduite exclusivement par la classe prolétarienne. Mais, pour Marx comme pour le Lénine des **Tâches de la social-démocratie,** les délais historiques sont relativement longs et il prévoit que « les ouvriers allemands ne pourront s'em- » parer du pouvoir... qu'après un long développement révolutionnaire ». En Russie comme dans tous les pays sous-développés d'aujourd'hui, le cours historique est au contraire infiniment plus rapide : en 1905, la bourgeoisie libérale a déjà brûlé toutes ses cartouches révolutionnaires en s'alliant ouvertement à la grande propriété foncière et au tsarisme ; parmi les classes ou sous-classes bourgeoises, la paysannerie reste donc la seule « alliée » possible (mais, comme le rappelle toujours Lénine, l'alliée d'aujourd'hui sera l'ennemie de demain !). Dans son avance impétueuse, le capitalisme **international** a creusé un fossé profond entre les classes, même — et peut-être surtout, — dans les pays arriérés, les obligeant, non pas à « sauter » par-dessus des étapes historiques entières, mais à les raccourcir considérablement. En Russie, le prolétariat se trouve donc naturellement à l'**avant-garde** et l'on voit même déjà poindre le jour où il restera **seul,** abandonné par le seul « allié » que la rupture du front de toutes les classes bourgeoises lui avait permis de se faire entre février et octobre.

C'est encore là un enseignement d'Octobre, qui ne s'applique plus aujourd'hui qu'à quelques régions du monde, mais cela suffit à lui conserver son importance. Après cela, seul le caporalisme obtus de Staline et des siens (2) pouvait décréter comme il le fit en 1926 que, l'incendie révolutionnaire une fois allumé en Chine, il se développerait en respectant des étapes nettement distinctes dont chacune devait être entièrement « achevée » avant que l'on puisse passer à la suivante, et conclure à partir de cette conception mécanique que le prolétariat devait attendre, massé derrière les « classes nationales », que les experts en stratégie révolutionnaire aient proclamé son heure venue ; le tragique résultat fut, on le sait, qu'il s'aperçut trop tard que cette heure était irrémédiablement passée ! L'éclatante victoire russe, comme l'écrasante défaite chinoise de 1927, ont mon-

classes fondamentales de la société ; quant aux « gens instruits et à l'intelligentsia », leur agitation ne suffira pas à étouffer leur servilité.

(1) *D'importants extraits de l'*Adresse du Comité central de la Ligue des communistes *ont été publiés dans le n° 14 de* Programme Communiste, *sous le titre : « Le parti prolétarien et les mouvements nationaux et démocratiques ».*

(2) *Ou bien encore l' « inertie historique » d'une partie des bolcheviks en février-avril 1917. Trotsky parlera à ce propos de « récidive social-démocrate » devant les grands tournants de l'histoire, et il est indéniable que cette aile de la vieille-garde bolchevique retomba alors au niveau du menchevisme des années 1905-07.*

tré que la vérité était exactement à l'opposé de cette conception : même si le prolétariat se trouve à l'arrière-plan lors des premières secousses du séisme social, il est inévitablement poussé à la tête du mouvement révolutionnaire au moment où ce séisme atteint son point culminant ; alors, il ne s'agit plus pour lui de « pousser » la révolution bourgeoise « jusqu'au bout », mais de s'emparer de vive force du gouvernail et, avec l'appui de la paysannerie, d'imposer son hégémonie à toutes les autres classes de la société. La formule léniniste de « dictature démocratique des ouvriers et des paysans » n'a pas d'autre sens.

« Dictature », parce qu'on ne peut se passer d' « interventions despotiques », d'incursions violentes, non tellement dans les formes de la superstructure politique, qui ne sont que des aspects fragiles et secondaires du bouleversement social, mais dans les rapports de propriété, seul moyen de libérer les forces productives dont la grande propriété nobiliaire entrave le développement et d'affranchir les paysans de l'absolutisme aussi bien central que local. « Dictature **démocratique** », parce que la démocratie est la forme politique répondant à la limitation bourgeoise de la révolution sur le plan économique et social. Cette dictature ne s'en exerce pas moins **contre** la bourgeoisie alliée au féodalisme, et c'est pourquoi elle ne respecte aucun des mythes de la démocratie politique et de l'égalité juridique, même si sa mission économique est bourgeoise. O ! « commémorateurs », pour un Lénine, **même** lorsqu'il s'agit de remplir des tâches historiques bourgeoises, le prolétariat et son Parti ont besoin de la terrible, de la scandaleuse, de la non-conformiste Dictature, quitte à la partager avec une autre classe, comme l'est la paysannerie.

Les perspectives ? Il est important de les rappeler, non par souci académique, mais pour faire toute la lumière sur les problèmes de l' « après-Octobre ». Dans **Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique** (1905), Lénine écrit : « Cette victoire (la victoire décisive sur » le tsarisme) sera précisément une dictature, c'est-à-dire qu'elle devra de » toute nécessité s'appuyer **sur la force armée**, sur l'armement des masses, » sur l'insurrection et **non sur telles ou telles institutions constituées** » **"légalement"**, par la "voie pacifique". Ce ne peut être qu'une dictature, » parce que les transformations absolument et **immédiatement** nécessai- » res au prolétariat et à la paysannerie provoqueront de la part des pro- » priétaires fonciers, des grands bourgeois et du tsarisme, une résistance » désespérée. Sans une dictature, il serait impossible de briser cette résis- » tance, de repousser les attaques de la contre-révolution. Cependant ce » ne sera pas une dictature socialiste, mais une dictature démocratique. » Elle ne pourra pas toucher **(sans que la révolution ait franchi diverses** » **étapes intermédiaires)** aux fondements du capitalisme. Elle pourra, dans » le meilleur des cas, procéder à une redistribution radicale de la propriété » foncière au profit de la paysannerie ; appliquer à fond un démocratisme » conséquent jusques et y compris la proclamation de la République : » extirper non seulement de la vie des campagnes, mais aussi de la vie » des usines, les survivances du despotisme asiatique ; commencer à amé- » liorer sérieusement la condition des ouvriers et à élever leur niveau de

» vie ; enfin, last but not least, étendre l'incendie révolutionnaire à l'Eu- » rope. Cette victoire **ne fera encore nullement de notre révolution bour-** » **geoise une révolution socialiste ; la révolution démocratique ne sortira** » **pas directement du cadre des rapports sociaux et économiques bour-** » **geois ; mais cette victoire n'en aura pas moins une portée immense** » **pour le développement futur de la Russie et du monde entier** » (1). Et encore : « cette victoire nous permettra de soulever l'Europe ; et le prolé- » tariat socialiste d'Europe, après avoir secoué le joug de la bourgeoisie, » **nous aidera, à son tour, à faire la révolution socialiste** ». (On retrouve ici textuellement les derniers mots d'Engels sur **Les faits sociaux en Russie.)**

Cette « dictature à deux » est, comme Lénine ne manquera jamais de le répéter, un processus ininterrompu de luttes contre le passé et pour l'avenir au cours desquelles le prolétariat est en réalité la force qui « dirige » les paysans (2). Cette vision a-t-elle quoi que ce soit de commun avec la coexistence idyllique (l' « harmonie préétablie » dira Trotsky) que plus tard, pour le compte et sur l'ordre de Staline, l'académie des « professeurs rouges » présentera comme l'image réelle de ces « bons rapports » entre classe ouvrière et paysannerie dans lesquels Lénine voyait un simple prélude à la révolution enfin socialiste ? Laissons Lénine lui-même répondre : « Un jour viendra où la lutte contre l'autocratie russe sera terminée et » l'époque de la révolution démocratique révolue pour la Russie : dès lors » il sera même RIDICULE de parler d' "unité de volonté" entre prolé- » tariat et paysannerie, de dictature démocratique, etc... Nous penserons » alors directement à la dictature socialiste du prolétariat... Le prolétariat » doit faire jusqu'au bout la révolution démocratique, **en s'adjoignant** la » masse paysanne, pour écraser par la force la résistance de l'autocratie » et paralyser l'instabilité de la bourgeoisie. Le prolétariat doit faire la » révolution socialiste en s'adjoignant la masse des éléments semi-prolétaiens de la population, **pour briser par la force** la résistance de la bour- » geoisie et **paralyser l'instabilité de la paysannerie et de la petite-bour-** » **geoisie** » (3). Il est certain en effet que lorsque le prolétariat entrera en lice pour ses propres revendications, ou même seulement lorsqu'il posera la revendication-limite que devrait satisfaire (mais ne satisfait jamais en fait) une révolution bourgeoise conduite par les classes bourgeoises, à savoir la nationalisation de la terre (rappelons que l'**Adresse** la revendique déjà en 1850), une lutte terrible se déchaînera et « la paysannerie, comme » classe de propriétaires fonciers, jouera dans cette lutte le même rôle » de trahison et d'inconstance que la bourgeoisie joue maintenant dans la » lutte pour la démocratie » (4).

Conscients de ce que « le petit-propriétaire se retournera inévitable- » ment contre le prolétariat après la victoire complète de la révolution

---

(1) *Editions en langues étrangères, 1954, pp 50-51.*
(2) *Trotsky dira qui « entraîne derrière lui » et les pédants de l'exégèse « léniniste » couperont soigneusement les cheveux en quatre pour faire de cette « nuance » un abîme !*
(3) Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique, *1905. Editions en langues étrangères de Moscou, 1954, pp. 85 et 100.*
(4) *Ibidem, p. 139.*

» démocratique », les bolcheviks, Lénine en tête, tournent leurs regards vers la révolution européenne : « Notre république démocratique n'a pas d'autres réserves que le prolétariat socialiste d'Occident ».

⁂

Si nous avons insisté sur le « prologue » d'Octobre au risque de lui sacrifier une partie de l' « épopée » qu'il représente, c'est que l'opportunisme s'efforce de présenter la révolution russe comme un « épisode » autonome et imprévu, alors qu'il a été préparé au cours d'une lutte théorique et pratique ininterrompue qui a duré de longues années, comme un événement qui ne saurait s'insérer dans une stratégie révolutionnaire mondiale, bref comme une sorte d' « anomalie » historique, une « découverte » sans doute géniale, mais qui ne se répètera pas et qui est à imputer non tant à un Parti qu'à l'individu Lénine.

C'est au contraire une thèse théorique et un enseignement pratique fondamental que la révolution d'Octobre a été le fruit d'une longue préparation au cours de laquelle avaient été définis avec une netteté croissante les principes suivants : rôle déterminant du Parti de classe ; rôle dirigeant, puis hégémonie du prolétariat dans la révolution prévue en Russie ; nécessité d'une liaison réciproque entre cette révolution et la révolution européenne ; passage inéluctable de l'alliance entre le prolétariat et la paysannerie dans la révolution bourgeoise « menée jusqu'au bout » à la lutte pour le socialisme, qui ne se terminera par la victoire en Russie qu'avec l'appui du prolétariat vainqueur dans les pays de capitalisme avancé.

Ce « prologue » révolutionnaire démontre (et c'est surtout pour cela que nous nous y sommes attardés) que, en toute fidélité au marxisme, les bolcheviks ont **exclu** d'emblée toute possibilité de « construire le socialisme » en Russie sans le secours d'une révolution communiste mondiale.

Cette perspective internationale mille fois invoquée devient une réalité tangible à l'éclatement de la guerre mondiale de 1914-18. Les bolcheviks proclament sans hésitation que la « phase suprême du capitalisme » commence ; pour toute la période historique ouverte par le premier massacre mondial, et pour **tous** les pays, l'alternative est : « guerre ou révolution », et dès sa naissance la IIIe Internationale traduira cette perspective dans les termes politiques suivants : « Ou dictature du prolétariat ou dictature de la bourgeoisie ». Toutes les justifications avancées pour amener la classe ouvrière à renoncer à sa mission historique en adhérant à la guerre seront irrévocablement repoussées ; aucun « défensisme » n'est admis, sous aucun prétexte : le prolétariat n'a aucune « civilisation », aucune « démocratie », aucune « patrie » à sauver ou à défendre, d'autant moins que ce n'est pas pour elles que les grandes puissances sont entrées en guerre, mais pour se partager le monde, pour conquérir des marchés et pour opprimer davantage les autres peuples.

Il n'y a rien à sauver ou à défendre : il faut **attaquer** et **détruire**. Que le prolétariat n'implore pas la paix, qu'il pratique le défaitisme révolutionnaire, qu'il fraternise avec ses frères de classe par-dessus les tranchées, qu'il sabote sa « patrie », qu'il lutte pour « transformer la guerre impérialiste en guerre civile », qu'il frappe de la même condamnation l'adhésion ouverte à la guerre et le refus de lui opposer la seule solution prolétarienne : la révolution ! Ces mots d'ordre ne connaissent pas de frontières : ils valent aussi bien pour le prolétariat de France que pour le prolétariat d'Allemagne, d'Angleterre que de Russie, puisque si celle-ci n'est pas encore assez bourgeoise pour être pleinement capitaliste, elle l'est assez pour être impérialiste, et que la marche infernale de l'impérialisme l'a unie dans un « même flot de sang » à toutes les autres bourgeoisies du monde et à leur destin. A Pétrograd comme à Paris ou à Londres, comme à Vienne ou à Berlin, il est vain d'invoquer la nécessité de défendre la patrie pour préserver le bien suprême de la « démocratie » ou de la « civilisation » menacée, — vain pour le tsarisme allié aux démocraties occidentales, mais vain aussi pour la démocratie bourgeoise post-tsariste, plus intéressée encore à la victoire militaire de l'Entente. La perspective bolchevique est unique, répétons-le, et **immédiate** ; son cadre est **mondial** : la révolution éclatera en Russie et, au début tout au moins, ce sera une révolution « démocratique poussée jusqu'au bout » ; en Europe, éclatera la révolution socialiste : « Dans tous les pays avancés, la guerre met à l'ordre du jour » la révolution socialiste, mot d'ordre qui s'impose d'autant plus impé- » rieusement que les charges de la guerre pèsent plus lourdement sur les » épaules du prolétariat et que le rôle de ce dernier devra être plus actif » dans la reconstruction de l'Europe, après les horreurs de la barbarie » "patriotique" actuelle, multipliées par les gigantesques progrès techni- » ques du grand capitalisme » (1). Enfin, la poursuite de la guerre mettra toujours plus au premier plan la nécessité de fonder une nouvelle Internationale sur les ruines de la Seconde, c'est-à-dire des partis social-chauvins ou social-pacifistes, dont le « centre » conciliateur est tout aussi réactionnaire que la « droite », et même davantage.

Octobre naîtra dans le fracas de ces proclamations sans cesse répétées et amplifiées qui annoncent l'ouverture d'un cycle **irréversible** et **mondial** de révolutions dirigées par ceux qu'on appelle encore « social-démocrates », mais qui se dépouilleront bientôt de leur « chemise sale » pour reprendre le nom de **communistes**. Une «exception », Octobre ? Une entorse à la règle de l'accession pacifique au pouvoir ? L'exploit exclusif d'un seul prolétariat, d'un des rares, qui plus est, pour lequel il pouvait sembler qu'une exception, justement, serait possible étant données les conditions particulières de sa lutte ? Non ! Le triomphe de la règle générale, la victoire de directives universelles et invariables, clairement définies par avance ! Sur quoi se fonde donc l'ignoble légende des voies non-révolutionnaires ou, pis encore, des « voies nationales au socialisme » ? Sans doute l'histoire interdit-elle aux pays arriérés d'enjamber par leurs propres moyens les degrés économiques qui mènent au plein socialisme et que les pays « évolués » ont déjà gravis (mais avec quel mépris Lénine parle des « gigantesques progrès techniques du grand capitalisme » !); ce n'est là toutefois qu'un aspect **particulier** d'un fait historique déterminé par des rap-

(1) *Lénine*, La guerre et la social-démocratie russe *(1-11-1914). Œuv. comp., T. 21, p. 27.*

ports mondiaux, et qui n'a donc rien de « national ». S'agit-il alors, dans un premier temps, de jeter seulement les « bases du socialisme », c'est-à-dire d'élever la société du degré économique le plus bas, représenté par des structures pré-capitalistes ou même patriarcales, au degré le plus élevé, c'est-à-dire au plein capitalisme ? Là aussi, là encore, l'histoire ne connaît d'autre moyen que la révolution, la dictature de fer du prolétariat dirigeant les paysans, l'anti-démocratisme et l'internationalisme. Le Lénine qui, à Zimmerwald et à Kienthal, dans l'**Impérialisme** et dans d'innombrables écrits de la période de guerre (**Contre le courant** !) revenait sans cesse, avec toute sa puissance, sur la tâche historique vitale et urgente : « transformer la guerre impérialiste en guerre civile », le Lénine qui fustigeait si durement les illusions pacifistes, le Lénine qui travaillait fiévreusement à la naissance d'une nouvelle Internationale fondée sur ces principes, le Lénine qui embrassait d'un même regard, qui associait toujours les révolutions d'Occident et d'Orient et montrait au prolétariat, **partout**, et à son Parti, **dans chaque pays**, la voie de la conquête révolutionnaire du pouvoir, quel qu'ait dû être le programme économique immédiat imposé par les conditions objectives, — ce Lénine-là serait donc le père des « voies pacifiques et nationales au socialisme », le théoricien de la « coexistence pacifique », et non pas leur ennemi mortel ? Le Lénine du **Programme militaire de la révolution prolétarienne** serait donc le chef de file des marches pour la Paix, le respectueux défenseur des « valeurs » nationales et démocratiques ?

En somme, Lénine aurait été le premier à trahir l'Octobre Rouge ?

***

Nous ne pourrons suivre pas à pas l'histoire si dense des quelques mois qui séparent le retour de Lénine en Russie, en avril 1917, de la fulgurante victoire d'octobre ; du reste, de nombreux textes et de nombreuses réunions de notre Parti y ont été déjà consacrés. Il importe par contre d'en dégager les grandes lignes, qui se prolongeront bien au-delà de l'événement, en insistant sur la portée générale des enseignements qui en découlent.

Les grandes étapes sont connues : des **Thèses d'avril** à la Conférence de Parti du même mois ; du 1er Congrès pan-russe des Soviets aux journées de juillet ; du VIe Congrès clandestin de juillet à la lutte contre Kornilov en août ; l'intense veillée d'armes du Parti, consacrée à la fois à la restauration de la doctrine marxiste (**L'Etat et la Révolution**) et à la lutte contre les résistances à l'insurrection qui se manifestaient dans le comité central lui-même ; de l'insurrection, en passant par le boycottage du pré-Parlement de Kérensky, à la prise du pouvoir et à la constitution du Conseil des Commissaires du peuple ; des premiers grands décrets à la dissolution de l'Assemblée constituante ; de la paix de Brest-Litovsk à la liquidation des résidus de l'alliance avec les socialistes-révolutionnaires de gauche et au début de la guerre civile sur tous les fronts. Dans ces quelques mois qui mettent fin à toute une phase de l'histoire, à des décennies entières et qui pèseront à leur tour de tout leur poids sur les décennies à venir, **où chercher les leçons de l'Octobre prolétarien et communiste ?**

Dans le programme économique de la révolution, dans ses interventions autoritaires dans le domaine de la production et de l'échange ? Non ! Dans une série de textes publiés avant et après l'insurrection et jusqu'au célèbre discours sur l'**Impôt en nature** de 1921, Lénine ne cessera de répéter, au nom des bolcheviks, que ces mesures étaient destinées à acheminer la Russie arriérée vers le capitalisme pleinement développé ou, pour mieux dire, à édifier les « bases du socialisme » au prix d'une âpre lutte contre la micro-production petite-bourgeoise, rurale et urbaine, l'issue de celle-ci dépendant de l'extension de la révolution prolétarienne aux pays de capitalisme développé. Ce programme ne dissimule rien des difficultés à vaincre, ne concède rien à la démagogie des promesses **irréalisables à l'intérieur de la seule Russie** et s'insère parfaitement dans la tradition marxiste : il suffit de relire le **Manifeste communiste** de 1848 ou l'**Adresse** de 1850 pour s'en convaincre. D'ailleurs, rien n'autorise à supposer que l'application d'un autre programme eût été possible ou même souhaitable, ni donc que celui-là était trop « modeste », comme certains militants, emportés par leur enthousiasme révolutionnaire, ont pu alors le croire. Pourtant, ce n'est pas dans le programme économique que nous trouverons la marque prolétarienne et communiste d'Octobre, l'étincelle qui enflammera les masses prolétariennes du monde entier dans les années brûlantes du premier après-guerre, car pris en lui-même, il n'indique nullement la voie universelle de l'émancipation ouvrière. En le réalisant, le pouvoir prolétarien victorieux travaillait avant tout à sa propre consolidation en attendant que la révolution communiste européenne (**au moins** européenne) vienne délivrer la Russie de son retard et trancher son nœud gordien grâce à un apport massif de forces productives et de ressources techniques arrachées au capitalisme développé. Une fois la terre nationalisée, on devait essayer d'acheminer l'agriculture vers des formes plus évoluées du travail associé ; l'industrie, ainsi que son appareil financier et commercial, devait d'abord être contrôlée, puis contrainte de se concentrer (cartellisation forcée), et enfin gérée par l'Etat qui entendait l'utiliser comme une arme **politique** bien plus encore qu'**économique** pour accélérer l'évolution des campagnes et se préparer, en cas de nouveau retard de la révolution extérieure, à affronter seul l'inévitable conflit avec la paysannerie. Ce n'est qu'après avoir tranché les liens vitaux qui reliaient ce programme économique au programme politique — dictature **mondiale** du Parti communiste ! — et liquidé physiquement le Parti lui-même par les moyens de répression de l'Etat, que le stalinisme a pu développer, non seulement un « capitalisme économique », mais aussi un « capitalisme politique ». De la Russie d'Octobre, il a fait une grande Nation, des partis révolutionnaires, les gardiens de la démocratie et de l'ordre, et il les a jetés dans la fournaise de la seconde guerre impérialiste pour défendre les fondements même du Capital. C'est sur cette rupture **politique** et l'exploitation des bases **économiques** durement conquises par la révolution qu'est bâtie l'U.R.S.S. de la coexistence pacifique. Seule cette victoire de la contre-révolution a permis à la bourgeoisie internationale de commémorer un Octobre si bien « stérilisé » qu'il peut prendre place dans le palais de la «Culture» en s'intégrant à ce «patrimoine commun» planant au-dessus des

classes que serait l'Histoire ; en somme, un Octobre dont il ne reste plus rien. Mais nous savons que le véritable Octobre peut fort bien ressurgir de ce néant beaucoup plus tôt qu'on ne l'aurait cru, dans toute sa force et son éclat.

Cette force et cet éclat, on les dissimule si bien à la classe exploitée qu'elle ne prévoit plus d'autre avenir qu'une agonie sans fin de la société bourgeoise décadente d'aujourd'hui. Pourtant, ils ressortiraient nettement d'un fidèle tableau d'ensemble de la Révolution, y compris les mesures économiques des années 1917-21 convenablement replacées dans leur cadre historique, avec leur véritable signification.

Des **Thèses d'avril** à la fondation de la IIIe Internationale, la ligne politique défendue par le Parti bolchevique forme un tout sans faille. Dans sa lutte acharnée, celui-ci se débarrassera de tout élément, même purement formel, qui aurait pu faire croire qu'entre démocratie et socialisme il existait un lien quelconque : « Le terme de démocratie, appliqué au « Parti communiste, n'est pas seulement inexact au point de vue scientifi- « que. Aujourd'hui, après mars 1917, c'est un **bandeau** mis sur les yeux du « peuple révolutionnaire, **qui l'empêche** de faire du neuf librement, hardi- « ment et sur sa propre initiative, c'est-à-dire d'organiser des Soviets de « députés ouvriers, paysans et autres en tant que **pouvoir unique** dans « l' "Etat", en tant qu'annonciateurs du "dépérissement" de **tout Etat** » (1). Le Parti (et l'Internationale avec lui) sera **communiste tout court.**

L'effondrement du tsarisme l'ayant jeté le premier dans une situation révolutionnaire, le Parti bolchevique est pleinement conscient des responsabilités internationales que lui donne ce « privilège historique » : « A qui « il est beaucoup donné, il sera beaucoup demandé... C'est précisément à « nous, et précisément à l'heure actuelle, qu'il appartient de fonder sans « retard une **nouvelle** Internationale, une Internationale révolutionnaire, « prolétarienne ; plus exactement, nous ne devons pas craindre de procla- « mer hautement qu'elle est **déjà fondée** et qu'elle agit. C'est l'Internatio- « nale des "véritables internationalistes"... Eux, et eux seuls, sont les « représentants, et non les corrupteurs, des masses internationalistes « révolutionnaires ». Que ces communistes internationalistes soient alors bien peu nombreux n'est pas pour l'effrayer : « Ce n'est pas le nombre qui « importe, mais l'expression fidèle des idées et de la politique du prolétariat véritablement révolutionnaire. L'essentiel n'est pas de "proclamer" « l'internationalisme ; c'est de savoir être, même aux moments les plus « difficiles, de véritables internationalistes ». Si un concours de circonstances historiques, indépendantes de la volonté de la bourgeoisie puisqu'elles lui sont imposées par la marche inéluctable de la lutte de classe, fait alors de la Russie un pays plus « libre » que d'autres, « profitons de cette « liberté non pour prêcher le soutien de la bourgeoisie ou du "jusqu'au- « boutisme révolutionnaire" bourgeois, mais pour **fonder** hardiment, hon- « nêtement, en prolétaires, à la Liebknecht, la **IIIe Internationale,** ennemie

(1) *Lénine,* Les tâches du prolétariat dans notre révolution *(10 avril 1917) ; Œuvres complètes, T. 24, p. 79.*

« irréductible à la fois des traîtres social-chauvins et des "centristes" « hésitants » (1). Ce devoir envers le prolétariat international vient toujours au premier plan de la conscience du Parti, qui le considère comme sa tâche principale. Il dotera la nouvelle Internationale d'un marxisme restauré dans son intégralité révolutionnaire et rehaussé des victoires de Pétrograd et de Moscou : **L'Etat et la Révolution** et Octobre sont contemporains ; **La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky** de Lénine et **Terrorisme et communisme** de Trotsky font le bilan théorique et pratique de trois années de guerre civile ; les Thèses du Ier et du IIe Congrès de l'Internationale lancent aux prolétaires du monde entier le message, non pas du Parti russe **en tant que tel,** mais du marxisme intégral dont la dynamique de la guerre entre les classes fait à nouveau le pôle d'attraction des classes exploitées du monde entier.

⁂

Pour évoquer comme il se doit 1917, il faudrait la plume d'un Trotsky, mais ce que nous voulons, c'est simplement démontrer que les contours d'Octobre se dessinaient déjà bien **avant** la victoire de l'insurrection, dans les écrits, les discours, les thèses et les luttes du Parti bolchevique. Car Octobre englobe non seulement la guerre civile et la fondation de l'Internationale communiste et ses premiers congrès, mais la N.E.P., non seulement la victoire, mais aussi la contre-révolution, non seulement les événements de Russie, mais les événements mondiaux qui leur sont liés.

Le Parti bolchevique ne s'est pas jeté à l'aveuglette dans la révolution. Il n'attendait point du mouvement des masses qu'il résolve les énigmes de l'Histoire et lui indique la route à suivre, le but à atteindre ; pour lui, Octobre était au contraire le point d'aboutissement prévu, attendu, préparé, annoncé quotidiennement aux masses par la parole et l'action, — un point d'aboutissement qui devait devenir un point de départ.

La révolution de février a transmis le pouvoir des mains ensanglantées du tsarisme aux mains de la bourgeoisie, impatiente de les tremper elle aussi dans ce même sang, mais elle a créé en même temps, avec le Soviet des députés ouvriers et soldats de Pétrograd, un « pouvoir s'appuyant non sur la loi, mais sur la force directe des masses armées ». Deux pouvoirs ne pouvant coexister longtemps au sein d'un même Etat, qu'est-ce qui en Russie les maintient enchevêtrés ? Qu'est-ce qui détermine le Soviet de Pétrograd à « remettre **volontairement** le pouvoir d'Etat à la bourgeoisie » et à **son** Gouvernement provisoire » alors qu'il en dispose ? La « formida- » ble vague petite-bourgeoise », répond Lénine ; elle « a tout submergé ; » elle a écrasé le prolétariat conscient non seulement par le nombre, mais » aussi par son idéologie, c'est-à-dire qu'elle a entraîné de très larges » milieux ouvriers, les a contaminés de ses idées politiques petites-bour- » geoises » (2) (l'épidémie, ajouterons-nous, a même atteint une fraction du parti bolchevique). Octobre, cette « seconde étape » de la révolution qui, selon les **Thèses d'avril,** « doit donner le pouvoir au prolétariat et aux

(1) *Ibidem, pp. 75-76.*
(2) *Ibidem, pp. 52-54.*

» couches pauvres de la paysannerie », ne sera possible que si l'on « verse » du vinaigre et du fiel dans l'eau sucrée des phrases démocratiques révo- » lutionnaires » et si l'on « **désintoxique** le prolétariat en proie à la griserie » "générale" petite-bourgeoise » (1). Là se trouve le frein qui empêche les masses en effervescence de suivre leur voie, la possibilité, pour l'ennemi, d'endiguer la marée montante « du prolétariat et des couches pauvres de la paysannerie » tout en tenant en réserve l'arme de la répression bourgeoise directe.

Expérience purement russe ? Phénomène « national » ? Pas le moins du monde. Ayant derrière lui trois-quarts de siècle de luttes prolétariennes, fort du bilan dressé par Marx et Engels des luttes de classe en Allemagne et en France, le Parti bolchevique peut affirmer, à la veille d'Octobre et pour n'importe quel Octobre **à venir**, que « Dans le monde entier, l'expé- » rience des gouvernements de la bourgeoisie et des grands propriétaires » fonciers a mis au point **deux** procédés pour maintenir le peuple dans » l'oppression. D'abord la violence. Nicolas Romanov I (Nicolas la Trique) » et Nicolas II (le Sanguinaire) ont montré au peuple russe le maximum de » ce qui est possible et impossible avec ce procédé de tortionnaire. Mais » il est un autre procédé, **qu'ont le mieux mis au point les bourgeoisies » anglaise et française** (championnes et "modèles" de la démocratie !), » "instruites" par toute une série de révolutions et de mouvements révo- » lutionnaires des masses. C'est celui du mensonge, de la flatterie, des » belles phrases, des promesses sans nombre, des aumônes d'un sou, des » concessions insignifiantes pour garder l'essentiel » (2). L'enseignement est permanent et universel : la révolution prolétarienne ne peut vaincre sans écraser cet ennemi insidieux qu'est l'idéologie petite-bourgeoise enracinée dans la micro-production rurale et urbaine. « Les chefs de la petite- » bourgeoisie "se doivent" (il s'agit en effet d'un fait objectif, déterminé par » des rapports de classe réels) d'enseigner au prolétariat la confiance en la » bourgeoisie. Les prolétaires se doivent de lui enseigner la méfiance » (2). Voilà la **première** leçon que retiendra l'Internationale communiste. A cinquante ans de distance, c'est contre vous, commémorateurs-fossoyeurs, qu'elle est dirigée !

Le fossé creusé par Octobre séparait le prolétariat non seulement de la bourgeoisie, mais de toutes les classes intermédiaires. C'est **en cela** que la révolution russe manifestait son caractère **prolétarien et communiste**, c'est **en cela** qu'elle nous appartient et qu'elle condamne les partis, les tendances ou les hommes qui font leurs délices de « l'eau sucrée » de « phrases démocratiques » qui, aujourd'hui, n'ont plus rien de révolutionnaire. Voilà pourquoi, en août 1918, les bolcheviks pouvaient proclamer : « Notre » révolution a commencé comme **révolution mondiale** », voilà pourquoi nous pouvons le répéter, cinquante ans plus tard.

(1) *Ibidem, p.* 55.
(2) *Ibidem, p.* 56.

Lors du grand coup de barre des **Thèses d'avril** (1), Lénine affirme tout d'abord que, sous le nouveau régime démocratique bourgeois, la guerre « est demeurée incontestablement une guerre impérialiste de brigandage » dont on ne pourra sortir sans « renverser le Capital » ; dans ce but, il faut répandre le défaitisme dans les rangs de l'armée, encourager la fraternisation par-dessus les frontières, transformer la guerre impérialiste en guerre civile, « **car objectivement le problème de la guerre ne se pose que sur le » plan révolutionnaire** ». Encore une fois, qu'est-ce qui empêchait les masses de le comprendre ? Lénine répond : « **Le jusqu'auboutisme révolution- » naire** doit être considéré comme la manifestation la plus sérieuse, la plus » éclatante, de la vague petite-bourgeoise qui a "presque tout" submergé. » **C'est le pire ennemi du progrès ultérieur et du succès de la révolution** » russe ». Participation à la « défense de la patrie » sous prétexte que les conquêtes démocratiques sont menacées, rêves petits-bourgeois d'entente entre les gouvernements belligérants, appels à la « bonne volonté », « inter- » nationalisme en paroles, opportunisme pusillanime et complaisance pour » les social-chauvins en fait », vœux pieux de désarmement : la critique bolchevique s'abat impitoyablement sur tout le « règne de la phrase petite- » bourgeoise bourrée de bonnes intentions ». Pour Lénine, les social-chauvins et leurs valets du « centre » représentent un phénomène objectif : ils défendent directement ou indirectement la domination bourgeoise, et si la révolution a déjà fait son **premier pas**, elle doit maintenant passer au second, c'est-à-dire donner le pouvoir d'Etat au prolétariat qui peut seul « assurer la cessation de la guerre ». Il ajoute : « Ce sera dans le » monde entier le début de la "rupture du front", — du front des intérêts » du Capital, — et ce n'est qu'en rompant **ce** front que le prolétariat **peut** » soustraire l'humanité aux horreurs de la guerre, lui procurer les bien- » faits d'une paix durable » (2). Le pacifisme ne trouve pas place dans le programme d'Octobre : guerre à la guerre, par tous les moyens du défaitisme révolutionnaire, jusqu'à la conquête révolutionnaire du pouvoir d'Etat ; alors **seulement**, si le « front mondial du Capital » est enfoncé, la paix pourra régner.

La lutte bolchevique contre les « prétextes » que l'idéologie petite-bourgeoise toujours renaissante invoque pour entraîner le prolétariat dans le massacre impérialiste ne cessera de s'approfondir et de s'amplifier entre février et octobre. Le Parti déploie des efforts immenses, incessants pour convaincre le prolétariat qu'il faut prendre le pouvoir, ne serait-ce que pour mettre fin à la terrible hémorragie de la guerre mondiale. Et c'est les yeux fixés sur cette solution **mondiale** que le pouvoir prolétarien, que le Parti communiste, signera, en mars 1918, la paix « incroyablement lourde » et humiliante » de Brest-Litovsk, son « traité de Tilsit » ; car s'il la signa, ce ne fut pas par pacifisme, mais au nom de la révolution prolétarienne internationale. Si la révolution avait éclaté en Europe sur la lancée d'Oc-

(1) *Ce coup de barre, rappelons-le, n'était pas destiné à changer le cap suivi jusqu'alors par le Parti bolchevique, mais à réagir énergiquement contre l'abandon du programme par les « conciliateurs » bolcheviques.*
(2) Les tâches du prolétariat dans notre révolution. *Œuvres comp., T. 24, p. 59.*

tobre, il n'aurait même pas eu à le faire ; mais puisqu'il y est contraint, il consent à la « paix infâme » avec la certitude que, quels que soient les sacrifices imposés, son retrait de la guerre impérialiste, non seulement renforcera les liens noués entre la dictature prolétarienne et les masses en Russie, mais jettera le ferment du défaitisme dans les armées impérialistes toujours aux prises en Europe ; il y consent aussi « **dans l'intérêt** d'une » préparation sérieuse » de la guerre révolutionnaire dont il a reconnu depuis longtemps la **nécessité**, qu'elle soit défensive et imposée par l'attaque prévisible, et même inévitable, des bourgeoisies étrangères non encore dépossédées du pouvoir par la révolution, ou qu'elle soit offensive et déclenchée par le premier Etat prolétarien contre les puissances capitalistes qui l'encerclent dans le but de venir en aide aux prolétaires insurgés ou sur le point de s'insurger contre le Capital (1). Avant **comme** après la conquête du pouvoir, pas la moindre trace de pacifisme dans le programme d'Octobre ! Dans son **Rapport sur la guerre et la paix** (2), en mars 1918, Lénine proclamera : « Notre mot d'ordre ne peut être que celui-ci : **étudier sérieu-** » **sement l'art militaire** » et, s'adressant aux camarades impatients de partir pour le front de la guerre révolutionnaire mondiale : « Saisissez-vous de » la trêve, même d'une heure, puisqu'elle vous est offerte, afin de mainte- » nir le contact avec la zone éloignée de l'arrière **et d'y former de nouvel-** » **les armées** » ; dans **La Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky**, il définira, dans un magnifique raccourci dialectique, les deux phases inséparables de la conquête et de l'exercice révolutionnaire du pouvoir : « Il » n'est pas de grande révolution qui ait évité et puisse éviter la "désorga- » nisation" de l'armée... Le premier souci de toute révolution victorieuse, » — Marx et Engels l'ont maintes fois souligné, — a été de détruire la » vieille armée, de la licencier, **de la remplacer par une nouvelle** ». Et qu'on ne vienne pas nous dire qu'il s'agit là seulement de la guerre civile **intérieure** ! Pour Lénine, la guerre civile, tout autant que la révolution, est un « fait international » qui ne connaît pas de frontières et ne tolère pas d'abandon, même si elle peut subir des « trêves » !

***

L'immense portée de la Révolution d'Octobre, les bolcheviks l'ont en quelque sorte illustrée par avance en exhumant la doctrine marxiste de l'Etat de la poussière où les réformistes l'avaient oubliée. Les commémorateurs-fossoyeurs d'aujourd'hui n'ont pas tout à fait oublié ce fait-là, aussi se donnent-ils beaucoup de mal pour effacer de la mémoire du prolétariat tout vestige des grands textes marxistes et de la leçon magistrale des luttes révolutionnaires. Les bolcheviks, eux, empruntèrent la même voie histo-

(1) *Ces deux cas sont explicitement prévus dans* L'opportunisme et la faillite de la IIe Internationale *(1915) et* Du mot d'ordre des Etats-Unis d'Europe *(1916) ; les* Thèses d'avril, *de même, justifiaient le recours à la guerre révolutionnaire pourvu que les conditions suivantes soient remplies : « a) passage du pouvoir au prolétariat et aux éléments pauvres de la paysannerie, proches du prolétariat ; b) renonciation effective, et non verbale, à toute annexion ; c) rupture totale en fait avec tous les intérêts du Capital ».*

(2) *Œuvres complètes, T. 27, p. 83.*

rique que les Communards, celle que Marx et Engels avaient toujours préconisée avant, pendant et après la Commune de Paris, la voie maîtresse, la seule voie que les communistes reconnaissent, quels que soient leur pays et leur génération. Ce n'est certainement pas par hasard que les **Thèses d'avril** assignent au Parti (qui doit redevenir lui-même en se dépouillant de sa « chemise sale ») la tâche de redéfinir son programme, surtout en ce qui concerne « l'attitude envers l'Etat et **notre revendication** » de l' "Etat-Commune" ». Il fallait que cela soit fait pour que disparaisse l'absurdité historique de la « dualité du pouvoir » et qu'enfin libéré du carcan de la phraséologie petite-bourgeoise grâce à l'influence décisive du Parti, le Soviet trouve la force de défier ouvertement la classe dominante, de proclamer non seulement : « Aucun appui au Gouvernement provi- » soire ! », mais surtout : « A bas la République parlementaire ! ». Il le fallait pour que le Soviet accepte de devenir lui-même « le pouvoir unique » de l'Etat », un pouvoir ne s'appuyant sur aucune loi, mais sur la « force » armée des masses ». Il devait alors devenir bien clair qu'il n'y avait pas à s'attarder un seul instant à l'espoir d'un passage graduel de la première étape à la seconde, qu'une telle évolution était exclue et qu'il s'agissait d'un bond qualitatif puisqu'il faut **briser** la machine de l'Etat bourgeois et en construire une autre. — un Etat tout aussi dictatorial que l'ancien, mais de nature prolétarienne ; un Etat de classe, tout comme l'Etat bourgeois, mais dédaignant de dissimuler sa nature, contrairement à ce dernier ; un Etat destiné à réprimer la classe ennemie, tout comme l'Etat bourgeois l'a toujours fait sans en convenir jamais de bon gré, alors que **les prolétaires** le feront et **le diront.**

Mais, suggèrent les jongleurs de la « Culture », ce bond, — l'insurrection armée et l'exercice dictatorial du pouvoir, c'est-à-dire la suppression de la « démocratie pure » des bourgeois —, n'a-t-il pas été imposé à la Russie par ses particularités historiques, géographiques, voire même raciales ? La Russie, n'est-ce pas... c'est la Russie ; pourquoi ne pourrait-on emprunter ailleurs une autre voie ? Eh bien non ! En ce mois de lutte intense, où l'histoire met implacablement le Comité central bolchevique en demeure de prendre ses responsabilités (1), **L'Etat et la Révolution** répond à cette question d'une manière définitive : 1) « L'Etat bourgeois » **ne peut** céder la place à l'Etat prolétarien (à la dictature du prolétariat) » par voie d' "extinction", mais seulement, en règle générale, par une » révolution violente » (2) ; 2) « La doctrine de la lutte des classes appli- » quée par Marx à l'Etat et à la révolution socialiste, mène nécessairement » à la reconnaissance de la **domination politique** du prolétariat, de sa dicta- » ture, c'est-à-dire d'un pouvoir qu'il ne partage avec personne et qui s'ap- » puie directement sur la force armée des masses... "L'Etat, c'est-à-dire le » prolétariat organisé en classe dominante", cette théorie de Marx est » indissolublement liée à toute sa doctrine sur le rôle révolutionnaire du

(1) *« Le succès de la révolution russe et de la révolution mondiale (quand trouverons-nous ces deux termes séparés dans la littérature révolutionnaire d'Octobre ?) dépend de deux ou trois jours de lutte », Lénine,* Conseils d'un absent *(8-21/10/17), œuvres complètes, T. 26, p. 184.*

(2) *Œuvres complètes, T. 25, p. 433.*

» prolétariat dans l'histoire. **L'aboutissement de ce rôle, c'est la dictature » prolétarienne, la domination politique du prolétariat.** Mais si le prolétariat a besoin de l'Etat en tant qu'organisation **spéciale** de la violence » **contre** la bourgeoisie, une question s'impose : une telle organisation est-» elle concevable sans que soit **au préalable détruite, démolie, la machine » d'Etat que la bourgeoisie a créée pour elle-même ?** » (1) ; 3) « Ceux-là » seuls ont assimilé la doctrine de Marx sur l'Etat, qui ont compris que la » dictature d'**une** classe est nécessaire non seulement pour toute société » de classes en général, non seulement pour le **prolétariat** qui aura ren-» versé la bourgeoisie, mais encore pour toute la **période historique** qui » sépare le capitalisme de la "société sans classes", du communisme. Les » formes d'Etat bourgeois sont extrêmement variées, mais leur essence » est une : en dernière analyse, tous ces Etats sont, d'une manière ou » d'une autre, mais nécessairement, **une dictature de la bourgeoisie.** Le » passage du capitalisme au communisme ne peut évidemment manquer » de fournir une grande abondance et une large diversité de formes » politiques, mais leur essence sera nécessairement une : **la dictature du » prolétariat** » (2).

La revendication de la dictature du prolétariat « pour toute une période historique », loin d'être une prétention subjective de cette classe, n'est que la traduction d'une exigence **objective** dans la mesure où bourgeoisie et prolétariat sont les **seuls** protagonistes du drame historique contemporain :

« La domination de la bourgeoisie ne peut être renversée que par le » prolétariat, classe distincte que ses conditions économiques d'existence » préparent à ce renversement, et à qui elles offrent la possibilité et la » force de l'accomplir. Tandis que la bourgeoisie fractionne et dissémine » la paysannerie et toutes les couches petites-bourgeoises, elle groupe, unit » et organise le prolétariat. Etant donné le rôle économique qu'il joue » dans la grande production, le prolétariat est seul capable d'être le guide » de **toutes** les masses laborieuses et exploitées que, souvent, la bourgeoi-» sie exploite, opprime et écrase non pas moins, mais plus que les prolé-» taires, et qui sont incapables d'une lutte **indépendante** pour leur affran-» chissement... Le prolétariat a besoin du pouvoir d'Etat, d'une organisa-» tion centralisée de la force, d'une organisation de la violence, aussi bien » pour réprimer la résistance des exploiteurs que pour **diriger** la grande » masse de la population — paysannerie, petite-bourgeoisie, semi-prolétai-» res — dans la "mise en place" de l'économie socialiste » (3).

Ce passage est capital. Toute l'expérience des mois qui précèdent Octobre montre en effet que la petite-bourgeoisie freine nécessairement le mouvement ascendant de la révolution. C'est sous son influence insidieuse que le Soviet, « seule forme possible de gouvernement révolutionnaire », reculait depuis février devant la tâche que lui confiait l'histoire : prendre et exercer tout le pouvoir, sans le partager avec qui que ce soit.

(1) *Œuvres complètes, T. 25, pp. 437-438.*
(2) *Œuvres complètes, T. 25, p. 446.*
(3) *Œuvres complètes, T. 25, p. 437.*

Et cette expérience a une valeur générale, c'est une donnée de « mécanique sociale » destinée à jouer partout, le dangereux écueil qui menace toute révolution communiste. « Après l'expérience de juillet 1917, c'est » précisément le prolétariat révolutionnaire qui doit prendre le pouvoir : » hors de là pas de victoire possible pour la révolution » (1), avait écrit Lénine quelques mois auparavant en montrant que si les communistes restaient « partisans d'un Etat bâti sur le type des Soviets », il ne pouvait s'agir « des Soviets d'aujourd'hui, (de) ces organes d'entente avec la bour-» geoisie », mais « d'organes de la lutte révolutionnaire contre la bour-» geoisie » qui surgiraient de la nouvelle révolution. En vertu de cette nécessité de « diriger » dictatorialement les masses, Octobre, ce sera la prise totalitaire et violente du pouvoir **par le Parti** s'appuyant sur la force armée de la classe ouvrière ; la liquidation de toute fiction démocratique et parlementaire, avec le boycottage du pré-Parlement d'abord, la dissolution de l'Assemblée constituante ensuite ; l'intervention despotique dans l'économie et la construction d'une armée sur les ruines de l'armée démocratico-tsariste. Exemplaire en cela aussi, la main qui écrivait alors **L'Etat et la Révolution** laissera la brochure inachevée pour saisir le gouvernail de l'insurrection : il aurait été vain d'avoir tracé la voie révolutionnaire dans des textes théoriques pour ne pas l'emprunter, le moment venu, dans la réalité de la lutte des classes ! Vainqueur ou vaincu, c'est par le combat que l'on prépare l'avenir (2). Janvier 1918 : « Certes, la victoire définitive du » socialisme est impossible dans un seul pays » (héritiers du stalinisme, frémissez !), mais voilà ce qui est possible : « L'exemple vivant, l'action » commencée dans un pays **quelconque,** est plus efficace que toutes les » proclamations et toutes les conférences ; **c'est ce qui enthousiasme les » masses laborieuses de tous les pays** » (3). Juillet 1918, alors que l'incendie de la guerre civile jette ses premières lueurs : « Accédant au pouvoir en » tant que parti communiste prolétarien alors que la bourgeoisie capitaliste » maintenait encore sa domination dans les autres pays, notre devoir le » plus urgent était, je le répète, de maintenir ce pouvoir, ce flambeau du » socialisme, afin qu'il puisse lancer le plus d'étincelles possible sur l'in-» cendie grandissant de la révolution mondiale » (4).

(1) A propos des mots d'ordre. *Œuvres complètes, T. 25, pp. 204-205.*

(2) *La rédaction du VIIe chapitre de* l'Etat et la révolution, « *L'expérience des révolutions russes de 1905 et 1907* », *n'est pas allée au-delà du titre, mais* « *il est plus agréable et plus utile de faire l'expérience d'une révolution que d'écrire à son sujet* », *dira Lénine en guise de justification. Ajoutons que nous laissons aux philistins l'idée que l'œuvre littéraire ou de chef révolutionnaire de Lénine appartient à un* « *homme* », *à un* « *individu exceptionnel* » ; *pour nous un Lénine, par-delà ses dons personnels, était et reste l'arme d'une classe et d'un Parti, — et c'est le plus grand hommage qu'on puisse lui rendre.*

(3) Rapport sur l'activité du Conseil des commissaires du peuple au IIIe Congrès des Soviets *(24/1/1918). Œuvres complètes, T. 26, p. 492.*

(4) Discours à le séance commune du C.E.C. *(29/7/1918). Œuvres complètes, T. 28, p. 19.*

Tel est l'enseignement d'Octobre ! Et vous voudriez, ô commémorateurs-fossoyeurs, qu'Octobre n'ait jamais signifié que le développement du « commerce équitable », de la « coexistence pacifique », de la « voie indolore » à ce que vous appelez socialisme, vous voudriez que l' « exemple vivant » reste à jamais enterré dans le sol de la Russie de 1917-18 ?

« Diriger les masses ». Les diriger d'abord dans la conquête insurrectionnelle du pouvoir par les Soviets « trempés et purifiés par la lutte » ; les diriger ensuite dans la lutte gigantesque contre « la résistance des exploi» teurs, qui ne peuvent être dépouillés d'emblée de leurs richesses, des » avantages de leur organisation et de leur savoir, et qui, en conséquence, » ne manqueront pas de multiplier, pendant une période assez longue, les » tentatives en vue de renverser le pouvoir exécré des pauvres » (1), et contre le poids des traditions, des habitudes, de l'influence tenace de l'idéologie petite-bourgeoise s'insinuant dans tous les pores d'une société qui mue douloureusement. Comment les diriger ? Il ne suffit pas d'éduquer, il faut encore « neutraliser » et « réprimer » les forces du passé qui ressurgissent sans cesse et menacent l'avenir ; il faut savoir que « toute grande » révolution en général, et toute révolution socialiste en particulier, est » impensable sans une guerre intérieure, c'est-à-dire sans une guerre civile, » qui entraîne une ruine économique encore plus grande que la guerre » extérieure, qui implique des milliers et des millions d'exemples d'hésita» tion et de passage d'un camp à l'autre, un état extrême d'incertitude, de » déséquilibre et de chaos » (1) ; il faut donc diriger dictatorialement, car « il est évident que tous les éléments de décomposition de la vieille société, » fatalement très nombreux et liés pour la plupart à la petite-bourgeoisie, » ne peuvent manquer de "se manifester" dans une révolution aussi pro» fonde... Pour en venir à bout, il faut du temps et **il faut une main de » fer** ». Voilà la grande leçon de l'Octobre rouge : la bataille sans trêve sur tous les fronts de la guerre déchaînée par la contre-révolution intérieure et extérieure, par la bourgeoisie nationale et internationale, doit s'accompagner d'un contrôle dictatorial de la part **d'une seule classe** sur les « éléments de décomposition » qui naissent ou renaissent sans cesse du sein vivace des classes intermédiaires, ces rebuts d'une « histoire morte » qui se cramponnent désespérément à l' « histoire vivante » et menacent de la faire couler à pic.

Pour toutes ces raisons, sans qu'une seule d'entre elles puisse être omise, Lénine dira dans sa polémique contre Kautsky que « la dictature » révolutionnaire du prolétariat est un pouvoir conquis et maintenu par la » violence, que le prolétariat exerce sur la bourgeoisie, pouvoir qui n'est » lié par aucune loi » ; en conséquence, « l'indice nécessaire, la condition » expresse de la dictature, c'est la répression **violente** des exploiteurs com» me **classe** et par suite la **violation de la "démocratie pure"** » (2). La révolution d'Octobre, non seulement privera les bourgeois de tout droit politique, mais imposera à la petite-bourgeoisie paysanne des droits inférieurs à

(1) Les tâches immédiates du pouvoir des Soviets. *Œuvres comp., T. 27, p. 247.*
(2) La révolution prolétarienne et le renégat Kaustky, *Œuvres complètes, T. 28, pp. 244 et 264.*

ceux du prolétariat. Pour toutes ces raisons et même sans guerre extérieure, la nécessaire Terreur rouge est la manifestation politique de la dictature prolétarienne, son moyen d'intervention dans les rapports économiques et sociaux, son instrument d'action militaire. Pour toutes ces raisons, communes à tous les pays, la dictature du prolétariat implique l'existence du **Parti** politique.

***

Hégémonie du prolétariat — hégémonie du Parti. Les deux termes sont inséparables, de même que dans le **Manifeste** l' « organisation du pro» létariat en classe dominante » est inconcevable sans l' « organisation du » prolétariat en classe et donc en Parti ».

L'histoire d'Octobre est celle de deux processus inverses dont les points de contact sont autant de heurts sanglants. Tandis que les masses s'écartent du Gouvernement provisoire, désertent le front, se heurtent dans la rue aux forces de l'ordre, poussent à l'insurrection, exigent le pouvoir à coups de fusil et non par des bulletins de vote, les partis qui se réclament de la classe ouvrière, mais qui reflètent les hésitations, la couardise, la servilité de la petite-bourgeoisie, s'alignent l'un après l'autre sur le front de la démocratie parlementaire et de la guerre ; inversement, le Parti qui depuis avril proclame l'urgence de briser ce front maudit et agit effectivement pour la conquête du pouvoir au nom « du prolétariat et des couches pauvres de la paysannerie », apparaît de plus en plus sur la scène politique et sociale comme **le Parti unique de la révolution et de la dictature.** Après l'épreuve de force de la dissolution de l'Assemblée constituante, il ne reste plus à ce Parti qu'un dernier allié possible : les socialistes-révolutionnaires de gauche. La paix de Brest-Litovsk brisera ce dernier lien, et dans la guerre civile, jusqu'à Cronstadt et au-delà, le pouvoir prolétarien se heurtera à chaque pas aux résurgences démocratiques, populaires, centrifuges ou anarchistes des anciens groupes ou partis et les balaiera dans sa marche en avant.

Cette « décantation » des forces politiques et sociales n'était pas un fait nouveau. Dans leur étude des luttes de classe en France et en Allemagne, Marx et Engels avaient déjà montré, pour l'édification du prolétariat révolutionnaire et de son Parti, qu'il était inévitable que les groupes et les partis défendant les classes intermédiaires et en incarnant les intérêts économiques, les habitudes et l'idéologie passent progressivement à l'ennemi. La grandeur des bolcheviks réside justement dans ce que, **pour la première fois dans l'histoire du mouvement ouvrier,** ils ont tiré de cette dure leçon négative une **force active, un facteur de victoire.** Laissant les morts enterrer les morts, ils acceptèrent, magnifiquement seuls, la responsabilité du pouvoir ; rien ne pouvait les faire hésiter, même pas l'indécision et les « scrupules démocratiques » de certains de leurs camarades (des camarades au long passé de militants communistes) qui reculèrent devant ce « saut dans l'inconnu » qu'était l'insurrection, même pas les désertions inévitables ; ils ne furent nullement pris au dépourvu, passèrent outre et ouvrirent consciemment l'ère de la dictature du Parti au nom de la classe.

Les énergies prolétariennes saines s'étaient dégagées du magma composite des forces sociales ; c'est la nécessité historique qui fit de la révolution d'une seule classe la révolution d'un seul Parti : l'hégémonie du prolétariat ne pouvait pas ne pas se traduire par l'hégémonie du Parti qui en était tout à la fois la conscience théorique, la volonté organisée, l'organe de la conquête et de l'exercice du pouvoir. Et ce fut la victoire.

En septembre 1917, liant comme toujours les « bonds qualitatifs » de la révolution russe à l'expérience de la lutte prolétarienne mondiale, Lénine écrivait déjà : « La fin honteuse des partis socialiste-révolutionnaire » et menchevique n'est pas l'effet du hasard ; c'est le résultat, maintes fois » confirmé par l'expérience européenne, de la situation économique des » petits patrons, de la petite-bourgeoisie » (1). En conséquence, le Parti dirigera seul l'insurrection, prendra seul le pouvoir, sachant bien que l'on ne détermine pas le mouvement réel des masses en scrutant l'âme des partis infestés par l'inertie petite-bourgeoise, ni même celle des organes de masse nés de la Révolution, où les hésitations, le « suivisme », la « force de l'habitude » propres à la vieille société ont tout loisir de se manifester. Seule la théorie fondée sur un bilan des luttes de classe passées permet de **prévoir** la disposition naturelle des forces de classe à l'heure décisive, de **savoir** que cette heure a sonné et d'intervenir alors, non pour « faire » la révolution, mais pour la **diriger**, et la diriger bien au-delà de la prise du pouvoir, puisque celle-ci n'est que le premier acte du drame social, puisque l'ennemi ne manquera pas de redresser la tête et que le Parti (un **seul** Parti) sera plus que jamais nécessaire pour exercer le pouvoir. En 1920, dans **La maladie infantile du communisme**, Lénine restituera ainsi au prolétariat occidental la leçon reçue de lui et enrichie du bilan de trois années de guerre civile et de dictature communiste : « La dictature du » prolétariat, c'est la guerre la plus héroïque et la plus implacable de la » nouvelle classe contre un ennemi **plus puissant**, contre la bourgeoisie » dont la résistance est **décuplée** du fait de son renversement (ne fût-ce » que dans un seul pays) et dont la puissance ne réside pas seulement dans » la force du capital international, dans la force et la solidité des liaisons » internationales de la bourgeoisie, mais encore dans la **force de l'habi-** » **tude**, dans la force de la petite production... Celui qui affaiblit tant soit » peu la discipline de fer dans le parti du prolétariat **(surtout pendant sa** » **dictature)**, aide en réalité la bourgeoisie contre le prolétariat... Nier la » nécessité du parti (et pour Lénine il s'agit bien sûr du Parti communiste) » et de la discipline du parti... cela équivaut, précisément, à faire siens ces » défauts de la petite-bourgeoisie que sont la dispersion, l'instabilité, l'inap- » titude à la fermeté, à l'union, à l'action conjuguée, **défauts qui causeront** » **inévitablement la perte de tout mouvement révolutionnaire du prolétariat**, pour peu qu'on les encourage » (2). La dictature du prolétariat, c'est la **centralisation** et la **discipline**, et donc la dictature du Parti. Trotsky exprimera la même idée dans une formule lapidaire qui a le mérite de lier cette « discipline de fer » du Parti aux fondements mêmes de la centralisation réelle (un aspect essentiel sur lequel notre courant insistera continuellement dans les congrès de l'Internationale communiste, non par luxe académique, mais parce que c'est une exigence **vitale** du mouvement révolutionnaire), c'est-à-dire **la continuité de programme et d'organisation et leur liaison organique à la tactique employée** qui s'opposent à l'éclectisme doctrinal complété par la tendance à l'improvisation pratique si bien enracinée dans les partis « ouvriers » influencés par la petite-bourgeoisie et son intelligentsia : « Ce n'est qu'avec l'aide d'un parti qui s'appuie sur son » **passé historique**, qui prévoit théoriquement le cours du développement » et **toutes** ses étapes et **en déduit** (que l'on lise attentivement : c'est de la » prévision théorique du développement historique qu'il "déduit" et non » de cette observation passive de l'histoire qui aboutit à quelque "décou- » verte" imprévisible !) quelle forme d'action est juste à un moment » donné, ce n'est qu'avec l'aide d'un tel parti que le prolétariat peut se » libérer de la **nécessité de répéter sa propre histoire, ses propres oscilla-** » **tions, sa propre indécision et ses propres erreurs** » (1).

(1) Les enseignements de la révolution, *œuvres complètes, T. 25, p. 261.*
(2) *Œuvres complètes, T. 31, pp. 17, 38 et 39.*

Cette force qui permit à l'insurrection d'Octobre de triompher et au prolétariat de vaincre dans la guerre civile, la révolution de demain devra en retrouver, sous peine de mort, le secret. En écrivant les lignes citées ci-dessus, Lénine et Trotsky pensaient davantage à la terrible période de la guerre civile qu'à la brève phase de l'insurrection ou à ses suites immédiates, comme la dissolution de l'Assemblée constituante et la rupture avec les socialistes-révolutionnaires de gauche. Nous pourrions ainsi résumer leur enseignement capital : lorsque la classe ouvrière se présente sur la scène historique (ou pis, sur la scène parlementaire, mais cela concerne assez peu la Russie de 1917) divisée en plusieurs partis, la solution n'est pas le partage du pouvoir entre ces partis, mais la liquidation de tous les valets du capitalisme travestis en partis ouvriers, les uns après les autres, jusqu'à ce que tout le pouvoir tombe dans les mains du seul parti de classe.

Ce principe de l'hégémonie du Parti se trouve tel quel dans l'œuvre de Marx et Engels, et plus spécialement dans leur longue polémique contre les anarchistes qui attaquaient le Conseil général de la Ire Internationale, mais la grande force des révolutions, même quand elles sont finalement vaincues, c'est de mettre vivement en lumière et en relief les principes permanents de la doctrine et du programme. Il n'y avait donc rien de nouveau dans les thèses sur le rôle du Parti communiste dans la révolution prolétarienne que le IIe Congrès de l'Internationale communiste adopta en 1920, au terme de la sanglante guerre civile de Russie ; simplement la lutte héroïque du prolétariat bolchevique donnait un poids nouveau aux principes de toujours. « L'Internationale communiste repousse » de la façon la plus catégorique l'opinion suivant laquelle le prolétariat » peut accomplir sa révolution sans avoir son Parti politique. Le but de » cette lutte, qui tend inévitablement à se transformer en guerre civile, » est la conquête du pouvoir politique. Mais le pouvoir politique ne peut » être pris, organisé et dirigé que par un Parti politique... L'apparition des

(1) Les enseignements de la Commune, *1920 ; ce texte est publié en annexe dans la brochure* Insegnamenti del l'Ottobre, *éditée par notre Parti.*

» Soviets, forme historique principale de la dictature du prolétariat, ne » diminue nullement le rôle dirigeant du Parti communiste dans la révo- » lution prolétarienne... L'histoire de la révolution russe nous montre à » un certain moment les Soviets allant à l'encontre du Parti prolétarien » et soutenant les agents de la bourgeoisie. On a pu observer la même » chose en Allemagne et elle peut aussi se produire dans les autres pays. » Pour que les Soviets puissent remplir leur mission historique, l'existence » d'un Parti communiste assez fort pour exercer une influence décisive » sur les Soviets au lieu de s' "adapter" à eux, c'est-à-dire pour les » contraindre à "ne pas s'adapter" à la bourgeoisie et à la social-démocra- » tie officielle est nécessaire... Le Parti communiste n'est pas seulement » nécessaire à la classe ouvrière **avant** et **pendant** la conquête du pouvoir, » mais encore **après** celle-ci... La nécessité d'un Parti politique du prolétariat ne disparaît qu'avec les classes sociales » (1).

***

Un profond internationalisme imprègne toute cette Révolution d'Octobre dans laquelle la lutte du Parti pour la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile, en révolution socialiste mondiale, se fond totalement avec l'élan impétueux des masses ouvrières des grands centres industriels de Russie.

Lorsque Lénine et Trotsky définissaient la révolution en marche comme « un anneau de la chaîne de la révolution internationale », les masses russes défendant par les armes le pouvoir conquis comme « un détache- » ment de l'armée internationale du prolétariat », la Russie comme une « forteresse assiégée » attendant que les « autres détachements de la révolution internationale » viennent à son aide, ce n'étaient pas seulement les militants du Parti, mais tous les prolétaires de Russie qui sentaient la vérité de ces paroles ardentes, parce qu'alors l' « éducation politique se faisait vite » (quelques jours, quelques mois) dans les usines et les quartiers populaires, au milieu des meetings et des manifestations révolutionnaires. Dans le fier préambule de la **Déclaration des droits du peuple travailleur et exploité,** la République des Soviets se donnait pour tâche « la victoire du socialisme dans tous les pays » et à la tribune du IIIe Congrès pan-russe des Soviets, c'est cette grandiose perspective que Lénine proposait à son auditoire : « Les événements... nous ont conféré le rôle honorable » d'avant-garde de la révolution socialiste internationale, et nous voyons » maintenant clairement la perspective du développement de la révolu- » tion : le Russe a commencé (et ailleurs : "Celui qui se trouve dans la » situation la plus favorable doit commencer"), l'Allemand, le Français, » l'Anglais achèveront et le socialisme triomphera » (2).

C'était là beaucoup plus que des mots ; fuyant la réthorique, sèchement, la révolution exprimait ainsi le **sentiment** et la **passion** qui armaient le bras et mobilisaient le cerveau de masses prolétariennes immenses.

(1) Manifestes, thèses et résolutions des quatre premiers Congrès de l'I.C. *(1919-1923) ; Librairie du Travail, 1934, p. 50.*
(2) *Œuvres complètes, T. 26, p. 494.*

C'était le langage impersonnel d'une lutte de classe dont les combattants n'auraient jamais pu admettre qu'elle était simplement « russe », étroitement « nationale » ; les yeux ouverts sur le monde, la volonté tendue, prêts à tous les sacrifices, ils ne connaissaient aucune frontière et leurs cœurs s'enflammaient aux nouvelles de la lutte de leurs frères de classe au-delà de ces frontières que la révolution se donnait justement pour mission d'abattre. « Nous ne sommes pas seuls, devant nous il y a l'Europe entière » criait Lénine aux hésitants, aux conciliateurs, aux lâches, et les prolétaires qui s'étaient battus sans trêve pendant neuf mois tumultueux et qui devaient encore se battre pendant les deux années et demie de la guerre civile, savaient comme lui, d'instinct, sans peut-être avoir jamais lu le cri final du **Manifeste,** qu'ils étaient les combattants d'une guerre de classe internationale. Pour ces prolétaires, il était évident que leur révolution était le début d'une révolution mondiale.

En avril, Lénine avait dit que l'Internationale des « internationalistes de fait » agissait déjà, bien qu'elle n'ait pas encore eu d'existence formelle : elle s'incarnait dans les prolétaires de Pétrograd et de Moscou comme dans Liebknecht à Berlin, elle se manifestait par un internationalisme **pratique et actif,** par un dévouement sans limites à la cause universelle du socialisme. Pendant l'épisode dramatique de Brest-Litovsk, alors que la cause révolutionnaire peut sembler perdue, Lénine justifie avec son courage et sa franchise habituels le traité « ignominieux » et, ô commémorateurs-fossoyeurs, il définit comme le « plus grand problème historique de » la Révolution russe » comme « la plus grande difficulté » qu'elle ait à vaincre, « la nécessité de résoudre les problèmes internationaux, la néces- » sité de susciter une révolution internationale, d'opérer ce passage de » notre révolution, étroitement nationale, à la révolution mondiale » (1). Née **révolution mondiale,** Octobre mettait au premier plan ses tâches internationales, ses **devoirs** envers la révolution mondiale, devoirs ne dérivant d'aucun code moral, mais imposés par le caractère international de la lutte émancipatrice du prolétariat et de l'expansion capitaliste. Encore une fois, il sera beaucoup demandé à qui a déjà beaucoup donné : les magnifiques prolétaires d'Octobre n'hésiteront pas à donner le meilleur d'eux-mêmes pour que « l'Allemand, le Français, l'Anglais » puissent achever l'œuvre commencée, parce que s'il doit leur être plus facile de la conduire à terme, « il leur est infiniment plus difficile de commencer la révolution ». Avant même que les communistes des « différents pays d'Europe, d'Amérique et d'Asie » se réunissent à Moscou pour fonder la IIIe Internationale, l'internationalisme était le sang et l'oxygène dont se nourrissaient quotidiennement les combattants de la gigantesque guerre civile de Russie. Les « bulletins » du front des luttes de classe européennes se mêlaient aux brûlants communiqués que Trotsky expédiait des mille fronts de la guerre civile et c'est ainsi que les ouvriers et les paysans russes en armes apprenaient que leur ennemi était la bourgeoisie **internationale.** « Vous savez, dira Lénine au VIIIe Congrès pan-russe des Soviets, jusqu'à

(1) Rapport sur la guerre et la paix *au VIIe Congrès du P.C. russe (6-8/III/1918). Œuvres complètes, T. 27, p. 88.*

» quel point le capital est **une force internationale,** jusqu'à quel point les » usines, les entreprises et les magasins capitalistes les plus importants » sont liés entre eux dans le monde entier et que, par conséquent, pour » l'abattre définitivement une **action commune** des ouvriers à l'échelle » internationale est nécessaire ». Personne, en vérité, ne pouvait le savoir mieux que l'héroïque détachement russe de l'armée révolutionnaire mondiale du prolétariat, car personne, dans ses rangs, ne croyait que le heurt entre les classes pouvait avoir des causes et un destin **différents** selon les nations. Que les prolétaires n'aient « pas de patrie », une rude expérience le leur avait enseigné.

Les hommes, le Parti, les prolétaires pour qui la révolution russe était née révolution mondiale et n'avait pas de « plus grand problème historique » que de sortir de son cadre étroitement national pour se répandre dans le monde entier pouvaient-ils avoir d'autre perspective que celle de Lénine : « Le salut n'est possible **que** dans la seule voie de la révolution » socialiste internationale où nous nous sommes engagés. Tant que nous » restons seuls, notre tâche est de sauver **la révolution,** de lui conserver » une certaine dose de socialisme, pour faible qu'elle soit, jusqu'au moment » où la révolution éclatera dans les autres pays et que d'autres détache- » ments viendront à la rescousse » (1) ? Pouvaient-ils concevoir « leur » révolution autrement que comme une « répétition générale de la révolution prolétarienne mondiale » sur laquelle ils « pariaient » nécessairement puisque « la révolution communiste ne peut vaincre que comme révolution mondiale » (2) ? Certains de l'éclatement d'une révolution au moins européenne, les bolcheviks s'étaient assurés le moment de répit de la paix de Brest-Litovsk et avaient vaincu les hordes blanches ; « passés de la guerre à la paix » en 1920, ils n'oubliaient pas que « tant que le capitalisme » et le socialisme coexistent, **on ne peut vivre en paix ;** à la fin, l'un ou l'au- » tre doit l'emporter : il y aura une messe de requiem ou pour la Républi- » que des Soviets ou pour l'impérialisme mondial ». Ils savaient que pour vaincre l'organisation mondiale du capitalisme il n'existait qu'une seule arme, « l'extension de la révolution **au moins** à quelques pays avancés ».

C'était une condition vitale, même simplement pour le maintien du pouvoir politique des bolcheviks. Mais la révolution d'Octobre visait au socialisme et c'est pourquoi l'internationalisme n'était pas pour elle une formule rituelle, mais la condition même de la victoire.

⁂

C'était d'autant plus vrai qu'il s'agissait d'une révolution **double** et que le prolétariat au pouvoir avait donc à remplir aussi les tâches d'une révolution bourgeoise « poussée jusqu'au bout ».

(1) La tâche principale de nos jours, *œuvres complètes, T. 27, p. 162.*
(2) A.B.C. du communisme, *de Boukharine et Preobrajensky. Dans ses* Principes du communisme, *première ébauche du* Manifeste du Parti communiste, *écrite en 1847, Engels, à la question : « La révolution prolétarienne se fera-t-elle, dans un seul pays ? », répondait avec la même netteté : « Non... Elle sera une révolution mondiale et devra par conséquent avoir un terrain mondial ».*

Dans le **Manifeste** de 1848, Marx et Engels considéraient l'Allemagne avec une attention particulière ; c'était alors un pays où les structures féodales dominaient encore l'économie et la politique, et qui se trouvait « à la veille d'une révolution bourgeoise » ; dans cette révolution, ils voyaient « le prélude immédiat d'une révolution prolétarienne » qui devait prendre des dimensions européennes (où donc le pédantisme social-démocrate a-t-il bien pu découvrir que pour Marx et Engels la révolution **devait** nécessairement éclater dans un pays avancé ?), parce que, disaient-ils, l'Allemagne « accomplira cette révolution dans des conditions plus avancées » de la civilisation européenne et avec un prolétariat infiniment plus déve- » loppé que l'Angleterre et la France au XVIIe siècle et au XVIIIe siècle » (1). Laissons le philistin opportuniste mesurer le degré de maturité de la révolution socialiste en évaluant le « niveau économique et social » atteint dans tel pays considéré isolément : pour le marxisme, ce degré de maturité s'évalue à l'échelle mondiale (en 1848, le monde se réduit à l'Europe !) et c'est à la même échelle que la révolution prolétarienne peut triompher ou périr. En Russie, de même, les « conditions plus avancées de la civilisation européenne » (et mondiale) et l'existence d'un prolétariat non seulement plus nombreux qu'au temps des révolutions bourgeoises anglaise et française, mais extrêmement concentré (tout comme le pouvoir politique semi-féodal du tsarisme), avaient accéléré le cours révolutionnaire : partant de la stagnation « asiatique et barbare », elle avait abouti au pouvoir **politique** prolétarien après un bref intermède de pouvoir bourgeois : le « prélude immédiat » était devenu « transcroissance » de la révolution bourgeoise en révolution prolétarienne, le triomphe de la seconde rendant anachronique l'accomplissement des tâches politiques de la première. Non seulement cette révolution ne suffisait pas pour liquider le retard de la Russie sur une civilisation mondiale « plus avancée », mais comme Lénine le dit en 1918 et le répéta en 1920, sans ce retard, précisément, le prolétariat n'aurait pas pris le pouvoir aussi facilement qu'on « soulève une plume » L'heureuse rencontre de ces deux conditions (qui ne peuvent sembler contradictoires qu'à ceux qui bornent leur horizon aux frontières nationales) avait mis la classe ouvrière russe à l'**avant-garde** de la révolution socialiste mondiale ; mais l'arriération demeurait et « plus arriéré est le » pays qui a dû, par suite des zigzags de l'histoire, commencer la révolu- » tion socialiste, et plus il lui est difficile de passer des anciens rapports » capitalistes aux rapports socialistes » (2). Comment ce problème historique, autrement complexe que celui de la prise du pouvoir, était-il résolu dans la perspective européenne (c'est-à-dire mondiale, à l'époque) de Marx et Engels ? Le prolétariat allemand de 1848 devait apporter la **doctrine** et il pouvait devenir le protagoniste de la révolution double en Allemagne dans la mesure où les conditions **politiques** de la révolution socialiste étaient remplies en France et les conditions économiques et sociales en

(1) Manifeste, *Ed. Soc. 1956, p. 61.*

(2) *Lénine,* Rapport au VII Congrès du P.C.R. *(7 mars 1918) ; œuvres complètes, T. 27, p. 86.*

Angleterre : ainsi pouvait être accélérée la conquête du pouvoir en Allemagne et comblé le fossé séculaire qui séparait l'économie de l'Europe centrale et celle de l'Europe occidentale.

Pour les bolcheviks, la perspective n'était pas différente. Le socialisme suppose la grande industrie et l'agriculture moderne ; la première était manifestement insuffisante en Russie, la seconde presque complètement absente, mais « si l'on pense à une grande industrie prospère, susceptible » de satisfaire la paysannerie en lui fournissant sans délai tous les produits » dont elle a besoin, on doit dire que cette condition **existe** ; à considérer » la question à l'**échelle mondiale**, cette grande industrie florissante, capa- » ble de fournir au monde tous les produits, existe sur terre... Il est sur » terre des pays dotés d'une grande industrie évoluée, suffisante pour » approvisionner sur-le-champ des centaines de millions de paysans arrié- » rés. Nous plaçons cette idée à la base de nos calculs » (1). Les conditions matérielles du passage au socialisme, c'est donc de la révolution mondiale ou au moins européenne que la dictature prolétarienne en Russie les attend. C'est de cette manière seulement que pouvaient être jetées les bases d'un gigantesque bond en avant de l'industrie d'abord, de l'agriculture ensuite : comme le disent les **Thèses sur la question nationale et coloniale** adoptées, en 1920, au IIe Congrès de l'Internationale communiste, ce bond en avant par-dessus la phase capitaliste (envisagé dans ce cas pour les pays coloniaux, plus arriérés encore que la Russie d'alors) n'est possible que par la « création d'une économie mondiale formant un **tout unique**, » sur la base d'un plan universel contrôlé par le prolétariat de toutes les » nations ». L'extension de la révolution socialiste au moins à quelques pays avancés est donc la **condition première** de l'existence d'une économie socialiste en Russie : « On ne peut réaliser la révolution socialiste dans un » pays où l'immense majorité de la population est formée de petits pro- » ducteurs agricoles qu'au moyen de toute une série de **mesures tran- » sitoires spéciales, parfaitement inutiles dans les pays capitalistes évolués** » où les ouvriers salariés industriels et agricoles sont en écrasante majo- » rité... Nous avons souligné dans bien des ouvrages, dans toutes nos » interventions, dans toute la presse, que la situation est différente en » Russie : les ouvriers d'industrie sont en minorité et les petits cultiva- » teurs en écrasante majorité. **Dans ce pays, la révolution socialiste ne peut » vaincre définitivement qu'à deux conditions. Premièrement, si elle est » soutenue en temps utile par une révolution socialiste dans un ou plu- » sieurs pays avancés...** (2).

En reprenant la grande perspective de Marx en 1848, on peut dire que le prolétariat russe apportait à la révolution européenne la **flamme politique**, ainsi qu'une restauration complète de la **doctrine** (rôles autrefois dévolus à la France et à l'Allemagne) ; l'Allemagne, l'Angleterre, la France

(1) *Lénine*, Rapport au IXe Congrès panrusse des Soviets ; *Œuvres complètes, T. 33, pp. 156-157.*
(2) *Lénine*, Rapport sur l'impôt en nature *au Xe Congrès du P.C.R. (15 mars 1921) ; œuvres complètes, T. 32, p. 224-225.*

ou même une seule d'entre elles, lui auraient apporté sa **base économique.** En attendant, comme la révolution internationale ne peut éclater ni sur commande, ni suivant une « progression méthodique », ni de façon simultanée, le pouvoir communiste devait **gérer** une économie encore arriérée à l'aide de « mesures transitoires... complètement inutiles dans les pays de capitalisme avancé », analogues en substance aux « interventions despotiques » préconisées par le **Manifeste** et dont les résultats ne pouvaient dépasser la construction des **bases matérielles** du socialisme.

Loin d'en faire mystère, les bolcheviks l'avaient dit et répété, les **Thèses d'avril** déclarant avec la plus grande franchise : « Notre tâche **immé- » diate** n'est pas d' "introduire" le socialisme, mais uniquement de passer » tout de suite au **contrôle** de la production sociale et de la répartition des » produits par les Soviets des députés ouvriers » (1). Cinq mois plus tard, en septembre, Lénine définissait comme suit les mesures propres à « conjurer la catastrophe imminente » : « le contrôle, la surveillance, la » répartition rationnelle de la main-d'œuvre dans la production et la dis- » tribution des produits, l'économie de forces populaires, la suppression » de tout gaspillage de ces forces », ce qui, dans le domaine de la production industrielle et de son appareil financier, supposait « la fusion de toutes » les banques en une seule ; la nationalisation des syndicats capitalistes, la » suppression du secret commercial, la cartellisation forcée, le regroupe- » ment obligatoire ou l'encouragement au regroupement de la population » en sociétés de consommation et un contrôle exercé sur ce groupe- » ment ». Mais il expliquait aussi que ces mesures, que seul le pouvoir dictatorial des ouvriers et des paysans pauvres pouvait appliquer, représenteraient « un pas vers le socialisme, car le socialisme n'est autre chose » que l'étape immédiatement consécutive au monopole capitaliste d'Etat... » La guerre impérialiste marque la veille de la révolution socialiste. Non » seulement parce que ses horreurs engendrent l'insurrection prolétaria- » rienne — aucune insurrection ne créera le socialisme s'il n'est pas mûr » —, mais encore parce que le capitalisme monopoliste d'Etat est la pré- » paration **matérielle** la plus complète du socialisme, l'anti-chambre du » socialisme, l'étape de l'Histoire qu'aucune autre étape intermédiaire ne » sépare du socialisme » (2).

Soucieux de trouver une couverture de « gauche » à leur collaboration de classe, les mencheviks et les socialistes révolutionnaires criaient que ce programme était trop timide, qu'il n'était pas « socialiste », sans comprendre qu'il s'agissait seulement de « progresser vers le socialisme **(progression » conditionnée et déterminée par le niveau de la technique et la culture) »**, le socialisme étant d'ailleurs « au bout de toutes les avenues du capitalisme » contemporain », apparaissant « directement et **pratiquement** dans cha- » que disposition importante constituant un pas en avant sur la base de ce » capitalisme moderne ». Le programme bolchevique était timide comparé aux buts finaux du socialisme, mais audacieux si on considère le niveau atteint par « la technique et la culture, à la fois peu et beaucoup, si

(1) *Œuvres complètes, T. 24, p. 14.*
(2) La catastrophe imminente et les moyens de la conjurer : *œuvres complètes, T. 25, pp. 352-389-390.*

» bien que sans révolution socialiste mondiale pour combler l'écart entre » ses aspirations et ses possibilités, le socialisme n'était pas possible en Russie (1). « Combien aurons-nous d'étapes transitoires à franchir vers le » socialisme, nous n'en savons rien ni ne pouvons le savoir. Cela dépend » du moment où la révolution européenne aura vraiment commencé sur » une grande échelle » (2). La question des « étapes vers le socialisme » n'était donc pas administrative, mais politique et, dépendant de conditions internationales, elle ne pouvait être tranchée à volonté par les révolutionnaires russes.

En ce qui concerne l'agriculture, les mesures sans cesse préconisées par les bolcheviks, de 1906 à 1917, plus radicales si l'on tient compte du degré de développement extrêmement faible des forces productives agraires, sortaient-elles des limites d'une révolution démocratique-bourgeoise ? Certes, seul un pouvoir révolutionnaire aux mains du prolétariat et appuyé par les paysans pauvres pouvait nationaliser la terre, mais cette nationalisation n'en restait pas moins « une mesure bourgeoise » (3). Il n'empêche que le Parti du prolétariat devait s'efforcer de la réaliser par tous les moyens, car elle « donne le champ libre à la lutte des classes, autant » qu'il est possible et concevable dans la société capitaliste, ainsi qu'une » jouissance libre du sol, débarrassée de toutes les survivances **antérieures** » au régime bourgeois » ; de plus, elle devait porter « pratiquement un » coup formidable à la propriété privée de tous les moyens de production » en général ». Par ailleurs, le Parti savait, depuis 1906 au moins, que « plus » la destruction et la suppression de la grande propriété foncière se feront » avec résolution et esprit de suite, plus on procèdera avec résolution et » esprit de suite, d'une façon générale, à la réforme agraire démocratique-» bourgeoise en Russie, **et plus la lutte de classe du prolétariat agricole se » développera rapidement et énergiquement contre la paysannerie riche** » (la bourgeoisie rurale) ». Par conséquent, « selon que le prolétariat » urbain réussira à entraîner le prolétariat rural et à lui adjoindre la masse » des semi-prolétaires des campagnes, ou que cette masse suivra la bour-» geoisie paysanne encline à s'allier... aux capitalistes et aux grands pro-» priétaires fonciers et, d'une façon générale, à la contre-révolution, le sort » et l'issue de la révolution russe seront décidés dans un sens ou dans un » autre, **pour autant que la révolution prolétarienne qui commence en » Europe n'exercera pas directement, sur notre pays, sa puissante » influence** » (4).

Paroles prophétiques : la révolution européenne tardera effectivement à venir et si ses soubressauts en Allemagne, en Bavière, en Hongrie, ses poussées en Italie ou en Bulgarie, suffiront à desserrer l'étau de la contre-

(1) « *Si l'on envisage les choses à l'échelle mondiale, il est absolument certain que la victoire finale de notre révolution, si elle devait rester isolée, s'il n'y avait pas de mouvement révolutionnaire dans les autres pays, serait sans espoir* » (Lénine, VIIe Congrès du P.C.R., *œuvres complètes, T. 27, p. 91).*
(2) *Lénine,* Rapport sur la révision du programme et le changement de dénomination du Parti, *VIIe Congrès du P.C.R., œuvres comp., T. 27, p. 130.*
(3) *Lénine,* Résolution de la VIIe Conférence du POSDR sur la question agraire *(mai 1917) ; Œuvres complètes, T. 24, p. 293.*
(4) *Ibidem,* p. 293.

révolution étrangère menaçant la dictature bolchevique, ils ne suffiront pas pour arracher la Russie à son isolement « barbare ». Tout le destin de la Révolution d'Octobre, après 1918, date à laquelle Lénine traçait déjà les grandes lignes de la future N.E.P. (encore irréalisable du fait de la guerre civile), dépendait de la réponse des faits à cette question fondamentale : « Saurons-nous tenir avec notre petite et très petite production paysanne, » avec l'état de délabrement de notre pays, jusqu'au jour où les pays capi-» talistes d'Europe occidentale auront achevé leur développement vers le » socialisme ?... Nous ne sommes pas assez civilisés pour pouvoir passer » directement au socialiste, encore que nous en ayons les prémisses poli-» tiques » (1).

La nationalisation intégrale de l'industrie, imposée en 1918 par les nécessités de la guerre civile, et le monopole du commerce extérieur, donneront à la dictature prolétarienne un avantage plus politique qu'économique : un moyen de contrôler l'hydre toujours renaissante de la micro-production, un instrument pour accélérer, par les moyens de production modernes, l'évolution vers la grande production agricole employant le travail associé, et surtout une arme contre l'ennemi extérieur et surtout intérieur. Il sera ainsi possible d' « utiliser le capitalisme (surtout en l'orien-» tant dans la voie du capitalisme d'Etat) comme maillon intermédiaire » entre la petite production et le socialisme ; comme moyen, voie, pro-» cédé, modalité assurant l'accroissement des forces productives » (2) et d' « arriver, par une longue suite de transitions graduelles, à la grosse agri-» culture collective mécanisée » (3) ; il sera possible de mettre « en place » les fondements économiques de l'édifice nouveau socialiste, au lieu de » l'édifice féodal démoli et de l'édifice capitaliste à moitié démoli » (4). **Cela ne devait pas réaliser le socialisme,** mais constituait une lutte radicale entre le pouvoir prolétarien contrôlant le capitalisme d'Etat et l'utilisant comme **arme politique de transformation économique** et « les millions et » les millions de petits patrons (qui), par leur activité quotidienne, coutu-» mière, invisible, insaisissable, dissolvante, réalisent les mêmes résultats » qui sont nécessaires à la bourgeoisie, qui **restaurent** la bourgeoisie » (5).

Ce devait être la continuation de la guerre civile **par d'autres moyens,** et l'issue de cette nouvelle phase de la lutte de classe ne devait pas seulement dépendre de la possession du pouvoir et du contrôle sur la grande industrie, mais aussi et surtout des vicissitudes de la lutte internationale entre bourgeoisie et prolétariat. Dans ses **Thèses sur la situation économique et les tâches de la révolution socialiste** présentées au IVe Congrès de l'Internationale communiste, Trotsky dira : « De même que dans la guerre » civile nous combattions en grande partie pour conquérir politiquement

(2) *Lénine,* L'impôt en nature *(1921) ; Œuvres complètes, T. 32, p. 373.*
(3) *Lénine,* Thèses sur la tactique du P.C.R. *(IIIe Congrès de l'I.C., 1921) ; Œuvres complètes, T. 32, p. 486. La traduction française est ambiguë : « collective » signifie ici « socialisée », au sens où l'on peut dire que la grande entreprise agricole capitaliste est socialisée.*
(4) *Lénine,* Pour le quatrième anniversaire de la Révolution d'Octobre *(1921) ; Œuvres complètes, T. 33, p. 50.*
(5) *Lénine,* La maladie infantile du communisme *(le "gauchisme"), 1920 ; Œuvres complètes, T. 31, p. 39.*

» la paysannerie, de même, aujourd hui, la lutte a pour principal objet la » domination du marché paysan. Dans cette lutte, le prolétariat a pour lui » de puissants avantages : les forces productives les plus hautement déve- » loppées du pays et le pouvoir politique ; de son côté, la bourgeoisie dis- » pose d'une plus grande habileté et, dans une certaine mesure, de ses » rapports avec le capital étranger, le capital de l'émigration plus spéciale- » ment ». Que le prolétariat des pays « plus évolués » ne se soit pas dressé les armes à la main contre cette force bourgeoise internationale, c'est tout le drame des années 20-26. En définissant la N.E.P., Lénine avait déclaré : « L'histoire... a suivi des chemins si particuliers qu'elle a donné naissance, » en 1918, à deux moitiés de socialisme, séparées et voisines comme deux » futurs poussins sous la coquille commune de l'impérialisme internatio- » nal. L'Allemagne et la Russie incarnent en 1918, avec une évidence parti- » culière, la réalisation matérielle des conditions du socialisme, **des condi- » tions** économiques, productives et sociales, d'une part, et des conditions » politiques, d'autre part. Une révolution prolétarienne victorieuse en » Allemagne briserait d'emblée, avec la plus grande facilité, toutes les » coquilles de l'impérialisme... et assurerait à coup sûr la victoire du **socia- » lisme mondial** (et donc également la victoire du socialisme en Russie. » N.d.R.) sans difficultés ou avec des difficultés insignifiantes, à condition » évidemment de considérer les "difficultés' à l'échelle de l'histoire mon- » diale, et non à celle de quelque groupe de philistins » (1). Les deux moitiés séparées du socialisme ne purent être réunies. Et si le pouvoir révolutionnaire russe put « se mettre à l'école du capitalisme d'Etat des Alle- » mands, s'appliquer de toutes ses forces à l'assimiler, ne pas ménager les » procédés dictatoriaux pour l'implanter en Russie encore plus vite que » ne l'a fait Pierre 1er pour les mœurs occidentales dans la vieille Russie » barbare, sans reculer devant l'emploi de méthodes barbares contre la » barbarie » (tout autre chose, on le voit, que la « construction du socialisme en un seul pays », « barbare » qui plus est !), il ne put empêcher, privé qu'il était de l'aide du second « poussin », qu'à la longue la pression des classes petite-bourgeoise et bourgeoise n'imprime au « volant » de l'Etat russe une direction opposée à celle que voulait lui donner les bolcheviks. La lutte (2) reprit dans les villes et les campagnes ; les forces productives d'un passé non seulement pré-socialiste, mais pré-capitaliste, se cabrèrent sous la poigne de la direction centrale de l'économie ; et cette nouvelle guerre de classe fut si âpre qu'à la XIVe Conférence du Parti, fin 1925, certains dirigeants du Parti et de l'Etat qui avaient cru jusque-là pouvoir dissimuler la réalité derrière un optimisme démagogique tout-à-fait étranger à l'esprit de Lénine se virent forcés de reconnaître qu'un renversement du rapport des forces s'amorçait et se confirmait à l'intérieur du pays.

(1) Sur l'infantilisme « de gauche » ; *Œuvres complètes, T. 27, p. 355.*

(2) « *C'est en toute conscience... que nous marchons en avant vers la révolution socialiste...*, sachant que seule la lutte décidera de l'avance que nous réussirons à prendre *(en fin de compte), de la portion de notre tâche infiniment grande que nous exécuterons... Qui vivra verra* » *(Lénine*, Pour le quatrième anniversaire de la révolution d'Octobre ; *Œuvres complètes, T. 33, p. 44).*

En 1921, à propos de la N.E.P., Lénine avait dit : « Il suffit de dix, de » vingt ans de bons rapports avec les paysans et la victoire est assurée » dans le monde entier, même si les révolutions prolétariennes qui se pré- » parent devaient encore tarder ; autrement, nous en aurons pour vingt » ans ou quarante ans de tourments sous la terreur blanche ». La terreur blanche s'instaura bien avant les dix ou vingt ans de Lénine ou les cinquante ans dont parla Trotsky, car les forces qui s'opposaient à l'établissement de « rapports rationnels » avec la paysannerie étaient trop puissantes pour qu'il fût possible de les contenir et finalement de les vaincre avec les seules ressources du prolétariat russe. Et ce fut la contre-révolution stalinienne, dont le culte du faux « socialisme dans un seul pays » couvrait mal la cruelle réalité : accumulation capitaliste forcée et massacre de la vieille garde bolchevique.

⁂

L'histoire de la longue lutte que Lénine mena jusque sur son lit de mort pour convaincre le Parti de la **nécessité** de passer sous les fourches caudines de la N.E.P. tout en restant **pleinement conscient de ce qu'elle** signifiait construction du capitalisme, cette lutte pour sauvegarder le caractère rigoureusement classiste et internationaliste du Parti, était d'autant plus nécessaire que les dangers présentés par la N.E.P. étaient plus grands. Elle mériterait, à elle seule, un chapitre à part et fera sans doute l'objet d'une étude collective du Parti. Il en va de même pour l'histoire des Oppositions ; alors que se diluait l'intransigeance léninienne, elles livrèrent une bataille énergique quoique tardive et désespérée contre le stalinisme, contre son abdication politique devant l'opportunisme et sa néfaste théorie du « socialisme dans un seul pays », pour la sauvegarde de la doctrine (dont la clé de voûte est précisément l'internationalisme prolétarien ainsi que le démontre **a contrario** le tragique dénouement d'Octobre) et pour sa transmission aux futures générations.

Lénine était trop bon marxiste pour ignorer que même la défaite peut être féconde, à condition d'avoir lutté jusqu'au bout sans rien céder et d'être frappé debout, sans avoir rien renié, et c'est pourquoi il s'était exclamé un jour : « Même si demain le pouvoir bolchevique était renversé, nous ne regretterions pas une seule seconde de l'avoir pris ». L'issue finale était-elle évitable ? Etait-il possible d'empêcher que le pouvoir bolchevique, au lieu de **contrôler** le capitalisme qu'il avait courageusement entrepris de construire en attendant la révolution mondiale, finisse par être **contrôlé** et même renversé par lui ? D'empêcher que les forces bourgeoises et petites-bourgeoises de l'intérieur s'emparent progressivement de la « machine d'Etat » que, contrairement à la supposition de Lénine dans la citation ci-dessus, les « impérialistes » n'étaient pas parvenus à renverser ? D'éviter que, non seulement l'ennemi triomphe, mais, chose pire encore, fasse passer pour « édification socialiste » une accumulation capitaliste primitive que le retard de la Russie sur la civilisation mondiale devait rendre mille fois plus cruelle qu'elle ne l'avait été à l'aube du capitalisme ?

C'est là une question oiseuse à maints égards, puisque l'histoire a tranché et tranché contre nous, qu'on le veuille ou non. Pourtant, elle mérite

d'être posée si ce n'est pas **pour gémir sur le passé, mais pour préparer l'avenir.** Elle doit l'être en considérant les choses à l'échelle internationale et en cherchant la réponse en dehors des frontières de la Russie. En 1926-1927, dans les débats du Parti russe et des VIIe et VIIIe Exécutifs élargis de l'Internationale consacrés aux questions économiques et sociales de Russie, l'Opposition parlait au nom d'une classe ouvrière que la guerre civile, la faim et la reconstruction économique avaient décimée et épuisée malgré sa combativité exemplaire. Le drame de l'Opposition tient sans doute à ce que le développement et la victoire du capitalisme en Russie avaient déclenché une vague sociale qui portait irrésistiblement en avant la direction officielle du Parti qu'elle tentait de combattre. Mais ce drame tient surtout au fait que l'Opposition russe ne pouvait pas s'appuyer sur un mouvement communiste international **à la hauteur de ses origines,** pour ne rien dire du reflux général de la révolution elle-même. C est à une source internationale qu'Octobre avait puisé l'essentiel de sa force, mais en 1926-1927 la source était tarie et l'Opposition russe était seule. Au Ve Congrès de l'Internationale communiste, la Gauche communiste avait courageusement appelé le mouvement communiste international à rendre au Parti et au pouvoir bolcheviques un peu de la formidable contribution théorique et pratique qu'ils lui avaient apporté quelques années plus tôt, mais l'appel était tombé dans le vide. Au VIe Exécutif élargi, au début de 1926, la même Gauche communiste montra qu'il fallait renverser d'urgence la « pyramide » de l'Internationale en équilibre instable sur son sommet, puisqu'elle reposait sur un Parti bolchevique qui avait perdu son homogénéité, et asseoir cette pyramide sur une base plus stable, c'est-à-dire sur un mouvement communiste mondial conscient de ses devoirs ; malheureusement, cette base était déjà lézardée elle aussi. La Gauche demanda également au mouvement mondial de se saisir de la « question russe » et de la discuter comme une question vitale pour lui puisqu'elle était d'essence internationale ; mais l'Internationale abdiqua, aucune force capable de remplir ce devoir n'ayant eu le courage de répondre à l'appel. L'Internationale ne déléguait plus, à Moscou, que des sociaux-démocrates, des mencheviks et des centristes, bref toute cette lie politique qui s'était nichée dans les divers partis « nationaux » et qui sentait bien que c'était à nouveau son heure. Les Cachin, les Sémard, les Smeral, les Thaëlmann, les Martynov (derrière lesquels se dissimulaient des forces sociales et des traditions politiques bien précises) ne demandaient qu'à devenir les caporaux de Staline après avoir été les bourreaux obtus des communistes de l'Opposition. La lutte héroïque des prolétaires chinois et des mineurs anglais au cours des mêmes années ne pouvait qu'être vaine sans avant-garde pour la guider puisque leur Parti avait été submergé par cette lie social-démocratique. Ce terrible « vide historique » est sans doute lui-même à expliquer, mais c'est lui qui explique la défaite et le drame humain de la vieille garde (auquel Trotsky fut le seul à échapper) qui se prosternait devant Staline et sa clique victorieuse, piétinant ainsi les cadavres de militants qui avaient tout donné à la cause et même les morts-vivants politiques qui s'étaient totalement reniés.

Il serait puéril et surtout anti-marxiste d'invoquer un seul facteur pour expliquer l'épouvantable décadence du mouvement communiste international ; mais il serait tout aussi puéril et, pis encore, **défaitiste,** de tout imputer aux « faits objectifs », comme s'ils constituaient une « fatalité » à laquelle, tout comme les Anciens, il faudrait se résigner, et de ne pas mettre en évidence le facteur « subjectif » qu'est le Parti et, dans ce cas, le Parti mondial, l'Internationale communiste qui est la source d'enseignements décisifs (1). Or, sur ce plan, nous, la Gauche communiste, nous avons le droit de dire que l'enseignement que nous tirons de la déroute de 1926, point de départ de la plus terrible contre-révolution dont la classe ouvrière ait jamais été victime, n'est pas une leçon **a posteriori,** mais la confirmation de nos prévisions de 1920, une confirmation valable pour tous les pays et toutes les situations dont la future révolution prolétarienne tirera profit.

Si les communistes d'Occident virent dans le bolchevisme un maître prestigieux auquel ils reconnaissaient le droit de leur « donner des leçons », cela est dû au fait qu'il avait opiniâtrement prôné l'intransigeance théorique et s'était montré capable de la traduire dans l'action. Il n'hésita jamais à couper irrévocablement les ponts, non seulement avec le révisionnisme de droite, mais aussi avec le révisionnisme centriste, plus subtil et donc plus pernicieux : ayant individualisé les origines sociales et politiques de l'un et de l'autre, il savait par avance qu'ils se trouveraient de l'autre côté de la barricade de classe. C'est ce qu'avaient prouvé la délimitation de la gauche léninienne de la gauche pacifiste à Zimmerwald, les **Thèses d'avril** et le « coup de barre » qu'elles imprimèrent au Parti. C'est de cela qu'Octobre tira la force de liquider les dernières alliances avec d'autres groupes ou partis, d'exercer la dictature et la terreur rouge, de conduire la guerre civile. C'est là le principal enseignement que les communistes et les prolétaires révolutionnaires du monde entier auraient dû tirer de la Révolution russe, la débâcle hongroise, première leçon négative de l'après-guerre ayant suffisamment démontré quel prix il fallait payer quand on l'oubliait et l'Internationale communiste ayant, dans ses « 21 conditions d'admission » fait un devoir aux communistes de l'observer.

Les bolcheviks furent les premiers à oublier cette leçon lorsqu'ils perdirent de vue qu'elle était encore plus valable en Occident qu'en Russie. Ici, la structure économique était celle d'un capitalisme développé, mais un siècle d'expérience gouvernementale avait permis à la bourgeoisie d'implanter solidement sa démocratie parlementaire. Comme Lénine le répéta cent fois, ces conditions **politiques** rendaient plus difficile le déclenchement de la révolution, tandis que les conditions économiques et sociales auraient au contraire permis de la conduire facilement à terme. **L'intransigeance théorique et organisationnelle,** le courage « sectaire » de se séparer organiquement des éléments douteux, même teintés de « maxima-

(1) *Nous plaçons les deux adjectifs entre guillemets car il va de soi que pour nous, pour le marxisme, il n'est pas de facteur subjectif qui n'agisse dans l'Histoire, en tant que facteur non individuel, comme facteur* objectif, *comme force* matérielle.

lisme », la conscience du caractère irrévocable des frontières tracées par l'histoire entre le communisme et **toutes** les variantes de l'opportunisme, à commencer par le centrisme, auraient dû jouer avec le maximum de force dans l'organisation politique mondiale du prolétariat révolutionnaire. Il n'en fut pas ainsi. Au IIe Congrès de l Internationale, la Gauche communiste montra que le manque de sévérité des conditions d'admission (1) risquait de permettre à l'opportunisme « chassé par la porte de rentrer par la fenêtre » ; elle regretta vivement qu'on n'ait pas défini de façon claire et précise, dès le départ, les bases théoriques et programmatiques du mouvement international pour en déduire des règles tactiques définies tout aussi précises et tout aussi « obligatoires » ; sa longue expérience lui permettait de mettre en évidence les effets dissolvants des pratiques électorales et parlementaires sur les partis occidentaux et elle proposa donc une tactique d'abstention électorale, qui n'avait rien de commun avec les positions anarchistes, syndicalistes ou autres, au lieu de la tactique du « parlementarisme révolutionnaire » que voulait appliquer la majorité de la IIIe Internationale ; elle proposa que les scissions s'opèrent le plus possible à gauche, non par luxe théorique ou par « haine de parti », mais pour des raisons éminemment pratiques ou, si l'on veut, par haine **de classe** ; elle demanda enfin que l'adhésion au Parti communiste de chaque pays (mais elle aurait préféré qu'il existât un Parti mondial, unique par son programme, sa doctrine et la définition anticipée de sa tactique et son organisation) soit individuelle, jamais collective. Dès ce moment, elle n'hésita pas à insister sur le danger d'une dégénérescence de droite.

Les bolcheviks préférèrent (mais, là encore, quel fut, en dehors de celui de la Gauche communiste, l'apport du mouvement international à la défense de la tradition bolchevique, contre le centre de Moscou si nécessaire ?) adopter une méthode « élastique », plus « facile », plaçant leurs espoirs, avec Lénine et Trotsky, dans les flammes purificatrices d'une révolution européenne jugée proche et dans la fermeté d'une direction internationale ayant une longue tradition d'intransigeance théorique et pratique, puis enfin, Lénine mort et Trotsky réduit au silence, dans l'auto-immunisation du « Parti-guide » à l'égard de tout poison opportuniste. On crut — de bonne foi, mais c'est une autre histoire — atteindre **plus vite**, par le plus court chemin, des résultats substantiels en estompant les frontières politiques qui, pour les militants mais surtout pour la grande masse

(1) *Les conditions d'admission ont été adoptées par le IIe Congrès de l'I.C., en juillet 1920. Notre courant proposait, entre autres, qu'au lieu d'exiger simplement des vieux partis adhérant à la nouvelle Internationale qu'ils modifient leur ancien programme social-démocrate et élaborent « en liaison avec les conditions particulières de leur pays, un nouveau programme communiste conforme aux délibérations de l'Internationale communiste », on leur impose d'élaborer « un nouveau programme dans lequel les principes de l'Internationale communiste soient fixés d'une manière non équivoque et entièrement conforme aux résolutions des congrès internationaux...,* la minorité qui se déclarerait contre ce programme (étant) exclue pour ce seul motif » *(discours du représentant de la Gauche communiste, séance du 29 juillet 1920). Le Congrès refusa cette mesure radicale, laissant la porte ouverte à toutes les spéculations sur les « conditions particulières » de tel ou tel pays.*

des prolétaires, devaient au contraire demeurer nettes et définitives : ce fut la tactique du « front unique politique », lancée aux **IIIe, IVe et Ve** Congrès et aux Exécutifs élargis correspondants et que notre courant fut le seul à contester ; ce furent aussi les fusions et le noyautage avec des fractions de partis centristes ou même avec des partis presqu'entiers : il fallut alors adoucir le mot d'ordre de dictature du prolétariat et on le dilua dans la revendication équivoque du « gouvernement ouvrier », puis du « gouvernement ouvrier et paysan » ; ce fut encore le mot d'ordre de « conquête de la majorité de la classe ouvrière » qui, pour Lénine, signifiait « conquête de la plus grande influence possible » et allait donc de soi, mais qui deviendra pour les épigones l'idéal de la majorité numérique et, en toutes circonstances, le critérium de l'efficacité révolutionnaire des partis. On ne comprit pas ou l'on ne voulut pas comprendre, en dépit de la meilleure tradition bolchevique, que si le Parti est un facteur de l'histoire, il en est aussi le produit, et que la tactique qu'il emploie n'est pas indifférente, que c'est au contraire une force qui réagit sur celui qui l'emploie et met en mouvement des forces objectives qui, selon la direction qui lui est donnée, peuvent obstruer la route vers la révolution au lieu de l'aplanir. On oublia qu'un mot d'ordre, du seul fait qu'il est lancé, devient un fait objectif qui détermine le Parti lui-même, quelles que soient ses intentions, et qu'aussi habile qu'il soit, l'apprenti-sorcier ne peut pas dominer les **démons** qu'il a lui-même déchaînés.

L'histoire de l'Internationale communiste est celle de l'usure destructive que l' « instrument-tactique » et l' « instrument-organisation », arbitrairement détachés des principes, exercent sur ceux qui les emploient dans de telles conditions. Les erreurs d'organisation, puis de tactique, entraînèrent finalement (et **inexorablement**, voilà ce qu'il faut comprendre !) une révision des principes théoriques et du programme : l'opportunisme chassé par la porte put rentrer par la fenêtre... au nom de la « bolchevisation » par décret. Lorsque nous luttions contre ces faux-pas successifs, nous n'avons jamais prétendu offrir à l'Internationale une recette de victoire infaillible : il s'agissait seulement de prévenir l'infection social-démocrate, d'en protéger le Parti, grand ou petit, dans les limites consenties par l'Histoire, de l'aider à conserver sa propre physionomie intacte au travers des vicissitudes de la lutte des classes, c'est-à-dire **sa capacité d'orienter les masses prolétariennes dans une direction déterminée, et seulement dans cette direction** ; de fermer automatiquement la porte aux transfuges du révisionnisme, à leur idéologie comme à leur pratique ; de faire de l'Internationale, réellement et non plus seulement formellement, **le Parti mondial unique de la Révolution** ; et de lui permettre, si nécessaire, de sauvegarder dans la défaite, dont rien ni personne ne peut préserver, **les conditions de la reprise**, au lieu de **tout perdre.**

Tout fut perdu au contraire. En 1926-27, l'Opposition se retrouva seule en face de l'ennemi qu'elle avait inconsciemment contribué à installer au sein du mouvement ; elle resta prisonnière des forces contre lesquelles elle n'avait pas cru utile d'élever un rempart effectif ; elle dut lutter, **dans le Parti**, contre les pires agents du conformisme réformiste qui n'auraient

jamais dû pouvoir y entrer. Elle ne fut pas épaulée par un mouvement international capable de se dresser comme un seul homme contre le reniement de **tous** les principes, car il n'était plus un seul homme et il n'était même plus lui-même. Cela ne diminue en rien la grandeur d'un Trotsky revendiquant hautement l'**internationalisme** contre ce qu'il appela la « doctrine de Monroë » de l'Internationale de Staline et, hélas, de Boukharine, ni la grandeur d'un Zinoviev qui, au VIIe Exécutif élargi, creusa lui-même sa tombe en démontrant que le « socialisme dans un seul pays » était **la négation de tout le marxisme** et donc aussi du « léninisme ». Mais cela ne suffisait pas ; il fallait renoncer aux tactiques et aux méthodes d'organisation « élastiques », il était déjà trop tard pour le faire et ce n'était pas eux qui le pouvaient.

⁂

Pour nous qui, dans le sombre tunnel d'une contre-révolution dont on ne peut encore qu'entrevoir la fin, tournons nos regards vers le passé à seule fin de retrouver la route de l'avenir, tout cela fait partie des enseignements d'Octobre. Les événements **ne pouvaient se dérouler autrement,** mais le passé a forgé, sous forme de leçons historiques, les seules armes susceptibles, dans les limites où le facteur « subjectif », l'action du Parti, est déterminant, d'éviter à la classe qui détient les clés de l'avenir de « répéter ses propres erreurs, ses propres oscillations, ses propres incertitudes » en lui ouvrant de nouveau la voie unique de la révolution que les revers et les défaites peuvent temporairement barrer, mais que le prolétariat devra inéluctablement déblayer même si, comme c'est le cas aujourd'hui, il lui faut pour cela repartir de zéro.

La contre-révolution a pu écraser Octobre, mais elle n'a pu ni ne pourra jamais empêcher le capitalisme d'accumuler les charges explosives d'une renaissance révolutionnaire, plus puissante que jamais. Le développement historique réduit les « particularités nationales » dont le stalinisme s'est nourri à un vulgaire échaffaudage de carton-pâte qui ne peut dissimuler l'unité profonde du monde. Dans ce monde, la révolution prolétarienne, la seule possible à l'époque contemporaine, est objectivement à l'ordre du jour de tous les pays-clés du système capitaliste mondial. C'est sur cette base matérielle, cette base de granit, qu'armé des enseignements de la défaite comme de la victoire d'Octobre, fort de la confirmation du marxisme par les événements de 1926 et des thèses tactiques et organisatives de la Gauche communiste par une tragique déroute, le Parti révolutionnaire de classe pourra renaître à l'échelle mondiale.

Les fausses leçons de la contre-révolution de Russie

SEUL LE MARXISME TIRE LES LEÇONS DE L'HISTOIRE

Le XXme siècle n'a eu, jusqu'ici, qu'une conscience très imparfaite du sens et de la portée de la révolution et de la contre-révolution de Russie qui se sont déroulées de 1917 à nos jours et en qui, cinquante ans après Octobre, se résume malheureusement encore l'essentiel de la lutte prolétarienne de l'époque impérialiste.

A l'exception des Soviétiques — et des anti-soviétiques les plus obtus — il n'est pourtant pas de partis, de courants ou d'écoles qui n'aient plus ou moins clairement senti que les résultats historiques finaux de la Révolution russe n'étaient pas seulement différents des buts visés par le Parti bolchevique de 1917, mais diamétralement opposés. Que cet écart prouvât que la Révolution d'Octobre avait été suivie d'une contre-révolution au lieu de progresser victorieusement dans sa ligne initiale, rares sont pourtant ceux qui l'ont compris — ou qui avaient intérêt à le dire. Mais même parmi ceux que le camouflage de cette contre-révolution derrière la permanence apparente du **même** parti au pouvoir en U.R.S.S. n'a pas totalement abusés, qui donc a su la caractériser exactement, dans le domaine tant politique qu'économique ? Personne, puisqu'à l'extérieur du petit Parti prolétarien d'aujourd'hui, personne n'a manqué d'opposer au « bureaucratisme nationaliste » du parti de Staline un prétendu « démocratisme » internationaliste du parti de Lénine et que personne n'a franchement refusé de voir dans l'économie et la société russes une forme de « socialisme » ou du moins un « post-capitalisme ».

Cette impuissance scientifique du monde bourgeois ne l'a bien entendu pas empêché de « tirer » à sa façon les « leçons » de la contre-révolution stalinienne, c'est-à-dire d'un processus historique qu'il n'avait ni compris ni même simplement constaté dans bien des cas : tel est l'obscurantisme de l'ennemi de classe du prolétariat. Pour les courants bourgeois tradition-

nels, l'écart entre les résultats et les buts de la révolution d'Octobre « prouverait » le caractère naturel et donc indestructible des rapports capitalistes de production, de la division de la société en classes, de l'institution Etat, en d'autres termes, le caractère utopique du communisme, son impossibilité radicale. Pour les sociaux-démocrates, il « prouverait » que la Révolution en général est une folie, et plus encore la révolution dans un pays à faible développement capitaliste. Pour les libertaires, il « prouverait » que faute de détruire **sur-le-champ** toute forme d'Etat, quelle qu'elle soit, la révolution est condamnée à la défaite. Pour les ouvriéristes (anarcho-syndicalistes, social-barbaristes, socialistes d'entreprise de toute sorte), il « prouverait » que la dictature du prolétariat doit être une démocratie politique illimitée pour les ouvriers, et le socialisme une démocratie économique illimitée pour les producteurs en général. Pour les trotskystes, il « prouverait » que le communisme peut dégénérer politiquement quand il bannit la démocratie, tout en subsistant dans l'économie, et devenir ainsi justiciable d'une révolution purement politique. Le simple énoncé de ces prétendues « leçons » de la contre-révolution russe dont le monde bourgeois n'a cessé d'accabler depuis quarante ans la classe ouvrière suffit déjà à montrer que celui-ci n'a jamais « retiré » de l'expérience historique d'autres conclusions que celles qu'il y avait par avance mises, soit en fonction d'une haine de classe bien compréhensible, soit en fonction des ravages de l'Idéologie jusque dans les cervelles des « champions » du prolétariat. En effet, si toutes ces « leçons » ne sont jamais que la répétition de thèses séculaires, elles ont toutes, en dépit de leurs différences, **une** caractéristique commune : elles sont toutes dirigées contre le marxisme ou communisme révolutionnaire, soit qu'elles en proclament la faillite ou l'erreur, soit que — chose pire encore — elles le défigurent sous le prétexte de « dégager ses responsabilités » dans la venue du stalinisme et d'en « sauver l'honneur », n'hésitant pas, dans ce but, à métamorphoser en « authentiques démocrates » à titre posthume de grands communistes comme Lénine et Trotsky.

Objectivement, la défaite prolétarienne de Russie apparaît comme un nouvel échec de la lutte d'émancipation du prolétariat, attestée au XIXe siècle par les batailles de 1848 et 1871 et au début du nôtre par 1905. Si cette défaite est **la** grande défaite prolétarienne du XXe siècle, c'est que la révolution d'Octobre en fut la première grande victoire. Et si c'est en même temps **la** plus grande défaite de l'histoire du mouvement ouvrier, c'est parce que, de toute cette histoire, l'Octobre russe fut la seule victoire remportée **à l'échelle d'un grand pays.** La seule chose qui ait préservé le communisme d'une accusation de « faillite » doctrinale et pratique lors des défaites précédentes du prolétariat, c'est qu'en tant que Parti, il n'était pas encore assez fort pour diriger le mouvement. Mais pour que l'ennemi bourgeois puisse tenter aujourd'hui de l'accabler sous cette accusation à propos des développements de l'Octobre russe, il a d'abord fallu que le communisme se renforce au point de devenir le **seul** parti de la révolution et de la victoire. **Ce ne fut pas un hasard,** mais c'est ce que tous les révisionnistes oublient. Quand la bourgeoisie prétend enterrer ainsi le communisme en général sous les ruines de la révolution de Russie, elle applique logiquement les lois de la guerre : **malheur aux vaincus** ! Mais quand de prétendus

« champions » de ce même vaincu se mettent à « réviser », ils ne tirent pas plus qu'elle « les leçons de l'histoire » : ils baissent seulement la tête sous l'invective.

Tout le monde bourgeois réagit comme si dans l'histoire il n'était jamais arrivé qu'au Parti communiste de Lénine de poursuivre tel et tel buts, et de recueillir tel et tel résultats diamétralement opposés. Si c'était vrai, cela témoignerait indubitablement contre nous. Mais il se trouve qu'au cours de toute l'histoire de la société de classe, les résultats des luttes n'ont qu'exceptionnellement répondu aux buts poursuivis, que la contradiction entre les uns et les autres a toujours été de règle. C'est même le matérialisme historique qui a eu le mérite de mettre cette vérité en relief pour démontrer que, tout comme l'évolution de la nature, le cours de l'histoire obéit à des lois objectives et non pas à la conscience et à la volonté des hommes — classes et partis (1). En d'autres termes, c'est le matérialisme historique qui a établi que si ce sont les hommes qui font leur histoire, **ils ne la font pas librement.** Cette vérité est inaccessible non seulement à la bourgeoisie, mais aussi à toutes les sortes de révisionnisme. En effet personne n'est capable de saisir que si notre défaite de parti en Russie prouve quelque chose, c'est simplement que, pas plus que les autres hommes, **les communistes n'échappent au déterminisme** (2).

Si l'on veut savoir comment le Parti prolétarien aborde les défaites de sa propre classe, on ne saurait mieux faire que d'étudier le passage lumineux dans lequel Frédéric Engels (**Ludwig Feuerbach et la fin de la philosophie classique allemande,** 1888) définit la méthode spécifique du matérialisme dialectique :

« L'histoire du développement de la société se révèle, sur un point, » essentiellement différente de celle de la nature. Dans la nature... ce sont » uniquement des facteurs inconscients et aveugles qui agissent les uns » sur les autres et c'est dans leur jeu changeant que se manifeste la loi » générale. De tout ce qui se produit..., rien ne se produit en tant que but » conscient, voulu. Par contre, dans l'histoire de la société, ceux qui agis-

---

(1) Si l'on a absolument besoin d'exemples, qu'on pense à la réaction nobiliaire d'avant 1789 qui a accéléré la Révolution, ou au jacobinisme, vertueux et égalitaire, qui a abouti à la société bourgeoise de Thermidor et de l'Empire.

(2) Le stalinisme, lui, n'a pas craint de prétendre le contraire, implicitement *en se vantant d'avoir construit le socialisme dans les cadres nationaux de la Russie qui n'en possédait les prémisses matérielles ni en 1917 ni même dix ans plus tard,* explicitement *puisque Staline, dans ses* Problèmes économiques du socialisme, *prétendait « tirer parti » dans les intérêts du Communisme, de lois économiques dont la seule persistance prouve la persistance d'une économie capitaliste et puisque les pseudo-thèses du Parti russe à l'occasion du cinquantenaire, affirmaient imperturbablement que si le socialisme avait pu être réalisé en Russie malgré des conditions que les marxistes du passé auraient jugées défavorables, cela s'expliquait par le « plan scientifique » de Lénine !*

» sent sont exclusivement des hommes doués de conscience, agissant avec » réflexion ou avec passion et poursuivant des buts déterminés ; rien ne » se produit sans dessein conscient, sans fin voulue.

« Mais cette différence, quelle que soit son importance pour l'investiga- » tion historique, surtout d'époques et d'événements pris isolément, ne » peut rien changer au fait que le cours de l'histoire est sous l'empire de » lois générales internes. Car ici aussi, malgré les buts consciemment » poursuivis par tous les individus, c'est le hasard qui, d'une façon géné- » rale, règne en apparence à la surface. Ce n'est que rarement que se réa- » lise le dessein voulu ; dans la majorité des cas, les nombreux buts pour- » suivis s'entrecroisent et se contredisent ou bien ils sont eux-mêmes a » priori irréalisables, ou bien encore les moyens pour les réaliser sont » insuffisants. C'est ainsi que les conflits des innombrables volontés et » actions individuelles créent dans le domaine historique une situation » tout à fait analogue à celle qui règne dans la nature inconsciente. Les » buts des actions sont voulus, mais les résultats qui suivent réellement » ces actions ne le sont pas, ou s'ils semblent, au début, correspondre » cependant au but poursuivi, ils ont finalement des conséquences tout » autres que celles qui ont été voulues. Ainsi les événements historiques » apparaissent en gros également dominés par le hasard. Mais partout où » le hasard semble jouer à la surface, il est toujours sous l'empire de lois » internes cachées, et il ne s'agit que de les découvrir ». Ainsi, « les hom- » mes font leur histoire, quelque tournure qu'elle prenne, en poursuivant » chacun leurs fins propres. Ce qui importe donc, c'est ce que veulent les » nombreux individus. Mais, d'une part, nous avons vu que les nombreuses » volontés individuelles qui agissent dans l'histoire entraînent pour la plu- » part des résultats tout à fait différents de ceux qu'on se proposait. D'au- » tre part, on peut encore se demander **quelles sont à leur tour les forces** » **motrices cachées derrière ces motifs** et quelles sont **les causes histori-** » **ques qui se transforment en ces motifs dans les cerveaux des hommes**. » Cette question, l'ancien matérialisme ne se l'est jamais posée ». Les révi- sionnistes modernes non plus !

« **Découvrir les lois internes cachées** » de la contre-révolution de Russie ; **chercher** les « **forces motrices** », les « **causes historiques** » des « motifs » que les hommes — masses, partis et chefs — se donnaient à eux-mêmes d'agir et de lutter, voilà ce que seul le Parti prolétarien peut se proposer et qu'il réalise en appliquant cette autre magnifique définition d'Engels dans **l'Anti-Dühring** :

« La conception matérialiste de l'histoire part de la thèse que la pro- » duction, et après la production, l'échange de ses produits, constitue le » fondement de tout le régime social, que dans toute société qui apparaît » dans l'histoire, la répartition des produits et avec elle l'articulation socia- » le en classes ou en ordres se règle sur ce qui est produit et sur la façon » dont cela est produit ainsi que sur la façon dont on échange les choses » produites. En conséquence, ce n'est pas dans la tête des hommes..., mais

» dans les modifications du mode de production et d'échange qu'il faut » chercher les causes dernières de toutes les modifications sociales et de » tous les bouleversements politiques ».

Cela n'est pas à la portée de tous ces courants qui, tiraillés entre certaines vérités marxistes et la conception traditionnelle, transfèrent sans doute le siège de la Conscience et de la Volonté des individus et des chefs aux classes et aux partis, mais les considèrent toujours comme l'instance souveraine, à la façon idéaliste, sans s'apercevoir que ce n'est pas là résoudre le problème du déterminisme, mais simplement le déplacer. C'est pourquoi aussi ils ne voient pas que comprendre l'Histoire, fût-elle celle de la défaite momentanée de son propre camp, c'est **démontrer l'inéluctabilité de ce qui s'est produit**, et qu'en tirer les leçons, c'est non pas réviser le programme du socialisme scientifique, mais définir plus rigoureusement, à la lumière des faits, les conditions de sa victoire. Il ne leur reste donc qu'à chercher dans l'abstrait, mais en puisant à l'arsenal de préjugés séculaires, quelle autre Conscience et quelle autre Volonté auraient pu donner à l'histoire passée un cours plus conforme à leurs vœux (eux-mêmes plus ou moins arbitraires) et garantiraient infailliblement la victoire dans l'avenir. A ce point, le dogme de secte, voire la fantaisie individuelle, se substituent à la cause séculaire du prolétariat en fonction de la mode du jour, les militants révolutionnaires sont remplacés par des prophètes plus ou moins inspirés de vérités révélées qui ne sont jamais qu'une forme quelconque de révision, et la bourgeoisie triomphe !

LA « LEÇON » BOURGEOISE

La « leçon » de la contre-révolution russe conforme à la pensée bourgeoise classique serait sans doute difficile à illustrer aujourd'hui que la bourgeoisie affecte d'être « socialiste », mais elle est facile à reconstruire. Elle a deux formes — une grossière, une savante — qui ont sans doute toujours plus ou moins coexisté, mais dont la première répond mieux à la phase « stalinienne » de la contre-révolution et la seconde à sa phase « khrouchtchevienne et post-khrouchtchevienne ».

La « leçon » grossière consiste à dire que « **le communisme est pire que le capitalisme** ». La masse de misère, l'obscurantisme, l'oppression, le mensonge et ce que Trotsky appela un jour la sombre irrationalité de l'ère stalinienne, ont assuré à cette thèse un succès que sa grossièreté ne lui méritait pas, mais ce n'est certainement pas pour défendre le communisme que le mouvement mondial de Staline a, pendant des dizaines d'années, réalisé les plus extraordinaires falsifications dans l'espoir que la vérité resterait ignorée des ouvriers d'Occident. A cette version, le Parti prolétarien fait deux réponses. La première, évidente, est que la Russie stalinienne, et à plus forte raison khrouchtchevienne, n'a jamais eu rien à voir avec le Communisme, ni avec une forme quelconque d'acheminement vers cette forme

économique et sociale (1). Cette conclusion n'appartient pas en propre au Parti prolétarien, mais la seconde est plus originale. Elle montre en effet que la phase de l'histoire russe que non seulement le stalinisme, mais aussi la bourgeoisie et même le trotskysme ont fait passer pour communiste sans qu'elle l'ait été le moins du monde, n'a pas été non plus l'absurde et inutile agonie de tout un peuple, la série de convulsions superflues provoquées par l' « arbitraire » du despote Staline que la stupide propagande occidentale a dépeinte, mais une **grande révolution sociale** d'une nature opposée à celle que les communistes du temps de Lénine avaient voulue et pourtant tout autre qu'historiquement stérile, riche tout au contraire de développements explosifs pour l'avenir lointain : la **même** révolution capitaliste que tous les pays avancés ont, eux aussi, subie dans le passé, mais dont ils ont depuis longtemps oublié les horreurs et les incommensurables tourments.

La « leçon » savante de la contre-révolution russe, la bourgeoisie n'aurait sans doute pas pu la formuler sans l'aide des pédants sociaux-démocrates d'Allemagne ou d'Autriche, du temps de Staline, tandis qu'aujourd'hui il lui suffit de répéter ce que les « communistes » de l'Est eux-mêmes suggèrent. On peut la reconstruire en disant que si la Russie (et le bloc de l'Est) n'est pas parvenue à échapper aux lois capitalistes (loi de la valeur — loi générale de l'accumulation capitaliste — loi de la reproduction du capital) ; si elle n'est pas parvenue à trouver d'autre mécanisme que l'échange pour relier la production à la consommation et si, en même temps que le commerce entre la ville et la campagne, elle a conservé la vente et l'achat de la force de travail, c'est-à-dire **le salariat que le communisme se proposait d'abolir,** c'est que ces lois et cette organisation sociale sont **naturelles** et donc aussi **immuables** que l'ordonnance des planètes par exemple. En d'autres termes, la contre-révolution de Russie n'aurait pas été une contre-révolution, mais le retour à un ordre que les bolcheviks auraient vainement et follement tenté de modifier, et du même coup la preuve historique du caractère utopique et irréel de ce que nous appelons le socialisme scientifique.

En prétendant ainsi tirer de notre défaite de classe une confirmation de ses thèses conservatrices et anti-prolétariennes, la bourgeoisie use sans vains scrupules du **droit du vainqueur,** mais en tant que « leçon de l'histoire », sa conclusion est doublement nulle. La première raison en est que le parti bolchevique et Lénine n'ont jamais prétendu pouvoir détruire, à bref délai, la forme économique et sociale du capitalisme en Russie, comme ils l'avaient fait de la domination politique tsaristo-bourgeoise (le monde bourgeois n'a-t-il vraiment eu aucun vent de ce fait pendant un demi-siècle ?). Ils ont au contraire proclamé qu'ils **commençaient** une révolution prolétarienne internationale dont seul le triomphe permettrait, non certes de «décréter» un beau jour le socialisme dans la Russie arriérée, mais d'abréger au minimum la phase **nécessaire** de développement économique capitaliste sous le contrôle politique du prolétariat. La « leçon » bourgeoise prouve donc uniquement que les « libertés démocratiques » de l'Occident ne lui ont en aucune façon permis de se faire de la révolution bolchevique une idée moins stupide que celle qui a été imposée comme dogme d'Etat pendant des dizaines d'années à la Russie par la dictature stalinienne tant décriée.

(1) *Le développement de ce point excèderait le cadre de cet article, et le lecteur le trouvera dans celui que nous consacrons plus loin au développement de l'économie russe dans la phase post-révolutionnaire.*

Nulle, cette leçon l'est ensuite et surtout pour cette raison primordiale que le socialisme scientifique constitue toute une conception de l'histoire et du monde dont jamais les idéologues de la bourgeoisie (pas plus après qu'avant octobre 1917) n'ont été capables de fournir une réfutation théorique, et dont tout au contraire ils se voient contraints par la réalité à piller **certaines** vérités. On ne saurait donc mieux faire que d'opposer à la légère accusation bourgeoise d' « utopie » le Communisme réel. La chose ne vise évidemment pas à « convaincre » l'ennemi de classe, mais à combattre le défaitisme dans le prolétariat, et surtout à établir clairement la base théorique de la réfutation des « leçons » révisionnistes que nous ferons plus loin, puisque, sans jamais présenter la même audace obscurantiste que les « leçons » bourgeoises, elles traduisent le même rejet du socialisme scientifique ou la même impuissance à le comprendre.

Dans ce but, nous résumerons l'exposé classique, insurpassable, mais méconnu, qu'Engels en fit au chapitre II de la Troisième Partie de l'**Anti-Dühring,** « Socialisme », en l'ordonnant de façon différente pour mettre en évidence les moments d'une forme d'économie et de société qui, bien loin d'avoir existé de tout temps est née de **conditions historiques** bien définies et qui, bien loin d'être conforme à une « **raison** » immuable est, dès le départ, affectée de l'irrationalité qu'impliquait cette origine et qu'elle tente elle-même, mais vainement, de surmonter et qui, enfin, bien loin d'être éternelle est appelée, par le développement de ses propres contradictions internes, à disparaître dans la plus grande révolution sociale de l'histoire.

L'économie marchande, berceau du capitalisme

Avant la production capitaliste, on était partout en présence de la petite production que fondait la propriété privée des travailleurs sur les moyens de production. Les moyens de travail (terre, instruments aratoires, atelier, outils de l'artisan) étaient des moyens de travail de l'individu, calculés seulement pour l'usage individuel ; ils étaient donc nécessairement mesquins, minuscules, limités. Mais là où la division naturelle du travail à l'intérieur de la société est la forme fondamentale de la production, elle imprime aux produits la forme de marchandises dont l'échange réciproque met les producteurs individuels en état de satisfaire leurs multiples besoins. Dans la production marchande, la question ne pouvait même pas se poser de savoir à qui devait appartenir le produit du travail. En règle générale, le producteur individuel l'avait fabriqué avec des matières premières qui lui appartenaient et qu'il produisait souvent lui-même à l'aide de ses propres moyens de travail et de son travail personnel ou de celui

de sa famille. Le produit n'avait nul besoin d'être approprié par lui, il lui appartenait de lui-même. La propriété des produits reposait donc sur le travail personnel. Mais toute société reposant sur la production marchande a ceci de particulier que les producteurs y ont perdu la domination sur leurs propres relations sociales. Chacun produit pour soi avec ses moyens de production dus au hasard et pour son besoin individuel d'échange. Nul ne sait si son produit individuel trouvera à son arrivée un besoin réel, s'il retirera ses frais ou même s'il pourra vendre. C'est le règne de l'anarchie de la production sociale. Mais la production marchande, comme toute autre forme de production, a ses lois originales, immanentes, inséparables d'elle, et ces lois s'imposent malgré l'anarchie, en elle, par elle. Elles se manifestent dans la seule forme qui subsiste du lien social, dans l'échange, et elles prévalent en face des producteurs individuels comme lois coercitives de la concurrence. Elles sont donc, au début, inconnues à ces producteurs eux-mêmes et il faut d'abord qu'ils les découvrent peu à peu par une longue expérience. Elles s'imposent donc sans les producteurs et contre les producteurs comme lois naturelles de leur forme de production, lois à l'action aveugle. Le produit domine les producteurs.

La révolution capitaliste n'est qu'une demi-révolution

Concentrer, élargir ces moyens de production dispersés et étriqués, en faire les leviers puissants de la production actuelle, tel fut précisément le rôle historique du mode de production capitaliste. La bourgeoisie ne pouvait pas transformer ces moyens de production limités en puissantes forces productives sans transformer les moyens de production de l'individu en moyens de production sociaux, utilisables seulement par un ensemble d'hommes. Et de même que les moyens de production, la production elle-même se transforme d'une série d'actes individuels en une série d'actes sociaux. Pas un individu qui puisse dire : c'est moi qui ai fait cela, c'est mon produit. C'est dans la société de producteurs individuels, de producteurs de marchandises, que s'est infiltré le mode de production nouveau. On l'a vu introduire au beau milieu de la division du travail naturelle, sans méthode, qui régnait dans toute la société, la division **méthodique** du travail telle qu'elle était organisée dans la fabrique individuelle ; à côté de la production individuelle apparut la production sociale. La production individuelle succomba dans un domaine après l'autre, la production sociale révolutionna tout le vieux mode de production.

Mais ce caractère révolutionnaire qui lui est propre fut si peu reconnu qu'on l'introduisit comme moyen d'élever et de favoriser la production marchande. Elle naquit en se rattachant directement à certains leviers déjà existants de la production marchande et de l'échange des marchandises : capital commercial, artisanat, travail salarié. Du fait qu'elle se présentait comme une forme nouvelle de production marchande, les formes d'appropriation de la production marchande restèrent en pleine vigueur pour elle aussi... **Les moyens de production et les produits sociaux furent traités comme si, maintenant encore, ils étaient restés les moyens de production et les produits d'individus.** Si jusqu'ici le possesseur des moyens de travail s'était approprié le produit parce que, en règle générale, c'était son propre produit, le possesseur des moyens de travail continua maintenant à s'approprier le produit bien qu'il ne fut plus son produit mais celui du travail d'autrui. **Moyens de production et production sont devenus essentiellement sociaux, mais on les assujettit à une forme d'appropriation qui présuppose la production privée d'individus,** dans laquelle donc chacun possède et porte au marché son propre produit, **on assujettit le mode de production à cette forme d'appropriation bien qu'il en supprime la condition préalable.**

L'incompatibilité de la production sociale et de l'appropriation capitaliste, secret du cours tragique de la domination bourgeoise

Dans cette contradiction qui confère au nouveau mode de production son caractère capitaliste gît déjà en germe toute la grande collision du présent. A mesure que le nouveau mode de production arrivait à dominer dans tous les secteurs décisifs de la production et dans tous les pays économiquement décisifs, on voyait forcément apparaître d'autant plus crûment **l'incompatibilité de la production sociale et de l'appropriation capitaliste.**

Avec l'avènement du mode de production capitaliste, les lois de la production marchande, qui sommeillaient jusque-là, entrèrent aussi en action d'une manière plus ouverte et plus puissante. L'anarchie de la production sociale vint au jour et fut de plus en plus poussée à son comble. Mais le moyen principal avec lequel le mode de production capitaliste accrut cette anarchie dans la production sociale était cependant juste le contraire de l'anarchie : l'organisation croissante de la production en tant que production sociale dans chaque établissement isolé. Là où il fut introduit dans une branche d'industrie, il ne souffrit à côté de lui aucune méthode d'exploitation plus ancienne. Le champ du travail devint un terrain de bataille. La lutte n'éclata pas seulement entre les producteurs locaux individuels ; les luttes locales elles-mêmes grandirent jusqu'à devenir des luttes nationales, la grande industrie enfin, et l'établissement du marché mondial, ont universalisé la lutte et lui ont conféré une violence inouïe. Entre capitalistes isolés de même qu'entre industries entières et pays entiers, le vaincu est éliminé sans ménagements. C'est la lutte darwinienne pour l'existence transposée de la nature dans la société avec une rage décuplée. La condition de l'animal dans la nature apparaît comme l'apogée du développement humain. **La contradiction entre production sociale et appropriation capitaliste se reproduit comme antagonisme entre l'organisation de la production dans la fabrique individuelle et l'anarchie de la production dans la société.**

La perfectibilité poussée au maximum du machinisme moderne se transforme, par l'effet de l'anarchie de la production, en une loi impérative pour le capitaliste isolé en l'obligeant à améliorer sans cesse son machinisme, à accroître sans cesse sa force de production. La simple possibilité

de fait d'agrandir le domaine de sa production se transforme, pour lui, en une autre loi tout aussi impérative. L'énorme force d'expansion de la grande industrie se manifeste comme un besoin d'expansion qualitatif et quantitatif qui se rit de toute contre-pression. La contre-pression est constituée par la consommation, le débouché, les marchés pour les produits de la grande industrie. Mais la possibilité d'expansion des marchés, extensive aussi bien qu'intensive, est dominée en premier lieu par des lois toutes différentes dont l'action est beaucoup moins énergique. L'expansion des marchés ne peut aller de pair avec l'expansion de la production. La collision est inévitable (et ce sont les crises). On voit, dans les crises, la contradiction entre production sociale et appropriation capitaliste arriver à l'explosion violente. La circulation des marchandises est momentanément anéantie : le moyen de circulation, l'argent, devient obstacle à la circulation ; toutes les lois de la production et de la circulation des marchandises sont mises sens dessus dessous. La collision économique atteint son maximum : le mode de production se rebelle contre le mode d'échange, les forces productives se rebellent contre le mode de production pour lequel elles sont devenues trop grandes.

Vaines tentatives bourgeoises d'harmonisation

C'est cette réaction des forces productives en puissance croissante contre leur qualité de capital, c'est la nécessité grandissante de reconnaître leur caractère social qui obligent la classe des capitalistes à les traiter de plus en plus, dans la mesure tout au moins où c'est possible à l'intérieur du rapport capitaliste, comme des forces de production sociales. C'est cette forme de socialisation qui se présente à nous dans les différents genres de sociétés par actions ; puis ce sont les trusts, unions dont le but est de réglementer la production (détermination de la quantité à produire, répartition entre eux). Mais comme ces trusts se disloquent généralement à la première période de mauvaises affaires, ils poussent à une socialisation encore plus concentrée : toute la branche industrielle se transforme en une seule grande société par actions, la concurrence fait place au monopole intérieur de cette société unique. La production sans plan de la société capitaliste capitule devant la production planifiée de la société socialiste qui approche. Si les crises ont fait apparaître l'incapacité de la bourgeoisie à continuer de gérer les forces productives modernes, la transformation des grands organismes de production et de communications, en société par actions et en propriétés d'Etat montre combien on peut se passer de la bourgeoisie pour cette fin. Toutes les fonctions sociales du capitaliste sont maintenant assurées par des employés rémunérés. Mais ni la transformation en sociétés par actions, ni la transformation en propriété d'Etat ne supprime la qualité de capital des forces productives. Pour les sociétés par actions, c'est évident. Et l'Etat moderne n'est à son tour que l'organisation que la société bourgeoise se donne pour maintenir les conditions extérieures générales du mode de production capitaliste contre des empiètements venant des ouvriers comme des capitalistes isolés. L'Etat moderne, quelle

qu'en soit la forme, est une machine essentiellement capitaliste, l'Etat des capitalistes, le capitaliste collectif en idée. Plus il fait passer de forces productives dans sa propriété et plus il devient capitaliste collectif en fait, plus il exploite de citoyens. Les ouvriers restent des salariés, des prolétaires. Le rapport capitaliste n'est pas supprimé, il est au contraire poussé à son comble.

La contradiction fondamentale du capitalisme appelle la solution révolutionnaire

Mais arrivé à ce comble, il se renverse. La propriété d'Etat sur les forces productives **n'est pas la solution du conflit** (1), mais elle renferme en elle le moyen formel, la façon d'accrocher la **solution.**

Cette solution peut consister seulement dans le fait que la nature sociale des forces productives modernes est effectivement reconnue, que donc le mode de production, d'appropriation et d'échange est mis en harmonie avec le caractère social des moyens de production. Et cela ne peut se produire que si la **société prend possession ouvertement et sans détours des forces productives qui sont devenues trop grandes pour tout autre direction que la sienne** (2).

---

(1) *Lénine ne l'a jamais oublié, lui qui eut toujours soin de distinguer non seulement le capitalisme d'Etat sous la domination de la bourgeoisie du capitalisme d'Etat sous la dictature du prolétariat, mais aussi cette dernière forme du socialisme lui-même. Au XIVe Congrès du P.C. de l'URSS d'avril 1925, la lutte entre les Léningradiens d'une part, les partisans du « socialisme dans un seul pays » de l'autre, regroupés autour de Boukharine et de Staline, porte précisément sur cette distinction : tandis que Staline - Boukharine révisent Lénine en soutenant qu'il serait « défaitiste » de considérer que le capitalisme d'Etat est la forme économique dominante dans l'industrie russe de 1925, et non pas le socialisme, Zinoviev - Kamenev démontrent que la liquidation de la position de Lénine équivaut à un embellissement de la NEP, à une dissimulation du réel conflit de classe et à une transformation du Parti prolétarien en Parti national n'ayant d'autre but que d'obtenir une augmentation du rendement du travail des ouvriers, fût-ce au moyen d'une démagogie dont ceux-ci ne pourront pas ne pas sentir toute la fausseté. Trotsky (qui n'intervint pas à ce Congrès, parce que la fracture entre les Léningradiens et Staline, qui jusque-là s'étaient entendus contre lui, le prit au dépourvu) n'a jamais fait une distinction suffisante entre les formes économiques en tant que telles, faisant toujours intervenir le facteur politique, non seulement quand cela était légitime, comme pendant les premières années de la révolution russe, mais aussi plus tard, alors qu'il dénonçait lui-même la dégénérescence du pouvoir, et parlant non pas de capitalisme d'Etat, mais d'un socialisme « utilisant » les méthodes de la comptabilité capitaliste, position théoriquement insoutenable.*

(2) *Il est bien clair que tel n'était pas le cas dans la Russie d'Octobre, qui souffrait non d'une pléthore, mais d'une insuffisance du développement capitaliste, s'exprimant non seulement par le faible poids spécifique des îlots d'industrie urbaine dans l'économie nationale, mais encore par la prédominance de la petite exploitation dans l'agriculture. C'est précisément pourquoi la gestion étatique de toute l'industrie n'a pas été voulue par Lénine, mais bien imposée par les expropriations massives réalisées par les ouvriers d'une part et la fuite des entrepreneurs de l'autre.*

Tant que nous nous refusons obstinément à comprendre la nature et le caractère des énormes forces productives développées par le capitalisme — **et c'est contre cette compréhension que regimbent le mode de production capitaliste et ses défenseurs** — ces forces produisent tout leur effet malgré nous, contre nous. Mais une fois saisies dans leur nature, elles peuvent, de maîtresses démoniaques, se transformer en servantes dociles.

La mission historique du prolétariat

Il ne suffit pas que la nécessité d'une solution révolutionnaire de la contradiction se fasse objectivement sentir pour qu'elle se produise réellement dans l'histoire : il faut encore qu'existe une force sociale susceptible de la traduire en actes. Cette force sociale, c'est le capitalisme lui-même qui l'a produite ; en transformant de plus en plus la grande majorité de la population en prolétaires, le capitalisme a créé du même coup la puissance qui, sous peine de périr, est obligée d'accomplir ce bouleversement. Tout au cours de l'histoire bourgeoise, la contradiction entre production sociale et appropriation capitaliste se manifeste **comme antagonisme du prolétariat et de la bourgeoisie,** c'est-à-dire de la classe des producteurs que la révolution capitaliste a séparés des moyens de production et qui ont été réduits à ne plus posséder que leur force de travail d'une part, et de l'autre, la classe qui concentre dans ses mains (ou dans celles de son Etat) ces moyens de production. Cette contradiction allant croissant, l'antagonisme de classe qui en résulte est destiné, lui aussi, à s'approfondir. Au point culminant de sa lutte, le prolétariat s'empare du pouvoir politique, détruit l'appareil d'Etat de la bourgeoisie et édifie son propre Etat de classe. Il transforme graduellement tous les moyens de production en propriété de cet Etat, à mesure qu'il les arrache aux classes qui les détenaient jusqu'alors. Mais ce faisant, il supprime celles-ci en tant que classes et, du même coup, il se supprime lui-même en tant que prolétariat. D'Etat de classe, l'Etat prolétarien devient effectivement le représentant de toute la société dans la mesure où toutes les différences et oppositions de classe ont disparu du sein de celle-ci. Mais alors, il se rend lui-même superflu. Dès qu'il n'y a plus de classe à tenir dans l'oppression, dès que, avec la domination de classe et la lutte pour l'existence individuelle motivée par l'anarchie antérieure de la production, sont éliminés également les collisions et les excès qui en résultent, il n'y a plus rien à réprimer qui rende nécessaire un pouvoir de répression, un Etat. Son intervention dans les rapports sociaux devient superflue dans un domaine après l'autre et entre alors naturellement en sommeil. Le gouvernement des personnes fait place à la domination des choses et à la direction des opérations de production. L'Etat n'est pas "aboli", il s'éteint

Avec la prise de possession de tous les moyens de production par la société, la production marchande est éliminée, et par suite la domination du produit sur le producteur. L'anarchie à l'intérieur de la production sociale est remplacée par l'organisation planifiée consciente. La lutte pour l'existence individuelle cesse. Par là, pour la première fois, l'homme se

sépare, dans un certain sens, définitivement du règne animal, passe de conditions animales d'existence à des conditions réellement humaines.

Accomplir cet acte libérateur, voilà la mission historique du prolétariat moderne. En approfondir les conditions historiques et par là, la nature même, et ainsi donner à la classe qui a mission d'agir (classe aujourd'hui opprimée), la conscience des conditions et de la nature de sa propre action, voilà la tâche historique du socialisme scientifique, expression théorique du mouvement prolétarien.

Telle est la construction formidable que le Communisme oppose aux sinistres rêveries bourgeoises de règne éternel du Capital, de son oppression de classe, de ses crises et des génocides répétés de ses réactionnaires conflits impérialistes. Construction que non seulement la défaite finale d'Octobre, mais même toute une série d'éventuelles nouvelles défaites seraient impuissantes à ébranler, car dès son origine, elle reposait sur une anticipation prodigieuse sur l'avenir, sur cette dernière phase du capitalisme que nous vivons, mais dont les cinquante ans écoulés depuis Octobre ne sont, quoiqu'interminables, que le début.

LA « LEÇON » SOCIAL-DEMOCRATE

Pas plus que la « leçon » bourgeoise, la « leçon » social-démocrate de la contre-révolution stalinienne ne se présente sous une forme pure, mais pas plus qu'elle, elle n'est difficile à reconstruire, chose utile dans la mesure où les « révisions »soi-disant modernes n'inventent rien et se contentent de reprendre, sous une forme ou une autre, les conclusions des grands courants classiques du passé.

Historiquement, la social-démocratie est cette déviation du mouvement ouvrier qui, à force de lutter pour des réformes dans l'ambiance relativement idyllique du capitalisme d'avant 1914, avait renoncé à préparer la classe ouvrière à sa tâche révolutionnaire et qui, dans les conditions modifiées créées par la première grande guerre impérialiste, remplit la tâche exactement opposée, étranglant l'énergie révolutionnaire, s'opposant au mouvement prolétarien (comme le firent les mencheviks en Russie) et même le réprimant (comme le firent les Noske-Scheidemann en Allemagne). A l'époque de Lénine et de la révolution russe, cette déviation était incarnée, beaucoup plus que par la droite ouvertement passée à l'ennemi, par le centre conciliateur dont l'allemand Kautsky fut le théoricien « international ». Elle se distinguait des courants bourgeois traditionnels dans la mesure où elle n'allait pas jusqu'à affirmer que le capitalisme est éternel et que la société sans classes et sans Etat n'est qu'une utopie. Mais pratiquement, c'est-à-dire dans la lutte de classe réelle, la social-démocratie rejoignait les partis bourgeois en refusant d'admettre que l'on puisse parvenir au socialisme par une dictature de classe et de parti qui violerait les

principes électoralistes et parlementaires de la démocratie. Sans nécessairement nier, au moins dans l'abstrait, le « droit à la révolution » (1), elle les rejoignait de toutes façons dans la mesure où elle ne daignait jamais reconnaître que les conditions de cette révolution étaient mûres : en Russie, parce que le développement économique du pays n'était pas suffisant pour permettre une socialisation des moyens de production ; en Occident, à l'inverse, parce qu'une révolution aurait abaissé le niveau économique atteint à cause de la lutte armée qu'elle suppose, de la prétendue impréparation de la classe ouvrière aux fonctions de classe dirigeante, etc. ; pour la droite, parce que la révolution elle-même ne se justifiait plus en un siècle où, à l'inverse de ce qui se passait au siècle précédent, la classe ouvrière aurait eu des « conquêtes » à défendre au sein de la société bourgeoise. Bref, si à l'époque on pouvait encore parler de mouvement ouvrier (ce qui n'est plus le cas aujourd'hui), le social-démocratisme ne peut mieux se définir que comme la **négation** de ce mouvement qui, comme le notait Marx, est révolutionnaire ou n'est rien.

La « leçon » social-démocrate de la contre-révolution russe découle tout naturellement des caractéristiques que nous venons de rappeler. Ayant combattu la révolution bolchevique sous le prétexte que la Russie n'était pas mûre pour le socialisme, la social-démocratie présenta toute l'évolution économique de l'U.R.S.S. vers le capitalisme à partir de la NEP **comme une preuve du bien-fondé de son opposition à la Révolution.** Cela implique évidemment qu'elle ait reconnu comme **évolution capitaliste** ce que Staline, lui, appelait édification du socialisme national, mais cette supériorité d'ordre « scientifique » ne doit pas nous dissimuler le vide de cette prétendue « leçon » et encore moins son infamie. Nous aussi, nous caractérisons l'évolution économique de la Russie de la fin de la guerre civile à aujourd'hui comme **capitaliste**, nous aussi nous considérons qu'elle était historiquement inévitable ; mais nous l'avons déplorée comme un effet et une manifestation de la défaite de classe du prolétariat dans le premier après-guerre, alors que la social-démocratie, devenue conservatrice, a eu le front de **s'en réjouir** ; surtout, nous ne l'avons considérée comme inévitable que si le prolétariat européen ne parvenait pas à faire sa **propre** révolution et nous avons combattu de toutes nos forces pour

(1) *Même le révisionniste d'avant 1914, Edouard Berstein, n'avait pas osé nier formellement ce « droit », lui qui écrivait dans* Socialisme théorique et social-démocratie pratique (1899) : *« Il faut que la social-démocratie ait le courage « de vouloir paraître ce qu'actuellement elle est en réalité : un parti de « réformes démocratiques et socialistes. Il ne s'agit pas d'abjurer le soi-« disant droit à la révolution, ce droit purement spéculatif, qu'aucune cons-« titution ne saurait mettre en paragraphe ni aucun code prohiber et qui « existera tant que la loi naturelle nous forcera à mourir si nous renonçons « au droit de respirer. Ce droit inécrit et imprescriptible n'est pas plus « atteint, si on se transporte sur le terrain de la réforme, que le droit de « défense légitime n'est supprimé par le fait que nous nous sommes donné « des lois réglant nos différends personnels ou de propriétés ». C'est exactement par les mêmes tours de passe-passe que la social-démocratie d'après 1914 éludait le problème central de la révolution violente, l'ancien adversaire de Berstein, Kautsky, se faisant son héritier spirituel.*

celle-ci ; tandis que la social-démocratie donna la révolution russe pour battue d'avance en tant que révolution socialiste d'une part et, de l'autre, combattit la révolution en Occident.

La fausseté sans limite de la « leçon » social-démocrate de la contre-révolution russe tient tout entière dans le fait qu'en dépit de ses prétentions scientifiques (1) elle fait « abstraction » du facteur capital : l'influence paralysante que la social-démocratie, justement, a exercée sur le prolétariat occidental et qui, empêchant l'extension de la révolution, a livré la Russie au capitalisme ; mais faire « abstraction » du fait que, sans le maintien de la domination bourgeoise en Europe, un courant nationaliste comme le stalinisme n'aurait pas pu triompher en Russie, présenter ce stalinisme odieux comme un châtiment des péchés révolutionnaires du prolétariat russe alors qu'il a été l'enfant légitime de la réaction bourgeoise favorisée par le réformisme, c'est réduire les leçons de l'histoire à ce misérable truisme : **« sans révolutions, il n'y aurait jamais de contre-révolutions ».** Voilà qui donne l'exacte mesure de cette « supériorité théorique » dont le réformisme européen se vantait si fort face au bolchevisme, du temps qu'il existait encore comme parti « ouvrier ».

Pour être plausible, il manque à la plate « leçon » social-démocrate d'avoir démontré, premièrement, que la révolution d'Octobre ne répondait à aucune nécessité historique et ne fut qu'un accident de l'histoire imputable au « volontarisme » bolchevique et, deuxièmement, que le maintien du capitalisme dans le monde, après Octobre, a été historiquement bénéfique au prolétariat et, en général, à l'espèce humaine et a parfaitement confirmé toutes les prévisions social-démocrates sur une marche pacifique ininterrompue vers le socialisme.

Non seulement la social-démocratie n'a jamais fait la première démonstration, mais — du moins dans son courant centriste, dit de la IIme Internationale et demie, qui se voulait indépendant à la fois du socialisme de droite et du communisme — elle n'osait même pas, du temps de la Révolution, condamner franchement Octobre.

En illustration, nous citerons l'article caractéristique d'un admirateur déclaré du centriste allemand Kautsky, publié sous le titre **Les bolcheviks et nous** dans la revue de la social-démocratie autrichienne, **Der Kampf**, en mars 1918 (2) :

« La théorie et la pratique des bolcheviks, dit le vieil article centriste, « est l'adaptation du socialisme à un pays où le capitalisme est encore

(1) *Les vieux sociaux-démocrates de l'école d'avant 1914 se gaussèrent à juste titre des prétentions de Staline à construire un socialisme national. Cela prouve simplement qu'il y a une quarantaine d'années, on était moins ignare, même dans le camp des liquidateurs, en matière de doctrine, qu'on savait encore que socialisme et économie marchande sont incompatibles, ce que non seulement les post-staliniens, mais même les « trotskystes » ont oublié ; mais cela ne change absolument rien au défaitisme et au rôle ouvertement contre-révolutionnaire de la social-démocratie dans le premier après-guerre.*

(2) *Quand on feuillette cette revue dont on peut trouver une collection à la Fei-*

« jeune et peu développé, et le prolétariat en minorité ». Dans quel sens ? « Le Soviet russe (comme la Commune en France en 1871) est fatalement « l'idéal étatique du prolétariat révolutionnaire dans les pays où il est « encore la minorité de la population. En outre, le maintien de l'ordre économique capitaliste est incompatible avec les intérêts du prolétariat. Une « fois au pouvoir, le prolétariat doit mettre la production industrielle sous « son contrôle. Malheureusement, la révolution détruit l'appareil bureaucratique ancien sans en créer un nouveau de caractère démocratique. « C'est pourquoi les bolcheviks ne peuvent soumettre l'industrie au « contrôle des organes d'une communauté démocratique ; ils sont donc « obligés de soumettre chaque entreprise au contrôle des ouvriers qui y « sont employés... Ce faisant, ils abandonnent le principe socialiste qui « veut que chaque branche d'industrie soit soumise à l'ensemble de la « société et se rapprochent de l'idéal social du syndicalisme. L'origine de « cette conception, née dans le prolétariat français, réside dans le fait « qu'étant une minorité sociale, celui-ci ne pouvait souhaiter la soumission « de l'économie à un Etat démocratique qui aurait fatalement représenté « une majorité petite-bourgeoise et paysanne ; en conséquence, il souhai- « tait la soumission des entreprises aux syndicats correspondants et les « travailleurs russes cherchent à réaliser aujourd'hui cet idéal du syndica- « lisme français. Les décrets bolcheviques sur le contrôle ouvrier sont le « principe de l'organisation industrielle qui devient le but de la classe « ouvrière là où elle ne peut pas espérer dominer l'industrie démocrati- « quement. Le socialisme allemand doit sa supériorité théorique au fait « que le prolétariat est la majorité et peut donc espérer conquérir le pou- « voir sur la base de la démocratie et dominer l'industrie au moyen de « l'Etat démocratique. Mais là où le prolétariat est minorité, il combat « fatalement pour la Commune ou le Soviet **contre** la démocratie, pour le « contrôle syndicaliste des ouvriers sur l'usine **contre** la subordination « socialiste de l'industrie à la communauté démocratique. La tentative du « prolétariat russe de briser la domination du capitalisme et de réaliser le « socialisme était inévitable, mais l'échec était tout aussi inévitable, et ses « causes sont les mêmes qu'en 1848 et 1871 : "Le développement du pro- « létariat est conditionné par le développement de la bourgeoisie indus- « trielle. C'est sous sa domination qu'il acquiert une existence à l'échelle « nationale qui fera de sa révolution une révolution nationale ; là où l'in- « dustrie capitaliste n'est qu'un phénomène sporadique, l'abolition de la « domination capitaliste ne peut devenir le contenu de la révolution « nationale" (Marx: Les luttes de classes en France) ». Quelle conclusion

---

nelli de Milan, on constate avec stupeur que jusqu'à cette date de mars 1918, la revue théorique de l'orgueilleuse social-démocratie autrichienne publiée à Vienne, ne souffle pas mot de la révolution d'Octobre, bien que paraissant avec une parfaite régularité ! Et quand elle le fait pour la première fois, c'est, comme on verra, pour proclamer d'emblée... la défaite de cette révolution qui devait surmonter au contraire si brillamment l'épreuve de la guerre civile ! Lénine lui-même, qui appréciait pourtant à leur juste valeur les opportunistes occidentaux, n'en crut pas ses oreilles lorsque demandant un jour à Trotsky ce que la social-démocratie officielle disait d'Octobre, il s'entendit répondre qu'elle préférait n'en pas parler...

politique tirer de tout cela, quand on est un pédant imbu de la supériorité du « socialisme allemand », mais qu'on ne veut cependant pas tomber dans les excès de la droite pour laquelle la révolution d'Octobre n'a été qu'une folle aventure ? Une conclusion qui trahit cruellement l'embarras de son auteur : « L'avantage des mencheviks était d'avoir vu que la révolu- « tion sociale n'est possible qu'arrivés à un certain degré du développe- « ment capitaliste (sic) que la Russie n'avait pas encore atteint. Mais « convaincus que la révolution russe devrait être bourgeoise, ils avaient « renoncé au pouvoir, abdiqué en faveur de la bourgeoisie. Leur peur de « la contre-révolution que l'intervention du prolétariat pourrait susciter « les avait poussés à renoncer à toute politique prolétarienne courageuse « dans le cadre de la révolution bourgeoise **et ainsi ils avaient jeté eux- « mêmes le prolétariat dans les bras des bolcheviks.**

« Les bolcheviks se sont mis à la tête du prolétariat dans la lutte de « classes que la révolution bourgeoise devait fatalement engendrer et ont « donné une expression fidèle aux sentiments, aux volontés et à l'idéal du « prolétariat russe. **Mais ils ont aussi partagé ses illusions en se laissant « absorber par lui, et ils l'ont ainsi conduit à des expériences qui ne peu- « vent se terminer que par la défaite du prolétariat** ». Dans la décevante réalité, le bon social-démocrate « éclairé » de 1918 voyait pourtant luire un espoir, dans le « juste milieu » comme de bien entendu : « Il existe « néanmoins, en Russie, des social-démocrates libres des préjugés de « droite comme de gauche : les mencheviks internationalistes comme « Martov, les internationalistes de la **Nowaï Jizn** et la minorité bolchevi- « que qui, sous la direction de Ryazanov (sic !), combat la dictature de « Lénine et Trotsky, bref tous les groupes internationalistes non bolche- « viks de Russie. Ils ont rempli la tâche incombant aux marxistes : ne pas « s'opposer au prolétariat (sic !), mais ne pas tomber davantage dans ses « illusions (sic !) et **défendre au contraire contre ces illusions la conception « supérieure que le marxisme nous donne de la lutte et du développement.** « En temps de révolution, le succès appartient aux extrêmes et le centre « est condamné à l'impuissance (sic), mais seuls des adorateurs du succès « croient que cela lui donne tort (sic)... L'avenir donnera raison au centre « aussi bien dans le monde qu'en Russie ». Mais alors, quelles tâches se reconnaissaient les homologues autrichiens et internationaux des menche- viks à la Martov dans les pays avancés ? L'article conclut prudemment : « La révolution russe est une victoire du prolétariat russe et le sort du « prolétariat russe est lié à celui des bolcheviks. Nous leur devons notre « sympathie et notre aide, comme nous la devons au prolétariat en lutte « de tous les pays. Les attaques contre les bolcheviks sont une grossière « violation des devoirs de la solidarité prolétarienne internationale ; nous « devons être solidaires avec les bolcheviks dans la guerre civile contre la « bourgeoisie, **mais nous ne devons pas pour autant partager leurs illu- « sions...** Le marxisme a à défendre les leçons de l'expérience histori- « que contre les illusions prolétariennes du moment, qu'elles soient de « droite ou de gauche. Il faut combattre la droite, mais tout autant le radi- « calisme de gauche **selon lequel le prolétariat n'aurait qu'à vouloir pour « abolir le monde capitaliste, sans tenir compte des conditions objectives**

« **de sa lutte** » (H. Weber : **Les Bolcheviks et nous**, in **Der Kampf**, mars « 1918, Vienne).

Quel triste tableau le vieil article poussiéreux n'évoque-t-il pas à nos yeux, cinquante ans après ! Sûrs de commencer une révolution européenne qui sera le châtiment historique de la bourgeoisie pour la guerre impérialiste qu'elle a déclenchée, le prolétariat russe et les bolcheviks se sont battus et se préparent à se battre comme des lions. Ils ont arrêté révolutionnairement la guerre impérialiste dans leur pays et crient au prolétariat international d'imiter leur exemple. Ils ont édifié un Etat totalement nouveau qui, dépassant les insuffisances de la Commune de Paris elle-même, donne chair et sang à la formule marxiste de la « dictature du prolétariat », montre à la classe ouvrière du monde comment « on peut et on doit » gouverner **sans parlementarisme** un grand pays, comment on peut et on doit enlever tout pouvoir politique à la grande bourgeoisie, comment on peut et on doit résister aux oscillations de la petite, et, bientôt, comment un prolétariat décidé et discipliné gagne la guerre civile. Et, **pendant ce temps**, des « chefs socialistes » occidentaux croient avoir rempli leurs devoirs révolutionnaires quand ils ont « excusé » le prolétariat russe de ne pas s'être incliné devant la majorité petite-bourgeoise et d'avoir violé les principes de la démocratie ; quand ils ont reconnu (le moyen de faire autrement ?) aux bolcheviks leur large et enthousiaste soutien prolétarien et populaire et quand, au milieu des compliments, ils ont blâmé les mencheviks ! Ceci dit, ils n'ont rien de plus pressé que **de jeter l'anathème sur la volonté révolutionnaire d'abolir le monde capitaliste** et, subsidiairement, de faire la leçon aux bolcheviks sur la différence entre les « principes d'organisation industrielle » respectifs du syndicalisme révolutionnaire et du socialisme et de leur enseigner gravement que le socialisme est centralisateur ! Tout ce qu'ils savent dire des tâches d'un parti marxiste à l'époque d'une lutte de classe aiguë, c'est qu'il **ne doit pas s'opposer au prolétariat**, mais ils refusent de lui reconnaître ses tâches de direction, d'encadrement de la lutte, sans laquelle la révolution ne peut même pas avoir lieu, ils érigent l'éternelle oscillation, l'éternelle indécision des « internationalistes non bolcheviks » de Russie en modèle universel. Mais le pire de tout, c'est qu'ayant ainsi hypocritement **condamné** la révolution russe (après l'avoir reconnue inévitable !) « parce que les conditions objectives » de l'économie russe ne permettaient pas d'y faire le socialisme, ils se gardent bien d'expliquer en quoi celles de l'Occident industriel et avancé interdiraient **elles aussi** tout espoir d'extirper le capitalisme de l'économie après l'avoir vaincu sur le terrain politique. Pour toute réponse à cette question cruciale, ils n'ont, eux, les champions de la lutte contre les « illusions », qu'un **espoir** à proposer : c'est qu'à l'époque lointaine où le prolétariat sera devenu la majorité sociale absolue, il puisse « **conquérir le pouvoir sur la base de la démocratie et dominer l'industrie** (sic !) **au moyen de l'Etat démocratique** ». Telle est « la conception supérieure » que, selon eux, « le marxisme nous donne de la lutte et du développement », la seule conception **réaliste**. Il n'y a pas à chercher plus loin le secret de la réaction bourgeoise mondiale qui suivit la révolution russe et la faible vague d'agitation sociale d'après-guerre en Occident, et dont le stalinisme ne fut jamais

que la manifestation locale en Russie : quand l'heure de la lutte à mort avait sonné, ce sont des « chefs » de cette sorte qu'en majeure partie le prolétariat continua à suivre !

Ceci dit, si les cinquante ans qui suivirent avaient **confirmé** les prévisions social-démocrates, selon lesquelles « l'avenir appartenait au centre », c'est-à-dire selon lesquelles le prolétariat parviendrait démocratiquement au pouvoir et réaliserait la transformation socialiste sans révolution préalable, en se servant de l'appareil d'Etat existant, sous la houlette des Kautsky, des Bauer et des Martov, et sans la moindre tentative de se défendre de la part de la bourgeoisie, le Communisme n'aurait plus qu'à baisser la tête, à reconnaître son erreur et, du même coup, à encaisser l'accusation social-démocrate selon laquelle c'est lui qui a la responsabilité historique de la terrible phase stalinienne (1). Comme nous le disions plus haut, c'est à cette seule condition que la « leçon » social-démocrate se hausserait au niveau d'une leçon de l'histoire, au lieu d'être le simple rabâchage d'un slogan du genre : « **Pour ne pas être vaincu, le seul moyen sûr est de ne pas se battre** ».

---

(1) *Cette accusation a été formulée avec toute la trivialité qui lui convenait par le vieux pontife social-démocrate Rudolph Hilferding de la façon suivante : « Lénine et Trotsky, avec l'aide d'un groupe de partisans d'élite, un parti « qui n'a jamais été en état de prendre des décisions indépendantes, qui fut « toujours un instrument dans les mains des chefs, comme le furent plus « tard le "parti" fasciste et le "parti" national-socialiste (N.d.R. : Que le « lecteur goûte l'assimilation de Lénine-Trotsky à Mussolini-Hitler comme « elle le mérite !) se sont emparés du pouvoir alors que l'ancien appareil « d'Etat se trouvait en pleine décomposition ». La remarque mérite qu'on s'y arrête. Elle vise à la fois à diminuer le mérite des bolcheviks (en suggérant qu'il est « facile » de faire une révolution là où l'appareil d'Etat est décomposé !) et à justifier l'inertie de la social-démocratie occidentale qui, elle, avait devant elle un pouvoir d'Etat bourgeois terriblement vigoureux et armé. Piteuyable subterfuge ! Il est bien évident qu'une des caractéristiques de la situation révolutionnaire est précisément la « décomposition du pouvoir » d'Etat, et que nulle part en Europe la situation n'a été aussi révolutionnaire qu'en Russie. Qui l'a jamais nié ? Il n'en reste pas moins : 1) que cette situation révolutionnaire aurait aussitôt avorté, même en Russie, si à la place de bolcheviks du type Lénine et Trotsky il n'y avait eu que des... « internationalistes non bolcheviks » à la Riazanov ou à la Martov ; 2) que l'absence d'une situation révolutionnaire aiguë en Occident n'est en aucune façon une excuse à la lâcheté politique du centrisme social-démocrate et encore moins à sa trahison ! « Ils ont transformé cet Etat selon les besoins « de leur hégémonie : ils ont aboli toute démocratie et établi leur propre « dictature... De la sorte, ils ont fondé le premier Etat totalitaire avant « même que ce terme fût créé.* Staline n'a fait que poursuivre l'œuvre com- « mencée» *(Rudolf Hilferding* - The Modern Review - *1947). L'essence social-démocrate de l'accusation éclate dans le fait que ce n'est plus la* lutte des classes *qui, comme dans le marxisme, est le principe de l'explication historique, mais l'opposition des formes de la Dictature et de la Démocratie. Il est triste de constater que les nombreuses oppositions qui, sous des formes diverses, ont elles aussi reproché au bolchevisme d'avoir couvé en son sein le stalinisme et de lui avoir permis de naître (!) ne se sont pas avisées qu'elles raisonnaient exactement comme l'ignoble vieille social-démocratie.*

Il suffit d'évoquer les cinquante dernières années pour démontrer qu'elles ont totalement ruiné les perspectives social-démocrates de résorption progressive des antagonismes de toutes sortes, de triomphe des méthodes pacifiques, d'idyllique progrès social. Il suffit d'évoquer les tourments inouïs des crises, de la deuxième guerre impérialiste, des guerres coloniales, de l'oppression brutale déchaînée non seulement dans la Russie bouleversée « par la révolution communiste », comme insinuaient les sociaux-démocrates, mais en Italie et en Allemagne, pays d'élection du social-démocratisme, bref tout le climat de tragédie et de torpeur qui caractérise notre beau siècle et que la victoire militaire des puissances démocratiques sur les puissances fascistes n'a en rien rendu moins pesant, pour sentir le total fiasco du social-démocratisme.

C'est pourquoi, bien loin de pouvoir démontrer l'avantage historique de la survie du capitalisme et de l'absence de révolution européenne après 1917, il a été contraint par l'histoire à se liquider lui-même, non seulement comme parti d'une classe, mais comme parti tout court, simple **appareil** complètement déconsidéré, simple ombre de ce qu'il fut pour le malheur du prolétariat, simple fantôme du passé condamné à une existence languissante que son frère cadet, le national-communisme, est d'ailleurs condamné à partager avec lui.

Si, d'aventure, l'observation de la réalité contemporaine n'avait pas convaincu le lecteur de ce fait, il lui suffirait pour s'en convaincre de prêter un instant attention à la façon dont les sociaux-démocrates eux-mêmes retracent leur propre histoire par la plume du sieur Carlo Schmid, membre du Comité directeur du Parti socialiste allemand ; le suggestif tableau est emprunté au **Centenaire du Parti social-démocrate (1863-1963)** de cet auteur, qui, ayant perdu toute pudeur, jette la lumière la plus crue sur ce processus de liquidation dû à rien d'autre qu'au contraste béant entre les prévisions social-démocrates et la réalité historique.

« La révolution de 1918 n'a pas été voulue par la direction du Parti (1). « Mais une fois déclarée, Friedrich Ebert et d'autres **la prirent en mains « et sauvèrent la démocratie en se refusant à toute expérience pouvant « mener à la dictature du prolétariat** ». On ne saurait avouer de meilleure grâce qu'à l'époque, Lénine et les communistes ne firent pas injustice à la social-démocratie allemande en dénonçant son rôle contre-révolutionnaire. Voyons maintenant les fruits que le prolétariat tira de cette renonciation à la révolution qui, en théorie, devait lui permettre de parvenir au socialisme à moindres frais, en faisant l'économie de la violence et de la guerre civile, bref « de façon plus sûre » : « Pendant la période de quatorze ans « que dura la République de Weimar, des socialistes furent membres du « gouvernement du Reich durant deux ans et demi seulement, avec des

(1) *Il s'agit en réalité non d'une « révolution », mais de l'agitation qui a abouti en novembre 1918 à l'abdication du Kaiser, à la proclamation de la République d'Allemagne et à la formation du gouvernement social-démocrate d'Ebert-Noske, auquel participèrent les Indépendants, c'est-à-dire les centristes de l'époque.*

« intervalles. **On ne leur donna le pouvoir que dans des situations précai- « res** ». Et voilà pour la prévision « l'avenir est à ceux qui ne tombent ni dans les illusions de droite, ni dans celles de gauche » de notre austro-marxiste de tout à l'heure, et surtout pour l'**espoir** de conquête du pouvoir sur la base de la démocratie et de contrôle de l'économie au moyen de l'Etat existant pour le prolétariat nombreux des pays avancés. Quant aux raisons pour lesquelles « on » (c'est-à-dire la bourgeoisie) ne « donne » le pouvoir aux socialistes que dans « des situations précaires », elles sont claires : c'est dans de telles situations que, s'inquiétant des menaces d' « expérience pouvant conduire à la dictature du prolétariat », la bourgeoisie sent le besoin d'appeler à l'aide le parti « ouvrier » qui « se refuse à ces expériences ». On ne saurait non plus avouer plus franchement que le corps électoral propose, mais que la classe dominante dispose. Voyons maintenant la vérification de la « théorie supérieure du socialisme allemand » sur le caractère pacifique du développement historique à l'époque contemporaine : « Pendant toute l'époque de Weimar, le Parti resta, officiellement « et en théorie, marxiste, mais sa politique devint de plus en plus réfor- « miste. Enfin, le programme de 1931 déclara sans ambages que le parti « social-démocrate allemand était un parti réformiste et démocratique « pour lequel la démocratie est d'ores **et déjà une valeur en elle-même** (1). « Survint 1933. Dès les premiers moments, le régime nazi remplit les « camps de concentration de socialistes et de communistes. Des milliers « d'entre eux furent assassinés dès les premières semaines. **Le groupe par- « lementaire socialiste fut le seul à voter contre la loi des pleins pouvoirs « accordant carte blanche à Hitler. Le discours prononcé en l'occurence... « sauva l'honneur de la démocratie en Allemagne** ». Sans commentaires...

« **Après la guerre, sur le plan idéologique, tout était à repenser** ». On conçoit que « l'honneur » sauvé par... un discours n'ait pas constitué une base suffisante pour le maintien pur et simple de l'ancienne idéologie ! « Le « parti entreprit cette tâche immense avec une énergie, une audace remar- « quables. Le résultat de ses travaux est inséré dans le programme de « Godesberg en 1959. Le parti ne se veut plus marxiste... Il considère que « l'histoire est l'œuvre d'hommes qui veulent, et non de l'automatisme de « la dialectique matérialiste ». Audace tout à fait remarquable, en effet : car qui donc, après la première guerre, combattaient les « hommes qui voulaient » abolir le capitalisme par la révolution, sinon ceux qui proclamaient l'automatisme de la marche vers le socialisme, c'est-à-dire les devanciers, les pères spirituels des gens de Godesberg ?

« **La démocratie est la valeur primordiale en politique** ». Primordiale en ce sens que si on ne peut pas la sauver, il faut toujours en sauver l'honneur. « **Mais le parti la veut réelle et non seulement formelle : le**

(1) *Aveu tardif qui signifie la renonciation expresse à la position traditionnelle tant bien que mal conservée en paroles considérant la démocratie comme un simple moyen (Lénine montra combien il était inadéquat à l'époque impérialiste !) pour réaliser le socialisme, celui-ci restant théoriquement le but suprême du parti.*

« travailleur ne doit pas être élevé à la dignité de citoyen uniquement dans « l'ordre politique ; il doit devenir aussi citoyen dans l'ordre économique « et social, d'où la revendication de la co-gestion. La propriété privée n'est « pas un mal, elle est un bien indispensable dans une société libre. Il est « nécessaire de créer autant de fortunes individuelles que possible. Il faut « que l'homme puisse dire "non" sans risquer à tout moment son existence « sociale, mais il faut empêcher les trusts et les cartels de devenir des ins- « truments de domination dans les mains d'une minorité incontrôlée ». Arrivé à ce point, le social-démocratisme, qui n'était qu'une négation du marxisme prolétarien, en arrive à se nier lui-même : « le parti social-démo- « crate allemand veut être un parti national, européen et populaire ; il « n'est plus le parti d'une seule classe déterminée. Nous ne voulons pas « socialiser l'homme, mais humaniser la société ».

En résumé, au moment de la révolution russe, le social-démocratisme allemand proclamait fièrement sa « supériorité théorique » et partant pratique sur le communisme. De la contre-révolution stalinienne, il a prétendu tirer la preuve qu'on ne parvient pas au socialisme par la révolution violente et la dictature, la preuve qu'en violant les principes intangibles de la démocratie, on lui tourne infailliblement le dos. Or, de l'aveu même d'un de ses représentants actuels, le même social-démocratisme a publiquement annoncé, au moins par deux fois, en 1931 et en 1959, sa propre liquidation, c'est-à-dire reconnu celle que la réalité lui avait infligée, puisque, au cas contraire, il n'aurait eu aucune raison de modifier tant soit peu ses vues et ses principes. Et il faudrait croire que la « leçon » social-démocrate de la contre-révolution russe était la leçon de l'Histoire elle-même ? Il faudrait considérer comme possible et licite de lui faire le moindre emprunt, même partiel ? Tolérer dans les rangs communistes la moindre critique démocratique du bolchevisme ? C'est ce que nous nions et que nous sommes les seuls à nier.

LA « LEÇON » ANARCHISTE

A l'époque de la IIme Internationale, puis après la victoire du stalinisme dans la IIIme, l'anarchisme (appelé aussi communisme libertaire) a pu passer pour un mouvement radical, plus révolutionnaire que le socialisme scientifique. La raison en est simple : l'anarchisme n'a jamais répudié l'usage de la violence et de l'insurrection : au contraire, la déviation social-démocrate et, plus tard, stalinienne, du marxisme ne se sont pas contentées de mettre l'accent sur l'action parlementaire et légale en faveur de réformes sociales ou, pis, de la défense de la démocratie parlementaire contre la droite bourgeoise : elles ont flétri toute action violente du prolétariat comme manifestation d'aventurisme. C'est pour ces raisons historiques que, de nos jours, le préjugé selon lequel l'anarchisme serait beaucoup plus extrémiste que le marxisme est solidement enraciné. Dans la réalité, le rapport entre anarchisme et marxisme est exactement inverse. A l'origine, c'est-à-dire à l'époque de la polémique de Marx contre Proudhon (1847), c'est le socialisme scientifique qui dénonce l'anarchisme comme un « socialisme bourgeois » et flétrit l'opposition de son chef à la lutte de classe et à la révolution. Plus tard, dans la Première Internationale (1864-72), quand Marx et Engels et leurs disciples combattent le disciple de Proudhon, Bakounine, ce n'est pas parce qu'il est « trop » révolutionnaire, mais parce que son révolutionnarisme (qu'il définit lui-même comme « un proudhonisme largement développé et poussé jusqu'à ses extrêmes conséquences ») n'est pas conséquent. La même chose vaut pour Lénine à l'égard des anarchistes et anarcho-syndicalistes de son temps. A ces époques où il ne peut pas spéculer sur de honteuses déviations du marxisme, tout ce que l'anarchisme trouve à reprocher au socialisme scientifique, c'est d'être un socialisme « autoritaire ». Il était donc fatal que l'involution de la République prolétarienne et bolchevique de 1917 en Etat national policier pratiquant le culte du grand Staline ait semblé à l'anarchisme une formidable confirmation historique de sa critique séculaire du marxisme et de la justesse de sa propre conception du socialisme. Il est même peu de « leçons » de la contre-révolution russe qui aient un pouvoir de suggestion aussi fort, même sur ceux qui ne veulent pas renoncer à la révolution. Le principal malheur pour cette version, c'est qu'elle n'a pas attendu la contre-révolution pour s'exprimer, puisque, en pleine guerre civile du prolétariat russe contre la bourgeoisie internationale liguée contre lui, des anarchistes russes n'ont pas craint d'exploiter les terribles difficultés dans lesquelles se débattait le pouvoir rouge, le pouvoir bolchevique pour tenter de faire triompher ce qu'ils appelaient la « troisième révolution ».

C'est un fait historique à ne pas oublier, même si (soit dit à leur honneur), tous les anarchistes russes et européens (en particulier italiens) ne se compromirent pas dans cet appui insensé et inconscient à l'effort de tous les ennemis du Communisme pour restaurer l'ordre bourgeois (1). De deux

(1) Il est caractéristique qu'en mars 1921, *Umanità nuova*, organe des anarchistes d'Italie, publiait à onze jours d'écart un compte-rendu de la troisième Conférence des anarchistes ukrainiens du *Nabat* qui s'était tenue illégalement en Russie les 3-8 septembre 1920 et qui concluait à la nécessité de poursuivre la lutte «contre l'obscure réaction de l'Etat socialiste» (c'est-à-dire contre le pouvoir bolchevique) et, à l'occasion des événements de Cronstadt, un article concluant à la solidarité malgré tout avec la Russie révolutionnaire. *Umanità nuova*, bien que n'osant dénoncer l'action des anarchistes ukrainiens, ne s'était pas non plus solidarisée avec leur résolution que nous publions ci-dessous et qu'on trouve dans un vieux numéro du 11 mars 1921 de ce journal ; de même, placée devant un fait qui, par la suite, *alors que le mouvement communiste avait perdu toutes ses caractéristiques révolutionnaires*, fut exploité sans scrupules par les anti-communistes de tous les bords (il s'agit de la répression qu'à leur corps défendant les bolcheviks durent mener contre l'insurrection de Cronstadt en mars 1921), *Umanità nuova* sut garder une attitude qui semble aujourd'hui étonnamment mesurée. Qu'est-ce que cela démontre, sinon que lorsque le mouvement communiste méritait encore ce nom, son rayonnement et son prestige dans le prolétariat étaient largement suffisants pour contenir dans certaines limites les hésitations et l'indiscipline «libertaires» et conduire jusqu'à des anarchistes à considérer de sang-froid les dures nécessités de la lutte de classe ? Mais, de même que c'est la déviation social-démocrate qui a favorisé le développpement de la déviation anarchiste, à la fin du XIXme siècle et au début du XXme, c'est la déviation stalinienne qui, après 1926, lui a donné un nouveau regain, la poussant vers des positions de

choses l'une en effet : ou bien la « leçon » selon laquelle le stalinisme serait venu « prouver » quelles fatalités réactionnaires étaient depuis toujours impliquées dans le socialisme « autoritaire » des Marx et des Lénine ne signifie **rien du tout**, ou bien elle signifie que si les masses russes avaient écouté les avertissements des libertaires, elles auraient évité la contre-révolution stalinienne et instauré le socialisme. Pour que cela fût plausible, il laudrait que les libertaires dressés contre le pouvoir prolétarien et communiste, contre le pouvoir non parlementaire de la Russie des années 1917-21 aient, dans l'action, réellement ouvert une **troisième** voie distincte à la fois de celle des partisans de la Constituante bourgeoise et de celle des partisans de la dictature du prolétariat, mais au moins aussi capable que cette dernière d'empêcher la restauration. C'est ce qu'ils ne firent ni ne pouvaient faire, se contentant de désorganiser les défenses de l'un des adversaires en lutte — le prolétariat communiste ! — et prouvant du même coup qu'après l'Octobre rouge, il n'y avait pas place pour une **troisième** révolution.

Dirigée en apparence contre **un** principe du socialisme scientifique — le principe politique de la dictature du prolétariat — la critique anarchiste l'est en réalité contre toute la nouvelle conception défendue dès sa naissance par ce socialisme, et qui est la conception matérialiste de l'histoire. Cent ans après, les disciples plus ou moins avoués, plus ou moins fidèles de Bakounine, ne se sont pas encore assimilés cette « nouveauté », rejetés qu'ils ont été dans leurs vieilleries libertaires par la défaite de la révolution prolétarienne de Russie.

---

plus en plus inconsistantes, détruisant toute l'œuvre de Lénine et du communisme authentique : l'unification tendancielle de toutes les forces vraiment révolutionnaires sur la plate-forme du socialisme scientifique. Voici ce que disait le rapport de la troisième Conférence du Nabat *(Umanità nuova, 11/3/21)* : *«En lutte inexorable contre toute forme d'Etat, les anar-* » *chistes du* Nabat *ne se soumettent à aucun compromis. A l'égard des so-* » *viets, ils se sont pourtant comportés différemment pendant un certain* » *temps* » (NDR : jusqu'au début de la guerre civile qui, exigeant par nature la plus grande discipline et la centralisation la plus poussée, refroidit l'ivresse révolutionnaire des anarchistes — ou du moins d'une partie d'entre eux — et les poussa à reprendre l'opposition). *« Le merveilleux élan d'Octo-* » *tobre, les efforts d'émancipation des classes travailleuses à l'égard de tout* » *pouvoir, la phraséologie anarchisante des chefs bolcheviks* » (NDR : Ici les libertaires tombent dans la même erreur que les sociaux-démocrates conservateurs pour lesquels était «anarchiste» ou «anarchisant» tout ce qui n'était pas vil réformisme et plate collaboration de classe !) *«et parti-* » *culièrement la lutte à mener contre l'impérialisme mondial tentant* » *d'étrangler la révolution, tout cela obligea les anarchistes à garder une* » *certaine réserve et presqu'une condescendance»* (NDR : sic) *«à l'égard* » *du pouvoir bolchevique. Ils appelèrent les masses ouvrières et paysannes* » *à se rassembler pour l'indépendance révolutionnaire, prodiguèrent leurs* » *avertissements aux nouveaux maîtres, les conseillant et les soumettant* » *à une critique de camarades. Mais après trois ans de dictature, le pouvoir* » *des Soviets né de la révolution devint une puissante machine étatique. Il* » *remplaça la bourgeoisie par la dictature d'un parti et d'une minorité du* » *prolétariat sur la masse du peuple travailleur. Cette dictature écrasa la* » *volonté des masses travailleuses qui perdirent leur esprit créateur, seul* » *capable d'affronter les diverses tâches de la révolution. Tout cela est une* » *leçon pour les ouvriers de tous les pays, et c'est pourquoi les anarchistes* » *se trouvent encore dans la nécessité de rester sur le front de la lutte :*

Marx a un jour donné du socialisme scientifique une définition lapidaire qui nous servira à montrer qu'en le caractérisant comme un socialisme « autoritaire », les anarchistes n'ont fait que déplacer le véritable problème, qui n'est nullement de savoir si on doit, dans l'absolu et dans l'abstrait, se proclamer partisan de l'Autorité ou au contraire de la Liberté, mais si le socialisme est un **idéal** ou s'il est une nécessité et une inéluctabilité historiques. « Ce que j'ai fait de nouveau, dit-il, c'est d'avoir démontré » 1. que l'existence des classes ne se rattache qu'à certaines phases histori- » ques du développement de la production ; 2. que la lutte de classes mène » nécessairement à la dictature du prolétariat ; 3. que cette dictature n'est » elle-même que la transition à la suppression de toutes les classes et à la » société sans classes » (Lettre à Weydemeyer, 5 mars 1852). Chacun a, bien entendu, le « droit » d'être en désaccord avec ces trois thèses fondamentales, mais personne n'a le droit d'ignorer que pour Marx et tous les marxistes dignes de ce nom elles résultent de la découverte scientifique d'un processus objectif, et que si ceux-ci les ont adoptées comme **programme du Parti**, ce n'est pas parce qu'elles répondaient à on ne sait quelle préférence subjective pour l'Autorité, mais parce qu'elles leur semblaient résumer tout le sens de l'Histoire. Reprocher à une telle conception d'être « autoritaire » est un non-sens : la seule chose licite serait de démontrer que l'Histoire elle-même n'est pas « autoritaire », mais se conforme d'elle-même à l'idéal de Liberté né avec la Grande Révolution française, thèse particulièrement insoutenable en notre siècle impérialiste et totalitaire. De deux choses l'une, donc : ou bien il n'y a aucun sens à dire que la contre-

---

» *1°) Le pouvoir des Soviets en conséquence de sa résistance à l'esprit révo-* » *lutionnaire des masses travailleuses s'est transformé en une dictature* » *féroce, devenant ainsi le bourreau de la révolution* (NDR : le texte date de » la fin de 1920 : sans commentaire !)
» *2°) La guerre des Soviets contre la bourgeoisie ne peut plus valoir comme* » *circonstance atténuante puisque le pouvoir soviétique a étranglé la révo-* « *lution et aidé ainsi indirectement ses ennemis.*
» *3°) L'attitude révolutionnaire prise par le pouvoir des Soviets dans le mou-* » *vement international doit être considérée comme ambiguë, puisque si* » *celui-ci appelle à la lutte contre la bourgeoisie, il menace par ailleurs la* » *révolution par le moyen néfaste de la dictature.*
» *Pour toutes ces raisons, la conférence actuelle appelle tous les anarchistes* » *et tous les révolutionnaires sincères à la lutte contre le pouvoir des Soviets* » *qui n'est pas moins dangereux que des ennemis ouverts de la révolution* » *comme Wrangel et l'Entente. Les anarchistes s'opposent à l'armée rouge* » *comme à toute armée étatique. Ils ne peuvent la reconnaître comme* » *révolutionnaire puisqu'elle est dans les mains de quelques uns, qui sont* » *leurs ennemis... C'est pourquoi l'entrée des anarchistes dans l'Armée* » *rouge pour défendre la révolution est une erreur et ne pourait être jus-* » *tifiée que par le désir de la révolutionner au moyen de la parole et de* » *de l'écrit afin qu'au moment de l'insurrection des ouvriers et des paysans* » *contre les nouveaux oppresseurs, les soldats fraternisent avec elle pour* » *le salut commun* » *(Sept. 1920).*

Voici, comme pendant à cette déclaration de « jaunes » convaincus de la guerre civile, l'article embarrassé d'*Umanità Nuova*. le 23 mars 1921, devant la grave crise de Cronstadt :

« *Cronstadt, l'Ukraine... Nous sommes perplexes devant ces faits qui sont* » *la conséquence logique de l'erreur dictatoriale des bolcheviks* (NDR : sic!) » *et qui étaient donc inévitables, mais dont il pourrait sortir ou un grand*

révolution russe a confirmé la critique anarchiste du marxisme, ou cela signifie qu'elle a prouvé que le matérialisme historique était scientifiquement faux, non conforme aux lois réelles du développement humain. Non seulement l'anarchisme n'a jamais fait pareille démonstration, mais il ne l'a jamais même simplement entreprise, précisément parce qu'il s'est toujours placé sur le terrain abstrait de l'Idéal, et jamais sur celui de la réalité de la société de classes. Il suffit d'ailleurs de poser la question dans ses termes corrects pour apercevoir que la contre-révolution russe ne pouvait rien prouver de tel : car quand donc le socialisme scientifique a-t-il jamais dit qu'à la condition de prendre le pouvoir et d'instaurer sa dictature, le prolétariat irait immanquablement au socialisme, quelles que soient les conditions économiques et politiques, nationales et internationales dans lesquelles se serait produit l'événement ?

Que l'opposition entre marxisme et anarchisme soit tout autre chose qu'une opposition entre amoureux de l'Autorité d'une part et de la Liberté de l'autre, il suffit de citer les anarchistes eux-mêmes et de confronter leurs thèses avec la citation ci-dessus de Marx pour le prouver. A tout seigneur tout honneur : commençons par Proudhon, père de l'anarchisme, même si depuis Bakounine et depuis l'anarcho-syndicalisme son autorité a été bien ébranlée, même dans les rangs libertaires. Pourquoi combat-il le « **système communiste, gouvernemental, dictatorial, autoritaire, doctrinaire** » ? Parce que son attitude serait l'attitude éternelle de « **l'esclave qui toujours a singé le maître** », parce que « **comme une armée qui a enlevé les canons de l'ennemi** », il entend « **retourner contre l'armée des propriétaires sa propre artillerie** » — c'est-à-dire le pouvoir d'Etat — parce que la dictature du prolétariat « **emprunterait ses formules à l'ancien absolutisme : indivision du pouvoir — centralisation absorbante -- destruction systématique de toute pensée individuelle, corporative et locale, réputée scissionnaire, police inquisitoriale** » et ne serait qu'une « **démocratie compacte, fondée en apparence sur la dictature des masses, mais où les masses n'ont de pouvoir que ce qu'il en faut pour assurer la servitude universelle** ». Bien entendu, nos adversaires anarchistes pourront toujours sacrifier Proudhon, cent ans après que Marx ait montré que son socialisme était un socialisme **bourgeois** (1), mais pourront-ils en faire autant pour l'insurrectionnaliste Bakounine, le héros incontesté de tout libertaire ? Or chez Bakounine, le son de cloche est exactement le même que chez le malheureux Proudhon, qui jamais n'a tenté de réfuter la réfutation de sa **Philosophie de la Misère** par Marx, et pour cause, car c'est Bakounine qui s'écrie un jour sans vains semblants : « Je déteste le communisme, parce qu'il est la négation de la liberté et que « je ne peux rien concevoir d'humain sans liberté. Je ne suis point com- « muniste parce que le communisme concentre et fait absorber toutes les « puissances de la société par l'Etat, parce qu'il aboutit nécessairement à « la centralisation de la propriété entre les mains de l'Etat, **tandis que moi, « je veux l'abolition de l'Etat,** l'extirpation radicale de ce **principe** de l'au- « torité et de la tutelle de l'Etat qui, sous le prétexte de moraliser et de civi- « liser les hommes, les a jusqu'à ce jour asservis, opprimés, exploités et « dépravés. **Je veux l'organisation de la société et de la propriété collective « ou sociale de bas en haut, par la voie de la libre association, et non de « haut en bas, par la voie de quelque autorité que ce soit. Voilà dans quel « sens je suis collectiviste et pas du tout communiste** » (passages soulignés par nous).

» *mal ou un grand bien pour la révolution. Nous comprenons que, étouffé,* » *l'esprit de liberté explose et si la bourgeoisie internationale n'était pas* » *aux aguets, cela ne nous préoccuperait pas et nous penserions que* peut- » être (NDR : c'est nous qui soulignons) *le renversement du gouvernement* » *de Moscou donnerait un élément nouveau à la révolution. Mais aux fron-* » *tières de la Russie veille la réaction militaire bourgeoise qui attend que la* » *révolution se soit épuisée en luttes intestines pour fondre sur elle et pour* » *exterminer aussi bien les bolcheviks que les insurgés d'aujourd'hui qu'elle* » *caresse de loin* (NDR : chose qu'un anarchiste d'aujourd'hui est devenu » incapable de comprendre, notons-le !). *De ces insurrections peut donc* » *surgir aussi bien une reprise révolutionnaire qu'un début de réaction* » (NDR : cette incertitude est le fruit du conflit entre le doctrinarisme liber- » taire et la réalité du conflit de classe !) *Tout dépend si la lutte interne se* » *conclura avant que les hyènes impérialistes aient le temps et le moyen d'in-* » *tervenir. On prévoit une nouvelle intervention contre la Russie au prin-* » *temps, et alors, que la Russie reste sous le régime bolchevique ou qu'elle* » *réussisse à s'en donner un plus libertaire (ce que nous souhaitons),* ce qui » importe est qu'elle soit en mesure de repousser la nouvelle invasion et de » faire mordre la poussière à l'ignoble militarisme occidental (NDR : c'est » nous qui soulignons, parce que cela montre qu'un anarchiste de 1921 n'était » pas de fort loin, aussi stupide qu'un anarchiste de 1968). *Nous, anarchistes* » *d'Occident, nous ne pouvons pas influer sur l'évolution intérieure de la* » *Russie et nous ne pourront jamais être à la hauteur d'une tâche aussi* » *grave* (NDR : aveu honnête !). *Nous sommes aussi trop loin pour avoir* » *un jugement définitif, mais il y a une chose que nous devons faire et qui* » *est pour nous un devoir d'honneur : empêcher par tous les moyens que* » *les gouvernements capitalistes envoient des armes et des armées contre* » *la Russie. Encore une fois, camarades, prolétaires, tant qu'il nous reste* » *un peu de souffle et d'énergie, soyons prêts à nous lever pour la Russie* » *prolétarienne et communiste. En la défendant nous aurons mené une* » *bonne lutte, même pour notre propre liberté*».

Quelle meilleure réfutation de la revendication de la liberté et du refus du centralisme que cette terrible discordance des mots d'ordre d'un même courant appelant au même moment à « la lutte contre le pouvoir des Soviets, considéré comme aussi dangereux que Wrangel et l'Entente » en Russie, et en Italie à la « défense de la Russie prolétarienne et communiste » !

(1) *Voici comment Proudhon s'exprimait sur la révolution dans une lettre de mai 1847 adressée à K. Marx, c'est à dire à l'époque où il préparait sa* Philosophie de la misère :

« *Peut-être conservez-vous l'opinion qu'aucune réforme n'est possible* » *sans un coup de main, sans ce qu'on appelait jadis une révolution... Cette* » *opinion que je conçois, que j'excuse, que je discuterais volontiers, l'ayant* » *moi-même longtemps partagée, je vous avoue que mes dernières études* » *m'en ont fait complètement revenir. Je crois que nous n'avons pas besoin* » *de cela pour réussir, et* qu'en conséquence nous ne devons point poser » l'action révolutionnaire comme un moyen de réforme sociale, parce que » ce prétendu moyen serait tout simplement un appel à la force, à l'arbi- » traire, bref une contradiction. *Je me pose ainsi le problème : faire ren-* » *trer dans la société* par une combinaison économique *les richesses qui* » *sont sorties de la société par une autre combinaison économique* ». *A l'offre de Marx de faire partie d'un bureau international* d'information, *le*

Pour Proudhon, donc, le pouvoir d'Etat est l'arme spécifique des « propriétaires », c'est-à-dire de la bourgeoisie, et elle ne saurait donc convenir aux opprimés ; pour Bakounine, c'est un « principe » dépravateur. Or, l'Etat n'est ni l'un ni l'autre : toutes les sociétés divisées en classes ont connu l'Etat, et comme la société qui naît de la chute de la domination bourgeoise ne peut pas, du jour au lendemain, ignorer toute division de classe, elle ne peut pas non plus se passer de tout Etat ; si cette institution est commune à toutes les sociétés de classe, ce n'est en effet pas parce que, jusqu'aux doctrinaires Proudhon et Bakounine, l'humanité souffrait d'une aberration des principes dont, nouveaux rédempteurs, ils seraient venus la délivrer ; c'est parce qu'aussi longtemps que les classes existent, et donc aussi la lutte, sourde ou ouverte, qu'elles ne peuvent manquer de se livrer, l'Etat est nécessaire à la survie de la société. Il suffit de lire à ce sujet les lignes lumineuses d'Engels dans l'**Anti-Dühring** pour saisir toute la supériorité de l'explication matérialiste de l'histoire sur les vaticinations des prophètes libertaires : « Evoluant dans des oppositions, la société antérieure avait besoin de l'Etat, c'est-à-dire, dans chaque cas, d'une organisation de la classe exploiteuse pour maintenir ses conditions de production extérieures, donc surtout pour maintenir par la force la classe exploitée dans les conditions d'oppression données par le mode de production existant (esclavage, servage, salariat). L'Etat était le représentant officiel de toute la société, sa synthèse en un corps visible, mais cela il ne l'était que dans la mesure où il était l'Etat de la classe qui, pour son temps, représentait elle-même toute la société : dans l'Antiquité, Etat

même homme qui était « revenu » de l'idée de révolution répondait : « Cherchons ensemble si vous voulez les lois de la société..., mais, pour » Dieu ! après avoir démoli tous les dogmatismes a priori ne songeons point » à notre tour à endoctriner le peuple... Parce que nous sommes à la tête » d'un mouvement, ne nous faisons pas chefs d'une nouvelle intolérance. » Accueillons et encourageons toutes les protestations... Ne regardons jamais » une question comme épuisée et quand nous aurons usé notre dernier argument, recommençons s'il le faut avec l'éloquence et l'ironie ».

C'est là, avec le contenu proprement économique de sa « doctrine » qui ne nous intéresse pas ici, mais sur lequel nous reviendrons au chapitre suivant, ce qui lui valut, sous le titre Le socialisme conservateur ou bourgeois, *cette caractérisation du* Manifeste communiste *de 1848 :*

« Une partie de la bourgeoisie cherche à porter remède aux anomalies » sociales afin de consolider la société bourgeoise. Dans cette catégorie se » rangent... les réformateurs en chambre de tout acabit. Citons comme » exemple la Philosophie de la misère *de Proudhon. Les socialistes bourgeois veulent les conditions de vie de la société moderne sans les luttes » et les dangers qui en découlent fatalement. Ils veulent la société actuelle, » mais expurgée des éléments qui la révolutionnent et la dissolvent. Ils veulent la bourgeoisie sans le prolétariat. Une autre forme de socialisme... » essaya de dégoûter les ouvriers de tout mouvement révolutionnaire en leur » démontrant que ce n'était pas telle ou telle transformation politique, » mais seulement une transformation des conditions de vie matérielle, des » rapports économiques qui pouvait leur profiter. Notez que par transformation des conditions de la vie matérielle, ce socialisme n'entend nullement l'abolition du régime de production bourgeois, laquelle n'est possible que par la révolution, mais uniquement la réalisation de réformes » administratives sur la base même de la production bourgeoise, réformes » qui, par conséquent, ne changent rien aux rapports du Capital et du » Salariat.... »*

» des citoyens propriétaires d'esclaves ; au Moyen-Age, de la noblesse féo» dale ; à notre époque, de la bourgeoisie » (**Anti-Dühring**) « L'Etat n'est » donc pas un pouvoir imposé du dehors à la société ; il n'est pas davan» tage... "l'image et la réalité de la raison", comme le prétend Hegel. Il est » bien plutôt un produit de la société à un stade donné de son développe» ment ; il est l'aveu que cette société s'empêtre dans une insoluble » contradiction avec elle-même, s'étant scindée en oppositions inconcilia» blès qu'elle est impuissante à conjurer. Mais **pour que les antagonistes, » les classes aux intérêts économiques opposés, ne se consument pas, elles » et la société, en une lutte stérile, le besoin s'impose d'un pouvoir qui, » placé en apparence au-dessus de la société, doit estomper le conflit, le » maintenir dans les limites de l'ordre » (Origine de la famille).**

Ce besoin qui s'est imposé aux classes exploiteuses du passé s'impose **tout autant au prolétariat,** du moins pendant une certaine phase de l'Histoire : être révolutionnaire, ce n'est rien d'autre que le reconnaître, l'accepter, le mettre en pratique le cas échéant, comme firent Lénine et les bolcheviks en Russie. Il faut, comme Proudhon, repousser expressément « **l'action révolutionnaire comme moyen de réformes sociales** » pour dénier au prolétariat le droit de retourner contre l'ennemi de classe « l'artillerie » que constitue l'appareil de l'Etat et pour ne voir dans la revendication puissamment originale de la **dictature du prolétariat** qu'une simple imitation du passé, une régression par rapport à la démocratie bourgeoise, voire un retour à l'ancien absolutisme ! Pour le prolétariat, **instaurer son propre Etat,** c'est user de la violence organisée pour briser la résistance de la bourgeoisie plutôt que de déposer les armes et de laisser tout l'ordre ancien se reconstituer, tout en proclamant « l'abolition de l'Etat ». Ce n'est pas une aberration due à l'influence d'idées périmées : c'est une question de vie ou de mort dans la lutte réelle. Mais l'aveuglement doctrinaire des anarchistes est tel que Voline, combattant de la prétendue « troisième révolution » contre les bolcheviks russes et auteur d'une **Révolution inconnue** qui présente la version libertaire des grands événements de Russie dans les années 1917-20, a cru pouvoir tirer précisément de ceux-ci « la preuve formelle » que « si la révolution sociale est en passe de l'emporter » (de sorte que le capital, le sol, le sous-sol, les usines, les moyens de com» munication, l'argent commencent à passer au peuple et l'armée à faire » cause commune avec ce dernier) il n'y a pas lieu de se préoccuper du » "pouvoir politique". Si les classes battues tentaient, par tradition, d'en » former un, quelle importance cela pourrait-il avoir ? » Pas lieu de « se préoccuper » d'arracher à la bourgeoisie le contrôle de l'administration, de la police, de l'armée ? Non, répondait en substance, dans le feu des événements, l'anarchiste russe Voline. Sans importance, la tentative de contre-révolution politique tsaristo-bourgeoise, appuyée par l'impérialisme étranger des années 1918-21 ? Simple affaire de vieilles idées périmées et dépassées ? Oui, répondait-il encore. Et il expliquait : « le pouvoir politique n'est pas une force en soi : il est fort tant qu'il peut s'appuyer sur le » Capital, sur l'armature de l'Etat, sur l'armée, sur la police. Faute de ces » appuis, il reste "suspendu dans le vide", impuissant et inopérant. La » révolution russe nous en donne la preuve formelle ». Ce n'est pas un

lou ou un partisan de la bourgeoisie qui parlait ainsi : c'est un anarchiste russe convaincu d'être « révolutionnaire » !

Ce dont la révolution russe a donné la « preuve formelle », c'est du fait que même au cours d'une puissante révolution sociale, la bourgeoisie et ses partis ne restent ni ne peuvent rester absolument **sans appuis**, et de façon définitive, dans la masse de la population; c'est aussi du fait que, même une fois la victoire militaire remportée sur l'ennemi principal, la nécessité d'un pouvoir « empêchant la société de se consumer dans une lutte stérile », la « maintenant dans les limites de l'ordre » continue à se faire sentir : c'est tout le secret de la NEP, c'est-à-dire de la politique destinée à garder au prolétariat l'alliance paysanne dans les limites d'une industrialisation de la Russie sous contrôle du parti prolétarien. Aussi désastreuse qu'ait été l'évolution ultérieure, pour des raisons qui n'ont rien à voir avec la « **centralisation de la propriété dans les mains de l'Etat** » puisque précisément tout l'énorme secteur de l'agriculture russe échappait pratiquement à l'Etat ouvrier, ce que la révolution russe a du même coup prouvé de façon formelle et définitive, c'est l'impuissance de l'anarchisme à saisir la réalité et à se hausser au niveau des exigences de la lutte prolétarienne radicale, et c'est surtout son rôle contre-révolutionnaire à peine il tente de se manifester de façon indépendante du communisme, de faire triompher les lubies de ses doctrinaires dans les masses et d'en forcer la réalisation dans l'histoire.

LA « LEÇON » DU SOCIALISME D'ENTREPRISE

Nous avons vu plus haut comment l'anarchiste Bakounine définissait son « socialisme » comme « l'organisation de la société et de la propriété » collective de bas en haut par la voie de l'association » et comment il repoussait la « centralisation de la propriété dans les mains de l'Etat ». De la même façon, il s'est trouvé dans le Parti bolchevique des années 20-21 une Opposition ouvrière (Kollontaï, Miasnikov et Chliapnikov dont des groupes beaucoup plus récents se sont réclamés) pour nier que le Parti et l'Etat aient à exercer leur autorité dans le domaine économique et à assumer la gestion de l'industrie et pour affirmer que, dans cette matière, la décision devait revenir aux « producteurs eux-mêmes », au « Congrès des producteurs », paysans d'un côté et de l'autre conseils d'usine des différentes entreprises. Ce que Bakounine revendiquait au nom de la Liberté, l'Opposition ouvrière le revendiquait au nom des intérêts prolétariens et comme la seule garantie que **la dictature du prolétariat** ne se transformerait pas en **dictature sur le prolétariat**, mais la vision économique est la même, et on pourrait la retrouver dans l'**ordinovisme** italien (1). Le malheur est que l'échec de la révolution de 1917, en tant que révolution socialiste tout au moins, c'est-à-dire le fait que la gestion étatique de l'industrie (sinon de toute l'économie) instaurée par les bolcheviks n'ait pas abouti au socialisme, mais au capitalisme national russe moderne, a semblé à une foule de gens une preuve historique de la « justesse prophétique » des vues de Bakounine, à une foule de gens qui, en politique, ne se réclamaient pourtant pas de l'anarchisme. C'est ainsi qu'en matière de socialisme, notre époque est tout bêtement retombée dans le proudhonisme (Proudhon étant le maître reconnu de Bakounine et non reconnu de bien des gens). Sa grande formule est « **le socialisme, oui, mais dans la liberté** », assortie — dans le meilleur des cas — de l'autre formule : **la dictature du prolétariat, oui, mais pas sur le prolétariat.** La grande « leçon » que ce socialisme libéral, associateur que nous appelons « socialisme d'entreprise » a « tirée » de la contre-révolution stalinienne est que « l'étatisme » marxiste ne peut conduire à la liquidation du capitalisme, mais seulement au règne féroce d'une bureaucratie omnipotente ; que le parti de classe n'a aucun rôle à jouer dans la transformation économique qui doit être laissée à la « classe ouvrière elle-même » et aux producteurs en général. Aucune « leçon » n'est sans doute aussi difficile à détruire, étant donnée la force de suggestion de

(1) *Il est évident que la même chose exactement vaut pour la conception sorélienne de gestion syndicale de l'économie future. Voici ce que nous disions dans* Les Fondements du Communisme révolutionnaire marxiste dans la doctrine et dans l'histoire de la lutte prolétarienne internationale (*publié pour la première fois dans* Programme communiste *de juillet-août 1957 (édition ronéotée) :*

*» Pour comprendre la formule sorélienne de gestion syndicale de l'éco-
» conomie future, il ne nous reste donc plus qu'à imaginer un appareil de
» direction économique formé à partir des directions nationales des syndi-
» cats de catégorie, en faisant les réserves habituelles sur les possibilités
» de victoire du socialisme dans un pays isolé. Pour fixer les idées, ima-
» ginons par exemple l'organisation de la production du pain et autres pro-
» duits similaires par la "Fédération des Industries des pâtes alimentaires",
» et ainsi de suite pour tous les secteurs de production et d'industrie.
» Cela revient à imaginer que tous les produits d'une espèce déterminée
» soient mis à la disposition de grands organismes (sortes de trusts natio-
» naux) débarrassés des patrons capitalistes et décidant de l'utilisation de
» toute la production (et, dans le cas particulier, du pain, des pâtes alimen-
» taires, etc...) de façon à recevoir des organismes parallèles tout ce qui leur
» est nécessaire : objets de consommation pour leurs membres, matières pre-
» mières, instruments de travail, etc....*

*« Une pareille économie est une économie d'échange, et nous pouvons
» la concevoir de deux façons : dans une forme supérieure (pour parler
» brièvement) cet échange s'effectue seulement au sommet et ce sont tous
» ces secteurs de production qui distribuent ensuite de haut en bas biens
» d'usage et biens instrumentaux. Mais ce système d'échange au sommet
» reste un système mercantile ; il a besoin d'un loi d'équivalence des va-
» leurs contenues dans les stocks de marchandises détenus par les syndicats
» dont il est facile de prévoir qu'ils seront nombreux et que chacun devra
» entrer en négociations avec presque tous les autres.*

*» Ne nous demandons même pas qui établira le système des équiva-
» lences, et qu'est-ce qui garantira l'autonomie et l'"égalité" entre tous ces
» syndicats de "producteurs" qui sont impliqués dans toutes ces construc-
» tions fantastiques : poussons le libéralisme jusqu'à croire possible que
» les différents rapports d'équivalence puissent résulter "pacifiquement"
» d'équilibres "spontanément" établis !*

*» Un système de mesure aussi complexe ne pourra pas fonctionner
» sans l'expédient millénaire de l'équivalent général, en un mot, sans l'argent.
» mesure logique de tous les échanges.*

*» Il n'est pas moins facile de conclure que l'on retombera à une seconde
» forme moins élevée que celle que nous venons d'examiner. En effet, dans
» une société semblable, la manipulation de l'argent ne pourra pas s'effec-*

la contre-révolution et de la caricature volontariste que le stalinisme a faite de la doctrine marxiste du rôle du Parti en lui prêtant le pouvoir de faire le socialisme à volonté pourvu qu'on lui obéisse ; pourtant, elle est tout aussi lamentable théoriquement et pratiquement désastreuse que toutes celles que nous venons d'examiner.

En fait, l'opposition rêvée par les libertaires et leurs disciples conscients ou non entre leur « économie de libre association » et « l'économie d'Etat » du communisme marxiste est purement imaginaire. On ne peut parler d' « association » (libre ou pas) que si l'on part comme d'un postulat de l'existence d'unités productives gérées de façon autonome. Il n'est pas difficile d'imaginer ce qu'elles pourraient bien être après le renversement de la classe patronale : ce serait tout simplement les entreprises héritées de l'époque capitaliste mais débarrassées, du fait de la révolution, de leur direction traditionnelle et tombées dans les mains des ouvriers d'une part, et de l'autre les multiples petites exploitations agricoles ou industrielles que le développement capitaliste aura laissées survivre en dépit de la concentration des forces productives qu'il réalise. Dire que de telles unités productives ne doivent pas devenir « propriété de l'Etat » signifie tout simplement qu'elles doivent conserver leur autonomie de gestion, c'est-à-dire qu'elles ne doivent être soumises à aucune réglementation générale, à

» tuer, seulement entre les directions des trusts de production (le mot de » syndicat est tout à fait à sa place), ce pouvoir sera concédé à chaque » associé du trust, c'est à dire à chaque travailleur qui "achètera" ce qu'il » voudra, après avoir reçu de l'organisation verticale dont il fait partie » sa quote-part de monnaie, c'est-à-dire un salaire dont toute la différence » avec le salaire actuel résiderait dans sa prétention à être "intégral" » (comme chez Dühring, Lassalle et d'autres), du fait de l'abolition du pré- » lèvement de la part patronale.

» S'imaginer que chaque syndicat est indépendant de l'autre quand » il négocie les conditions de cession des stocks qu'il monopolise est une » illusion bourgeoise et libérale ; elle s'accompagne toujours de cette autre » qui veut que tout producteur rénuméré selon le produit total de son tra- » vail (non-sens ridiculisé par Marx) puisse décider à son gré de sa » consommation. C'est là que les ânes se laissent prendre au piège et que » ces "économies de producteurs" révèlent combien elles sont loin (et » même plus loin que l'économie capitaliste elle-même) de l'économie » sociale que Marx appelle Socialisme et Communisme.

» Dans l'économie socialiste le sujet délibérant, non seulement en fait » de production, mais de consommation (comment et combien), n'est plus » l'individu, mais la société, l'espèce. Tout est là. L'autonomie du produc- » teur est une de ces phrases démocratiques vides qui ne résolvent plus rien. » Le salarié, l'esclave du capital n'est pas autonome comme producteur, » mais il l'est aujourd'hui comme consommateur dans la mesure où dans » une certaine limite quantitative (qui n'est pas celle de la faim pure et » simple contrairement à Lassalle et sa loi d'airain, mais qui va au contraire » s'élargissant au cours du développement de la société) il fait ce qu'il veut » de sa paye. Dans la société bourgeoise, le prolétaire produit comme le » veut le capitaliste - ou, de façon plus générale et scientifique : comme » le veulent les lois du mode capitaliste de production, comme le veut le » capital, monstre supra-humain - et, du moins dans une certaine limite, » il consomme non pas ce qu'il veut lui-même en quantité, mais certaine- » ment comme il veut. Dans la société socialiste, l'individu ne sera auto- » nome ni dans le choix de ses actes de production ni même dans celui de » ses actes de consommation, les deux sphères étant régies par la société » et pour la société.

aucune autorité centrale, mais uniquement à la volonté de leur personnel, démocratiquement exprimée à la majorité des voix probablement, et, dans le meilleur des cas, à l'autorité locale d'un comité de gestion ou d'un gestionnaire dûment « élus », à supposer qu'une autorité **quelconque** soit reconnue nécessaire pour le fonctionnement d'un organisme aussi complexe que l'est une grande usine moderne, chose encore douteuse de la part de « libertaires ». Admettons que, dans l'euphorie de la révolution, une pareille organisation ait pour effet de donner aux ouvriers le sentiment d'être « libres » parce qu'ils seront débarrassés des roquets de la maîtrise, des garde-chiourmes du patron, n'obéissant plus qu'à des exigences techniques, et non pas à celles de la production du profit. Admettons-le provisoirement. Le principal problème subsistera : comment toutes ces entreprises autonomes entreront-elles en contact ? Comment l'ensemble de la production échappant ainsi à toute décision et contrôle centraux sous le prétexte d'éviter la « bureaucratisation » s'adaptera-t-elle à l'ensemble des besoins ? Dans le capitalisme, cela se faisait par l'intermédiaire du marché, non sans **aucune** réglementation centrale d'ailleurs. Dans une économie post-révolutionnaire qui, par hypothèse absurde, se conformerait aux lubies des doctrinaires du communisme « libéral » ou « libertaire », **il ne pourrait en aller autrement.** Il faut une dose considérable d'ignorance pour s'imaginer que les rapports de marché subsistant entre les entreprises et entre les deux grands secteurs de l'économie (agriculture et industrie), ils pourraient être abolis à l'intérieur des entreprises et de chacun de ces secteurs ; que le montant du salaire ; la durée et l'intensité du travail et jusqu'au poids de l'autorité en vigueur au sein de l'unité de production pourraient se déterminer « librement », c'est-à-dire exclusivement en fonction de la « volonté » des travailleurs « de ne plus être exploités » dans de telles conditions ! L'exploitation capitaliste qui se réalise sous forme de prélèvement d'une plus-value sur le prolétaire est indissolublement liée à la nature mercantile de cette économie. C'est parce que les produits sont des marchandises que le travail en est également une et que donc le prolétaire est un salarié. C'est une absurdité de croire qu'on pourrait abolir le salariat (c'est-à-dire le régime qui rive le traitement matériel du prolétaire à la fois à la valeur de sa marchandise force de travail et aux exigences de la mise en valeur du capital) sans abolir la production marchande, et une non moins grande absurdité de croire qu'on pourrait abolir cette production **en conservant les conditions dont elle dérive** et qui sont essentiellement l'existence d'entreprises autonomes.

Le remplacement du patron et de la maîtrise bourgeoise par un quelconque « conseil d'usine » élu aussi démocratiquement qu'on voudra, en d'autres termes le remplacement de l'entreprise capitaliste par une entreprise de type coopératif ne ferait pas avancer d'un seul pas la transformation nécessaire de l'économie sociale. On sait que les tentatives de coopératives ouvrières de production du siècle dernier, si elles ont eu le mérite de montrer qu'on pouvait se passer du personnage social du capitaliste, se sont soldées par des échecs retentissants, du fait qu'elles n'avaient pu résister à la concurrence bourgeoise. Il n'en irait pas autrement si la concurrence s'exerçait non plus entre entreprises patronales et coopératives ouvrières, mais entre autant de coopératives ouvrières qu'il y aurait d'en-

treprises. De deux choses l'une : ou elles prétendraient fonctionner autrement que des entreprises capitalistes et toutes les conditions restantes demeurant bourgeoises (liaison par l'intermédiaire du marché) elles seraient balayées ; ou bien si elles entendaient survivre, elles ne pourraient fonctionner que comme des entreprises capitalistes avec un capital argent, des salaires, des profits, un fond d'amortissement et des investissements de capitaux, du crédit et un intérêt, etc... La concurrence entre elles ne serait pas abolie et dès lors le système des contrats, le droit civil et l'institution étatique nécessaire pour le défendre ne le seraient pas davantage. On se demande donc tout d'abord **en quoi** de telles « associations » pourraient bien être plus « libres » que les entreprises bourgeoises et comment le processus de concentration en unités productives toujours plus grandes, qui s'est manifesté tout au cours de la phase capitaliste et qui n'eut rien de « libre et volontaire » puisqu'il fut précisément déterminé par les exigences de la concurrence, pourrait bien faire place — cette concurrence subsistant — à un « processus volontaire de libre association de bas en haut » inspiré par on ne sait quelle éthique sociale supérieure. Toute la socialisation de l'économie (dans le sens d'emploi du travail associé et de production de masse) qui pouvait être réalisée « par la voie de la libre association » l'a déjà été sous le capitalisme, réserve faite sur l'ambiguïté du terme de « liberté » appliqué à un processus soumis à un déterminisme aussi rigide. Une « révolution sociale » qui se proposerait simplement de continuer sur la même voie et par les mêmes moyens pour parvenir finalement à l'économie collective vaguement rêvée, se contentant de changer les acteurs du drame social et de remplacer les entrepreneurs ou les trusts bourgeois par les comités d'usine ou les associations coopératives ouvrières serait si peu une révolution sociale qu'elle aboutirait forcément en peu de temps à la restauration de tous les anciens rapports de production et ceci aux prix de convulsions dont la "révolution" espagnole peut donner une idée. Non seulement une telle "révolution" n'abolirait pas l'Etat, mais au contraire créerait toutes les conditions qui le rendent indispensable précisément en défendant la liberté et l'autonomie des associations, c'est à dire autant de source de conflits et de heurts internes pour le réglement desquels la nécessité d'une autorité générale et centrale s'imposerait d'elle même, comme même un anarchiste individualiste comme Stirner était capable de le comprendre. En conclusion, la marche à une économie collectiviste par la voie de la libre association est une vision de doctrinaire empoisonné par les théories que la bourgeoisie dirigea **contre** l'ancien dirigisme absolutiste au temps de sa révolution et incapable de s'apercevoir que si, comme Marx le fit pourtant remarquer à Proudhon, la concurrence bourgeoise était sortie du monopole féodal elle avait conduit au monopole bourgeois moderne et que c'était une absurdité de croire qu'en pourrait sortir du cycle capitaliste et entrer dans le règne de la liberté en retournant en arrière comme si le retour à la concurrence, fût-ce dans des conditions modifiées, pouvait conduire à autre chose qu'à ce même monopole et pas du tout au socialisme. Une telle vision est dépourvue de toute réalité, et ne constitue pas du tout l'heureuse possibilité historique que selon les socialistes d'entreprise, on aurait manquée en Russie par la « faute de Lénine » et des bolcheviks et, au delà d'eux... du marxisme lui-même et de ses « conception étatiques et autoritaires ». De deux choses l'une, en effet : ou une alternative existait réellement et on ne voit pas comment même un Staline et un parti aussi « totalitaire » qu'on voudra auraient pu imposer la pire solution - la solution capitaliste - à moins que le matérialisme historique ne soit qu'un amas de sottises ; ou bien le matérialisme historique dit vrai en affirmant que les formes sociales dépendent du degré de développement des forces productives, et si la contre-révolution l'a emporté, c'est que l'alternative est purement imaginaire, qu'il n'y avait pas d'autre issue historique possible. Ce n'est pas ici le lieu de refaire toute l'histoire d'Octobre : il suffira de rappeler pour faire comprendre l'affirmation ci-dessus quels résultats désastreux eurent les naïves tentatives de gestion autonome des ouvriers russes, que le parti bolchevique dut combattre non seulement pour arrêter la catastrophe économique en tant que telle, mais pour empêcher surtout qu'elle ne conduise à la défaite dans la guerre civile contre les Blancs, tsaristes ou partisans de la Constituante.

Si le premier terme de l'opposition établie par Bakounine est donc tout à fait imaginaire, le second - celui qui prétend définir le communisme comme une « économie d'Etat » - est on ne peut plus faux. Le mouvement communiste donne, c'est vrai, à l'Etat ouvrier et au parti révolutionnaire qui l'anime un rôle de premier plan dans la transformation socialiste de l'économie ; il assigne, c'est vrai, à la dictature du prolétariat la mission de réaliser cette transformation qu'il juge impossible sans elle, mais ce n'est pas pour autant que le communisme lui-même peut être défini comme « une économie d'Etat », une économie dans laquelle l'Etat « absorberait toutes les puissances de la société » pour reprendre l'expression de Bakounine et où il s'opposerait ad aeternum à elle comme propriétaire des moyens de production. C'est là une conception de philistin incapable de saisir le lien réel entre rapports de production - forme de société et d'Etat et c'est bien pourquoi ceux qui y croient n'arrêtent pas depuis quarante ans de nous rabâcher que « l'expérience russe » n'avait que trop confirmé le bien-fondé des craintes de Bakounine devant les thèses communistes et montré le caractère prophétique de sa critique.

Le communisme ne saurait être une « économie d'Etat » pour une raison toute simple : si le besoin d'instaurer son propre pouvoir et son propre Etat s'impose au prolétariat comme à toutes les classes qui l'ont précédé, il se distingue pourtant foncièrement d'elles par une caractéristique capitale : il n'est ni ne saurait devenir une classe exploiteuse, mais tout au contraire la première classe appelée à abolir toute division de la société en classes, et du même coup toute oppression de classe. Dans la question de l'Etat, cette caractéristique a une conséquence capitale : l'Etat du prolétariat ne peut être qu'un Etat transitoire, puisque dans la mesure où il réalisera ses tâches, c'est à dire où il fera disparaître progressivement les classes et leur opposition, il fera disparaître du même coup les conditions qui fondent l'existence de l'Etat politique et qui sont la nécessité pour la classe dominante de maintenir les autres classes assujetties. Dans le communisme donc, l'Etat et avec lui l'autorité politique disparaîtront, c'est à dire que les fonctions publiques perdront leur caractère politique et se transformeront en de simples fonctions administratives qui veilleront aux intérêts de la société (Engels. Polémique contre les anar-

chistes, cité par Lénine dans **L'Etat et la Révolution**). De cet Etat « dépérissant », Lénine note justement qu'à un certain degré de son dépérissement, il peut être appelé **un Etat non politique.** Cela signifie que la société communiste ne sera pas dépourvue de toute administration, mais que l'administration n'y aura plus le caractère oppressif, le caractère de classe qu'elle a toujours revêtu dans le passé, qu'elle sera au contraire une administration sociale à un double titre parce qu'elle ne sera plus le monopole d'un groupe social particulier dans le cadre d'une division entre travail manuel et travail intellectuel, puisque cette division aura été depuis longtemps dépassée, et surtout parce qu'elle se fera en fonction des besoins de l'ensemble de la société, et non pas d'une fraction privilégiée de celle-ci. Dans ces conditions, caractériser le communisme par la « propriété de l'Etat » est un non-sens parce que la notion de « propriété sociale » en est elle-même un : lorsque la société tout entière devient maîtresse de ses conditions d'existence parce qu'elle a cessé d'être déchirée par des antagonismes internes, on n'a nullement l'avènement de la « propriété sociale », mais l'abolition de la propriété comme fait et partant comme notion. Comment en effet se définit la propriété, si ce n'est par l'exclusion d'autrui de l'usage ou de la jouissance de l'objet de ladite propriété ? Lorsqu'il n'y a plus personne à exclure, il n'y a plus de propriété ni de propriétaire possible, la « société » moins que tout autre.

Tout ceci comporte une conséquence capitale : là où l'Etat est ou du moins se dit propriétaire de quoi que ce soit, on peut être sûr qu'il n'y a pas de communisme. Il peut y avoir deux raisons à cela : soit que sur la voie qui y conduit, on soit encore fort loin du but, c'est à dire qu'il existe toujours un prolétarait en lutte contre d'**autres classes** pour frayer la voie à l'économie sociale intégrale qui est son but, et dans ce cas, on a affaire à un Etat prolétarien animé par un parti révolutionnaire aisément reconnaissable sinon aux mesures économiques qu'il est susceptible de prendre en elles-mêmes, du moins à sa doctrine et à la direction de son action tant nationale qu'internationale. Tel est le cas du parti de Lénine au lendemain d'Octobre, pendant la guerre civile, et même dans les toutes premières années de la NEP. La seconde raison, toute opposée, est que l'Etat né prolétarien peut fort bien changer de fonction sous la pression de classes ennemies et tourner le dos au but communiste final : dans ce cas, la propriété d'Etat peut bien se perpétuer longtemps encore en tant que propriété capitaliste, c'est à dire en tant que puissance hostile non seulement au prolétariat mais, dans une certaine mesure, à la plus grande partie de la société. Tel est le cas de l'Etat stalinien et même partiellement post-stalinien, mais alors apparaît toute la sottise de la « leçon » socialiste d'entreprise de la contre-révolution russe qui commence par définir le communisme pour ce qu'il n'est pas - l'Etat propriétaire - et qui, contemplant ensuite l'Etat propriétaire tel qu'il a existé et existe encore partiellement en Russie s'écrie : voyez à quelle monstruosité a conduit le communisme ! Songez à ce qui nous aurait été épargné si on avait suivi la voie de la libre association !

Tout ce qu'évoque de sinistre le seul mot de « stalinisme » à l'esprit de la plupart de nos contemporains - l'effroyable misère de la Russie d'après

1920 - la législation du travail draconienne qui lui fut imposée - le règne de la police et la pratique de l'assassinat politique érigés en principe - la révolution agraire « par en haut » des années 27-28 et ses terribles conséquences, « la faim de Staline » en 1932 - les répressions de masse, la sinistre farce des procés et des auto-accusations délirantes des victimes, et sur tout cela l'odieuse et immuable litanie de la marche victorieuse de l'URSS vers le communisme libérateur sous la direction de son grand parti et de son chef bien-aimé - tout cela, absolument tout aurait une explication d'une simplicité, d'une commodité vraiment magique : la **gestion étatique,** pardi ou encore, ce qui revient au même : **le règne incontrôlé de la bureaucratie.** Mais alors, la révolution faisant suite à la guerre, le poids de la paysannerie russe, la faiblesse numérique du prolétariat aggravée par la saignée de la guerre civile et par son inculture technique, le bas niveau de culture générale, le poids des traditions féodales d'inertie et de grossière brutalité, l'isolement du parti marxiste prolétarien, les conditions internationales, la tradition étatique barbare du despotisme asiatique, les exigences de la contre-révolution politique ? Tout cela n'est que broutilles aux yeux des socialistes d'entreprise, broutilles qui n'expliquent pas un millième de ce que leur disent les deux mots magiques de « gestion étatique » ou de « bureaucratie incontrôlée » en raison de l'influence insidieuse qu'exercent sur eux les billevesées séculaires des Proudhon-Bakounine ! Où donc ont-elles donc cru apercevoir que là où le monstre de la « gestion étatique » ne règne pas en maître les opprimés puissent contrôler quoi que ce soit à la marche en avant du terrible rouleau compresseur de l'accumulation capitaliste et de la domination bourgeoise ?

LA « LEÇON » TROTSKYSTE

Contrairement à tous les courants plus haut étudiés, celui qui porte le nom de «trotskysme» a une origine communiste lointaine dans cette Opposition de gauche qui, à partir de 1923, mena contre l'opportunisme dans le parti bolchevique une lutte inégale terminée par son éviction politique et sa destruction physique dans les années 1927-1938. Aujourd'hui, c'est-à-dire trente ou plutôt quarante ans après cette terrible défaite, cette origine est devenue méconnaissable dans le mouvement qui continue à porter le nom du chef de cette opposition, Léon Trotsky, théoricien de la Révolution permanente, fondateur de l'Armée rouge, combattant vaincu du « redressement » de l'Internationale communiste, du pouvoir soviétique et du parti bolchevique et enfin fondateur abusé de ce qu'il crut la future IVme Internationale. Sans doctrine et sans davantage de liens avec la classe ouvrière, le « trotskysme » d'aujourd'hui se réduit à un amas de petites sectes dont les positions se contredisent en mille points (certaines se préoccupent fort peu de questions théoriques, d'ailleurs), mais qui peu ou prou partagent cette curieuse position, qui compte parmi les plus étranges produits de l'absence de principes et de l'empirisme, selon laquelle l'URSS et son bloc seraient bien des socialismes, mais auraient besoin d'une révolution politique visant à rétablir la démocratie ouvrière.

La « leçon » qui ressortirait de cette plate forme incommode, si du moins le trotskysme se risquait à des généralisations théoriques, pourrait se formuler ainsi : la nationalisation des moyens de production par le Parti du prolétariat porté au pouvoir définit un régime socialiste tant qu'elle reste en vigueur, mais ce socialisme n'est pas complet tant qu'il ne s'accompagne pas de la démocratie politique et de la « participation ouvrière » dans les « choix économiques » du pouvoir. Tout ce qui subsiste du communisme là-dedans, c'est l'idée de la nécessité de la Révolution violente, mais pour le reste c'est un retour aux deux déviations ci-dessus étudiées : le social-démocratisme et le « socialisme d'entreprise ». Quant à cette idée, elle reste si nébuleuse que depuis quarante ans qu'il existe, le « trotskysme » n'a jamais su tracer la moindre ligne de conduite tant soit peu ferme et simplement sensée pour réorganiser les forces révolutionnaires.

Il existe, on ne peut le nier, entre ce monstre doctrinal, cette curiosité de l'histoire dont les futures générations s'étonneront fort si jamais elle parvient à leur connaissance d'une part, et d'autre part les positions successivement prises par Trotsky et par l'Opposition un **certain** lien, constitué par l'attachement des trotskystes d'aujourd'hui non point à son authentique enseignement révolutionnaire, mais à ses erreurs ou à ses positions les plus faibles. Cela signifie que si Trotsky n'est pas sans aucune responsabilité dans la formation de la « doctrine » boîteuse qui porte son nom, il fut, en tant que communiste authentique, bien loin et bien au-dessus d'elle.

C'est un fait que, comme cela se faisait encore dans leur génération, Trotsky et Lénine ne se sont pas fait faute d'employer le terme ambigu de « démocratie ouvrière (1) c'est un fait également que le parti bolchevique a fait un certain usage du mécanisme démocratique formel dans sa vie interne, et les dramatiques séances du Comité central où les grandes décisions de la Révolution (question de l'insurrection, des pourparlers de Brest - Litowsk et de la poursuite ou de l'arrêt de la guerre, de la NEP) furent prises « à la majorité des voix » sont dans la mémoire de tous. En conclure comme le font les trotskystes (1) qu'un Trotsky ou un Lénine étaient « démocrates », contrairement à Staline qui ne fut qu'un « tyran », c'est faire un contre-sens grossier sur leur œuvre, et en tous cas témoigner d'un empressement des plus suspects à les laver de l'accusation des pires bourgeois et opportunistes qui prétendent qu'ils ont frayé la voie au stalinisme en usant de la dictature : de véritables communistes dédaignent ces affirmations de l'ennemi de classe, et ils ne s'abaissent certes pas à éducorer la figure des grands révolutionnaires passés pour la rendre plus sympathique ou plus tolérable au dilettantisme « progressiste ». De même, c'est vraiment passer complètement à côté de l'essentiel, ou pis, le taire par considération opportuniste, que de prétendre caractériser le cruel contraste qui oppose le parti de Lénine et celui de Staline (les deux noms ne sont là que pour désigner deux phases historiques) en disant que le premier fonctionnait « démocratiquement » et pas le second. L'opposition est une opposition de **substance**, dont le fameux « mode de fonctionnement » qui importe tant aux philistins n'est que l'expression. Or, cette opposition est telle que, s'il y a fonctionnement démocratique au sens propre quelque part, c'est bel et bien dans le parti en voie de dégénérescence stalinienne, et pas du tout dans le parti bolchevique du temps de Lénine. Ce dernier est en effet un parti de classe, un parti révolutionnaire obéissant à un corps de doctrine défini - le marxisme - que son noyau dirigeant a restauré et défendu contre l'opportunisme. Par nature, un tel parti résiste aux fluctuations d'opinion auxquelles les partis démocratiques se font au moins théoriquement un devoir d'obéir ; par nature ce qui commande l'action d'un tel parti, c'est son programme et non point « l'opinion » de ses membres ; la fonction capitale du noyau dirigeant lui vient de même de l'histoire réelle du parti et des sélections successives qui s'y sont opérées (élimination progressive des chefs impropres à la tâche incombant au parti ou simplement incertains ou au contraire ralliement d'éléments un moment fourvoyés, comme dans l'exemple éclatant de Trotsky) ; elle ne lui est donc pas déléguée par « libre » choix

---

(1) *Ce n'est pas ici le lieu d'examiner les raisons historiques de ce fait. Contentons-nous de rappeler que les marxistes de la gauche italienne, d'une génération plus jeunes que les bolcheviks et les spartakistes, ont mis en garde l'Internationale communiste contre cette terminologie équivoque, en particulier dans un article classique de leur revue* Rassegna comunista (février 1922) : « *L'emploi de certains termes dans l'exposition des principes* « *du communisme engendre bien souvent des équivoques à cause des sens* » *différents qu'on peut leur donner. Tel est le cas des mots* Démocratie *et* » Démocratique. *Dans ses affirmations de principe, le Communisme mar-* » *xiste se présente comme une critique et une négation de la démocratie,* » *Pourtant, les communistes défendent souvent le caractère démocratique* » *des organisations prolétariennes et l'application de la démocratie en leur* » *sein. Il n'y a là évidemment aucune contradiction : on ne peut rien objec-* » *ter au dilemme* démocratie bourgeoise *ou* démocratie prolétarienne *en* » *tant qu'équivalent de* démocratie bourgeoise *ou* dictature du prolétariat... » *(mais) on pourrait souhaiter qu'un terme différent soit employé, afin* » *d'éviter les équivoques et de ne pas revaloriser le concept de démocratie.* » *Même si l'on y renonce, il sera utile d'approfondir le contenu même du* » *principe démocratique, non seulement dans son acception générale, mais* » *dans son application particulière à des organisations homogènes du point* » *de vue de classe. Cela nous évitera d'ériger la démocratie ouvrière en* » *principe absolu de vérité et de justice, et donc de retomber dans un* » *aprioristme étranger à toute notre doctrine au moment même où nous* » *nous efforçons par notre critique de débarrasser le terrain du mensonge* » *et de l'arbitraire des théories libérales* ». *Telle était l'introduction de cet article, véritablement prophétique si l'on songe à ce que le* « *trotskysme* » *précisément a fait des enseignements de Trotsky. La conclusion ne l'était d'ailleurs pas moins, puisqu'elle disait :* « *Les communistes n'ont pas de* » *constitutions codifiées à proposer. Ils ont un monde de mensonges et de* » *constitutions cristallisées dans le droit et dans la force de la classe domi-* » *nante à abattre. Ils savent que seul un appareil révolutionnaire et* » *totalitaire de force et de pouvoir, sans exclusion d'aucun moyen, pour-* » *ra empêcher que les infâmes résidus d'une époque de barbarie ressur-* » *gissent et qu'affamé de vengeance et de servitude, le monstre du privi-* » *lège social, relève la tête, lançant pour la millième fois le cri menteur* » *de* Liberté *!* »

(1) *C'est le cas de Pierre Broué, auteur d'une histoire du* Parti bolchevique *qui semble n'avoir été écrite que dans ce but.*

individuel comme le veut la mythologie démocratique, ni par les moyens dont cette dernière use invariablement et qui sont la propagande pour ou contre des individus, allant jusqu'à l'apologie mensongère d'une part et la diffamation de l'autre. Ce qu'un tel parti recherche, c'est une continuité d'action qui ne va pas sans une certaine stabilité de la direction : ce n'est pas du tout la liberté individuelle de ses membres, comme dans ces partis démocratiques à la conduite fluctuante parce qu'elle n'obéit à aucun principe et à la direction changeante, parce que la fonction dirigeante y est soumise à la faveur électorale. Non seulement il ne peut être dit « démocratique », mais toutes ses caractéristiques positives prouvent le mensonge des postulats démocratiques et leur inadéquation à l'accomplissement des tâches révolutionnaires. Dans ces conditions la pratique du vote et du décompte des voix n'est qu'une simple utilisation d'un mécanisme commode, rien de plus. Bien loin d'être une « garantie », le recours à de telles formes ne s'explique que par une relative immaturité, un parti doté du maximum d'expérience historique et parvenu à la cohésion maxima n'étant plus du tout susceptible de présenter - même sur des questions pratiques - ces violentes oppositions que le parti bolchevique a encore malheureusement connues et qu'il ne pouvait pas ne pas connaître, à cheval comme il l'était sur la dernière révolution démocratique et la première révolution socialiste d'Europe. C'est tellement vrai que jamais une décision importante (la signature de la paix en 1919, par exemple, ou la cessation de la guerre contre la Pologne) n'a en réalité dépendu du décompte placide des opinions des membres du CC : une fois concédé aux exigences d'unité et d'harmonie internes du parti ce qui devait leur être concédé au moyen de ce que Lénine appelait la « légalité de parti », jamais on ne vit aucun chef bolchevique - surtout pas Lénine - renoncer à la lutte la plus énergique contre ses propres camarades quand le sort de la révolution était en jeu. Que cette lutte ait été loyale et ouverte, qu'elle ait visé les positions et solutions proposées, et non pas les personnes, que leur place dans le parti soit restée assurée à tous les militants qui entendaient continuer à militer dans ses rangs même après les crises les plus graves (exemples de Zinoviev et de Kamenev qui avaient rompu la discipline du parti sur la question cruciale de l'insurrection), qu'il n'y ait eu aucune hésitation à accepter dans le parti des révolutionnaires éprouvés comme Trotsky et certains de ses camarades quand ils renonçaient à leurs erreurs passées et que, aussi longtemps que la Révolution garda son élan initial, on n'ait jamais songé à utiliser contre les membres du parti la sanction d'Etat, ou pis, la force policière, c'est vrai, et ce sont autant de traits qui distinguent le parti de Lénine et celui de Staline : y voir une caractéristique **démocratique**, c'est pourtant se laisser singulièrement abuser par les termes, concéder à la **démocratie** des vertus qu'elle n'a nullement, faisant preuve d'une bonne dose de stupidité. Toute cette pratique de parti est bien supérieure à la pratique courante des partis électoralistes précisément parce que, pour être ce qu'elle est, elle n'a eu qu'à être communiste, et pas du tout à se conformer au **respect de l'individu** que le démocratisme bourgeois affiche comme un de ses principes les plus chers et pour lequel les trotskystes vantent le parti bolchevique du temps de Lénine en même

temps qu'ils dénoncent le régime de manœuvres, de terreur et de violence du temps de Staline. La pratique bolchevique d'une part et la pratique stalinienne de l'autre prouvent tout le contraire de ce que prétend le trotskysme dégénéré et de ce que le démocratisme vulgaire y voit ; la première démontre de façon éclatante que la proclamation de fins collectives et de classe et la négation de principe de l'idéologie bourgeoise de liberté n'entraînent nullement ce fameux « écrasement de l'individu » que les bourgeois ont toujours reproché au marxisme avec leur stupidité habituelle. La raison en est simple : comme tous les rapports qu'on peut être amené à considérer, le rapport entre l'individu et la collectivité dont il fait partie dépend non point des fictions du droit, mais de la nature même de cette collectivité.

En ce qui concerne le parti révolutionnaire, il ne s'oppose ni ne peut s'opposer en tant que tout à chacun de ses membres individuellement considéré : tout au contraire, il n'existe lui-même qu'en tant qu'il existe des militants qui sont parvenus à coordonner leurs efforts avec le maximum d'efficacité pour atteindre leur but commun ; inversement, chacun de ces militants n'existe comme tel qu'en tant qu'il est un élément du tout. Bien loin d'opprimer ou pis d'écraser l'individu, le parti n'est finalement que l'utilisation rationnelle d'une série d'efforts individuels qui hors de lui non seulement se perdraient, mais ne seraient pas même nés ; si donc on tient (pour répondre aux démocrates et non parce que cela nous importerait à nous) à définir le rapport entre l'individu et la collectivité dans un parti qui nie par principe l'individualisme bourgeois et les garanties démocratiques, il faut dire que c'est précisément en lui et par lui que l'individu se débarrasse de la souveraineté purement fictive à laquelle le condamne le démocratisme pour devenir une force réelle, dans les limites du déterminisme, bien entendu.

Dans le parti stalinien, que se passa-t-il par contre ? Le trotskysme dégénéré, à la suite du démocratisme vulgaire, déplore qu'on ait supprimé pour les militants les fameuses « garanties » de l'**habéas corpus** et qu'au lieu de leur assurer la liberté d'expression, on les ait soumis à une dictature. Il s'agit bien de cela ! Le parti dit « stalinien » est le parti bolchevique à un certain moment de son existence historique qu'on peut caractériser ainsi : il a derrière lui une grande victoire révolutionnaire, mais il a perdu son élite ouvrière dans la guerre civile et il se trouve placé devant des tâches auxquelles non seulement il n'était pas préparé, mais pour lesquelles, à vrai dire, il n'était pas fait, puisqu'il s'agissait de gérer selon de sains principes bourgeois une économie désorganisée par le sabotage et la fuite des bourgeois, puisque aussi bien les principes différents et opposés de la gestion socialiste étaient dans ce cas inapplicables. Dans le cadre de la Russie, ce qui est en jeu, outre la continuité politique révolutionnaire, c'est le relèvement économique ou la mort, la reconstruction ou l'effondrement dans les pires convulsions sociales avec la menace de la pire terreur blanche. De tout cela il résulte un changement complet de la composition du parti en même temps que de sa mentalité, le praticisme immédiatiste tendant fatalement à l'emporter sur le souci de rigueur théorique et de fidélité aux principes lorsque de pareilles conditions exercent leur pression. Bien entendu, c'est le praticisme immé-

diatiste qui devait finalement l'emporter puisqu'aucune aide ne vint du **dehors** (c'est à dire de l'Internationale) au parti russe, mais il ne pouvait pas le faire en jetant tout simplement par dessus bord toutes les traditions et les souvenirs du passé ; mais comme il en était par nature la négation vivante, il ne lui restait qu'une seule ressource : d'une part afficher une continuité politique et théorique qui n'aurait pas résisté au moindre examen tant soit peu sérieux, si celui-ci avait été possible, et d'autre part se débarrasser de la résistance des révolutionnaires à ce « cours nouveau » en faisant précisément appel à l'opinion, à la conscience, aux sentiments de ce parti dans une certaine mesure **nouveau** que le parti bolchevique était devenu, bref, en opposant l'autorité souveraine de la majorité démocratique à la seule autorité qu'un Lénine et tant de bolcheviks reconnaissaient naguère : celle des principes communistes, de la doctrine communiste, du programme communiste. Ce qui, dans cette phase, apparaît aux yeux de véritables marxistes comme mille fois plus ignoble que les sanctions (destitution, exclusion, emprisonnement, déportation et plus tard massacre pur et simple), c'est précisément cette exploitation par le stalinisme de la **légalité démocratique,** de la règle purement formelle, mensongère, mystificatrice de la souveraineté de la **majorité,** bref de cette odieuse fiction qui, à l'échelle de la société tout entière, sert depuis plus de cent ans à la bourgeoisie non pas à « assurer la liberté de l'individu » comme elle le prétend, mais à écraser le prolétariat et la révolution ! Que l'altération du parti n'ait bien souvent pas suffi à procurer cette majorité à la fraction Staline, qu'elle ait dû au contraire la « cuisiner » par des manipulations, des campagnes, des manœuvres adéquates, cela ne prouve nullement que le parti stalinien n'était pas « vraiment démocratique », mais que l'abandon de la pratique communiste, qui repose tout entière sur l'effort collectif pour conformer l'action collective aux buts révolutionnaires et donc à la doctrine commune, et le passage à la pratique démocratique, qui ne tend plus qu'à obtenir des majorités, entraîne **nécessairement** le retour de toutes les tares de la vie politique bourgeoise. Démocrate, le parti stalinien le fut **réellement,** non seulement par son recours à la fiction démocratique dévoilée depuis plus d'un siècle par le marxisme, mais par l'infamie de toute sa vie intérieure.

Lorsqu'en 1923, Trotsky écrivit son **Cours nouveau** pour appeler à un assainissement du régime intérieur, il n'ignorait rien de tout cela, et ce qu'il exigeait, comme nous le verrons plus loin, c'était non des « garanties démocratiques », mais le retour à la vie normale d'un parti révolutionnaire. C'est que, quelles qu'aient pu être ses positions à l'époque de son déclin personnel, et quel qu'ait été dès cette époque son langage et celui du parti et même de l'Internationale (1), Trotsky était absolument pur d'illusions et de formalisme démocratiques, certainement pas moins pur que Lénine lui-même. On ne peut évidemment pas tout citer, et trois références suffiront ici.

---

(1) Nous avons vu plus haut que notre courant tenta d'épurer ce langage de ses termes équivoques.

Dans **Les enseignements de la Commune de Paris** il s'attache, dans un parallèle entre la Commune et la Révolution russe, à montrer toute la supériorité de l'organisation de Parti et l'insuffisance du principe électit pour doter le prolétariat d'une direction politique et militaire capable de remporter la victoire. Citons : « Le Comité central de la Garde nationale » (qui joua le rôle qu'on sait dans la Commune) « était en fait un conseil » des délégués des ouvriers armés et des petits-bourgeois... Un tel conseil, » **élu immédiatement par les masses révolutionnaires, peut être un brillant** » **appareil d'action. Mais en même temps, il reflète tous les côtés faibles au-** » **tant que les côtés forts des masses, et qui plus est, il reflète davantage les** » **côtés faibles que les côtés forts** ». Après avoir montré « qu'au moment même où sa responsabilité était immense » (le gouvernement avait fui à Versailles), la Garde nationale, démocratiquement constituée, « se » déclara déliée de toute responsabilité », et au lieu d'agir révolutionnairement « inventa des élections légales à la Commune », il montre que « cette passivité et ce manque de décision s'appuyèrent en l'occurence » sur le principe sacré de la fédération et de l'autonomie », reflétant bien « **le côté incontestablement faible d'une fraction du prolétariat** » **français d'alors,** l'attitude d'hostilité à l'égard de l'organisation centrale, » héritage de l'idée petite-bourgeoise d'autonomie ». C'est donc en partant des faits qu'il démontre la supériorité d'une organisation « s'appuyant » sur un passé historique et prévoyant théoriquement la voie du déve- » loppement », une organisation qui ne soit pas « un appareil usant de » pratiques parlementaires, mais le prolétariat organisé et trempé par » l'expérience », bref du parti ouvrier sur toute forme élue d'organisation ouvrière qui, **précisément à cause de sa liaison directe avec les masses, ne peut pas ne pas en refléter tous les côtés faibles.**

Passant de la question politique à la question militaire, la critique de Trotsky à la conception démocratique de la lutte prolétarienne se durcissait encore : Pour débarrasser, disait-il, « la Garde nationale du com- » mandement contre-révolutionnaire, l'éligibilité était le meilleur moyen, » car la plus grande partie de la Garde nationale se composait d'ouvriers » et de petits-bourgeois révolutionnaires ». Mais ajoutait-il, cette « **reven-** » **dication de l'éligibilité ne visait pas à doter l'armée d'un bon comman-** » **dement,** mais (seulement) à se débarrasser de commandants au service » de la bourgeoisie », expliquant sur la base de sa propre expérience révolutionnaire de fondateur de l'Armée rouge : « Le commandement élu est » la plupart du temps assez faible sur le plan technique. Dès que l'armée » s'est débarrassée de l'ancien commandement il faut lui donner un com- » mandement révolutionnaire en mesure de remplir son devoir. Or, cette » tâche ne peut être remplie par le simple mécanisme de l'éligibilité. L'éli- » gibilité est un fétiche, ce n'est pas une panacée universelle, une puissan- » te direction de parti est indispensable ». Voilà une leçon de l'expérience révolutionnaire, un principe communiste qui, pour un « trotskyste » d'aujourd'hui est devenu lettre morte.

Dans **Terrorisme et Communisme,** nous trouvons de même cette brillante réfutation des critiques que les défenseurs attardés de la « démocratie ouvrière » adressaient déjà à la « dictature du parti bolchevique » : « On

» nous a accusés plusieurs fois d'avoir substitué à la dictature des Soviets » celle du Parti. Et pourtant, on peut affirmer sans risquer de se tromper » que la dictature des Soviets n'a été possible que grâce à la dictature du » Parti. Grâce à la clarté de ses idées théoriques, grâce à sa forte organi- » sation révolutionnaire, le Parti a assuré aux Soviets la possibilité de se » transformer, d'informes parlements ouvriers qu'ils étaient en un appa- » reil de domination des travailleurs. Dans cette substitution du pouvoir » du Parti au pouvoir de la classe ouvrière, il n'y a rien de fortuit et même, » au fond, **il n'y a là aucune substitution.** Les communistes expriment les » intérêts fondamentaux de la classe ouvrière. Il est tout à fait naturel qu'à » une époque qui met ces intérêts à l'ordre du jour dans toute leur éten- » due, les communistes deviennent les représentants avoués de la classe » ouvrière dans sa totalité. Mais qui donc vous garantit, nous demandent » quelques malins, que c'est précisément votre Parti qui exprime les exi- » gences du développement historique ? En supprimant ou en rejetant » dans l'ombre les autres partis, vous vous êtes débarrassés de leur riva- » lité politique, source d'émulation et, par là, vous vous êtes privés de la » possibilité de vérifier votre ligne de conduite. Cette considération est » dictée par une idée purement libérale de la marche de la révolution. A » une époque où tous les antagonismes se déclarent ouvertement, où la » lutte politique se transforme rapidement en guerre civile, le Parti diri- » geant a pour vérifier sa ligne de conduite assez de matériaux en main » et de critères, indépendamment du tirage possible des journaux (de ses » adversaires). Dans tous les cas, notre tâche consiste non pas à évaluer à » toute minute par une statistique l'importance des groupes que représente » chaque tendance mais bien à assurer la victoire de... tendance de la dic- » tature prolétarienne et à trouver dans la marche de cette dictature, dans » les divers frottements qui s'opposent au bon fonctionnement de son mé- » canisme intérieur, un critérium suffisant pour vérifier la valeur de nos » actes ». Lorsqu'en 1936, dans la **Révolution trahie**, Trotsky en viendra par malheur à son tour à revendiquer la « démocratie soviétique » contre la « dictature stalinienne », il ne parviendra à justifier son glissement que par une banalité tout à fait indigne de lui et du marxisme : « Tout est relatif en ce monde où il n'y a de permanent que le changement ». Mais de cela, trente ans plus tard, les disciples de son déclin ne se sont pas encore avisés.

Le troisième écrit « **La conversion des Soviets en démocratie est-elle** » **vraisemblable** ? » (1929) présente cet intérêt d'être postérieur à la défaite de l'Opposition russe. Alors la lutte de Trotsky contre le stalinisme était déjà sortie des rails des principes et même de la réalité historique, mais le grand révolutionnaire n'avait encore, comme on verra, rien oublié de la critique marxiste du démocratisme. « Si le pouvoir soviétique lutte » avec des difficultées grandissantes, si la crise... de la dictature s'accentue » de plus en plus, si le danger bonapartiste n'est pas écarté, ne vaut-il » pas mieux se mettre en route vers la démocratie ? Cette question » ouverte ou sous-entendue se pose dans une quantité d'articles consacrés » aux derniers évènements survenus en URSS. Je ne juge pas ici de ce » qui est mieux ou non. J'essaie **de tirer au clair ce qui découle de la** » **logique objective du développement.** Et j'en arrive à cette déduction » que rien n'est moins vraisemblable que la conversion des Soviets en

» démocratie parlementaire, ou plus exactement cette conversion est » absolument **impossible.** » En 1929, Trotsky répond à ses adversaires sociaux-démocrates que, quoi qu'on puisse désirer, **le retour de l'URSS à la démocratie parlementaire** est historiquement exclu. En 1936, il fera de ce retour **la revendication politique centrale** de l'Opposition pour l'URSS. Notre thèse de Parti est que, ce faisant, il a glissé du terrain du communisme sur celui de la social-démocratie. Il est donc capital de montrer que la juste critique qu'il faisait en 1929 à ses adversaires sociaux-démocrates vaut entièrement contre lui depuis 1936, et contre ses « disciples » de 1968.

Les raisons invoquées par Trotsky sont de deux ordres : raisons internationales et générales, raisons spécifiquement russes, naturellement liées entre elles. Voyons d'abord les raisons internationales :

« Pour exprimer plus clairement mon idée je dois en écarter » les limites géographiques et il sera suffisant de rappeler certaines ten- » dances du développement politique de l'Europe depuis la guerre qui » a été, non pas un épisode, mais le sanglant prologue de la nouvelle » époque. Presque tous les dirigeants de la guerre sont encore vivants. » Pour la plupart, ils ont dit... que c'était la dernière guerre et qu'après » elle, ce serait l'avènement du règne de la démocratie et de la paix... » Maintenant, pas un seul d'entre eux ne s'aviserait de prononcer ces » paroles. Pourquoi ? Parce que la guerre nous a conduit à une époque » de grandes tensions, de grandes luttes, avec la perspective de nouvelles » guerres. Sur les rails de la domination universelle, à l'heure actuelle, » se précipitent l'un vers l'autre des trains puissants. **On ne peut mesurer** » **notre époque à l'aune du XIXme siècle qui fut le siècle de l'extension** » **de la démocratie par excellence** (souligné par nous). **Le XXme siècle** » **sous de nombreux rapports, se distinguera davantage du XIXme siècle** » **que toute l'histoire moderne ne se distingue du Moyen-âge...** Par ana- » logie avec l'électro-technique, la démocratie peut être définie comme » un système de commutateurs et d'isolants contre les courants trop » forts de la lutte nationale ou sociale. Il n'y a pas dans l'histoire humaine » d'époque autant saturée d'antagonismes que la nôtre... Sous une trop » haute tension des contradictions de classes et internationales, les commu- » tateurs de la démocratie fondent et volent en éclats. Tels sont les » courts-circuits de la dictature. Les interrupteurs les plus faibles se » rendent évidemment les premiers. Mais la force des contradictions » intérieures et mondiales ne diminue pas, elle augmente. On pourrait » difficilement se tranquilliser en constatant que le processus ne s'est » emparé que de la périphérie du monde capitaliste. La goutte commence » par le petit-doigt de la main ou par le gros orteil ; mais une fois en » route, elle va jusqu'au cœur ». C'est fort bien vu et dit. Notre thèse de parti est que le mouvement communiste devait tirer **toutes** les conséquences de cette réalité du XXme siècle : il n'y avait aucun sens à implorer la bourgeoisie de conserver les « commutateurs » de la démocratie depuis toujours installés contre nous, mais devenus inutiles pour elle ; il fallait les faire sauter **nous-même,** avec le courant à haute tension de la Révolution prolétarienne. Le centre moscovite de l'Internationale communiste ne sut pas tirer **toutes** ces conséquences, Trotsky y compris. C'est une

des raisons qui ruinèrent cette Internationale. Mais c'est la **même** erreur, appliquée cette fois à la lutte contre Staline, et non plus contre Mussolini ou Hitler, qui fit de la IVme Internationale de Trotsky un organisme mort-né.

Voyons maintenant les raisons plus spécifiquement russes pour lesquelles Trotsky juge impossible en 1929 le rétablissement d'une démocratie parlementaire en Russie : « Quand on oppose la démocratie » parlementaire aux Soviets, on a en vue un système parlementaire » particulier, et l'on oublie un autre côté - du reste essentiel - de la question, à savoir que la révolution d'Octobre 1917 s'est révélée comme la » plus grande révolution démocratique de l'histoire humaine. La confiscation de la propriété foncière, l'entière liquidation des distinctions » et privilèges de classe, la destruction de l'appareil bureaucratique et » militaire tsariste, l'introduction d'un égalitarisme national et du droit » des peuples à disposer d'eux-mêmes, voilà un travail essentiellement » démocratique auquel la révolution de Février a à peine touché, le laissant » dans sa presque totalité à la révolution d'Octobre. Seule l'inconsistance » de la coalition libérale-socialiste a rendu possible la dictature soviétique, » basée sur l'union des ouvriers, des paysans et des nationalités opprimées. » Les raisons qui ont empêché notre démocratie faible et arriérée d'accomplir sa tâche historique ne lui permettront pas, même dans l'avenir, » de se placer à la tête du pays, car en ces derniers temps, les problèmes » et les difficultés sont devenus plus grands et la démocratie plus petite... » Le système soviétique n'est pas une simple forme de gouvernement » qu'on pourrait comparer abstraitement avec la démocratie parlementaire : il y est essentiellement question de la propriété de la terre, des » banques, des mines, des usines et des chemins de fer. Il ne faut pas » oublier ces « broutilles » en s'enivrant de lieux communs sur la démocratie. Contre le retour du propriétaire foncier, le paysan, aujourd'hui » comme il y a dix ans, luttera jusqu'à sa dernière goutte de sang... A vrai » dire le paysan tolèrerait plus facilement le retour du capitaliste, car » l'industrie d'Etat ne fournit jusqu'à présent aux paysans des produits » manufacturés qu'à des conditions moins avantageuses que celles du » marchand d'autrefois... Mais le paysan se rappelle que le propriétaire » et le capitaliste étaient les deux frères siamois de l'ancien régime... : » le paysan comprend que le capitaliste ne reviendrait pas seul, mais » en compagnie du propriétaire. C'est pourquoi il ne veut ni de l'un ni de » l'autre ; **c'est la raison puissante, quoique négative, de la force du régime » soviétique.** Il faut appeler les choses par leur nom. Il n'est point question » de l'**introduction d'une démocratie incorporelle, mais du retour de la » Russie dans la voie du capitalisme.** Mais que serait la seconde édition » du capitalisme russe ? Pendant ces quinze dernières années, l'image du » monde s'est profondément transformée. Les forts sont devenus infiniment plus forts, les faibles sont devenus incomparablement plus » faibles. La lutte pour la suprématie mondiale a pris des proportions » gigantesques. Les étapes de cette lutte se sont déroulées sur les os des » nations faibles et arriérées. La Russie capitaliste ne pourrait à l'heure » actuelle occuper dans le système mondial même la situation de troisième plan à laquelle la Russie tsariste avait été prédestinée par la » marche de la dernière guerre. **Le capitalisme russe serait maintenant un » capitalisme asservi, un capitalisme à demi colonisé, sans avenir. La » Russie numéro deux occuperait aujourd'hui une place quelque part » entre la Russie numéro un et l'Inde. Le système soviétique de l'industrie » nationalisée et du monopole du commerce extérieur, malgré toutes » ses contradictions et ses difficultés, est un système de protection pour » l'indépendance de la culture et de l'économie du pays. Cela a été compris » par les nombreux démocrates eux-mêmes qui ont été attirés du côté » du gouvernement soviétique non par le socialisme, mais par un patriotisme qui s'était assimilé les leçons élémentaires de l'histoire... » « Une » poignée de doctrinaires impuissants aurait désiré une démocratie sans » capitalisme.** Mais les forces sociales sérieuses, ennemies du régime » soviétique, veulent **un capitalisme sans démocratie.** »

Le raisonnement marxiste de Trotsky est à cent coudées au-dessus des raisonnements formels et abstraits de ses adversaires sociaux-démocrates de 1929, mais aussi (conclusion qui nous importe davantage ici) de ses « disciples » de 1968 qui n'ont jamais fait que pousser jusqu'à l'absurde son propre raisonnement abstrait et formel de 1936.

La lutte, dit-il très justement, est une lutte **sociale** et c'est de l'issue de cette lutte **sociale** que dépend la forme politique destinée à triompher. La démocratie parlementaire a succombé sous les coups de la **Révolution démocratique.** Ses partisans — ceux qui raisonnent en termes **politiques** et non pas **sociaux** — ne comprennent pas que souhaiter son rétablissement revient à souhaiter la liquidation des conquêtes de cette révolution démocratique. « Les forces sociales sérieuses » (c'est-à-dire les classes dépossédées par la Révolution d'Octobre) souhaiteraient, elles, sans nul doute, liquider ces conquêtes pour revenir à l'ordre ancien, mais il est historiquement **exclu qu'elles le puissent par des moyens démocratiques.** Même en 1929, la paysannerie russe ne se laisserait pas déposséder de la terre sans une seconde guerre civile : où les classes dépossédées trouveraient-elles la **force** nécessaire pour combattre la presque totalité de la population russe ? Trotsky ne le dit pas ici, mais il le sait et c'est évident : dans les armées des puissances impérialistes intervenant une nouvelle fois contre la Russie et la battant (tout comme la coalition européenne intervint contre la France napoléonienne où les Bourbons n'auraient jamais pu être rétablis sans sa victoire sur tout le peuple français). Mais alors, la forme politique destinée à triompher ne serait nullement le Parlement national rêvé par les « doctrinaires impuissants », mais, dirons-nous aujourd'hui, une république fantoche du genre de celles que les U.S.A. soutiennent dans les régions d'Asie qu'ils contrôlent.

Les mêmes raisons qui opposent Trotsky aux sociaux-démocrates l'empêchent encore, en 1929, de mettre sa lutte contre Staline sous le drapeau de la **démocratie soviétique** : Trotsky sait fort bien que **sur le terrain soviétique** se placent aussi bien des partisans du socialisme comme lui que des forces qui, sans être le moins du monde socialistes, ne veulent tout simplement pas d'un retour de la Russie dans un Etat de dépendance se-

mi-coloniale à l'égard du capitalisme occidental et donc pas non plus d'une restauration. Ces forces, ce sont toutes les couches non prolétariennes et ennemies de l'internationalisme révolutionnaire, qui hors du Parti ou dans le parti, approuvent l'orientation stalinienne par « **patriotisme démocratique qui s'est assimilé les leçons élémentaires de l'histoire** ». C'est cet « **oustrialovisme** » (1)que Lénine fut le premier à dénoncer et qui, né dans les milieux les plus avisés de l'émigration, s'est infiltré dans le Parti au pouvoir - Trotsky ne cesse de dénoncer le fait - sous la bannière du « socialisme dans un seul pays » : quant à la **démocratie** soviétique, ce « commutateur », cet « isolant » prévu par les bolcheviks pour empêcher la révolution de **s'effondrer dans une lutte stérile entre le prolétariat socialiste et la paysannerie sous-bourgeoise,** Trotsky sait bien que c'est le courant à haute tension de la guerre civile qui l'a fait voler en éclats, imposant la pure dictature prolétarienne du communisme de guerre, avec ses réquisitions forcées et son encadrement « autoritaire » des paysans révolutionnaires dans l'Armée rouge. Au défenseur de la dictature bolchevique du prolétariat, à l'auteur du passage ci-dessus cité de **Terrorisme et communisme**, il faudra encore de longues années avant qu'il songe à l'invoquer contre le parti stalinien !

En fait, il y a trois phases dans la longue lutte de Trotsky comme chef de l'Opposition. Dans la première - bien illustrée par l'écrit de 1923 **Cours nouveau** - il dénonce énergiquement les anomalies du régime intérieur du Parti et la politique du Comité central, tente d'alerter le Parti sur le danger de dégénérescence que la politique (internationale aussi bien qu'intérieure) fait courir à la dictature prolétarienne dont il est l'unique garant, mais bien loin de se poser en candidat à la direction du Parti, il se tient quelque peu à l'écart, se contentant de réfuter les inventions de la campagne que dès 1924 le Comité central orchestre contre lui, si bien à l'écart que lorsqu'il écrit **Cours nouveau,** il ignore encore la situation réelle, qui ne lui sera révélée qu'en 1925, lorsque Kamenev et Zinoviev rompront avec Staline (2).

---

(1) Du nom de l'émigré Oustrialov qui le premier prédit la conversion de l'Etat soviétique en un Etat bourgeois ordinaire qu'il faudrait appuyer.

(2) A la faveur de la maladie de Lénine un « Bureau politique secret » avait été créé dont faisaient partie tous les membres du Bureau politique officiel **sauf Trotsky,** *le but de ce complot étant d'empêcher que celui-ci dirige le Parti. « Toutes les questions étaient au préalable tranchées dans ce Bureau politique clandestin dont les membres était liés par une responsabilité collective. Ils prenaient l'engagement de ne pas mener de polémique les uns contre les autres et en même temps de chercher tous les prétextes d'intervenir » contre Trotsky. « Il existait dans les organisations locales des centres secrets analogues reliés au « septumvirat » de Moscou et observant une discipline sévère. La correspondance se faisait par un langage chiffré spécial. Les fonctionnaires responsables du Parti et de l'Etat étaient systématiquement sélectionnés avec ce seul critère : contre Trotsky... Les membres du Parti qui faisaient entendre leur protestation contre cette politique tombaient victimes d'attaques perfides déclenchées pour des motifs n'ayant rien à voir avec cela et souvent inventés. Au contraire, des éléments... qui, au cours du premier lustre du pouvoir des Soviets, auraient été impitoyablement éliminés du Parti assuraient leur situation par une simple intervention hostile contre Trotsky. Dès la fin de 1923, la même besogne fut effectuée dans tous les partis de l'IC... On sélectionna artificiellement non pas les meilleurs, mais ceux qui s'adaptaient le plus aisément. Les dirigeants devinrent redevables de leur situation uniquement à l'Appareil. Vers la fin de 1923, l'Appareil était déjà aux trois-quarts choisi : il était possible de transporter la lutte dans la masse. En automne 1923 et en automne 1924, la campagne contre Trotsky commença : ses anciennes divergences avec Lénine datant non seulement d'avant la Révolution, mais aussi d'avant la guerre... furent brusquement sorties au grand jour, défigurées, exagérées et présentées à la masse non avertie comme une question d'actualité brûlante. La masse fut étourdie, déroutée, intimidée. Entre temps le procédé de sélection descendit à un degré plus bas encore. Il ne fut plus possible d'exercer la fonction de directeur d'usine, de secrétaire de cellule d'atelier, de président de Comité exécutif de canton, de comptable, de dactylographe sans présenter comme référence son anti-trotskysme ». (Toutes ces précisions se trouvent dans l'article de L. Trotsky :* Comment cela a-t-il pu arriver ? *(Constantinople, février 1929).*

En d'autres termes, dans la première phase, il répond en militant à la campagne parlementaire lancée contre lui et qui visait au même but que toutes les campagnes de ce genre : lui couper le chemin du pouvoir. A ce propos, il importe de noter que là où l'imbécillité bourgeoise a vu la preuve des méfaits du « totalitarisme communiste », notre courant, lui, a reconnu les méfaits du principe électif et de la démocratie appliquée à l'organe du parti. Le fait que la campagne ait éclaté dans le parti qui s'intitulait « communiste » s'explique aisément du fait qu'en URSS il n'y avait pas de Parlement ; mais qu'est-ce qu'une lutte pour le pouvoir fondée sur la concurrence des individus et le mépris de tous les principes, si ce n'est une lutte de type parlementaire ?

Dans la seconde phase, Trotsky ne se contente plus de défendre les positions marxistes contre le révisionnisme au pouvoir. Il entre dans la « voie de la réforme du régime soviétique » comme il le dira lui-même dans **la Révolution trahie** pour caractériser la phase antérieure à 1936. Du fait de l'absence de Parlement, cette lutte réformiste ne peut prendre **la forme** d'une lutte pour le remplacement légal d'un gouvernement jugé incapable de maintenir l'URSS dans la voie du socialisme par le gouvernement meilleur de l'Opposition. En substance, c'est pourtant ce qu'elle est. Pour le socialiste réformiste, l' « obstacle » à la transformation socialiste, ce sont les majorités parlementaires soutenant des gouvernements bourgeois. A l'Opposition trotskyste d'alors, cet « obstacle » semble être la majorité soutenant le comité central stalinien, ou plutôt le régime intérieur du parti supposé empêcher l'Opposition d'arracher sa majorité au stalinisme. En réalité, dans le premier cas, l'obstacle est non pas tel ou tel gouvernement, mais l'existence de l'Etat bourgeois qui doit être détruit et non pas « réformé » ; dans le second cas, l'obstacle était de même dans l'Etat, dans le pouvoir d'un parti dont la dégénérescence était **irréversible** et qui bien loin de résulter du régime intérieur, était elle-même la cause de ce régime. Ce qui empêche le socialiste

vulgaire de repérer le véritable obstacle, c'est qu'il n'est pas révolutionnaire ; ce qui poussa le révolutionnaire Trotsky à tomber dans une erreur réformiste à l'égard de l'Etat soviétique, c'est son impuissance à se délimiter de façon complète du parti du « socialisme dans un seul pays ». Dans cette phase toutefois, ses positions gardent un ultime lien avec la tradition marxiste : c'est du Parti et du parti seul que dépend le sort de la dictature du prolétariat. Dans la troisième phase, cet ultime lien sera rompu. Du parlementarisme révolutionnaire dans le parti caractérisant la phase précédente, Trotsky passera au parlementarisme pur dans la société, c'est à dire à la revendication du rétablissement de la liberté électorale en URSS.

Pour illustrer la première phase, nous nous référerons au texte de 1923 ci-dessus cité, **Cours nouveau.** Si la terminologie présente déjà l'ambiguïté ci-dessus dénoncée (1) comme d'ailleurs toute celle dont usa le parti bolchevique, même à sa bonne époque, la méthode, elle, n'a rien de formel, puisque Trotsky y étudie le déterminisme qui, dans les conditions du pouvoir, risque de faire perdre au parti sa nature de fraction la plus révolutionnaire du prolétariat et par conséquent sa fonction de parti de classe : « question des générations dans le Parti, composition sociale », et surtout tâches étatiques et administratives. L'alerte lancée ne concerne pas l'absence de liberté des membres du parti, comme dans la critique social-démocrate vulgaire, mais l'altération des rapports organiques entre centre et périphérie, sommet et base à l'intérieur du parti, l'altération des rapports entre Parti et Etat, et, pour couronner le tout, l'altération de la tradition réelle du parti en même temps que son invocation purement formelle. Qu'on en juge :

« Il est une chose dont il faut bien se rendre compte : l'essence des » dissentiments et des difficultés actuels ne réside pas dans le fait que » les "secrétaires" ont sur certains points forcé la note et qu'il faut les » rappeler à l'ordre, mais dans le fait que l'ensemble du parti se dispose » à passer à un stade historique plus élevé... Il ne s'agit pas de briser » les principes d'organisation du bolchevisme comme d'aucuns tentent » de le faire croire, mais de les appliquer aux conditions de la nouvelle » étape du parti (2). Il s'agit avant tout d'instaurer des rapports plus sains » entre les anciens cadres et la majorité des membres qui sont venus » au parti après Octobre » . « La préparation théorique, la trempe révo- » lutionnaire, l'expérience politique représentent notre capital fondamen- » tal dont les principaux détenteurs sont les anciens cadres du parti.

(1) Voir ce qui a été dit p. 80 de la critique de la Gauche italienne à l'emploi des termes de « démocratie » et « centralisme démocratique ».

(2) Il s'agit de l' « étape » définie par l'évanouissement des espoirs placés dans la révolution allemande en octobre 1923, donc par la prolongation prévisible de l'isolement de l'URSS dans le monde, d'une part, et par la crise économique intérieure persistante en dépit de la détente apportée par la NEP, d'autre part.

» D'autre part, le parti est essentiellement une collectivité dont l'orientation » dépend de la pensée et de la volonté de tous. Il est clair que dans la » période, que dans la situation compliquée immédiatement consécutive » à Octobre, le parti se frayait sa voie d'autant mieux qu'il utilisait plus » complètement l'expérience accumulée par l'ancienne génération aux » représentants de laquelle il confiait les postes les plus importants dans » l'organisation. Le résultat a été que, jouant le rôle de directeur du parti, » et **absorbée par les questions d'administration,** l'ancienne génération... » instaure de préférence pour la masse communiste des méthodes pure- » ment scolaires de participation à la vie politique : cours d'instruction » politique élémentaire, vérification des connaissances, écoles du parti... » De là le bureaucratisme de l'appareil, son isolement par rapport à la » masse, son existence à part... Le fait que le parti vit à deux étages » distincts comporte de nombreux dangers... Le danger capital de l' "an- » cien cours", résultat de causes historiques générales ainsi que de nos » fautes particulières, est que l'appareil manifeste une tendance progressive » à opposer quelques milliers de camarades formant les cadres dirigeants » au reste de la masse qui n'est pour eux qu'un moyen d'action. Si ce » régime persistait, il risquerait de provoquer à la longue une dégénéres- » cence du parti à ses deux pôles, c'est à dire parmi les jeunes et parmi » les cadres... Dans son développement graduel, le bureaucratisme menace » de détacher les dirigeants de la masse, de les amener à concentrer » uniquement leur attention sur les questions d'administration, de nomi- » nations, menace aussi de rétrécir leur horizon, d'affaiblir leur sens » révolutionnaire, c'est à dire de provoquer une dégénérescence plus ou » moins opportuniste de la vieille garde ou du moins d'une partie considé- » rable de celle-ci ! »

Considérant ensuite la composition sociale du parti, Trotsky notait : « **le prolétariat réalise sa dictature par l'Etat soviétique. Le Parti commu-** « **niste est le parti dirigeant du prolétariat et, par conséquent, de son** « **Etat. Toute la question est de réaliser ce pouvoir dans l'action sans le** « **fondre dans l'appareil bureaucratique de l'Etat...** Les communistes se « trouvent groupés d'une manière différente suivant qu'ils sont dans le « parti ou dans l'appareil de l'Etat. Dans ce dernier, ils sont disposés hié- « rarchiquement les uns par rapport aux autres et aux sans-parti. Dans le « parti, ils sont tous égaux en ce qui concerne la détermination des tâches « et des méthodes de travail fondamentales. Dans la direction qu'il exerce « sur l'économie, le parti doit tenir compte de l'expérience, des observa- « tions, de l'opinion de tous ses membres installés aux différents degrés de « l'administration économique. L'avantage essentiel, incomparable de « notre parti consiste en ce qu'il peut, à chaque instant, regarder l'indus- « trie avec les yeux du tourneur communiste, du spécialiste communiste, « du directeur communiste, du commerçant communiste, réunir l'expé- « rience de ces travailleurs qui se complètent les uns les autres, en déga- « ger les résultats et déterminer ainsi sa ligne de direction de l'économie « en général et de chaque entreprise en particulier. Il est clair que cette « direction n'est réalisable que sur la base de la démocratie vivante et acti-

« ve à l'intérieur du parti (1). Quand, au contraire, les méthodes de l'appa-
« reil prévalent, **la direction par le parti fait place à l'administration par les**
« **organes exécutifs** (comité, bureau, secrétaire, etc...). Dans une telle
« conception de la direction, la principale supériorité du parti, son expé-
« rience collective multiple passe à l'arrière-plan. **La direction prend un**
« **caractère d'organisation pure et dégénère fréquemment en commande-**
« **ment et en tâtillonnage.** L'appareil du parti entre de plus en plus dans
« les détails des tâches de l'appareil soviétique, vit de ses soucis journa-
« liers, se laisse de plus en plus influencer par lui et, devant les détails, perd
« de vue les grandes lignes. **Toute la pratique bureaucratique journalière**
« **de l'Etat soviétique s'infiltre ainsi dans l'appareil du parti** et y introduit
« le bureaucratisme. Le parti, en tant que collectivité, ne sent pas son pou-
« voir, car il ne le réalise pas... Il en résulte du mécontentement et de l'in-
« compréhension, **même dans les cas où, justement, ce pouvoir s'exerce.**
« Mais ce pouvoir ne peut se maintenir dans la ligne droite que s'il ne
« s'émiette pas dans les détails mesquins et revêt un caractère systémati-
« que, rationnel et collectif. Ainsi donc, le bureaucratisme non seulement
« détruit la cohésion intérieure du parti, **mais affaiblit l'action nécessaire**
« **de ce dernier sur l'appareil étatique. C'est ce que ne remarquent pas**
« **la plupart du temps ceux qui sont les plus ardents à réclamer pour le**
« **parti le rôle de dirigeant dans l'Etat soviétique.** »

En ce qui concerne les groupes et formations fractionnels, Trotsky ne revendiquait nullement le ridicule « droit démocratique » d'en former. Mais les considérant en marxiste comme des « anomalies menaçantes », il niait qu'il fut possible d'en prévenir la naissance ou d'en favoriser la résorption « **par des procédés de pure forme** », constatait que le régime bureaucratique du parti était au contraire une des principales sources de fractionnisme, accusait à juste raison les défenseurs de l'unité purement formelle du parti d'en constituer eux-même la pire fraction, « la fraction » bureaucratique conservatrice » et concluait de façon parfaitement correcte que la seule façon de prévenir les fractions était « une politique » juste adaptée à la situation réelle » (2).

Dans tout cela, aucune illusion démocratique. Les anomalies de la vie du parti (y compris, dans le dernier chapitre, les continuelles références

(1) *Le terme sert ici à désigner des rapports opposés à ceux qui, dans la société, dérivent de la division sociale du travail et de l'antagonisme de classe : contrainte bureaucratique d'une part, passivité ou sourde résistance de l'autre ; commandement et obéissance ; « science administrative » et ignorance, etc..., toutes choses qui, dans le parti de classe,* tendent à disparaître *dans la mesure où, s'il ne peut complètement s'abstraire des conditions bourgeoises ambiantes, il est néanmoins une association volontaire d'individus tendant à un but commun et où ce but est précisément la société sans classes,* sans division sociale du travail *et donc sans contrainte politique ou même administrative.*

(2) *De même la Gauche italienne avait opposé au « terrorisme idéologique » du stalinisme non pas les « droits démocratiques » des membres du parti, mais la fidélité du centre au patrimoine commun des principes qui, lorsqu'elle est réalisée, permet de diriger le parti avec le minimum d'à-coups.*

à Lénine et au léninisme, jalonnant les pires manifestations d'opportunisme) y sont justement caractérisées, ainsi que leurs causes historiques : **non pas l' « exercice du pouvoir » en général** comme les anarchistes le prétendaient, **mais l'exercice du pouvoir dans une société profondément hétérogène** puisqu' entre le prolétariat (d'ailleurs trop faible et encore affaibli par la guerre civile) et l'énorme paysannerie n'existait nullement cette identité d'intérêts quotidiens et fondamentaux à laquelle semblait croire la direction du parti (1) ; dans une société affligée en outre d'un niveau culturel très bas et isolée du reste du monde par la conjuration capitaliste. Jamais Trotsky n'atteindra plus, malheureusement, à cette hauteur critique. Mais jusqu'au fatal glissement de 1936, malgré tous ses errements, il restera fidèle à la magnifique conclusion du chapitre IV de **Cours nouveau :**
« L'instrument historique le plus important pour l'accomplissement de
» nos tâches est le parti. Evidemment le Parti ne peut s'arracher aux
» conditions sociales et culturelles du pays. Mais, organisation volontaire
» de l'avant garde, des éléments les meilleurs, les plus actifs, les plus
» conscients de la classe ouvrière, il peut beaucoup plus que l'appareil
» d'Etat se préserver des dangers du bureaucratisme. Pour cela, il doit
» voir clairement le danger et le combattre sans relâche. »

Lorsque dans la seconde phase Trotsky passa à la lutte pour la « démo-
» cratisation du parti », la social-démocratie y vit, non sans quelque raison, un pas de son grand adversaire dans sa direction. Indigné, Trotsky réplique à ces allégations :

« C'est un grand malentendu qu'il n'est pas difficile de mettre à nu.
» La social-démocratie est pour la restauration du capitalisme en Russie.
» Mais on ne peut s'aiguiller dans cette voie qu'en repoussant à l'arrière
» plan l'avant-garde prolétarienne. Pour autant que la social-démocratie
» approuve la politique économique de Staline, elle devra aussi se réconci-
» lier avec ses méthodes politiques. Un véritable passage au capitalisme
» ne pourrait être assuré que par un pouvoir dictatorial. Il est ridicule
» d'exiger la restauration du capitalisme en Russie et de soupirer en
» même temps après la démocratie ». Le coup était bien mérité, mais du fait qu'il est ridicule de soupirer après la démocratie quand on souhaite la restauration du capitalisme, il ne résultait nullement **qu'à condition de lutter pour le socialisme,** cela cessait de l'être ! Si un marxiste du calibre de Trotsky ne s'est pas avisé de cette objection, c'est qu'il lui semblait bien évident que le cours **vers** le capitalisme passant par l'écrasement de l'avant-garde prolétarienne **au sein du parti lui-même,** la résistance (au sein du parti également) de cette avant-garde à l'écrasement était l'unique expression **politique** possible de la résistance à ce cours. Raisonnement auquel il ne manquait qu'une « petite » condition pour être juste : que le cours **vers** le capitalisme restât une simple menace plus ou moins

(1) *La déviation authentiquement* démocratique *que Trotsky combat alors en marxiste est de « sous-estimer » le contraste de classe existant entre prolétariat et paysannerie et de le noyer dans l'apologie de la « nouvelle démocratie », la démocratie soviétique.*

lointaine, et que **l'adversaire affronté au sein du parti ne fût pas précisément l'incarnation politique de l'ennemi de classe**, puisqu'en aucun cas on ne peut battre l'ennemi de classe de façon pacifique, en l'implorant de respecter la « légalité », quelle qu'elle soit (1). A la différence des benêts qui se prétendent ses disciples, Trotsky sentait si bien cela que dans sa **Défense de l'URSS** (1929), il écrivait en toutes lettres : « **Ce serait du don » quichottisme - pour ne pas dire de l'idiotie - que de lutter pour la démo» cratie dans un parti qui réalise le pouvoir de l'ennemi...** Pour l'Oppo» sition, la lutte engagée pour la démocratie dans le parti n'a de sens que » sur la base d'une reconnaissance de la dictature du prolétariat » (2).

Le refus passionné de reconnaître que le prolétariat est battu, que jamais plus le parti ne redeviendra révolutionnaire, voilà ce qui caractérise en effet le trotskysme de la deuxième phase. Les citations ci-dessous montreront avec quel visage dangereusement séduisant (qu'il ne gardera pas et ne retrouvera jamais plus), l'opportunisme trotskyste est venu à la lumière du jour. Voici par exemple un extrait du discours de Trotsky devant la Commission centrale de Contrôle devant laquelle il comparut en juin 1927 sous l'accusation d'avoir enfreint la discipline du Parti en « prononçant des discours fractionnistes » à la récente session du Comité exécutif de l'Internationale et d'avoir pris part aux manifestations en faveur de Smilga, oppositionnel exilé en Sibérie : « Qu'avez-vous fait du » bolchevisme ? De son autorité, de l'expérience de la théorie de Marx et » de Lénine ? Qu'avez-vous fait de tout cela en quelques années ?... Dans » les réunions, notamment dans les cellules ouvrières et paysannes, on » raconte le diable sait quoi sur l'Opposition, on demande avec quelles » „ressources" l'opposition fait sa "besogne" ; des ouvriers, peut-être » ignorants, peut-être inconscients, peut-être aussi envoyés par vous (3), » posent ces questions ultra-réactionnaires. Et il se trouve des orateurs » assez lâches pour répondre à ces questions d'une manière évasive. Cette » campagne immonde, misérable, écœurante, stalinienne pour tout dire, » **vous auriez le devoir d'y mettre un terme - si vous étiez vraiment une » Commission centrale de Contrôle !** ».

Au stalinien Soltz qui, lui reprochant la déclaration oppositionnelle des 83, lui avait dit : « Où mène-t-elle donc ? Vous connaissez l'histoire » de la Révolution française, et à quoi cela a abouti ? Aux arrestations et à

(1) *Telles sont les raisons évidentes pour lesquelles notre courant a toujours repoussé la tactique anti-fasciste. Bien qu'accessibles à l'intelligence la plus moyenne, elles n'ont pas été comprises par l'Internationale qui a persévéré dans cette voie absurde. En tant que « tactique », la lutte pour la « démocratisation du parti » de l'U.R.S.S. relève exactement de la même critique que le prétendu « anti-fascisme prolétarien » pratiqué par l'Internationale, comme nous l'avons déjà vu plus haut.*

(2) *Formulation ambiguë peut-être due à une mauvaise traduction, mais le sens résulte sans équivoque possible du contexte : que si l'on reconnait que la dictature du prolétariat existe toujours en U.R.S.S. Chose que Trotsky affirmait précisément* avec obstination, contre toute évidence.

(3) *Procédé authentiquement* démocratique *puisqu'il spécule sur l'inconscience du prolétaire du rang.*

» la guillotine », Trotsky répond dans ce discours : « Il faut rafraîchir à » tout prix nos connaissances sur la Révolution française. Pendant la révo» lution française, on a guillotiné bien des gens. Nous aussi nous en avons » fusillé beaucoup. Mais la révolution française comprit deux grands cha» pitres, dont l'un se déroula ainsi (courbe ascendante) et l'autre ainsi » (courbe descendante)... Lorsque le chapitre s'insérait dans la courbe mon» tante, les jacobins français, les bolcheviks d'alors, guillotinaient les » royalistes et les girondins. Nous avons connu ce chapitre lorsque nous, » oppositionnels, nous avons fusillé avec vous les garde-blancs et les giron» dins. Puis un nouveau chapitre s'ouvrit en France quand... les thermi» doriens et les bonapartistes, les jacobins de droite se mirent à bannir et » à fusiller les jacobins de gauche, les bolcheviks d'alors... Il n'en est pas » un seul parmi nous auquel les fusillades fassent peur. Nous sommes tous » de vieux révolutionnaires. Mais il faut savoir qui fusiller et dans quel cha» pitre. Lorsque nous avons fusillé, nous savions pertinemment dans quel » chapitre nous étions. Mais aujourd'hui, comprenez-vous clairement à » l'intérieur de quel chapitre vous vous disposez à nous fusiller ? Je crains » que vous ne vous disposiez à nous fusiller... dans le chapitre de Thermi» dor... Il est certes nécessaire de s'instruire des enseignements de la révo» lution française. **Mais est-il donc nécessaire de la répéter ?** »

Ce qui se reflète, clair comme le jour, dans ces passages, c'est la contre-révolution « oustrialoviste » en cours, mais à ses agents staliniens, Trotsky continue, en dépit de la violence de sa lutte, à parler **le langage d'un camarade de parti**. La violence ne doit donc pas dissimuler que la revendication de « démocratisation du parti » n'est qu'une application particulière de la tactique dite du **front unique** chère aux bolcheviks (Trotsky y compris) ; **sans front unique politique avec les oustrialoviens du Parti**, la rupture organisationnelle aurait été inévitable ; mais, dès lors que Trotsky se refusait à cette rupture, précisément parce qu'il jugeait le front unique **non seulement possible, mais nécessaire** (1), ce front politique se traduisait fatalement en **termes d'organisation**, les deux courants appartenant formellement au même parti.

(1) *Pourquoi, c'est une autre question que nous verrons plus loin. La question n'est plus seulement* tactique *comme dans le front unique avec la social-démocratie dont tous les communistes reconnaissaient la fonction contre-révolutionnaire ; pour le stalinisme, sa fonction contre-révolutionnaire est tout aussi évidente, si on pose la question en termes de lutte internationale de classe ; mais dans le cadre national russe (dont aucun révolutionnaire russe ne pouvait s'abstraire puisque c'est dans ce cadre que le prolétariat russe avait pris le pouvoir et devait momentanément le disputer à l'ennemi) elle n'était plus si facile à déchiffrer, puisque le régime stalinien était indubitablement l'héritier de la révolution démocratique contenue dans la révolution double de 1917 et, du même coup, un rempart contre l'éventuelle restauration du régime de la Constituante, c'est-à-dire de la Russie d'avant la révolution démocratique.* Mais cela *ne change strictement rien au fait qu'en tant que* tactique, *le front unique politique avec l'oustrialovisme stalinien impliqué dans la lutte pour la « démocratisation du parti » était tout aussi opportuniste qu'à l'échelle internationale le front unique politique avec la social-démocratie et devait conduire aux mêmes effets fatals.*

Si le lecteur a besoin de se convaincre de la réalité de ce **frontisme** (d'ailleurs accompagné d'un fatal aveuglement de Trotsky sur la frontière de classe qui séparait dès 1927 son courant de celui du national-communisme), il lui suffira de lire ce passage du même discours de juin 1927 ci-dessus cité qui, à quarante ans de distance, ne peut que provoquer colère et désespoir chez le révolutionnaire marxiste, tandis que, dans son inconscience infinie, le trotskysme contemporain admire béatement :

« Si nous vivions dans les conditions d'avant la guerre impérialiste, » d'avant la révolution, **dans les conditions d'une accumulation relative- » ment lente des antagonismes, je crois que la scission serait infiniment » plus probable que le maintien de l'unité.** Mais aujourd'hui la situation » est différente. Nos divergences de vues se sont singulièrement aggravées, » les antagonismes ont énormément grandi... Mais en même temps, nous » avons, premièrement, une immense puissance révolutionnaire concen- » trée dans le parti, une immense richesse d'expérience concentrée dans » les travaux de Lénine, dans le programme et les traditions du parti. » Nous avons gaspillé une bonne partie de ce capital..., mais il nous reste » encore beaucoup d'or pur. Deuxièmement, la période actuelle est une » période historique de tournants brusques, d'événements gigantesques, » de leçons colossales par lesquelles il est nécessaire et possible de s'ins- » truire. Des événements grandioses se sont produits qui permettent de » vérifier les deux lignes politiques qui s'affrontent. Le parti peut faciliter » ou gêner la connaissance de ces leçons et leur assimilation. **Vous la » gênez.** » (NDR : c'est nous qui soulignons ce tragique euphémisme par lequel Trotsky prétend définir l'œuvre de liquidation du parti de classe que le national-communisme est en train d'accomplir !) « Mais nous, nous » luttons et nous lutterons pour la ligne politique de la révolution d'Octo- » bre. Nous sommes si profondément convaincus de la justesse de notre » ligne que nous ne doutons pas qu'elle finisse par s'implanter dans la » conscience de la majorité prolétarienne de notre parti. Quel est donc, » dans ces conditions, le devoir de la commission centrale de contrôle ? » Je pense que **ce devoir devrait consister à créer dans cette période de » tournants brusques un régime plus souple et plus sain dans le parti afin » de permettre aux événements gigantesques de vérifier sans secousses » les lignes politiques qui s'affrontent. Il faut donner au parti la possibilité » de se livrer à une auto-critique... en s'appuyant sur les grands événe- » ments.** Si l'on s'y décide, **je réponds qu'avant un an ou deux, le cours du » parti aura été redressé.** Il ne faut pas aller vite, il ne faut pas prendre » de décisions qu'il serait ensuite difficile de réparer. **Prenez garde de ne » pas être obligés de dire : "Nous nous sommes séparés de ceux que nous » aurions dû garder et nous avons gardé ceux dont nous aurions dû nous » séparer"** ».

Cette étrange conclusion a du moins le mérite de nous livrer le secret du **frontisme** politique de Trotsky : face à la menace de restauration du régime antérieur à la révolution de 1917, historiquement réalisable (nous l'avons vu plus haut) par les voies de l'intervention impérialiste étrangère, **menace qui hante aussi bien les nationaux-communistes que les internationalistes prolétariens et les hantera tous jusqu'au bout** (1), les « oustrialovistes » du Parti (en d'autres termes le national-communisme stalinien) ne peuvent, croit-il, pas plus se passer des internationalistes prolétariens que ceux-ci ne peuvent se passer des « oustrialovistes » ! Telle est la folle illusion qui se trouve à la base de la politique de « démocratisation du parti ». On voit qu'ici le frontisme est aussi une forme de cette **union sacrée** que dans de tout autres conditions Trotsky aurait combattue avec toute la fougue révolutionnaire dont il était capable et dans laquelle seul le lien organique qui l'attachait à la révolution non seulement socialiste, mais démocratique d'Octobre pouvait le faire retomber ! **L'union sacrée sous la menace vraie ou supposée de la contre-révolution démocratique-bourgeoise,** quelle autre explication aux efforts désespérés de Trotsky, dont le passage suivant témoigne avec éloquence, pour maintenir dans le cadre de la légalité démocratique du même parti, la réplique nécessaire à la guerre que la fraction « oustrialoviste » a déchaînée contre le courant prolétarien ?

« Le régime du Parti découle de toute la politique de la direction. Der- » rière les extrémistes de l'Appareil se tient la bourgeoisie intérieure » renaissante. Derrière elle se tient la bourgeoisie mondiale. Toutes ces » forces pèsent sur l'avant-garde prolétarienne et l'empêchent de lever la » tête, d'ouvrir la bouche. Plus la politique du comité central s'écarte de » la ligne de classe, plus elle est obligée d'imposer d'en haut cette politi- » que à l'avant-garde prolétarienne par des mesures de coercition. C'est là » qu'est l'origine du régime révoltant qui règne dans le parti... Le but » immédiat de Staline : scinder le parti, scinder l'opposition, habituer le » parti aux méthodes d'anéantissement physique, constituer des équipes » de siffleurs fascistes, d'hommes travaillant à coups de poing, à coups de » livres, à coups de pierre, mettre les gens sous les verrous, voilà sur quoi » le cours stalinien s'est momentanément arrêté avant d'aller plus loin. Le » stalinisme trouve son expression effrénée en se laissant aller à de vérita- » bles actes de voyous. Or nous le répétons, ces méthodes fascistes ne » sont que l'accomplissement aveugle, inconscient d'un ordre social éma- » nant des autres classes (que le prolétariat). Le but : amputer l'opposition » du parti et l'anéantir physiquement. Déjà des voix se font entendre : » "Nous en excluerons un millier, nous en fusillerons une centaine et tout » deviendra calme dans le parti". Ainsi parlent de malheureux aveugles, » apeurés et déchaînés en même temps. C'est la voix de Thermidor ». Et voici l'autre volet du diptyque : « La violence se brisera contre une ligne » politique juste qui a, pour la servir, le courage révolutionnaire des cadres » de l'opposition. Staline ne créera pas deux partis. Nous disons ouverte-

(1) Il n'y a aucune autre explication à cette autre forme de « frontisme » que sont les tragiques aveux de tous les membres de la vieille garde aux fameux procès de Moscou ! Quel autre lien aurait pu river si étroitement les persécutés aux persécuteurs, les bolcheviks aux « oustrialovistes » si violemment opposés sur le terrain de classe, si ce n'est leur même alignement objectif contre la restauration ? *La seule différence est qu'aux procès de Moscou, c'est Staline qui implicitement conduit le « chantage à la restauration » ; tandis que dans le discours ici cité, c'est Trotsky !!!*

» ment au parti : **la dictature du prolétariat est en danger. Et nous croyons » fermement que le parti — son noyau prolétarien entendra, comprendra, » rectifiera. Le parti est déjà profondément remué. Demain il sera boule- » versé jusque dans son tréfonds...** Nous tenons la manette du bolchevis- » me. Vous ne nous en arracherez pas. Nous la ferons marcher. Vous ne » nous amputerez pas du parti, vous ne nous couperez pas de la classe » ouvrière. Nous connaissons les répressions, nous sommes habitués aux » coups. Nous ne livrerons pas la révolution d'Octobre à la politique de » Staline dont l'essence peut s'exprimer en quelques mots : **bâillonnement » du noyau prolétarien, fraternisation avec les conciliateurs de tous les » pays, capitulation devant la bourgeoisie mondiale...** L'opposition est » invincible ! Excluez-nous aujourd'hui du Comité central, comme vous » en avez arrêté tant d'autres : notre plateforme se fraiera sa voie... Les » poursuites, les exclusions, les arrestations feront de notre plateforme le » document le plus populaire, le plus près du cœur, le plus cher **du mouve- » ment ouvrier international.** Excluez-nous, vous n'arrêterez pas les vic- » toires de l'opposition : elles seront les victoires de l'unité révolutionnaire » de notre parti et de l'Internationale communiste ».

On pourrait remplir des pages de citations prouvant que, jusqu'en 1936, Trotsky ne croit pas à la contre-révolution advenue. Septembre 1929 : « Considérer le parti communiste (de l'URSS), non pas son appareil de » fonctionnaires, mais son noyau prolétarien et les masses qui le suivent » comme une organisation finie, morte, enterrée, c'est tomber dans le sec- » tarisme » (**La Défense de l'URSS**). Février 1930 : « Je considère qu'il n'y » a aucune possibilité de prévoir les ressources intérieures de la Révolu- » tion d'Octobre et qu'il n'y a aucune raison de tirer la conclusion qu'elles » sont épuisées et **qu'il ne faut pas empêcher Staline de faire ce qu'il fait.** » Personne ne nous a désignés comme les inspecteurs du développement » historique. Nous sommes **les représentants d'une tendance particulière » du bolchevisme,** et nous le défendons à tous les tournants et dans tou- » tes les conditions » (**Les bolcheviks-léninistes en URSS**). Octobre 1932 : exilé à Prinkipo, Trotsky conclut ainsi sa critique du second plan quin- quennal : « Aborder l'économie est l'affaire d'un politique. L'arme de la » politique est le parti. La tâche de toutes les tâches : régénérer le parti » et à la suite du parti, les Soviets et les syndicats. La réparation capitale » de toutes les organisations soviétiques est la plus importante et la plus » pressante des tâches de l'année 1933 ».

A la lutte de l'Opposition pour la démocratisation et le redressement du Parti, Staline et ses acolytes avaient répondu dès 1926 (1) : « **Ces » cadres, vous ne les récuserez que par la guerre civile !** » Les gouverne- ments démocratiques, eux, renvoient plus hypocritement aux élections et c'est le Parti prolétarien qui avertit la classe ouvrière que **sans guerre civile, il ne se débarrassera jamais de la domination politique et de l'admi- nistration bourgeoises.** C'est faute, non, bien entendu, d'avoir déclenché la **guerre civile** contre l'Etat stalinien, mais d'avoir **donné le même avertisse-**

(1) *Trotsky le rappelle lui-même dans* La Révolution trahie.

ment au prolétariat russe et mondial ; faute d'avoir renoncé à la réforme démocratique du parti et de l'Etat **au moment même où l'ennemi lui décla- rait sa propre guerre,** que l'Opposition trotskyste a perdu toute chance historique de contribuer à la reconstitution à longue échéance historique du mouvement communiste mondial dispersé et battu. Ceci dit, il faut une totale cécité pour ne pas voir que ce n'était pas encore là le passage avec armes et bagages dans le camp de la « démocratie en général ». Seule l'imbécillité trotskyste contemporaine peut nier que 1936 fut, en même temps que l'aboutissement logique d'une série d'erreurs, **un reniement de Trotsky par lui-même** : telle est la dialectique fatale de l'opportunisme.

1936 ouvre en effet la troisième phase du trotskysme, dont les positions désastreuses sont formulées dans **La Révolution trahie.** Cette fois, Trotsky s'incline **enfin** devant l'évidence historique : « **Le vieux Parti bolchevique » est mort. Aucune force ne le ressuscitera. Une nouvelle révolution est iné- » luctable... Il ne s'agit donc plus de la menace d'un second parti, comme » il y a douze ou treize ans, mais de la nécessité de ce parti, seule force » capable de continuer la révolution d'Octobre** ». Attention, la précision est capitale : le programme « révolutionnaire » que nous allons lire n'est pas **(ni n'a jamais été dans l'esprit de Trotsky)** le programme international de la Révolution socialiste, une sorte de correction imposée par les « leçons de l'histoire » au programme immuable de cette Révolution : cela, seule l'étourderie de « disciples » qui ont lu Trotsky exactement comme les staliniens lisaient... Lénine, a pu se l'imaginer ; c'est simplement le programme d'une révolution **encore hypothétique** qui viendrait providentiellement renouer le fil rompu par le stalinisme **avec** la révolution à la fois démocratique et socialiste d'Octobre, corriger l'écart entre les espoirs de 1917 et la réalité historique de 1936, bref venger les révolutionnaires en abolissant d'un trait un présent odieux pour les ramener au radieux point de départ. Qu'une révolution ainsi conçue n'ait été qu'un rêve enfiévré, l'Histoire l'a suffisamment prouvé puisqu'elle n'a pas eu lieu et que si son programme a été réalisé dans une certaine mesure, ce n'est pas du tout par une révolution, mais par une réforme ; pas du tout par un Parti révolutionnaire, mais par des forces politiques que Trotsky aurait haïes s'il avait pu les voir à l'œuvre autant qu'il haïssait les social-démocrates de son temps, à savoir les héritiers « déstalinisateurs » de Staline. Ce qui nous intéresse ici ce n'est pourtant pas l'irréalisme de la prévision : c'est la rupture avec les principes antérieurs.

Le programme de la révolution « anti-bureaucratique » dit ceci :

« Le rétablissement du droit de critique et d'une liberté électorale » véritable sont les conditions nécessaires au développement du pays. Le » rétablissement de la liberté des partis soviétiques, à commencer par le » parti bolchevique, et la renaissance des syndicats y sont impliqués. La » démocratie entraînera, dans l'économie, la révision radicale des plans » dans l'intérêt des travailleurs. La libre discussion des questions écono- » miques diminuera les frais généraux imposés par les erreurs et les » zigzags de la bureaucratie. Les entreprises somptuaires... pour l'épate » feront place à des habitations ouvrières. Les normes bourgeoises de » répartition seront d'abord ramenées aux proportions que commande la

» stricte nécessité, pour reculer, au fur et à mesure de l'accroissement de » la richesse devant l'égalité socialiste. Les grades seront immédiatement » abolis, les décorations remisées aux accessoires. La jeunesse pourra res- » pirer librement, critiquer, se tromper et mûrir. La science et l'art secoue- » ront leurs chaînes. La politique étrangère renouera avec la tradition de » l'internationalisme révolutionnaire ». De deux choses l'une : ou bien le communisme n'est rien d'autre que la **négation de toute possibilité d'abolir** non seulement **les classes,** mais jusqu'aux moindres tares de la civilisation bourgeoise par les moyens de la **démocratie politique,** et alors un pareil programme jette le communisme par-dessus bord pour se jeter à corps perdu dans le social-démocratisme, ou bien ce programme n'est pas social-démocrate et alors il faudra qu'on nous explique ce qu'est le communisme!

A ce dilemme, la « diplomatie théorique » du trotskysme dégénéré a trouvé une issue qui ressemble fort à ces remèdes dont on dit qu'ils sont pires que le mal. C'est ainsi qu'Isaac Deutscher (trotskyste polonais devenu expert des questions de l'Est auprès de la bourgeoisie anglo-saxonne éclairée) écrit dans sa **Révolution inachevée** : « Dans une société post-capi- » taliste (comme celle de l'URSS. NDR) la liberté d'expression et d'asso- » ciation doit remplir une fonction radicalement différente de celle qu'elle » a en régime capitaliste ». Pourquoi cela ? Parce que, tenez-vous bien, « dans une société post-capitaliste, **il n'existe pas de mécanismes économi- » ques qui puissent maintenir les masses dans l'asservissement. Seule la » force politique peut y parvenir** ». On n'évite pas le social-démocratisme, mais on tombe en plus dans l'idiotie **anarchiste** incapable de concevoir qu'il n'y a jamais eu nulle part dans l'histoire de « force politique », c'est-à-dire de coercition organisée qui ne soit née de l'existence de « mécanismes économiques d'asservissement » quelconques au sein de la société ! Pauvre Trotsky, grand marxiste infortuné, tes disciples ne se sont même pas avisés du fait que tu avais passé le plus clair de ta vie d'oppositionnel à décrire les « mécanismes économiques d'asservissement » à l'œuvre dans la société russe d'après Octobre !

Dans sa terrible perplexité face à la société et l'économie russes, dans son souci expressément formulé d' « écarter les catégories sociales achevées comme **capitalisme** (y compris capitalisme d'Etat) et **socialisme » (La Révolution trahie),** Trotsky n'aurait pas renié le terme de « **post-capitalisme** » : deux générations de « militants » qui, en matière de foi révolutionnaire et même de marxisme, n'étaient que des pygmées auprès de lui, se sont suffisamment gaussés de ses « contradictions logiques » pour qu'on le sache. Mais la question n'est pas là. Il faut laisser à l'opportuniste (avec le « droit de critique ») la lâcheté qui consiste à rejeter sur les défaillances, **même réelles,** des « chefs » la responsabilité de sa propre absence de principe. Supposons, pour la clarté de la démonstration, que Trotsky ait poussé la « défaillance » jusqu'à dire : L'U.R.S.S. est socialiste à 50 %, mais bourgeoise et même sous-bourgeoise à 50 % aussi. La question soulevée par la justification imbécile que Deutscher (pris comme simple échantillon du trotskysme contemporain) donne de la réintroduction du démocratisme dans le communisme resterait exactement la même : cette « révolution » démocratique rêvée par Trotsky visait-elle donc la « moitié socialiste » ou

au contraire la « moitié capitaliste » de la société d'après Octobre ? Cette question peut paraître bizarre, mais il se trouve que dès 1929, Trotsky en personne y a répondu dans une polémique avec un certain camarade Urbahns qui voulait, dès cette époque, ramener la Russie dans la voie du socialisme... par une lutte démocratique contre Staline : « La liberté de » coalition signifie la "liberté" (nous savons laquelle !) de mener la lutte » de classe dans une société où l'économie est fondée sur l'anarchie capi- » taliste, tandis que la politique est logée dans les cadres de ce qu'on » appelle la démocratie. **Or le socialisme n'est pas concevable... sans une » systématisation de tous les rapports sociaux... (Le rôle des syndicats n'y » a donc) rien de commun avec celui des syndicats dans les Etats bour- » geois, où la liberté de coalition n'est pas seulement un reflet, mais un » élément actif de l'anarchie capitaliste...** Or Urbahns lance le mot d'or- » dre de liberté de coalition précisément dans le sens général du mot » démocratie... C'est absolument juste (1) à une petite condition : que l'on » reconnaisse que Thermidor s'est accompli (2). Mais, dans ce cas, Urbahns » ne va pas assez loin. Mettre en avant la liberté de coalition comme une » revendication isolée, c'est la caricature d'une politique. La liberté de » coalition est inconcevable sans toutes les autres "libertés". **Mais ces » libertés sont inconcevables en dehors d'un régime de démocratie, c'est- » à-dire en dehors du capitalisme.** Il faut apprendre à joindre les bouts » **(La Défense de l'U.R.S.S.).**

Passage capital. Dans la question qui nous occupe, « joindre les bouts » c'est comprendre que le programme de révolution néo-libérale conçu par le **communiste** Trotsky pour l'U.R.S.S. de 1936 n'a rien à voir avec ce qu'il a pu dire ou même penser de l'existence d'un post-capitalisme en Russie, mais **est au contraire parfaitement cohérent avec sa négation obstinée du socialisme russe,** s'il ne l'est nullement avec sa propre caractérisation du XXe siècle et avec la critique marxiste de la démocratie politique. L'affirmation scandalisera aussi bien les « disciples » que nombre d'adversaires, en particulier ceux qui n'ont su réagir à la déviation néo-social-démocrate de Trotsky que par une déviation néo-anarcho-syndicaliste. Ces malheureux croient en effet dur comme fer, les uns et les autres, à la réalité de la « société nouvelle » caractérisée par la domination de classe de la bureaucratie, cette fameuse bureaucratie à la fois prolétarienne, dans la mesure où elle défendait la propriété d'Etat, et bourgeoise dans la mesure où elle opprimait le prolétariat et risquait de conduire le pays à la défaite dans la guerre impérialiste, et donc à la restauration du régime de la Constituante bourgeoise avec toutes les menaces de retour à l'ancien régime que cela comportait. Et leur malheur consiste à ne s'être jamais aperçus que cette « bureaucratie » n'a jamais été qu'**une mauvaise tentative de personnification sociale du rôle historique du stalinisme,** en d'autres termes que la ten-

---

(1) Peu importe ici notre désaccord avec la « tactique » des mots d'ordre démocratiques ici prônée pour les pays capitalistes : *ce qui nous importe est de montrer que la démocratie n'a de sens qu'*en capitalisme.

(2) C'est-à-dire que la révolution d'Octobre est battue, qu'on est dans un capitalisme pur, quoique peu évolué.

tative insensée de faire sortir les contradictions que le stalinisme présentait aux yeux de tous de la matrice d'**un seul groupe social** (1), alors que de toute évidence, tout le complexe des conditions nationales et internationales d'où il était sorti n'était pas de trop pour l'expliquer. S'ils s'étaient aperçus de cela au lieu de prendre les perplexités de Trotsky pour le mystère objectif d'une société nouvelle, ils auraient aussi compris que le « post-capitalisme », **en tant que pseudo-dualité du rôle de la bureaucratie à l'égard du socialisme** n'a jamais été que la justification idéologique du **front unique politique** (aussi particulier qu'on voudra) dans lequel Trotsky a tenté contre vents et marées de maintenir ce qui restait du parti de classe en Russie rivé au parti « oustrialoviste ». Il faut « apprendre à joindre les bouts » et aussi à distinguer la cause de l'effet ! Si on se demande en effet **pourquoi ce front unique**, le « post-capitalisme » ne nous fournira pas la moindre réponse ! Le « post-capitalisme » n'existe, pour Trotsky, que dans la mesure où subsiste pour la société russe **une possibilité historique d'aller vers le socialisme**, possibilité définie, à l'intérieur, **par l'absence de restauration du régime de la Constituante** avec tout ce qu'il aurait impliqué pour les conquêtes de la Révolution démocratique effectuée en Octobre, et, à l'extérieur, par la révolution prolétarienne. Le « post-capitalisme » n'est pas un degré quelconque de « socialisme », mais simplement une sorte de no man's land dans lequel les tendances **vers** le socialisme continuent leur lutte contre les tendances vers le capitalisme incarnées par le stalinisme. Pour faire un front unique, il faut évidemment être deux. Mais le fait d'être deux n'explique en rien le front unique lui-même ! Haïssable en tant que fossoyeur de la tradition prolétarienne et marxiste du bolchevisme, en tant que point d'appui de toutes les déviations opportunistes de l'Internationale, en tant que force de frappe contre tous ses courants prolétariens, le stalinisme, ignoble déviation nationaliste du point de vue du prolétariat, n'est jamais, du point de vue de la Révolution démocratique de Russie, qu'une variante de l'oustrialovisme, c'est-à-dire d'un courant qui ne remet plus en cause les conquêtes de cette révolution, qui renonce à la restauration du régime de la Constituante, et donc, du même coup, empêche la Russie de revenir à sa position antérieure de capitalisme « asservi, semi-colonial, sans avenir », bref remplit la « mission historique progressive » qui consiste à développer les forces productives, à liquider les rapports pré-bourgeois dans lesquels la Russie serait restée figée sans la Révolution d'Octobre. Les considérations de classe au sens large — c'est-à-dire au sens des intérêts **du mouvement communiste international** — poussent Trotsky à combattre violemment le stalinisme en tant qu'opportunisme politique ; les considérations de classe au sens étroit — c'est-à-dire au sens des intérêts immédiats des ouvriers russes soumis, de la part de ce « corps d'aiguillonneurs » qui constituent le nouvel Etat, à la plus terrible pression que classe ouvrière ait jamais subie — le poussent de même à combattre tout aussi violemment le stalinisme en tant que « socialisme dans un seul pays », c'est-à-dire camouflage idéologique d'une authentique oppression sociale. Mais ni au sens large, ni même au sens étroit, aucune considération de classe ne convaincra Trotsky — du moins jusqu'en 1936 — de rompre radicalement avec le stalinisme **en tant qu'oustrialovisme russe**, c'est-à-dire en tant qu'agent historique d'une authentique révolution économique et sociale que ses scrupules socialistes pouvaient souhaiter contrôler et discipliner, mais non pas empêcher, puisqu'elle créait évidemment ces fameuses « bases matérielles » sans lesquelles le socialisme est inconcevable. **Telle fut l'erreur fatale**, la reconnaissance du rôle progressif du capitalisme par le marxisme s'étant partout et toujours accompagnée non seulement d'une totale intransigeance du parti de classe sur ses propres postulats sociaux, mais du maximum d'indépendance politique à l'égard du parti adverse, quand du moins le parti de classe n'était pas gangréné par l'opportunisme. Or il est dans la nature même d'une erreur politique de principe de ne pouvoir trouver de fondement théorique sûr. L'erreur politique de principe est au contraire condamnée aux justifications boîteuses de l'idéologie, et le diable sait si celles que Trotsky donna de la sienne le furent. Mais pour le voir, il fallait être au moins **aussi marxiste que lui** ; il fallait comprendre que le socialisme n'est pas possible sans développement antérieur de ses bases matérielles, ce que les disciples de Trotsky retombés dans le socialisme d'entreprise, et réduisant donc tout au remplacement de la gestion patronale par la gestion ouvrière, se sont montrés incapables de saisir, s'ils ont par contre eu le mérite de refuser de le suivre sur le terrain de la démocratie politique ; mais il fallait aussi comprendre ce que Trotsky a toujours justement affirmé, à savoir que **la démocratie est inconcevable en dehors du capitalisme**, (ce qui n'entraîne nullement la conséquence que le capitalisme ne puisse se concevoir sans démocratie) ! Incapables d'accéder à cette vérité marxiste élémentaire, les « disciples » n'ont pas vu que même si Trotsky n'avait jamais écrit une seule ligne pour démontrer l'inexistence du moindre socialisme en Russie, son programme de révolution néo-libérale de 1936 aurait **constitué à lui seul une démonstration implicite de cette inexistence.**

En réalité, **JAMAIS TROTSKY N'A CRU AU SOCIALISME RUSSE**, jamais même il n'a confondu **LES CARACTERISTIQUES DU SOCIALISME ET CELLES DU CAPITALISME**, contrairement à ses disciples dégénérés qui ne nous parlent de socialisme **démocratique** que dans la mesure où ils croient à un socialisme **mercantile**, et qui croient au socialisme mercantile parce qu'une fois de plus, ils n'ont rien compris à la polémique de Trotsky contre le stalinisme. Lorsqu'à l'époque des deux premiers plans quinquennaux il ridiculisait la prétention de ce dernier de « jeter la Nep par-dessus bord », c'est-à-dire d'abolir les rapports de marché par la

---

(1) *Application simpliste du déterminisme marxiste :* quelle est la classe représentée ? *Ce n'est pas la bourgeoisie nationale qui a été chassée en octobre ; ce n'est pas le prolétariat économiquement opprimé et politiquement dépossédé ; ce n'est même pas la paysannerie, puisque le stalinisme a joué les petits-paysans contre les koulaks d'abord et ensuite a fait payer à ces petits-paysans, autoritairement regroupés en kolkhoses, une large part de* l'industrialisation capitaliste *du pays. Tout ce qui reste, c'est la « bureaucratie »... Mais Trotsky était si bien conscient de la faiblesse d'une pareille solution qu'il a* en même temps *énergiquement nié que* la bureaucratie fût une classe ! *A notre humble avis, il fut beaucoup mieux inspiré en parlant de pouvoir bonapartiste.*

seule vertu de la volonté administrative, autrement dit de juguler l'anarchie bourgeoise par la seule vertu de l'autorité politique, Trotsky visait l'utopie volontariste du socialisme dans un seul pays, et il ne faisait que défendre fidèlement la politique de **capitalisme contrôlé** que Lénine avait à juste raison considérée comme la seule possible en attendant la révolution mondiale. Mais toujours aussi informés et surtout pénétrants, ses benêts de disciples se sont dit qu'il défendait « la véritable politique économique du socialisme » contre la « fausse politique » de Staline et en ont conclu — exactement comme les staliniens de l'époque suivante — que le socialisme ne va ni sans marché ni sans salariat ! (1). Laissant de côté cette ennuyeuse cascade de bévues, il faut laisser à Trotsky lui-même le soin de démontrer ce que nous affirmons :

« La propriété étatisée des moyens de production domine presqu'exclu-
» sivement dans l'industrie. Dans l'agriculture, elle n'est représentée que
» par les sovkhoses qui n'embrassent pas plus de 10% des surfaces ense-
» mencées. Dans les kolkhoses, la propriété coopérative... se combine en
» proportions variées avec celles de l'Etat et de l'individu. Le sol, juridique-
» ment à l'Etat mais donné « en jouissance perpétuelle » aux kolkhoses
» diffère peu de la propriété coopérative... La nouvelle constitution... dit
» "la propriété de l'Etat, en d'autres termes celle du peuple tout entier".
» Sophisme fondamental de la doctrine officielle. Il est incontestable que
» les marxistes — à commencer par Marx lui-même — ont employé en ce
» qui concerne l'Etat ouvrier les termes de "propriété étatique", "natio-
» nale" ou "socialiste". A une grande échelle historique, cette façon de
» parler ne présentait pas de grands inconvénients. **Mais elle devient la**
» **source de fautes grossières et de duperies dès qu'il s'agit des premières**
» **étapes non encore assurées de l'évolution de la société nouvelle, isolée et**
» **en retard au point de vue économique sur les pays capitalistes.** La pro-
» priété privée, pour devenir sociale, doit passer par l'étatisation, de mê-
» me que la chenille, pour devenir papillon, doit passer par la chrysalide.
» Mais la chrysalide n'est pas le papillon. Des myriades de chrysalides
» périssent avant de devenir papillon. La propriété de l'Etat ne devient
» celle du "peuple entier" que dans la mesure où disparaissent les privi-
» lèges et distinctions sociales et où, par conséquent, l'Etat perd sa raison
» d'être. Autrement dit, la propriété de l'Etat devient socialiste au fur et
» à mesure qu'elle cesse d'être propriété d'Etat. Mais au contraire, plus
» l'Etat soviétique s'élève au-dessus du peuple, plus durement il s'oppose
» comme le gardien de la propriété au peuple qui la dilapide, et plus
» clairement il témoigne contre le caractère socialiste de la propriété éta-
» tique »... « L'énorme supériorité des formes étatiques et collectives de
» l'économie, si importante qu'elle soit pour l'avenir, n'écarte pas un autre
» problème non moins sérieux : celui de la puissance des tendances bour-
» geoises au sein même du "secteur socialiste", **non seulement dans**

(1) *Ceci s'applique aussi bien aux « disciples » néo-sociaux-démocrates de Trotsky qu'à ses « disciples » néo-anarcho-syndicalistes comme feu le groupe* Socialisme ou Barbarie.

» **l'agriculture, mais encore dans l'industrie.** Le dynamisme de l'essor éco-
» nomique comporte donc un certain réveil des appétits petits-bourgeois,
» non seulement parmi les paysans et les "intellectuels", mais aussi par-
» mi les ouvriers privilégiés (1). **La simple opposition des cultivateurs in-**
» **dividuels aux kolkhoses et des artisans à l'industrie étatisée** ne donne pas
» la moindre idée de la puissance explosive de ces appétits qui pénètrent
» toute l'économie du pays et s'expriment, pour parler sommairement,
» **dans la tendance de tous et de chacun à donner le moins possible à la**
» **société et à en tirer le plus possible...** Tandis que l'Etat lutte sans cesse
» contre l'action moléculaire des forces centrifuges, **les milieux dirigeants**
» **eux-mêmes forment le lieu principal de l'accumulation privée licite et**
» **illicite.** Masquées par les nouvelles normes juridiques, les tendances pe-
» tites-bourgeoises ne se laissent pas facilement saisir par la statistique.
» **Mais la bureaucratie "socialiste", cette monstrueuse excroissance so-**
» **ciale toujours grandissante... témoigne de leur nette prédominance dans**
» **la vie économique** »... « L'ouvrier n'est pas dans notre pays un esclave
» salarié, un vendeur de travail-marchandise. C'est un libre travailleur
» affirme la **Pravda.** Inadmissible fanfaronnade. **Le passage des usines à**
» **l'Etat n'a changé que la situation juridique de l'ouvrier** ; en fait, il vit
» dans le besoin tout en travaillant un certain nombre d'heures pour un
» salaire donné. Les espérances que l'ouvrier fondait auparavant sur le
» parti et les syndicats, il les a reportées depuis la révolution sur l'Etat
» qu'il a créé. **Mais le travail utile de cet Etat s'est trouvé limité par l'in-**
» **suffisance de la technique et de la culture. Tout un corps d'aiguillonneurs**
» **s'est formé...** Travaillant aux pièces, vivant dans une gêne profonde, pri-
» vé de la liberté de se déplacer, subissant à l'usine même un terrible ré-
» gime policier, l'ouvrier pourrait difficilement se sentir un travailleur li-
» bre. Le fonctionnaire est pour lui un chef, l'Etat un maître... »

« **La lutte pour l'augmentation du rendement du travail, jointe au**
» **souci de la défense nationale, constitue le contenu essentiel de l'activité**
» **du gouvernement soviétique.** Aux diverses étapes, cette lutte a revêtu
» diverses formes.. : brigades de choc pendant le premier plan quinquennal
» et au début du second..., tentatives pour établir une sorte de travail aux
» pièces (qui se heurtèrent à une monnaie fantôme et à la diversité des
» prix), système de répartition étatique substituant à la souple différencia-
» tion des rémunérations des « primes » signifiant en réalité l'arbitraire
» bureaucratique... Seule la suppression des cartes de ravitaillement, le
» début de la stabilisation du rouble et de l'unification des prix permirent
» (le retour au) travail aux pièces ou à la tâche. Le secret de... ce système

(1) *Si cela était vrai en 1936, à plus forte raison trente ans plus tard ! C'est au déchaînement de ces « appétits petits-bourgeois » jusque dans le « secteur socialiste » (c'est-à-dire non kolkhosien) que correspond la « libéralisation politique » commencée sous Khrouchtchev avec son accompagnement obligé de glorification du capitalisme en matière économique. C'est le produit certain du dynamisme de l'essor économique d'après la seconde guerre mondiale, mais en aucune façon le « retour à Lénine » que les trotskystes se sont imaginé ! Mais ces trotskystes-là ont lu leur Trotsky à peu près comme les staliniens avaient « lu » Lénine !*

» de surexploitation, les administrateurs soviétiques ne l'ont pas inventé : » Marx le considérait comme correspondant le mieux **au mode capitaliste** » **de production.** »

Le retour au travail aux pièces succédant à la réhabilitation du rouble a représenté, dit Trotsky, non pas une renonciation à un socialisme qui était purement imaginaire, mais « l'abandon de grossières illusions ». « La » forme du salaire est simplement mieux adaptée aux ressources du pays : » "jamais le droit ne peut s'élever au-dessus du régime économique" (citation de Marx). »

« Mais les milieux dirigeants de l'URSS ne peuvent se passer de ca- » mouflage social. (Pour eux), « le rouble devient le seul et le véritable » moyen de réaliser le principe socialiste (!) de la rémunération du tra- » vail. Si tout était royal dans les vieilles monarchies, jusqu'aux vespa- » siennes, il n'en faut pas conclure que tout devient socialiste par la force » des choses dans l'Etat ouvrier !... Le rouble est le seul et véritable moyen » d'appliquer le principe **capitaliste** (souligné par Trotsky) de la rémuné- » ration du travail... Quand le rythme du travail est déterminé par la chas- » se au rouble, les gens ne travaillent pas **selon leurs capacités** (1), c'est-à- » dire selon l'état de leurs muscles et de leurs nerfs, ils se font violence. » Cette méthode ne peut être justifiée à la rigueur qu'en invoquant la dure » nécessité : **en faire le « principe fondamental du socialisme », c'est fouler** » **aux pieds les idéals d'une culture nouvelle et plus haute, afin de les en-** » **foncer dans la boue coutumière du capitalisme...** La phase inférieure » du communisme exige sans doute le maintien d'un contrôle rigoureux » des mesures du travail et de la consommation, mais elle suppose en tout » cas des formes plus humaines de contrôle que celles qu'inventa le génie » exploiteur du Capital... la propriété étatique des moyens de production » ne transforme pas le fumier en or et n'entoure pas d'une auréole de sain- » teté le **sweating system**, le système de la sueur...

« La contrainte étatique et la contrainte monétaire appartiennent à » l'héritage de la société divisée en classes... Dans la société communiste, » l'Etat et l'argent auront disparu. Leur dépérissement progressif doit donc » commencer en régime socialiste. **On ne pourra parler de victoire réelle** » **du socialisme qu'à partir du moment historique où l'Etat ne sera plus un** » **Etat qu'à demi et où l'argent commencera à perdre de sa puissance ma-** » **gique.** Cela signifiera que le socialisme, se libérant des fétiches capita- » listes, commence à établir des relations plus limpides, plus libres et plus » dignes entre les hommes... La nationalisation des moyens de produc- » tion et du crédit, la mainmise des coopératives et de l'Etat sur le com- » merce intérieur, le monopole du commerce extérieur, la collectivisation » de l'agriculture, la législation sur l'héritage supposent d'étroites limites » à l'accumulation personnelle de l'argent et gênent la transformation de

(1) Allusion à la formule communiste : « De chacun selon ses capacités à chacun selon ses besoins », *revue et corrigée par les staliniens en* « de chacun selon ses capacités, à chacun selon son travail » *qui, dans sa première partie, est un mensonge en société mercantile et, dans sa seconde, purement bourgeoise.*

» l'argent en capital privé (usuraire, commercial et industriel). **Cette fonc-** » **tion de l'argent n'est pourtant pas liquidée...,** mais seulement **transférée** » à l'Etat commerçant, banquier et industriel universel... Le rôle de l'ar- » gent dans l'économie soviétique, loin d'être fini, doit encore se déve- » lopper à fond... »

Seule la réalité **capitaliste** ci-dessus décrite a pu conduire Trotsky à la conviction qu'une nouvelle **révolution** était nécessaire ; seule cette réalité **capitaliste** a pu lui suggérer cette suggestive analogie : « L'histoire a connu, » outre les révolutions sociales qui ont substitué le régime bourgeois à la » féodalité, des révolutions politiques qui, sans toucher aux fondements » économiques de la société, renversaient les vieilles formations dirigean- » tes (1830 et 1848 en France, février 1917 en Russie). La subversion de la » caste bonapartiste (1) aura naturellement de profondes conséquences » sociales ; mais elle se maintiendra dans les cadres d'une transformation » politique ».

Qu'on admette comme le trotskyme dégénéré d'aujourd'hui que cette **révolution** politique intervient **sur la base du socialisme**, ou pour s'exprimer en termes moins statiques à un moment donné de la transformation **socialiste** de la société, l'incohérence devient patente, et les questions se posent en foule : la dictature du prolétariat n'est donc pas nécessaire à la transformation **socialiste ?** La transformation socialiste peut donc se poursuivre alors que le pouvoir est déjà tombé des mains du prolétariat, qui doit alors le reprendre révolutionnairement, mais n'a plus qu'à continuer dans la même voie sur le plan économico-social ? Qu'on admette la base **capitaliste**, et tout devient clair, sinon exact : le prolétariat a perdu le pouvoir ; donc la transformation capitaliste de la Russie petite-bourgeoise ne s'inscrit plus dans une marche au socialisme, mais dans une phase de réaction mondiale ; pour rouvrir le chemin **vers** le socialisme, le prolétariat doit reconquérir le pouvoir ; mais s'il y parvient, il ne peut pas, dans le cadre national, moins de vingt ans après Octobre, passer à la phase du socialisme inférieur ; il ne peut toujours pas abolir le marché, le salariat, les rapports bourgeois de production ; il ne peut que gravir quelques échelons supplémentaires dans la succession des modes historiques de production : **la révolution est politique, non sociale.** L'énorme incohérence est d'imaginer que, tout comme en 1917, le prolétariat pourrait être porté (ou mieux rétabli) au pouvoir par une révolution **populaire** : l'alliance originale du prolétariat socialiste et de la paysannerie démocratique avait en 1917 sa raison d'être : la nécessité de la révolution **démocratique**, c'est-à-dire la liquidation de la grande propriété foncière. En 1936, cette révolution n'est plus à faire : elle est achevée ; même en cas de restauration, il est douteux que le régime de la Constituante puisse faire beaucoup plus pour l'abolition des résultats sociaux de la révolution démocratique que ne le firent les Bourbons de retour en France après la chute de l'Empire. Dans ces conditions nouvelles, l'alliance du prolétariat avec toutes les classes populaires ne peut plus avoir son sens **révolutionnaire** de 1917 : même conçue dans le cadre d'un mouvement insurrectionnel, elle ne peut avoir qu'un sens démocra-

(1) Il s'agit du parti stalinien et de l'appareil d'Etat.

tique et social-démocrate vulgaire ; l'union de tout le peuple pour la liberté, ignoble enseigne de l'antifascisme, qui n'a jamais réussi de révolution, même « purement politique ». Ainsi, inspirée par une nostalgie d'Octobre, par une généreuse indignation contre l'oppression sociale qui va grandissant dans le cadre du « socialisme dans un seul pays », la position de Trotsky en 1936 n'en est pas moins la liquidation de son marxisme et de ses principes communistes (1).

Il est certain que les « contradictions logiques » du chef de l'Opposition ont grandement contribué à empêcher ses disciples de déchiffrer le sens du tournant de 1936. Mais armé de sa doctrine et de sa méthode critique, le Parti de classe, lui, se passe de la cohérence des individus ; attaché à des principes qui sont des conquêtes de l'expérience vivante, de la lutte du prolétariat, il ne risque pas, comme l'opportunisme, de confondre les défaillances humainement inévitables des révolutionnaires vaincus avec les « leçons de l'histoire » !

---

(1) Le passage de la politique de « front unique » avec le stalinisme à la politique de révolution anti-bureaucratique n'empêcha pas Trotsky de rester fidèle à la politique de défense nationale *de l'U.R.S.S. en cas de guerre, politique qu'il prétendait imposer non seulement aux Soviétiques, mais au prolétariat international ! En l'occurrence, c'était le reniement du principe des principes : l'internationalisme révolutionnaire du prolétariat !*

L'économie soviétique d'Octobre à nos jours

INTRODUCTION

Nos thèses de parti sur l'économie soviétique ont une importance qui dépasse largement leur objet ; elles sont en effet partie intégrante de la **défense du programme communiste**, dont les uns pensent que l' « exemple russe » a prouvé l'utopisme et que les autres ont totalement falsifié de trois façons : tout d'abord en faisant passer pour des tâches **socialistes** les tâches du parti prolétarien dans la Russie de 1917, telles que les bolcheviks les ont formulées ; ensuite en prétendant que les « réalisations » de l'ère stalinienne étaient en parfaite continuité avec les buts du programme initial ; enfin en faisant passer ces « réalisations » pour la « construction du socialisme » lui-même ; ainsi, de nouveau mode de production mondial destiné à succéder au capitalisme après **une révolution et l'instauration d'une dictature de classe** gagnant successivement tous les pays et les continents qu'il est dans la conception de Marx et de Lénine, le socialisme serait devenu l'affaire d'Etats nationaux animés par un parti unique, mais parlant un langage démocratique et populiste et vivant en coexistence pacifique avec le garde blanc de l'ordre bourgeois, le super-impérialisme des USA !

Conscientes ou inconscientes, intéressées ou aveugles, ces déformations n'ont toutes qu'un seul effet : non pas détruire la foi du prolétariat dans le socialisme puisqu'elle a été gravement ébranlée par la contre-révolution stalinienne, mais paralyser la reprise de classe, c'est-à-dire la réorganisation sur un programme communiste authentique, des forces prolétariennes que la crise bourgeoise déjà ouverte pousse à la révolte et à la lutte, après tant d'années d'apathie — bref faire obstacle à la reconstitution de l'Internationale prolétarienne sur les ruines de l'ancien mouvement communiste, échoué dans la honte et dans le reniement. Si cela est vrai pour le prolétariat occidental, que dire alors du prolétariat allemand et d'Europe centrale qui, ayant eu directement sous les yeux ou senti dans

leur chair, le « socialisme » stalinien, ne peuvent aujourd'hui que difficilement échapper à toutes les suggestions bourgeoises et démocratiques des « déstalinisateurs », et le peuvent d'autant moins que si leurs thèses sont plus loin encore des thèses socialistes que celles du vieux « despote », elles sont aussi le produit du progrès économique purement bourgeois qui s'est accompli sous sa trique. C'est ce progrès bourgeois auquel les masses opprimées ne peuvent pas être insensibles et lui seul qui permet aux héritiers de Staline de se parer du prestige d'une sagesse supérieure alors qu'ils s'enfoncent plus profondément que jamais dans le marais de l'idéologie bourgeoise.

En opposition radicale à toutes ces déformations, les thèses du parti de classe sur la question russe sont brièvement les suivantes :

1) Le programme économique initial du bolchevisme et certaines des formulations politiques qui y correspondent (démocratie soviétique) ne sont ni le programme ni les formulations de la transformation d'une économie capitaliste développée en économie socialiste puisqu'en Russie seuls des noyaux d'une telle économie capitaliste existaient, noyés dans la mer de la petite production marchande de l'agriculture. Ils ne peuvent donc en aucun cas être transportés tels quels, c'est-à-dire détachés du contexte russe et mondial de 1917-26, dans le programme immédiat de la future révolution socialiste d'Europe et d'Amérique. On ne pourrait pas être aussi affirmatif pour l'Asie ou l'Afrique si la dynamique de la lutte sociale y poussait à l'avant-plan un parti prolétarien de type bolchevique ; mais c'est précisément une hypothèse que l'absence de traditions révolutionnaires prolétariennes tant soit peu comparables à celles dont est sorti le bolchevisme dans le cadre de l'Europe d'avant 1914 et de la Seconde Internationale rend hautement improbable, sinon absurde, surtout si on y ajoute la cristallisation d'un courant anti-impérialiste purement bourgeois, et de la part de l'impérialisme lui-même le passage (sauf pour la Chine et le Viêt-nam) de la politique du blocus économique à celle de l'exportation de capital.

2) Ce programme économique initial du bolchevisme n'est pas non plus le programme du passage de la Russie pré-bourgeoise au plein capitalisme. Si Lénine et les bolcheviks n'ont jamais cru possible de « sauter » totalement la phase capitaliste, s'ils ont même radicalement exclu la possibilité de l'abréger sans l'aide de la Révolution mondiale, ils n'ont jamais non plus accepté de devenir les gérants purs et simples d'un capitalisme national, même aussi « progressif » qu'on voudra dans le cadre strictement russe : ils ont au contraire prévu la chute de la dictature du prolétariat si cette Révolution venait à manquer.En réalité, leur programme est un ensemble de mesures destinées à deux fins contradictoires : d'une part ranimer la vie économique dans les cadres imposés par le passé ; ensuite, en attendant la Révolution, implanter le progrès capitaliste (augmentation de la productivité du travail et de la production par la mécanisation de l'agriculture et la nationalisation de l'industrie) dans un pays encore barbare ; d'autre part, combattre les effets politiques et sociaux d'une telle ranimation et d'un tel progrès, à savoir la corruption opportuniste du

parti, la différenciation sociale, l'oppression de la classe ouvrière. C'est seulement quand cessera cette lutte pour **contrôler** dans l'intérêt de classe du prolétariat le capitalisme renaissant qu'apparaîtront **en même temps,** la théorie du **socialisme dans un seul pays** et... le capitalisme incontrôlé.

3) Déjà sous la NEP et du vivant de Lénine, le développement économique réel ne répond plus au programme léninien de « capitalisme contrôlé », parce qu'il s'accompagne de phénomènes que l'aile marxiste du parti tente vainement de combattre, et qui, sous les apparences de la **bureaucratisation** (pour reprendre à Lénine et Trotsky le terme dont ils les désignent) traduisent au contraire la victoire de l'anarchie mercantile et bourgeoise sur la volonté révolutionnaire. La première manifestation du nouvel opportunisme en Russie a consisté à nier ces phénomènes, à idéaliser la NEP, à repousser comme une menace dirigée contre l'alliance **démocratique** des ouvriers et des paysans toute tentative de les combattre. La seconde — beaucoup plus grave — a consisté à prétendre que, **même sans les bases techniques du capitalisme avancé,** il était possible de juguler l'anarchie résultant de la prédominance de la petite-production marchande par la seule vertu de l'autorité souveraine de l'Etat et de procéder à ce que Trotsky, avec **une ironie cruelle** mais combien justifiée, appellera la « liquidation administrative de la NEP ». Ici, la déviation **nationaliste** s'accompagne d'une déviation **volontariste**. Dans le domaine intérieur, l'opposition du « socialisme dans un seul pays » au programme initial du bolchevisme est double : il sacre « socialistes » toutes les catégories (valeur, prix, salaires, capital) et les rapports (échange, despotisme de fabrique, oppression d'Etat, gonflement de l'appareil administratif) que Lénine et les véritables bolcheviks n'avaient jamais définis autrement que comme **capitalistes** ; il abandonne toute préoccupation de défense de classe du prolétariat contre les effets du « capitalisme nécessaire », allant jusqu'à rétablir, **au nom du socialisme,** les formes d'exploitation du travail propres à la féroce période initiale de l'ère bourgeoise. Dans le domaine international, cela s'accompagne de « capitulation devant le capitalisme mondial, de conciliation avec l'opportunisme social-démocrate et d'écrasement du courant prolétarien dans l'Internationale ».

En conclusion, si du « capitalisme contrôlé » de Lénine est sorti le capitalisme incontrôlé de Staline sous déguisement socialiste, cela résulte d'une part de lois économiques plus fortes que la volonté du meilleur parti révolutionnaire et de l'autre de la défaillance du prolétariat européen et mondial qui n'a pas répondu à l'appel authentiquement communiste de la Révolution double de Russie. C'est donc un **processus irréversible.** Il est impossible de reprendre du début pour le **corriger** dans un sens qui nous soit plus favorable le cours historique issu d'Octobre : c'est ce qui condamne le programme de « révolution anti-bureaucratique » purement politique né de la nostalgie de Trotsky pour les premières années glorieuses de la Révolution bolchevique. On ne parcourt pas deux fois les chemins de l'histoire. D'ailleurs, le douloureux chemin parcouru n'aura pas été qu'un inutile tourment : aujourd'hui, après cinquante et un ans de développement capitaliste russe et mondial, on peut tranquillement affirmer qu'enfin débarrassée de toutes les « tâches transitoires », la future Internationa-

le pourra aborder directement la grande tâche, la seule qui ait jamais importé au prolétariat et à son parti : la transformation socialiste de l'infâme monde bourgeois.

PROGRAMME ECONOMIQUE INITIAL DES BOLCHEVIKS ET SOCIALISME :

Contenu dans l'article programmatique, **la catastrophe imminente et les moyens de la conjurer** (septembre 1917), ce programme est à la fois inférieur au programme social d'une république bourgeoise avancée et d'une extrême audace pour la Russie de l'époque. Il préconise simplement une intervention de l'Etat dans la vie économique pour éviter la crise à laquelle conduit immanquablement l'inertie du pouvoir issu de la révolution de février, crise qui bien entendu pèsera cruellement sur le prolétariat et les paysans pauvres. Cette « intervention » se limite à une fusion des banques en une banque unique sous le contrôle de l'Etat auquel elle permettra de connaître le mouvement des capitaux « sans enlever un seul kopek à aucun déposant » ; une nationalisation des syndicats capitalistes contrôlant la production et la consommation dans certaines branches, mesure qui facilitera à l'Etat la réglementation des industriels sans les exproprier ni de leurs capitaux, ni de leurs profits ; une abolition du secret commercial, sans laquelle le contrôle de l'Etat sur la fuite des profits et surprofits est impossible ; la cartellisation forcée, c'est-à-dire l'obligation faite aux patrons privés de se syndiquer ; la règlementation de la consommation, en d'autres termes, la lutte contre le « marché noir » en faveur des riches ; enfin, contre la banqueroute financière, un impôt fortement progressif sur les capitaux.

De toutes ces mesures, Lénine dit trois choses essentielles : elles n'ont aucun caractère **socialiste** puisque des Etats belligérants en ont pris d'analogues dans des pays moins arriérés que la Russie ; elles ne seront jamais prises par les socialistes révolutionnaires et les mencheviks en dépit de leur modestie intrinsèque et il faudra rien moins que la Révolution prolétarienne appuyée sur les paysans pour les appliquer ; si dans les pays avancés le passage (qui s'est effectué depuis le début de la guerre) du capitalisme privé au capitalisme monopoliste et de ce dernier au capitalisme monopoliste d'Etat a ouvert à la Révolution prolétarienne l'anti-chambre économique du socialisme, en Russie, où des formes beaucoup plus arriérées prédominent, on ne peut faire encore que des pas dans cette direction ; mais « le socialisme se profile directement et pratiquement derrière toute mesure importante constituant un pas en avant sur la base du capitalisme moderne lui-même ». Pour comprendre cette position, deux choses sont nécessaires : comprendre que chez Lénine, cette appréciation est liée à la perspective d'une victoire de la révolution prolétarienne au moins européenne ; savoir ce qu'est le socialisme dans la doctrine marxiste réelle et non point les versions falsifiées actuellement en cours. C'est ce que nous définirons brièvement pour éviter toute équivoque, avant d'aborder la phase ultérieure.

Le socialisme peut être caractérisé comme un mode nouveau et original de répartition des produits entre les membres de la société découlant d'une distribution également nouvelle et originale des conditions de la production. Cette distribution se caractérise par la disparition de l'échange d'équivalents (ou loi de la valeur) et son remplacement par une assignation d'abord contingentée, puis illimitée, du produit social aux membres de la société, en fonction exclusive de la productivité sociale du travail. Le rôle de la dictature prolétarienne, à tous les stades du développement, est précisément de briser les entraves qui s'opposent à la distribution nouvelle des conditions de production sans laquelle le nouveau mode de distribution ne peut apparaître, et de l'introduire, secteur par secteur, dès que les conditions en existent. Mais le programme de cette dictature change nécessairement, selon que l'**entrave** est constituée, comme en Russie, par l'existence d'un énorme secteur de petite-production marchande, ou au contraire, comme c'était le cas en Occident, par la domination d'une puissante classe capitaliste imposant à toute la société des buts économiques et sociaux en contradiction avec le développement de ses forces productives et les intérêts de classe du prolétariat.

Dans la petite production marchande, la répartition du produit selon le principe de l'échange d'équivalents résulte du caractère privé du travail : ne produisant pas toutes les valeurs d'usage nécessaires à l'existence, les producteurs **indépendants** ne peuvent se les procurer qu'auprès d'autres producteurs indépendants ; mais, sans une mesure du temps de travail contenu dans leur produit et une comparaison avec celui qui est contenu dans le produit d'autrui, ils risqueraient à chacun de ces actes de se voir spoliés d'une part plus ou moins grande de leur effort, si d'aventure le produit qu'ils cèdent avait nécessité plus de travail que celui qu'ils reçoivent. De telles conditions de production imposent de façon rigoureuse le caractère de marchandises aux produits et donc leur échange ; il est donc **impossible** de greffer sur elles un mode de répartition différent et supérieur. Dans la production capitaliste, où le travail est déjà associé et la production sociale, l'obstacle réside moins dans la propriété privée des moyens de production et dans l'indépendance des entreprises héritées de la production marchande simple que dans les buts de classe qu'elle poursuit. Ici, l'échange des produits résulte essentiellement de **la réduction de la force de travail elle-même à l'état de marchandise et de son échange contre le salaire** (alors qu'à l'origine du capitalisme, c'est l'échange de la force de travail qui a, au contraire, nécessairement résulté de l'échange des produits). C'est en effet cet acte qui permet de définir les buts capitalistes comme la poursuite de la valeur croissante, ou plus-value, l'usage de la force de travail procurant plus de valeur au capitaliste que le travailleur n'en reçoit en paiement de cette marchandise, la seule qu'il ait à porter sur le marché.

Dans ce second cas, la destruction de l'Etat bourgeois, l'abolition juridique de la propriété des entreprises et des trusts et leur prise de possession par l'Etat du prolétariat sont les conditions **suffisantes** d'une réorganisation qui tend à coordonner en un tout harmonieux des unités économiques jusque-là disparates et concurrentes. La raison en est que la pro-

duction a **déjà** un caractère social, que l'économie a **déjà** subi une concentration et surtout que la productivité du travail déjà atteinte rend tout à fait inutiles et périmées l'odieuse limitation de la part du produit social revenant aux producteurs qu'impose l'habitude bourgeoise de considérer la force de travail comme une marchandise qui ne peut se vendre qu'à « son juste prix » (et plus souvent au-dessous qu'au-dessus) — la longueur excessive de la journée de travail — le régime de pénitencier des usines, bref toutes les tares résultant des exigences de la production de valeur et de plus-value et caractérisant le salariat comme un nouvel esclavage. Dans le premier cas, au contraire, ni la dictature politique, ni les mesures juridiques ne peuvent pallier les inconvénients résultant de l'éparpillement des moyens de production, de la technique rudimentaire, de la faible productivité du travail et donc de la maigreur du surplus économique susceptible de revenir à la société une fois les exigences du producteur direct satisfaites. Ici, l' « entrave » devient une montagne. Toute une phase de mécanisation, de rationalisation, de progrès technique et de concentration devient nécessaire, **toute une phase de progrès bourgeois** qui recule d'autant, même pour les noyaux d'économie moderne existant dans le pays, le moment où cessera la course capitaliste au **rendement et à l'accroissement quantitatif** de la production et la subordination des intérêts immédiats de la classe ouvrière à ce but. Alors, le principe de l'échange des produits et de la force de travail elle-même a encore devant lui un long avenir et la prétention de l'abolir rapidement n'est qu'une utopie volontariste. Et pourtant, sans cette abolition, aucune émancipation du prolétariat n'est possible.

LES MESURES ECONOMIQUES APRES L'INSURRECTION

Les mesures prises par le gouvernement soviétique (1) constituent autant d'étapes dans la réalisation du programme formulé avant l'insurrection: non l'expropriation des capitalistes, mais l'organisation d'un capitalisme d'Etat en régime soviétique et à l'aide du contrôle ouvrier. Ce contrôle, auquel Lénine accorde le maximum d'importance, vise à empêcher tout sabotage patronal dans les industries d'importance nationale. Propriétaires et délégués ouvriers sont responsables devant l'Etat soviétique de l'ordre et de la discipline dans la production. Mais les commissions de contrôle n'ont pas de responsabilités dans la gestion des entreprises, ni le droit de donner des ordres, ni celui de s'occuper de questions financières. Le souci majeur est d'assurer le meilleur fonctionnement possible d'une économie fortement ébranlée en laissant les entreprises dans les mains de ceux qui avaient la pratique de la gestion et des affaires et en les soumettant à la surveillance des ouvriers sans pour cela renoncer à la centralisation et à l'unité, bêtes noires du « socialisme d'entreprise ». C'est ce qui donne son sens véritable à la perspective plus lointaine d'un « réglage de la production par les travailleurs » ; en aucun cas, il n'aurait pu obéir à des principes **autonomistes** ! Les anarcho-syndicalistes n'ont donc pas plus le droit de s'annexer le « Lénine des débuts » que les partisans du « socialisme dans un seul pays ».

(1) Décrets sur le contrôle ouvrier, sur la nationalisation des banques, sur l'organisation de coopératives de consommation, sur la suspension du paiement des dividendes aux actionnaires des sociétés anonymes, sur l'annulation des emprunts d'Etat et sur le monopole d'Etat du commerce extérieur.

Dans le domaine agraire, les mesures prises sont l'abolition de la propriété privée du sol et la nationalisation de toute la terre : ce ne sont pas des mesures socialistes ni même capitalistes d'Etat dans la mesure où leur portée est purement **juridique** et non pas économique ; en effet, les terres confisquées sans indemnité sont remises aux communes locales, auxquelles est laissé le soin de les partager selon le principe de la « jouissance égalitaire ». Utopie petite-bourgeoise des socialistes-révolutionnaires, la jouissance égalitaire ne pouvait que figer l'agriculture russe dans son arriération séculaire et, laissant au petit paysan le produit intégral de son travail (dont le noble, l'ordre religieux et l'Etat prélevaient hier encore la majeure partie), exposer les centres prolétariens à la famine. Les bolcheviks ne pouvaient pas ne pas souhaiter la formation d'unités plus vastes que les parcelles familiales et l'introduction du travail associé et de la mécanisation ; mais ils ne pouvaient pas non plus ne pas faire un compromis avec les revendications socialistes-révolutionnaires qui étaient celles des énormes masses paysannes et qui seules pouvaient les entraîner derrière le prolétariat. Un tel compromis n'avait pourtant rien d' « opportuniste » dans la mesure où, en le faisant, le bolchevisme **ne renonçait à aucune mesure plus avancée immédiatement réalisable,** et où il renonçait encore moins à se servir de la nationalisation purement juridique pour favoriser l'introduction progressive de la grande agriculture moderne.

Le « capitalisme d'Etat sous le régime des Soviets ouvriers et paysans » établi par ces premières mesures ne devait pas tarder à s'effondrer sous la pression de ses contradictions internes, de l'aggravation de la situation économique et enfin de la guerre civile, qui y mit fin. D'une part, les propriétaires des entreprises résistèrent au contrôle ouvrier, sabotèrent ou s'enfuirent. De l'autre, les ouvriers, forts du pouvoir politique qu'ils détenaient, exproprièrent plus qu'ils ne pouvaient gérer, en dépit des conseils de modération des bolcheviks. C'est ainsi que le pouvoir communiste est obligé de passer, avant même l'éclatement de la guerre civile, à une transformation de toutes les sociétés par actions en propriété de l'Etat. Ce n'est pas encore une étatisation générale de toute l'économie, mais c'est néanmoins plus qu'il n'avait été prévu et c'est justifié uniquement comme « mesure extraordinaire ». L'équilibre rompu par le déchaînement de la lutte de classe ne va d'ailleurs pas tarder à être ébranlé plus profondément encore par la guerre civile et l'intervention étrangère qui mettent fin au régime de transition et ouvrent la phase du « communisme de guerre ».

LE COMMUNISME DE GUERRE

Il a été défini lapidairement comme « une réglementation de la consommation dans une forteresse assiégée ». Il s'agit en effet d'utiliser au mieux les maigres ressources existantes, de sauver les centres prolétariens

de la famine, et de soutenir l'industrie de guerre pour assurer la victoire au prolétariat dans la guerre civile. Ces buts ne furent atteints et ne pouvaient l'être que par un renforcement de la dictature du prolétariat dans le cadre de l'alliance démocratique avec la paysannerie. Tant que la guerre civile durera, cette alliance résistera néanmoins, la paysannerie supportant la « Commune » par haine et peur de la restauration.

Le commerce est interdit ; l'Etat s'approprie directement la production et répartit directement les produits. Les denrées qui font cruellement défaut sont réquisitionnées dans les campagnes par des détachements armés d'ouvriers qui ne donnent en échange aux paysans que des « vignettes colorées appelées argent à cause d'une vieille habitude ». On a affaire à une sorte de "socialisme de la distribution" à l'efficacité révolutionnaire certaine, mais n'ayant aucun rapport avec la première phase du socialisme, la base technico-économique manquant complètement. Il est vrai que dans le domaine de la production, le communisme de guerre s'est caractérisé par l'expropriation complète de la grande industrie et d'une grande partie des petites et moyennes entreprises industrielles, par la substitution de la gestion ouvrière au contrôle ouvrier et par la tentative héroïque de réorganiser des branches entières de la production industrielle par une coordination directe, et non pas mercantile, mais rien de tout cela ne pouvait pallier l'extrême pénurie des réserves, le délabrement de l'appareil productif et l'absence d'expérience en matière de gestion. Trotsky témoigne que « le gouvernement des Soviets espèra et tenta de tirer des réglementations une économie dirigée dans le domaine de la consommation comme dans celui de la production » et il rappelle que le programme de 1919 disait : « Dans le domaine de la répartition, le pouvoir des Soviets » persévère inflexiblement dans la substitution au commerce d'une répar- » tition des produits organisée à l'échelle nationale sur un plan d'ensem- » ble ». Comment expliquer une telle contradition avec le programme antérieur, et surtout une erreur théorique qui ressort clairement de tout ce que nous avons dit dans notre premier chapitre ? Trotsky répond : « Cette erreur théorique resterait tout à fait inexplicable si l'on perdait de vue que tous les calculs se fondaient, à l'époque, sur l'attente d'une victoire prochaine de la Révolution internationale ». Combien plus respectable une telle erreur des internationalistes bolcheviques que celle des renégats qui non seulement cessèrent plus tard d'espérer la révolution internationale, mais qui la torpillèrent et qui eurent l'impudence d'affirmer que le socialisme est compatible avec l'échange, le commerce, le marché !

LA « NOUVELLE POLITIQUE ECONOMIQUE » (PRINTEMPS 1921-1928)

Si dans la courte période antérieure à la guerre civile, Lénine et les bolcheviks considéraient que dans la Russie arriérée toutes les tâches économiques du parti prolétarien se limitaient à « conjurer la catastrophe imminente » menaçant les classes pauvres de la société, en 1921, après plus de trois ans d'une lutte acharnée, toute la « nouveauté » consiste à

constater que la catastrophe s'est déjà produite et qu'il faut à tout prix en sortir. Ce qu'on appelle la « nouvelle politique économique » n'est donc qu'un retour des bolcheviks au modeste — mais combien difficile — programme initial dans les conditions nouvelles créées par l'exaspération de la lutte des classes jusqu'à la guerre civile. Ces conditions sont la ruine totale des forces productives aussi bien industrielles qu'agricoles, la diminution et la dispersion du petit noyau de prolétariat urbain sur lequel avait pesé tout le poids de la révolution et la détérioration des rapports entre le pouvoir bolchevique (la « Commune » prolétarienne) et l'énorme paysannerie. Dans de telles conditions, prétendre qu'une fois gagnée la guerre civile, la tâche économique était d' « extirper le capitalisme » de Russie n'était plus simplement une erreur ultra-gauchiste, mais un pur **non-sens.** On ne peut « extirper » ce qui n'existe pas. Un « capitalisme » dont la production est tombée de 69 % (1) — chute la plus spectaculaire de l'histoire — n'est plus du « capitalisme ». Un « capitalisme » qui ne fournit plus qu'un kilo de fonte — produit-clef de l'industrie — par personne (3 % du chiffre d'avant-guerre, moins qu'il n'en faut simplement pour la production annuelle des clous, des aiguilles et des plumes) n'est plus du « capitalisme ». A ce niveau, la chute quantitative équivaut à une régression qualitative à un niveau pré-bourgeois de l'économie. A ce niveau, la question capitale de savoir QUI dispose des moyens de production, QUI les met en œuvre ne se pose même plus : quand les entreprises n'ont plus ni machines utilisables, ni approvisionnement en combustibles et en matières premières, ni ouvriers, ni cadres, QUI en dispose — fût-ce le pouvoir le plus révolutionnaire — ne dispose d'aucune réalité matérielle, son « droit » n'a rien sur quoi s'exercer. La seule question qui se pose alors est de **mobiliser** le peu de forces de production qui subsistent, de les **coordonner et de** les **associer** par n'importe quels moyens (la contrainte administrative aussi bien que l'appel à l'enthousiasme révolutionnaire, l'intéressement matériel aussi bien que le travail communiste gratuit) afin de ranimer la production, base de toute vie en société. Mais alors, peu importe momentanément l'**agent** de cette ranimation, pourvu qu'elle ait lieu : le capitalisme étranger, s'il accepte les offres de concession, les capitalistes russes s'il en reste, les communistes s'ils en sont capables et si la défection des premiers les y contraint. Peu importent les formes que prendra la vie nouvelle, pourvu qu'on échappe à la mort ; quand on se bat pour sortir d'une ruine totale, il n'est pas question de réaliser du même coup un modèle supérieur d'économie et de société : aussi éloigné qu'il soit du socialisme, même sous le régime politique de la dictature du prolétariat, le capitalisme d'Etat serait déjà un formidable succès, un succès enviable pour des communistes parvenus au pouvoir dans un pays de petite-bourgeoisie paysanne, combattus par la bourgeoisie mondiale et privés de l'aide du prolétariat international pour un délai indéterminé. Tel est le sens général des violentes

---

(1) L'indice de la production industrielle étant posé égal à 100 pour l'année 1913, il n'est plus que de 31 en 1921 : la production est donc inférieure pour cette dernière année au tiers de ce qu'elle était avant la guerre.

attaques de Lénine au Congrès de la NEP (1) contre ceux qui, au nom de la « pureté du communisme », ne voulaient pas renoncer aux méthodes du communisme de guerre.

Sur le plan économique général, il est certain que toute la question se ramenait à développer les forces productives, fût-ce dans des formes capitalistes, sous le contrôle du prolétariat, et Lénine soulignait à juste titre que la NEP, loin d'avoir rien de nouveau, rentrait parfaitement dans le cadre de la théorie du « capitalisme d'Etat » qu'il avait toujours soutenue. Mais Lénine savait bien aussi que la question économique se posant dans le cadre d'une société toujours divisée en classes, elle ne pouvait être résolue que par une lutte de classe. Or cette même NEP assignait des limites si étroites à cette lutte en posant comme objectif principal **la restauration de l'alliance des deux classes fondamentales de la société soviétique** — le prolétariat et la paysannerie — que Lénine la qualifiait également (et à juste raison) comme un **recul** du prolétariat et de son parti. Il nous faut maintenant montrer qu'il n'y avait aucune inconséquence dans le fait de faire ces deux affirmations en apparence contradictoires, ou plutôt que la contradiction n'était pas dans la tête de Lénine, mais dans la terrible situation où le retard de la révolution mondiale avait placé le prolétariat russe et le parti communiste de Russie.

Posant les questions qui résultent de la fin de la guerre civile et de l'isolement persistant de la révolution non plus en termes économiques généraux, mais en termes de classe que dit en effet Lénine ? « Le communisme de guerre... n'était pas une politique correspondant aux tâches économiques du prolétariat. Elle ne pouvait pas l'être. C'était une mesure provisoire. La politique juste du prolétariat, **celle qui réalise sa dictature dans un pays de petite-paysannerie,** repose sur l'échange des céréales contre les produits industriels dont le paysan a besoin. Ce n'est qu'une telle politique alimentaire qui correspond aux tâches du prolétariat, ce n'est qu'elle qui est susceptible de fortifier les bases du socialisme (2) et d'amener sa victoire totale ». La définition est capitale et mérite qu'on s'y arrête.

Pendant le communisme de guerre, il n'y avait pas « échange » entre industrie et agriculture, mais prélèvement par la force sur les paysans du minimum de denrées alimentaires nécessaires pour permettre aux villes de ne pas mourir de faim et à l'Armée rouge de se battre. Les paysans avaient toléré bon gré mal gré ces prélèvements par crainte de la restauration, mais ils avaient aussi réagi économiquement et le résultat avait été

(1) Il s'agit du Xme Congrès, qui se tint en mars 1921, huit jours avant l'éclatement de la révolte de Cronstadt et sous la menace d'une contre-révolution paysanne.

(2) Le sens est clair : la base sociale du parti luttant pour le socialisme. La « victoire totale » dont il est question ensuite est tout aussi clairement une victoire politique de ce parti, et non pas... le triomphe de la forme économico-sociale du socialisme... dans la seule Russie, car cela contredirait toutes les affirmations de Lénine sur la nécessité d'une longue lutte pour le capitalisme d'Etat.

une chute de la production céréalière d'une moyenne de 770 millions de quintaux à une moyenne de 494 millions ! En maintenant la contrainte, même après la victoire militaire sur les Blancs, on ne pouvait qu'aggraver la baisse de la production agricole et on risquait, en outre, des **insurrections paysannes** qui pouvaient faire tomber le pouvoir bolchevique. Tel est le sens précis et limité de la définition de Lénine : « La politique... qui réalise la dictature du prolétariat dans un pays de petite-paysannerie repose sur l'**échange** des **céréales** contre les **produits industriels** dont le paysan a besoin ». Est-ce à dire que cet **échange** assure automatiquement la suprématie politique et l'avantage économique au prolétariat ? Est-ce à dire qu'à condition de rendre aux paysans la possibilité de faire le commerce de leurs produits et de leur offrir sur le marché les articles manufacturés nécessaires à des prix convenables, le prolétariat était assuré non seulement de ne pas être chassé du pouvoir, mais de faire triompher **sa propre politique intérieure et internationale de classe** ? Tel est le problème. Il est certain que la paysannerie russe était hostile à l'Internationale communiste et aux liens du pouvoir soviétique avec cette organisation « étrangère » : la seule exception pouvait être constituée par les paysans les plus pauvres (la répartition des terres n'ayant nullement aboli la différence sociale dans les campagnes), mais en 1921 et même beaucoup plus tard, le Parti reconnaîtra manquer de partisans directs dans les campagnes et même simplement d'un journal communiste lisible pour les paysans. Toutefois, le paysan n'étant pas idéaliste et se montrant toujours peu enclin à raisonner en termes de principes, cette circonstance ne devait pas faire obstacle au maintien de la dictature prolétarienne, à condition de ne pas se manifester sur le plan économique. Or, après avoir bien dû accepter sa défaite sur les champs de la guerre civile de Russie, la bourgeoisie internationale soumettait la Russie bolchevique à un terrible blocus économique qui se répercutait évidemment sur la paysannerie. Pour pouvoir simplement fournir à la paysannerie des articles manufacturés à des conditions aussi avantageuses que le faisait la bourgeoisie russe avant la guerre, ou qu'elle l'aurait fait si elle avait gardé le pouvoir et maintenu du même coup les liens de la Russie avec le marché mondial, il fallait déjà au prolétariat consentir un énorme effort productif ; mais pour lui fournir en outre tous les moyens de production nécessaires au passage de la misérable agriculture parcellaire alors prédominante à la grande agriculture associée, il lui fallait renoncer pour très longtemps encore à une amélioration tant soit peu sensible de ses conditions de vie et de travail. L'**échange** des produits industriels contre les produits agricoles était bien une condition nécessaire du maintien du pouvoir bolchevique et, si l'on veut, « la politique réalisant la dictature du prolétariat » dans la mesure où il prouvait que le prolétariat était capable de prendre en charge les intérêts généraux de la société et non pas seulement de défendre des intérêts corporatifs, comme l'auraient voulu certains ouvriéristes. Mais c'était aussi le couteau que l'énorme petite-bourgeoisie de Russie plaçait sur la gorge du prolétariat, le poids accablant que l'obligeait à tirer derrière lui une petite production marchande d'un rendement dérisoire, la contrainte impitoyable que lui infligeait l'attachement de la petite-bourgeoisie rurale à la petite propriété et à la gestion parcellaire. Bref, l'échange avec la paysannerie, bien loin d'exprimer l'égalité dé-

mocratique des deux classes contrairement à ce qu'affirmeront plus tard les renégats, et à plus forte raison de fournir un fondement solide à la suprématie politique du prolétariat, faisait de celui-ci la classe condamnée à faire tous les frais de la révolution, ne laissant à sa dictature qu'un fondement fragile et miné.

Lénine avait foi dans le parti communiste de Russie et dans la révolution internationale qui, tôt ou tard, viendrait au secours du prolétariat russe. Mais il n'ignorait rien du déséquilibre du rapport des forces, lui qui dénonçait « l'erreur de ceux qui ne voient pas que le **principal** ennemi du socialisme dans notre pays, c'est le caractère petit-bourgeois de l'économie et l'élément petit-bourgeois », lui qui définissait la lutte engagée comme suit: « Ce n'est pas le capitalisme d'Etat qui est aux prises avec le socialisme ; c'est la petite-bourgeoisie plus le capitalisme privé qui luttent ensemble, de concert contre le capitalisme d'Etat et contre le socialisme. **La petite-bourgeoisie s'oppose à toute immixtion, à tout recensement ou contrôle de l'Etat, qu'ils soient de nature capitaliste ou socialiste** » ; lui enfin qui concluait, au rebours complet de l'opportunisme actuel, tout orienté vers les classes moyennes et vilipendant les monopoles : « **ce qu'il nous faut, c'est un bloc ou une alliance de l'Etat prolétarien et du capitalisme d'Etat** contre l'**élément petit-bourgeois** ». Toute la précarité de la position du prolétariat apparaît en tout cas clairement dans cette autre définition que Lénine donne de la NEP et qui résume toute la question : « Ne pas **démolir** l'ancien régime de l'économie sociale, le commerce, la petite agriculture, la petite industrie, le capitalisme ; mais **animer** le commerce, la petite agriculture, la petite industrie, le capitalisme, en s'efforçant de s'en rendre maîtres avec prudence et par degrés, ou en les faisant réglementer par l'Etat dans la mesure seulement où ils reprendront vie ». Cela n'empêcha pas, peu d'années, moins de dix ans plus tard, les forces qui avaient longtemps passé pour le courant centriste du bolchevisme, de proclamer qu'il était temps de « liquider la NEP », de passer à l'attaque et d'entrer dans la voie royale de la transformation socialiste de la Russie petite-bourgeoise et rurale. Il est vrai qu'avant d'en arriver là, elles avaient réalisé la contre-révolution politique.

FAILLITE DE LA N.E.P.

Ceci dit, la question historique qui se pose est évidemment de savoir **si la NEP a ou non atteint ses buts et pourquoi.** De ce qui précède il résulte deux choses essentielles : du point de vue économique, le but de la NEP n'est ni un socialisme national impossible (!), ni (thèse moins grossière, mais tout aussi fausse et dangereuse) une simple « escalade » de la petite production marchande au capitalisme d'Etat. En d'autres termes, ce n'est même pas le capitalisme d'Etat en général, comme forme la plus avancée du capitalisme tout court et, de ce fait, la plus proche, dans le temps, du socialisme : « le capitalisme d'Etat dont nous parlons, dit Lénine, C'EST UN CAPITALISME QUE NOUS SAURONS LIMITER, UN CAPITALISME DONT NOUS SAURONS FIXER LES BORNES », dans les intérêts aussi bien immédiats que lointains du prolétariat, s'entend. Pour répondre

à la question posée, toutefois, ce ne sont pas seulement les buts économiques, mais les buts **politiques** de la NEP qui doivent être clairement compris. Tout comme la révolution de 1917, ce but est au fond **double** : assurer des conditions économiques telles que le pouvoir soviétique globalement considéré ne puisse s'effondrer, entraînant dans sa chute les conquêtes démocratiques de la révolution et livrant le pays à la terreur blanche, mais aussi lutter, à la fois économiquement (si possible) et politiquement pour que ce pouvoir soviétique-en-général reste **prolétarien** et donc internationaliste, entreprise infiniment plus difficile que d'éviter une restauration pure et simple, mais qui est la caractéristique et la fonction par excellence du Parti communiste de Russie, sans laquelle il n'y a plus ni bolchevisme ni léninisme et dont, en conséquence, il est impossible de faire même momentanément abstraction si on veut comprendre la moindre chose à la NEP et aux débats qu'elle a suscités.

Notre thèse de parti, étayée par une multitude de textes programmatiques et sur laquelle nous ne reviendrons pas ici, est que **la contre-révolution politique s'est produite AVANT même que la phase économique de la NEP ne se soit achevée,** si bien que même si la restauration redoutée n'eut pas lieu, même si le pouvoir resta « soviétique », bien que plus du tout communiste, il est impossible d'admettre que la NEP ait atteint son but. C'est d'autant plus vrai que si la chute de la dictature du prolétariat (ou plutôt la liquidation de ce que le pouvoir soviétique gardait de prolétarien tant qu'il restait de véritables communistes révolutionnaires dans le parti dirigeant) ne s'accompagna pas de l'effondrement de l'Etat soviétique en tant que tel, ce ne fut pas du tout grâce à la NEP, mais bien grâce à sa liquidation de 1928. Les héritiers actuels de la contre-révolution stalinienne se ridiculisent donc **doublement** quand, dans leurs thèses sur le cinquantenaire, ils présentent la NEP non seulement comme le « plan scientifique » imaginé par Lénine pour faire le socialisme là où un vain peuple de marxistes « doctrinaires » l'avaient jugé impossible, mais comme la source véritable de toutes les merveilles qui se peuvent contempler en Russie, car si la première affirmation est une monstruosité théorique, la seconde est un faux historique grossier.

La question politique élucidée, reste à étudier le déterminisme économique qui a non seulement sapé et liquidé la dictature du prolétariat dans les années 1923-27, mais poussé l'économie russe dans les voies que, de la liquidation de la NEP en 1928 à son prétendu « rétablissement » à partir de 1956, elle a irrésistiblement empruntées.

La suppression des réquisitions forcées des produits agricoles et leur remplacement par un impôt en nature (versement par les paysans à l'Etat d'une certaine quantité de céréales fixée district par district et année par année selon des critères uniformes), le rétablissement de la liberté du commerce des excédents agricoles, pour l'agriculture ; pour l'économie urbaine, le rétablissement de la liberté du commerce des produits manufacturés, bref les mesures pratiques toutes simples et sans mystère adoptées par le Parti en 1921 eurent rapidement pour effet une ranimation indubitable de la vie économique. Pour commencer par la production céréalière —

capitale puisque l'alimentation des villes en dépendait — on a la progression suivante (1) en millions de quintaux :

1913 - 1923	494
1924	487
1925	697
1926	730
1927	727
1928	734

Toutefois, ces chiffres ne suffisent pas pour éclairer la question cruciale du ravitaillement des villes en ces dures années. C'est le pourcentage de blé effectivement commercialisé qui intéresse davantage à cet égard. Or, ici, la progression se transforme en régression, puisqu'on a : 1913 : 25 % — 1925-26 : 14,5 % — 1927-28 : 11 % (soit 200 millions de quintaux pour 1913, 106 pour 1926 et 81 pour 1928).

L'écart entre les deux séries prouve une chose : la paysannerie russe, chroniquement sous-alimentée sous le tsarisme a tiré de la révolution d'Octobre cet avantage qu'elle peut mieux se nourrir ; dans ce sens, le spectre de la contre-révolution paysanne qui planait sur le pays en 1921 recule tout au long de la NEP, et dans ce sens encore, le pouvoir soviétique s'affermit. Toutefois, le pouvoir soviétique est une dictature **démocratique** du prolétariat et des paysans, ce qui implique que l'amélioration, même immédiate et élémentaire des conditions de vie matérielle dans les villes et chez les ouvriers ne retarde pas trop sur celle qui se manifeste dans les campagnes et chez les paysans. Sans rétablissement de rapports économiques plus normaux que ceux attestés par les deux séries sus-indiquées, le pouvoir soviétique a beau se renforcer, il repose sur un **déséquilibre** jouant au détriment de la classe des ouvriers urbains, ce qui, à la longue, rend hypothétique son caractère prolétarien et la prédominance effective du prolétariat dans la dictature commune, même si, de toute évidence, ni ce caractère ni cette prédominance ne peuvent être réduits à une question de consommation relative de calories par l'ouvrier et le paysan, et si, au contraire, ils dépendent de questions infiniment plus complexes et plus hautes, telles que l'orientation de l'Etat dans la lutte de classe internationale et la subordination de sa politique immédiate aux buts socialistes finaux jusque dans la question intérieure.

Tout anodins qu'ils puissent au premier abord sembler, ces deux tableaux suffiraient à eux seuls à ruiner l'idéalisation opportuniste de la « démocratie soviétique » et à révéler l'antagonisme latent entre les deux classes momentanément alliées, **même sur l'humble plan immédiat** et donc à plus forte raison sur celui des finalités historiques. En outre, la question de leur interprétation pose à peu près toutes les questions les plus cruciales de la « période de transition », celles mêmes qui (la NEP n'ayant pu les résoudre étant donné d'une part le délabrement de l'industrie et d'autre part le blocus économique des pays bourgeois contre l'U.R.S.S.) **causèrent objectivement la perte de la dictature communiste et prolétarienne.** Si on se demande en effet pourquoi la production ayant augmenté, les céréales disponibles pour la classe ouvrière allaient diminuant, créant une situation périlleuse pour le pouvoir **ouvrier,** on découvre trois causes dont l'importance relative est bien difficile à établir en l'absence d'informations statistiques suffisantes : 1) l'extension de la petite économie paysanne à faible surplus économique et à large auto-consommation relative du fait du partage des terres constituant la révolution agraire démocratique — 2) la persistance d'un secteur d'économie agricole **capitaliste** susceptible de produire un tel surplus, mais ne le produisant réellement que dans des conditions de marché favorables — 3) la nécessité pour le pouvoir soviétique d'exporter une fraction de sa production agricole en dépit de la sous-alimentation ouvrière, seul moyen, dans les conditions capitalistes du donnant - donnant toujours en vigueur dans le monde entier, de se procurer le peu de moyens de production indispensables, ne fût-ce que pour faire redémarrer l'industrie ; mais cela revient, sur un exemple simple et concret accessible aux moins avertis, à faire toucher du doigt la triple pression exercée sur la classe ouvrière de Russie, son parti et son pouvoir par la toute petite-bourgeoisie rurale, par la classe capitaliste agraire résiduelle des koulaks et, **last but not least,** par la grande bourgeoisie impérialiste mondiale. Nous avons le regret d'ignorer les quantités absolues de grains que dans ces cruelles années de faim, le prolétariat dut ainsi s'enlever de la bouche pour payer les quelques machines qu'il put importer, mais la simple juxtaposition de la **décroissance** du blé commercialisé d'une part et de l'autre de la **croissance** des exportations de ce même blé, condition de la croissance des importations si indispensables de produits manufacturés, illustre avec assez d'éloquence par elle-même les terribles contradictions dans lesquelles l'isolement de la Révolution enfermait inexorablement le prolétariat soviétique et son parti. Notons néanmoins tout de suite que si cette croissance ne se poursuit guère au-delà de la NEP (elle s'arrête brutalement en 1930-31), la décroissance ultérieure, qui correspond à l'autarcie concertée de l'époque du « socialisme dans un seul pays », n'illustre aucun allégement de la situation économique des ouvriers, tout au contraire, et constitue par ailleurs la suite logique de la contre-révolution politique au sein du camp soviétique. En millions de roubles au cours du 1er janvier 1961, voilà quelle est la série pour la période qui nous intéresse maintenant, selon l'Encyclopédie soviétique elle-même :

	Exportations	Importations
1913	1.192	1.078
1924	264	204
1925	477	648
1928	630	747

La progression des exportations est limitée par la production de grains elle-même qui, depuis 1926, plafonne à une moyenne de 730 millions de quintaux. Ainsi, ce n'est pas seulement le ravitaillement des villes qui est compromis, mais le développement industriel qui, **dans les cadres de la NEP,** et en l'absence de capitaux étrangers, dépend essentiellement de l'échange de blé russe contre les machines-outils étrangères (1). Dans les

(1) *Source : Bettelheim,* L'Economie soviétique.

(1) *Il faut noter ici un point qui n'a eu aucune importance* pratique, *mais qui revêt une grande signification de principe. En 1921-22, Lénine comptait es-*

cadres de la NEP toujours, la question-clef est donc celle de **l'augmentation de la production agricole.** Par rapport à l'avant-guerre, il subsiste en effet un déficit de plus de 40 millions de quintaux alors que de 1918 à 1926, la population s'est accrue de 10 millions d'habitants et qu'elle continue à s'accroître chaque année de 3 millions d'habitants. L'augmentation de la production agricole et, en outre, celle de la disponibilité en grains (qui dépend de la première mais ne s'identifie pas à elle, comme nous avons vu) est une question non seulement économique, mais sociale : l'augmentation de la productivité dépend évidemment d'une révolution technique dont les moyens ne peuvent être fournis que par le développement industriel, et, plus précisément, par une production massive de machines agricoles et d'engrais ; mais d'une part ce développement industriel est précisément **limité** par la basse production agricole et, d'autre part, l'utilisation rationnelle des hypothétiques nouveaux moyens de production **suppose** le dépassement de la structure parcellaire de l'agriculture ; la grande entreprise koulak est évidemment supérieure à la petite économie parcellaire tant au point de vue de sa capacité d'utiliser les progrès techniques ultérieurs que du point de vue de sa productivité immédiate, mais cet avantage ne se répercute pas **directement** sur la disponibilité **sociale** en grains, du fait que c'est une production **privée,** qui s'élargit ou se contracte non pas en fonction exclusive des possibilités techniques et naturelles, mais en fonction **du marché** et qui ne peut donc être réglée **à volonté** par le pouvoir révolutionnaire. Tout le secret de la contre-révolution qui se produit dans le camp soviétique avant même la fin de la NEP doit donc être cherché dans la structure sociale de l'agriculture russe, mais il est malheureusement très difficile de s'en faire une image complète, du fait de l'absence de statistiques. Si on se fie au discours du stalinien Molotov au XVme Congrès (Congrès de liquidation de la gauche unifiée de Trotsky-Zinoviev-Kamenev en décembre 1927), on peut admettre que l'extension de la petite production parcellaire qui, avant la révolution, était de 60 millions d'ha est passée, du fait du partage des terres de la noblesse, de l'Eglise et de l'Etat tsariste à 100 millions d'ha auxquels il faudrait encore ajouter 40 millions d'ha de « terres oisives » avant 1917 et récupérées pour la culture et 36 millions d'ha s'il est vrai que sur 40 ha appartenant aux paysans riches avant Octobre, il ne leur en restait plus de 4 millions en 1927, la différence étant revenue aux paysans moyens et pauvres. Toujours d'après le même discours, vers la fin de la NEP, il y aurait toujours eu 24 millions de petites exploitations, dont 8 millions tellement petites que « même l'emploi du cheval y était trop onéreux » et qui ne devaient donc fournir aucun surplus, à supposer même qu'elles aient nourri leurs détenteurs. Ainsi, presque 98 % du sol se trouvait du ressort de la petite exploitation à faible surplus, tandis

sentiellement, pour relever l'industrie, sur les concessions, *c'est-à-dire la prise à bail d'entreprises soviétiques par le capital étranger sous contrôle bolchevique. Il fut, bien entendu, impossible d'obtenir des « concessions sortables » comme Lénine dut le constater, mais il est significatif que le souci d' « indépendance nationale » et de protectionnisme « socialiste » (terminologie très postérieure et toute stalinienne) était tout à fait étranger non seulement à Lénine, mais à tout le parti au début de la NEP, puisque personne ne songea à combattre cette position audacieuse de Lénine.*

que le reste, qui contribuait pour plus de 50 % à la production commercialisable (1) était dans les mains d'une classe capitaliste qui, pour le moins, n'était aucunement intéressée au succès de la NEP et qui, sans nourrir une « opposition de principe » au pouvoir soviétique, ne devait bien entendu produire et livrer sa production au marché que dans la mesure où elle y avait intérêt, assez forte pour stocker ses surplus quand les prix ne lui convenaient pas afin de provoquer la hausse.

A considérer cette situation de l'agriculture, « tout dépendait de l'industrialisation », mais au niveau très bas auquel étaient tombées les forces productives et dans le cadre de l'échange entre ville et campagne, la faiblesse de l'agriculture ne pouvait que freiner le développement industriel puisque celle-ci n'était capable de fournir à l'industrie ni capitaux ni marché, ni surplus alimentaires pour une classe ouvrière en voie d'accroissement. Ainsi, quoique d'un niveau très inférieur à celui de la transformation socialiste, l'exigence du développement industriel posait des questions insolubles dans le cadre du libéralisme économique qui était celui de la NEP. Dans l'industrie, le niveau de la production de 1913 semble avoir été atteint en 1926, au prix d'une extrême tension des forces. Pour certaines industries, il aurait été dépassé en 1927-28. Ce n'est pas un hasard si c'est alors que la crise éclate et que se produit le grand tournant qui, avec la « dékoulakisation » et l'entrée forcée des petits et moyens paysans dans les coopératives kolkhosiennes d'une part, l'industrialisation à marche forcée de l'autre, va ouvrir l'ère « stalinienne » proprement dite placée sous la bannière absurde et mensongère du « socialisme dans un seul pays ». Mais si ce tournant obéit à un déterminisme indépendant des « idées » des dirigeants et situé dans les rapports économiques réels, il fut aussi conditionné par la contre-révolution politique de 1926-27.

LE DEBAT ECONOMIQUE ET LA LUTTE PRINCIPIELLE DANS LE PARTI BOLCHEVIQUE DE 1923 A 1928

Les contradictions explosives de l'économie et de la société russes soumises au criminel blocus de la bourgeoisie mondiale ne pouvaient pas manquer de se refléter dans la vie intérieure du parti. A chaque crise économique — 1923 d'abord, puis 1925 et 1927-28 — correspond une crise dans le parti. La lutte est très vive à chaque phase et il n'est pas toujours aisé d'y distinguer les divergences portant sur les principes mêmes de celles qui n'ont qu'une signification secondaire. Jusqu'en 1928, la lutte semble circonscrite entre une droite libérale, dont le théoricien est Boukharine et une gauche dirigiste dont les théoriciens sont Trotsky et Préobrajensky, entre lesquelles louvoie un centre représenté par Staline. Depuis 1925, cette gauche et cette droite ne s'opposent pourtant pas seulement sur les questions de la politique économique pratique, mais sur une question de prin-

(1) Selon la plate-forme de l'opposition de gauche pour le XVe Congrès qui se tiendra après l'exclusion de Trotsky et de Zinoviev, en décembre 1927, et qui, bien entendu, n'examinera même pas cette plate-forme. La proportion y est chiffrée à 53 pour cent exactement pour l'année 1926.

cipe, la question de la possibilité ou non du socialisme dans un seul pays, de laquelle dépend en fait toute l'orientation du parti, et donc de l'Etat russe, dans la lutte de classe internationale et (dans la mesure où la section russe exerce une influence prépondérante dans l'Internationale) également toute l'orientation de cette dernière. Jusqu'en 1928, la droite libérale se trouvant dans le camp des partisans du « socialisme dans un seul pays » tandis que les dirigistes se trouvent dans le camp internationaliste, il peut sembler que la même frontière de classe qui sépare le national-socialisme et l'internationalisme sépare également le dirigisme de Préobrajensky-Trotsky du libéralisme boukharinien. Les militants russes sont tellement pénétrés de cette fausse conviction que lorsque Staline effectuera son « tournant à gauche » de 1928 en politique économique pratique, sans pour autant renoncer, bien loin de là, à son national-communisme sur le plan des principes, le désarroi sera tel parmi ceux qui avaient cru reconnaître dans le libéralisme boukharinien le principal danger et l'opportunisme anti-prolétarien par excellence, que la majeure partie des militants de l'opposition unifiée jugeront le moment venu de se rallier aux staliniens, Préobrajensky, dont Staline va au fond appliquer le programme, tout le premier. Il faut dire à l'honneur de Trotsky que lui, il ne capitulera pas.

La crise de 1923 est, à la différence de celle de 1928, une « crise de croissance ». On assiste à une renaissance des villes et la production industrielle, qui ne représente encore qu'un quart de ce qu'elle était en 1913, a néanmoins augmenté de 46 % par rapport à l'année précédente. Dans cette augmentation, la part de l'industrie d'Etat est très inférieure à celle de l'artisanat et à celle des entreprises privées qui dominent dans l'industrie légère et qui sont des entreprises remises à bail à des particuliers par l'Etat ouvrier incapable de gérer tout ce qui a été nationalisé. La conséquence en est le retard de l'industrie lourde qui, elle, est restée dans les mains de l'Etat et est organisée en entreprises fonctionnant par rapport au marché des matières premières, du travail et des produits comme des entreprises isolées ayant leur bilan propre et percevant un profit, c'est-à-dire comme des entreprises organisées à la façon **capitaliste** avec cette différence par rapport au secteur privé que leur profit revient à l'Etat ouvrier qui dispose ainsi de ressources économiques qu'il peut, théoriquement tout au moins, utiliser dans des buts de classe, ce qui explique que les bolcheviks les désignent comme des « entreprises socialistes » en dépit de leurs caractéristiques économiques. Le renforcement de l'industrie privée à bail par rapport à l'industrie d'Etat ne doit pas être considéré comme un renforcement du **capitalisme** par rapport à un **socialisme** inexistant, en dépit de cette terminologie ambiguë des communistes russes ; mais il n'en constituait pas moins un danger, dans la mesure où il marquait l'extension d'un secteur économique **incontrôlable** par rapport au seul qui ait été susceptible d'un **certain** contrôle.

Ceci dit, aussi bien le secteur privé que le secteur étatique se trouvent placés par l'augmentation des prix industriels devant la nécessité d'une réduction de leurs frais généraux qui se traduit par la fermeture des entreprises peu rentables à fins de réorganisation et par une stagnation des salaires. De 500.000 chômeurs à la fin de 1922, on passe ainsi à 1.250.000 à

l'été 1923, tandis qu' « industriels rouges » et cadres de l'industrie d'Etat exercent sur les ouvriers une pression en vue de l'augmentation de leur effort productif dont les syndicats s'inquiètent. Comparée à la courbe des prix agricoles qui stagnent aux environs de 50 % de leur niveau d'avant-guerre, la hausse des prix industriels qui atteignent 180 et 190 % de celui-ci, définit ce que Trotsky dénonce au XIIme Congrès du parti comme la « crise des ciseaux », menace directe au développement de l'agriculture dans la mesure où elle dérobe aux payans une partie du fruit de leur travail, et donc menace à l'alliance politique entre classe ouvrière et paysannerie. Pour obtenir la fermeture des « ciseaux », Trotsky propose une correction de la NEP par une aide à l'industrie et une planification destinée à favoriser la reprise de l'industrie lourde. La majorité du bureau politique entend au contraire maintenir intégralement la NEP, c'est-à-dire la politique de conciliation avec les paysans, en recourant à une baisse autoritaire des prix industriels d'une part et en allégeant les charges fiscales des paysans de l'autre. Elle ne prévoit qu'un accroissement des exportations pour améliorer l'équipement de l'industrie, renvoyant à plus tard le développement de l'industrie lourde (1).

En fait, au XIIe Congrès, il n'y a pas encore de conflit dans le parti bolchevique sur la question économique. Ce n'est pas davantage l'adoption du **statu quo** en cette matière qui va pousser Trotsky dans l'opposition. C'est la question autrement cruciale de la menace de dégénérescence du parti qu'aussi bien Boukharine, futur « droitier » en matière économique, que Préobrajensky et tant d'autres, considérés à cet égard comme éléments de gauche, dénoncent depuis février 1923, tout comme Lénine lui-même le faisait avant sa maladie. Cet alignement de 1923 n'est pas occasionnel : c'est tout ce que le parti compte de sain et de vivant qui se dresse contre le corps étranger représenté par Staline et ses méthodes, auquel se sont alliés pour leur malheur de vieux compagnons de Lénine comme Kamenev et Zinoviev. Il ne faut pas oublier que, quelles qu'aient été ensuite les

---

(1) Trotsky attachait une telle importance à la question économique qu'il centra tout son effort sur elle, renonçant à toute intervention sur la question géorgienne dans laquelle étaient compromis Staline, Ordjonikidzé et Dzerjinsky, alors que, déjà en proie à la seconde attaque de sa maladie, Lénine l'avait, le 5 mars, expressément chargé « de défendre la cause géorgienne ». De même, alors que Lénine avait annoncé son intention de « lancer une bombe » contre Staline au congrès, s'il pouvait y participer, Trotsky se tait pendant les dénonciations de l'appareil et de la troïka Staline - Kamenev - Zinoviev auxquelles se livrent aussi bien Boukharine (qui qualifie de chauvine la politique de Staline à l'égard des nationalités) que Préobrajensky (qui s'en prend au régime intérieur du parti) ou Racovsky, dénonçant lui aussi la « russification » au nom de la délégation ukrainienne. Contre le désir expressément exprimé de Lénine qui, dans la nuit du 5 au 6 mars, avait envoyé une lettre de rupture à Staline qui, de sa part, en dit long sur le jugement politique qu'il portait sur lui, Trotsky ne s'opposera en rien à la réélection de Staline au secrétariat politique, proclamant la solidarité du bureau politique et du comité central et appelant le parti à la discipline. Il est donc clair que, pour Trotsky, la question de la politique économique est la question capitale en mars 1923 ; mais il ne prévoit nullement encore la campagne qui ne se déclenchera qu'à l'automne sur sa prétendue « sous-estimation de la paysannerie », et qui est une campagne purement **politique** *à prétextes sociaux !*

luttes intestines entre « droite » et « gauche » et les apparences provoquées par les défaillances individuelles lors du grand tournant de 1928, c'est le même alignement du parti marxiste contre le national-communisme stalinien que l'on retrouve dans la tentative hélas sans lendemain d'alliance entre Boukharine et Trotsky lors de la « liquidation de la NEP ».

Trotsky entrera dans l'opposition en octobre 1923 (1), rédigeant de cette date à décembre le fameux **Cours nouveau** qui, sans être consacré à la politique économique, contient néanmoins les positions qu'en l'absence de Trotsky, l'opposition soutiendra à la XIIIme conférence de janvier 1924 par la bouche de Préobraiensky, se heurtant à une opposition des staliniens (2) et de Kamenev dont la source est évidemment **hors de la question économique.** Dans **Cours Nouveau,** comme s'il prévoyait à ce moment le déchaînement de la démagogie qui se produisit en effet, Trotsky commence par rappeler qu'il a été le premier à préconiser la NEP pour les campagnes et qu'à cette proposition en était liée « une autre qui con» cernait la nouvelle organisation de l'industrie, proposition beaucoup » moins détaillée et beaucoup plus circonspecte, mais dirigée en général » contre le régime des **glavs** (3) qui supprimaient toute coordination entre » l'industrie et l'agriculture ». Ainsi, il ne s'agit ni de « sous-estimer la paysannerie », ni d'imposer à l'industrie un retour au régime de communisme de guerre : « la tâche économique capitale du présent consiste à établir » entre l'industrie et l'agriculture, et par suite à l'intérieur de l'industrie, » une corrélation permettant à l'industrie de se développer avec le mini» mum de crises, de heurts et de bouleversements et assurant à l'industrie » et au commerce étatique une prépondérance croissante sur le commer» ce privé... Quelles sont les méthodes à suivre pour l'établissement d'une

(1) L'entrée de Trotsky dans l'opposition en octobre, alors qu'en mars, il fait des efforts désespérés pour apaiser la tension provoquée dans le parti par la lutte toute parlementaire de la troïka pour le pouvoir, s'explique par les graves événements de l'été. La situation économique s'étant aggravée, les salariés ne sont plus payés ; des grèves sauvages éclatent, dans lesquelles des membres du parti qui n'ont pas accepté la NEP interviennent pour en prendre la tête. Il s'agit de Miasnikov et d'une trentaine de membres de son groupe, dit « le Groupe ouvrier » et du vieux Bogdanov et de son groupe « Vérité ouvrière ». Ces militants seront exclus mais — chose plus grave — ils auront d'abord été arrêtés par la Guépéou et emprisonnés, ce qui donnera au chef de celle-ci, Dzerjinsky, l'occasion de demander au bureau politique que « chaque membre du parti soit tenu de dénoncer à la Guépéou toute activité d'opposition ». A Trotsky qui avait eu une attitude très réservée à l'égard des appels de l'opposition (et surtout de Préobrajensky et Boukharine) « pour la restauration de la démocratie dans le parti », cette requête révèlera une telle « détérioration de la situation à l'intérieur du parti depuis le XIIe Congrès » qu'il rompra sur le champ l'alliance à laquelle il s'était contraint avec Zinoviev - Kamenev - Staline.

(2) Il s'agit de Molotov et de Mikoyan, qui ironisent lourdement sur les projets de planification de l'industrie pour plusieurs années et reprochent à l'opposition de vouloir faire prévaloir des conceptions bureaucratiques en économie et sacrifier la paysannerie au développement de l'industrie.

(3) Ces « glavs » étaient les directions économiques centrales édifiées pendant le communisme de guerre et qui géraient autoritairement l'industrie étatique en l'absence de tout échange et de tout marché. Elles furent dissoutes en 1921 en même temps qu'était rétablie la liberté du commerce.

» harmonisation rationnelle entre la ville et la campagne ? entre les trans» ports, les finances et l'industrie ? entre l'industrie et le commerce ? » Quelles sont les institutions appelées à appliquer ces méthodes ? Quelles » sont enfin les données statistiques concrètes permettant à chaque mo» ment d'établir les plans et les calculs économiques ? La réponse à ces » questions ne saurait être prédéterminée par une formule politique géné» rale. **Ces questions ont-elles un caractère de principe, de programme ? » Non, car ni le programme, ni la tradition théorique du parti ne nous ont » liés et ne pouvaient nous lier à ce sujet, puisque nous manquons de l'ex» périence à partir de quoi nous aurions pu généraliser.** L'importance pra» tique de ces questions est-elle grande ? Incommensurable. De leur solu» tion dépend le sort de la révolution... Il faut cesser de bavarder sur la » sous estimation de la paysannerie. Ce qu'il faut, c'est abaisser le prix » des marchandises destinées aux paysans ». Ce qui est important, du point de vue principiel, c'est que, contrairement à ce qui se produira plus tard, quand il se laissera emporter par sa lutte contre la droite boukharinienne, Trotsky qui a combattu énergiquement dans « **Cours nouveau** » pour la défense du parti, reconnaît qu'en politique économique, **il n'y a pas de principes sur lesquels s'appuyer** d'une part, et d'autre part, que toutes les questions soulevées concernent les conditions de la survie du pouvoir soviétique, et non pas la transformation **socialiste** de l'économie et de la société russes. En ce qui concerne l'industrialisation, Trotsky insiste sur le fait qu' « il est absurde d'affirmer que la question se réduit à l'**allure** du développement et est presqu'entièrement déterminée par le facteur de la rapidité » et qu'en réalité, il s'agit d'abord de la **direction** du développement. A cet égard, ses revendications sont des plus mesurées : en finir avec les improvisations, s'efforcer de préciser un plan de production de l'industrie étatique conformément aux conditions et ressources matérielles, compte tenu du fait qu' « il est impossible de tenir exactement compte à l'avance du marché paysan et du marché mondial » et que « des erreurs d'appréciation sont inévitables, ne serait-ce que par suite de la variabilité de la récolte » ; ne pas prétendre tirer des bénéfices des différentes branches d'industrie de l'Etat et des transports (1) au début de la troisième année de la NEP, mais limiter les pertes subies, plus que cela n'a été le cas au cours de la seconde année, par une rationalisation de l'activité de l'industrie d'Etat ; bref agir de façon à conjurer le danger d'une « soudure » entre l'économie paysanne anarchique d'une part, et le capital privé qui « recommence le processus de l'accumulation primitive tout d'abord dans le domaine commercial, puis dans le domaine industriel » et tend ainsi à s'interposer entre l'Etat ouvrier et la paysannerie et à acquérir une influence économique et partant politique sur cette dernière, grave symptôme de la possibilité du triomphe de la contre-révolution. Tout en donnant une énorme importance à « la bonne organisation du travail de notre

(1) Dans la période de préparation au XIIe Congrès, c'est Rykov (futur représentant de la droite) qui, tout en constatant que le capital de fondation et de roulement de l'industrie d'Etat avait continué à diminuer en 1922-23, jugeait néanmoins qu'en 1923, l'industrie d'Etat devait produire des bénéfices, « espérance optimiste » que Trotsky dit ne pas partager.

Gosplan » (plan d'Etat) pour résoudre toutes les questions de la soudure **non pas en supprimant le marché, mais sur la base du marché,** Trotsky concède que « **la question ne dépend pas uniquement du Gosplan et que les facteurs et conditions dont dépend la marche de l'industrie se comptent par dizaines** », mais que c'est « seulement avec un Gosplan solide... qu'il sera possible d'apprécier comme il convient ces facteurs et conditions et de régler toute notre action ». En conclusion, Trotsky souhaite que le parti attende davantage de l'**industrie** et moins de l'aide étatique le relèvement de l'agriculture : « L'Etat ouvrier doit venir en aide aux paysans par » l'institution du crédit agricole et de l'aide agronomique de façon à lui » permettre d'exporter ses produits sur le marché mondial. Néanmoins, » c'est principalement par l'industrie que l'on peut agir sur l'agriculture : » il faut fournir à la campagne des instruments et des machines agricoles » à des prix abordables, des engrais artificiels et des objets d'usage domes- » tique à bon marché. D'ailleurs, pour organiser et développer le crédit » agricole, l'Etat a besoin de fonds de roulement élevés et, pour cela, il » faut que son industrie lui procure des bénéfices, ce qui est impossible » si ses parties constitutives ne sont pas coordonnées rationnellement ». Ces prudentes considérations économiques, Trotsky les relie, tout comme Lénine, à la question internationale : « Si le danger contre-révolutionnaire » surgit de certains rapports sociaux, cela ne veut nullement dire que par » une politique rationnelle on ne puisse parer à ce danger, le diminuer, » l'éloigner, l'ajourner. Or, un tel ajournement est capable à son tour de » sauver la révolution en lui assurant soit un revirement économique » favorable à l'intérieur, soit le contact **avec la révolution victorieuse en » Europe** ». La seule faiblesse de la position de Trotsky réside dans le fait que, jugeant que « les koulaks, les intermédiaires, les revendeurs, les concessionnaires » sont « beaucoup plus capables d'investir l'appareil de l'Etat que le parti lui-même », il semble penser que, sur la base d'une industrie d'Etat ranimée, mais fonctionnant en dernière analyse **à la façon capitaliste,** le parti pourrait disputer victorieusement l'appareil d'Etat à toutes ces couches bourgeoises et, **recrutant des forces nouvelles dans le prolétariat sur la base des succès de l'industrie étatique,** conserver grâce à cet apport son caractère prolétarien menacé. Lorsqu'il s'interroge sur les voies de la contre-révolution, c'est sur les voies **politiques** qu'elle pourrait prendre si l'hypothèse économique d'une victoire du capitalisme privé sur le capitalisme d'Etat se vérifiait. Alors « il pourrait y en avoir plusieurs : « le renversement du parti ouvrier, sa dégénérescence progressive, enfin » une dégénérescence partielle accompagnée de scissions et de boulever- » sements contre-révolutionnaires ». S'il cite par ailleurs le danger qui résulte de la fusion du parti et de l'appareil d'Etat et de la pénétration des méthodes administratives dans la vie du parti dont elle altère gravement le fonctionnement, s'il note qu'à l'époque où il écrit : « Ce danger est le » plus évident, le plus direct et que la lutte contre les autres dangers doit, » dans les conditions actuelles, commencer par la lutte contre le bureau- » cratisme », il ne semble pas s'aviser du fait qu'en cas de développement de l'industrie étatique, ce danger irait non en diminuant, mais en croissant ; tout au contraire, il conclut que « la lutte contre le bureaucratisme » de l'appareil d'Etat est une tâche exceptionnellement importante, mais

» exigeant beaucoup de temps et plus ou moins parallèle à nos autres tâches » fondamentales : reconstruction économique et élévation du niveau cul- » turel des masses ». Mais si le courage du militant qui ne définit les difficultés et n'avertit des dangers que pour les mieux combattre est grand, le caractère **insoluble** des contradictions dans lesquelles la défection du prolétariat européen enferme la révolution russe n'en apparaît pas moins cruellement dans tout le texte.

A la XIIIme conférence de janvier 1924, la gauche qui, par la bouche de Préobrajensky, défend ces thèses économiques, mais réclame surtout un assainissement du régime intérieur du parti, subit une totale défaite (1). En fait, le véritable objet du débat **n'est nullement la question de la politique économique,** sur laquelle les staliniens n'interviennent que pour ironiser pesamment, dénonçant le danger de « bureaucratisation » que la planification ferait courir à l'URSS (!) si on écoutait Trotsky, mais la question du parti à laquelle le principal rapport, celui de Staline, est consacré. L'opposition est accusée d'avoir donné comme mot d'ordre « la destruction de l'appareil du parti en cherchant à reporter le centre de gravité de la lutte contre la bureaucratie de l'Etat dans le parti lui-même » et elle est condamnée comme fautrice d'un « abandon du léninisme reflétant objectivement la pression exercée par la petite-bourgeoisie ». Il n'y a donc pas **une lutte de deux courants du parti défendant une politique économique différente** : il n'y a que la mobilisation de forces obscures (qui ne vont pas tarder d'ailleurs à trahir leur véritable nature) non pas pour la défense de **principes,** mais **contre** certaines personnes (Trotsky en premier lieu), la fraction dirigeante s'imposant non par la force de l'argumentation, mais par les menaces de répression et l'invocation à vide du nom de Lénine, dont en réalité seule la maladie les enhardit à porter de tels coups aux traditions du parti qu'elles bouleversent.

La victoire des adversaires de la gauche de 1923 (2) ne pouvait évidemment pas empêcher l'éclatement des contradictions objectives de la NEP, qui, bien loin d'être atténuées, sont aggravées par le développement économique lui-même. C'est ainsi qu'en 1925, une nouvelle crise repose tous les problèmes de 1923 et provoque dans le parti une nouvelle polémique, d'autant plus violente qu'elle ne concernera pas seulement les questions de la politique économique pratique, mais une question de principe et de programme beaucoup plus haute, dont dépend le destin du pouvoir soviétique en tant que pouvoir prolétarien, ses rapports avec la lutte prolétarienne internationale et le sens dans lequel s'exercera son influence sur

---

(1) Symptôme alarmant, qui en dit long sur l'état d'épuisement des forces saines du parti, surtout après la défaite précédente d'octobre 1923 en Allemagne, cette défaite provoque le suicide de vieux militants comme Loutovimov et Eugénie Bosch ,d'un des secrétaires de Trotsky, Glatzmann, et de plusieurs militants obscurs de l'opposition. De nombreux oppositionnels payent d'une mutation la défense de leurs positions, ce qui intimide les moins trempés, qui se promettent d'être désormais prudents.

(2) Victoire complétée, en janvier 1925, par l'élimination de Trotsky du commissariat à la guerre, et donc du gouvernement, à laquelle celui-ci se soumit avec une parfaite discipline et sans s'abaisser jamais à une polémique personnelle.

l'Internationale communiste. En fait, il s'agit de **deux** polémiques de natures tout à fait différentes, mais qui s'imbriquent fatalement l'une dans l'autre, la première opposant une droite et une gauche dans la question de l'industrialisation et des rapports avec la paysannerie russe, la seconde (la fameuse question du socialisme dans un seul pays) dressant contre la gauche une coalition trompeuse de la droite et d'un centre dont la véritable nature et la véritable importance ne devaient apparaître que trop tard à tous les acteurs du drame. Quarante ans après, il nous faut donc les distinguer soigneusement l'une de l'autre, et surtout débarrasser tout le débat des préjugés nourris par les militants d'alors et que l'histoire a infirmés.

De 1923 à 1925, la production agricole et industrielle a repris, les transports ont été réorganisés, les échanges et le commerce se sont intensifiés. Pourtant, une révolte paysanne en Géorgie, dès l'été 1924, et en 1925, une nouvelle diminution des livraisons de blé (si grave qu'elle provoque une crise de ravitaillement des villes et l'annulation de commandes pour l'industrie que l'Etat comptait financer par des exportations de produits agricoles) repose le problème central de la NEP, celui des rapports entre le pouvoir prolétarien et la paysannerie. Celle-ci, en effet, n'est pas satisfaite à la longue par les concessions qui lui ont déjà été faites avec la renonciation au communisme de guerre et le rétablissement de la liberté du commerce. Elle fait pression sur l'Etat pour la diminution des impôts et l'augmentation des prix agricoles, auxquelles le pouvoir communiste ne voulait jusque-là pas consentir d'une part par souci de l'industrialisation et de l'autre par souci de défendre le niveau de vie (toujours inférieur à celui de 1913) des ouvriers de l'industrie. Chose plus grave, ce qu'il y a dans le pays de paysannerie aisée (1) réclame l'abolition des interdictions constitutionnelles d'employer de la main-d'œuvre salariée dans l'agriculture et d'affermer des terres et, en général, de toutes les mesures qui, frappant les paysans les plus riches d'un impôt plus fort et les privant en outre du droit de vote, découragent les paysans moyens d'apporter la moindre amélioration à leurs exploitations de crainte de se voir classés dans cette catégorie.

La première réaction du parti à cette situation est donnée par les décisions de la XIVme Conférence d'avril 1925, dans laquelle tout le monde a été d'accord sur la nécessité d'une nouvelle retraite dans le cadre de la NEP : diminution de la taxe agricole, assouplissement des restrictions concernant l'emploi de la main-d'œuvre salariée et l'affermage et donc le développement d'un capital privé à la campagne (1).

Ce n'est qu'après coup — et face aux développements des implications de cette retraite — que se produira la rupture entre les adversaires hier encore unis de la gauche de 1923, qui se diviseront en une droite (Boukharine - Rykov - Tomsky), une nouvelle gauche (Zinoviev - Kamenev et l'ensemble de la section léningradienne du parti) et un centre (Staline - Molotov - Kalinine). Il est pourtant impossible de comprendre le sens de ces oppositions, sans se référer aux positions antérieures du parti à l'égard de la paysannerie. Dans la phase de la guerre civile, le problème militaire et politique l'emportant sur le problème économique, le parti s'était appuyé sur les paysans pauvres, alliés naturels des prolétaires des villes, en tant que sans-réserves, dont les comités avaient joué un rôle important dans la mise sur pied de l'armée rouge. Le passage à la NEP avait poussé Lénine à mettre l'accent sur le **paysan moyen**, dont l'économie était un peu moins déficitaire que celles du paysan pauvre d'une part et qui, de l'autre, n'étant ni un exploiteur de main-d'œuvre ni un spéculateur comme le paysan riche, n'était pas **a priori** un adversaire du pouvoir prolétarien. En période de reconstruction économique, il était donc naturel que, sans dissimuler sa nature et ses défauts de petit-bourgeois, Lénine ait été amené à faire du paysan moyen une « défense impressionnante », montrant au parti que le ravitaillement des villes dépendait entièrement de cette catégorie sociale.

Il n'était encore pas du tout question de renoncer à la lutte contre le koulak en tant qu'usurier et que spéculateur, et en outre partisan potentiel de la restauration du régime de la Constituante. Tout au plus sa qualité de producteur de denrées indispensables à la ville lui valait-elle, selon Lénine, un traitement moins rigoureux que celui qu'avait subi la bourgeoisie urbaine.

---

(1) Chose très difficile à établir, étant donné que les deux courants en lutte dans le parti disent à ce sujet les choses les plus contradictoires, les observateurs étrangers étant, pour leur part, tellement frappés par la terrible arriération de l'ensemble de l'agriculture russe que la distinction entre paysans pauvres, moyens et riches (biedniaks, seredniaks et koulaks) leur semble sans grande signification économique, quand ils ne vont pas jusqu'à affirmer que les « koulaks » ne sont qu'une invention d'administrateurs locaux empressés à appliquer les directives du parti (qui, pour des raisons politiques, attache la plus grande importance à la différenciation sociale au sein de la paysannerie), quitte à falsifier les états portant le relevé des effectifs des diverses catégories dans leur secteur.

La supposition n'aurait pas choqué Lénine qui notait à la fin de sa vie : « Notre appareil d'Etat ne vaut absolument rien » et qui, dès mars 1919, au VIIIe Congrès du Parti, remarquait : « les éléments honnêtes parmi les ci-devant fonctionnaires ne sont pas venus travailler avec nous à cause de leurs idées retardataires, tandis que les arrivistes sont dépourvus d'idées, dépourvus d'honnêteté, et ils se jettent vers nous parce que les communistes sont maintenant au pouvoir ».

Selon la gauche, en 1925, les véritables bénéficiaires de la NEP auraient été environ 3 à 4 % des paysans ; ceux-ci, les koulaks, auraient détenu de façon illicite à cette époque, la moitié des terres ensemencées (cédées par les paysans pauvres ou moyens qui n'avaient pas les moyens de les travailler, ou du moins d'en tirer leur subsistance) et 60 % des machines ; 2 % des koulaks les plus riches auraient fourni 60 % des produits jetés sur le marché ; ils détiendraient les 3/4 des terres illégalement louées, sur lesquelles ils emploieraient, toujours illégalement, 3 millions et demi de salariés agricoles et plus d'un million et demi de journaliers percevant des salaires inférieurs de 40 % à ceux d'avant-guerre. Ces chiffres cités par Victor Serge dans « Vers l'industrialisation » et repris par P. Broué dans son « Parti bolchevique » sont invérifiables.

(1) Même Trotsky admettra que c'étaient là des concessions inévitables tout en affirmant qu'elles l'étaient devenues par la faute de la « direction » qui avait négligé les efforts indispensables pour une industrialisation plus rapide.

En 1925, après quatre ans de tolérance à l'égard du paysan moyen et de limitation de l'économie koulak, c'est ce schéma même qui est mis en cause, non par **une** tendance, mais par les faits eux-mêmes, la « coopération bourgeoise » (1) sur laquelle Lénine avait fondé de grands espoirs, non de socialisme mais de modernisation de l'agriculture, n'ayant pas avancé d'un seul pas, en raison du faible développement de l'industrie. La droite est le courant qui, tirant les conclusions des faits, passe hardiment de la politique d'appui au paysan moyen à une politique favorisant le développement du capitalisme privé à la campagne ; la gauche résiste violemment à ce tournant, considérant comme intangible la politique antérieure de limitation de l'économie koulak, la défense par le pouvoir prolétarien des couches les plus pauvres de la campagne contre l'exploitation et l'usure des koulaks et son assistance économique à celles-ci ; quant au centre, ce n'est pas sur cette question qu'il est destiné à se distinguer : acceptant la politique de la droite par souci de sauver l'Etat, il désapprouve les encouragements trop voyants à la bourgeoisie rurale par anti-capitalisme petit-bourgeois et souci d'orthodoxie formelle de parti ; noyant tout le débat dans des formules éclectiques, appuyant la politique de la droite au nom des principes de la phase antérieure (l'alliance avec le paysan moyen), il fait figure de « conciliateur » aux yeux de tous, alors qu'il prépare en réalité l' « épuration » du parti de ses deux ailes marxistes, et donc sa destruction. Laissant donc pour l'instant le centre de côté (2), il nous faut voir si l'opposition entre droite et gauche est réellement l'opposition entre le courant « pro-koulak » et le courant purement prolétarien que la gauche a cru et dit, en même temps qu'entre « anti-industrialistes » et « industrialistes ».

---

(1) Par « coopération », les bolcheviks entendent toutes les formes de travail associé de la simple « tovarichtchestvo » (ou société de culture en commun) à l'artel et à la commune, cette coopération n'atteignant le stade du capitalisme d'Etat que dans le sovkhose. Dans la « tovarichtchestvo », la terre est cultivée en commun, mais le bétail et autres objets restent propriété privée. Dans l'artel, non seulement la terre est cultivée en commun, mais tous les animaux d'exploitation et le bétail destiné à la consommation sont propriété de l'association, et non de ses membres (dans ce sens, le futur kolkhose est au-dessous du niveau de l'artel). Dans la commune, les maisons elles-mêmes, les jardins et les animaux de basse-cour sont propriété de l'association. La répartition du produit est égalitaire et non rapportée à la prestation individuelle réelle de travail : c'est donc une véritable association communiste du point de vue interne, mais ses rapports avec l'extérieur sont mercantiles et bourgeois. Dans le sovkhose, la propriété du capital d'exploitation passe en totalité à l'Etat et les coopérateurs deviennent de purs salariés.

(2) Il faut néanmoins relever que, dans son opportunisme foncier, Staline était allé, devant les troubles de Géorgie, jusqu'à proposer la dénationalisation du sol, ce qui aurait signifié la renonciation du pouvoir prolétarien à toute espèce de contrôle ou tentative de contrôle de l'économie agraire et de ses développements. Devant l'opposition unanime de la droite comme de la gauche à une telle position, Staline battit prudemment en retraite, affirmant que seuls des ennemis du pouvoir soviétique avaient pu répandre de tels bruits !

En réalité, personne dans le parti russe n'était adversaire de l'industrialisation, tout le monde sachant parfaitement que celle-ci était **indispensable** au relèvement et à la concentration de l'agriculture et, à des degrés néanmoins divers, **dangereuse** pour la dictature du prolétariat dans la mesure où elle ne pouvait se faire que sur la base du salariat et de l'accumulation du capital. La divergence ne porte pas sur la nécessité de l'industrialisation, mais sur ses voies. Pour la gauche trotskyste de 1923, l'industrialisation dépend essentiellement de la volonté d'Etat et du choix délibéré d'une politique d'industrialisation. Ce n'est pas un hasard si, en 1925, Zinoviev et Kamenev rejoignent cette position, en parfaite logique avec leur résistance à un tournant qu'ils jugent « en faveur du koulak ». Pour la droite, au contraire, l'industrialisation est tout autant le **résultat** que la **condition** du relèvement organique de l'économie rurale. Constatant que le premier développement de l'industrie sert à élargir la production industrielle elle-même d'une part et d'autre part à enrichir les couches sociales liées au commerce (1) au lieu de servir au développement de l'agriculture, Boukharine en conclut que le pouvoir ouvrier doit laisser la petite-bourgeoisie rurale accumuler elle-même le capital d'exercice indispensable à l'augmentation du rendement, chose impossible si l'emploi de main-d'œuvre salariée reste illégal dans les campagnes et si le parti persiste dans une politique d'assistance aux couches pauvres qui, sans les libérer de la misère, en fait des couches économiquement parasitaires. Le compromis de Boukharine est en fait un « compromis à la Lénine » : le passage direct de la petite économie parcellaire au capitalisme d'Etat étant impossible dans les campagnes, il faut, selon lui, accepter un passage **indirect** par l'intermédiaire du capitalisme privé. Tout le développement — y compris celui de l'industrie d'Etat — étant condamné à se faire dans des formes mercantiles et de salariat, ce n'est pas plus là une renonciation au socialisme que la NEP de 1921 elle-même.

Indignée par le provocant mot d'ordre de Boukharine : « Paysans, enrichissez-vous » qui signifie non pas « mangez davantage sur le dos du prolétariat », **mais accumulez le capital agricole dont l'économie a besoin pour sortir de la stagnation**, puisque nous ne pouvons le faire, la gauche accusa la droite boukharinienne de « défendre le koulak » : en réalité, la droite n'ayant jamais préconisé l'abolition de la nationalisation du sol, elle ne favorisait pas la formation d'une classe de capitalistes agraires riches de terre, mais seulement d'une classe de grands fermiers de l'Etat employant sous son contrôle des salariés en attendant d'être elle-même expropriée lorsque le degré nécessaire de concentration du capital rural serait atteint. L'accusation de la gauche est donc insoutenable scientifiquement, même si celle-ci reste dans la tradition marxiste quand, s'appuyant sur Engels, elle objecte à Boukharine que, tout en étant adversaire de la petite propriété, le prolétariat doit pratiquer dans la question paysan-

---

(1) On sait qu'en 1925, les 900 millions de roubles placés dans le commerce privé rapportaient annuellement 400 millions d'intérêts, évidemment perdus pour le développement des forces productives, dont les nepmen ne se souciaient nullement !

ne une politique **distincte** de la politique capitaliste qui voue à la ruine pure et simple les petits agriculteurs qu'elle abandonne sans recours à la misère et au croupissement (1). Il n'aurait pas été difficile à la droite de répondre théoriquement à cette objection valable en notant que le pouvoir prolétarien défendait le paysan pauvre devenu salarié agricole au même titre que les salariés industriels, mais elle ne pouvait y répondre **pratiquement** en le protégeant réellement contre les exactions du koulak, et c'est là la raison pour laquelle jamais la gauche ne se convertit à ses vues ni même n'en reconnut la validité du point de vue marxiste.

S'il nous est aujourd'hui impossible d'identifier la politique de la droite avec une politique de « restauration du capitalisme » et de « dégénérescence social-démocrate » de l'Etat comme le faisait la gauche des années 1925-27, et du même coup d'identifier la politique de la gauche avec une politique qui, sans la défaite politique, aurait marché sans dévier **en direction du socialisme,** c'est non seulement parce qu'historiquement, ce n'est pas la droite qui a présidé à la transformation de la révolution double en révolution purement capitaliste, mais parce qu'elle avait dans une certaine mesure prévu et tenté par avance de conjurer le type particulier de « restauration capitaliste » qui s'est produit **sous forme d'un tournant à gauche** et qui s'est révélé pire pour le mouvement communiste mondial que ne l'aurait été celle des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires. Nulle part cela n'apparaît aussi nettement que dans le débat qui, en 1925, oppose le leader de la droite, Boukharine, à un membre de l'opposition de 1923, le « trotskyste » Préobrajensky, tandis que Trotsky lui-même se tait.

La thèse de « gauche » de l' « industrialiste » Préobrajensky est la suivante (2) : l'économie d'un pays arriéré et isolé (ou même d'un groupe de pays n'ayant pas atteint le développement capitaliste maximum) où un pouvoir prolétarien dirigeant une industrie nationalisée s'efforce de créer les bases matérielles du socialisme obéit à des lois objectives qui, bon gré mal gré, finiront par s'imposer à ce pouvoir et qui sont celles de l' « accumulation socialiste primitive ». Loin d'essayer de résister à ces lois, le parti prolétarien doit donc en favoriser la manifestation par son action politique. Il doit se servir de son « monopole socialiste » (c'est-à-dire de l'autorité étatique exercée sur l'industrie et le commerce extérieur) pour pratiquer une politique des prix assurant le drainage des fonds normalement destinés aux revenus de la paysannerie vers le fonds de l'industrialisation d'Etat, seul moyen de mettre fin au « chantage que les koulaks exercent sur celui-ci » d'une part, et à la surpopulation rurale de l'autre. Par ailleurs, un tel drainage ne permettant pas à lui seul de dépasser rapidement le point critique où le pays de la révolution a perdu les avantages du régime capitaliste sans avoir encore ceux du régime socialiste, le « monopole socialiste » ne doit pas hésiter à opérer dans les mêmes buts une ponction analogue sur le fonds des salaires et des revenus du secteur industriel privé. Préobrajensky admettait qu'en cas de victoire révolutionnaire en Europe, cette phase d' « accumulation socialiste primitive » ne pourrait pas durer moins de vingt ans (et donc davantage sans victoire révolutionnaire) et qu'elle ne pourrait aller sans effets nettement anti-socialistes : l'exploitation (au sens économique et non moralisant du terme) de la paysannerie dont les revenus devaient selon lui croître plus lentement que ceux du prolétariat en régime de dictature ouvrière ; le développement d'un énorme appareil monopoliste aux tendances parasitaires, par ailleurs nid de privilèges sociaux. Convaincu que l' « action ouvrière s'exerçant au point de vue du consommateur » suffirait à corriger les tendances parasitaires du monopole « s'exerçant du point de vue du producteur », Préobrajensky invitait néanmois le Parti à abandonner toutes les tergiversations de la droite pour s'engager résolument dans cette voie. Ce qu'il n'avait pas prévu, c'est qu'un « monopolisme socialiste » ainsi conçu était **inconciliable** avec toute forme d' « action ouvrière », si bien que pour prendre une telle voie, le Parti aurait dû au préalable cesser d'être le parti **prolétarien.**

Boukharine qualifia d'emblée de « monstrueuse » la prétendue « loi de l'accumulation socialiste primitive », justifiant non seulement l'exploitation de la paysannerie, mais celle du prolétariat, et la renaissance d'une nouvelle classe exploitrice dissimulée dans les replis d'un appareil d'Etat à étiquette socialiste. S'il ne s'agissait que de partager une fois pour toutes entre l'ouvrier et le paysan une production donnée, la « politique véritablement ouvrière », dit-il, consisterait à en obtenir la part maxima. « Mais alors il ne serait pas question de relever la production, ni de progresser vers le communisme, ni de défendre l'alliance des ouvriers et des paysans. C'est à la classe ouvrière qu'incombe le souci de l'économie nationale et elle doit assurer à ce processus la direction juste, c'est-à-dire ne pas tomber dans un corporatisme étroit en veillant uniquement à ses propres intérêts immédiats et en trahissant les intérêts généraux, d'une part, et d'autre part comprendre **l'interdépendance des parties constituantes de l'économie nationale** ». « Ce n'est pas en arrachant chaque année le maximum de ressources à la paysannerie pour les mettre dans l'industrie qu'on assurera le rythme maximum de développement industriel. Le rythme **permanent** le plus grand sera obtenu par une combinaison où l'industrie grandira sur la base d'une économie s'accroissant rapidement ». C'est l'industrie qui est le levier de la transformation radicale de l'agriculture, mais le maintien autoritaire de bas prix agricoles, les mesures empêchant la couchée aisée de la paysannerie d'accumuler et les paysans pauvres de devenir des salariés en se louant non seulement provoquent le mécontentement de toutes les couches paysannes, non seulement créent à l'Etat d'énormes charges d'assistance, **mais ils freinent l'industrialisation elle-même.** Le prolétariat doit garder l'hégémonie dans l'Etat soviétique, mais la leçon du communisme de guerre et le sens de la NEP sont qu'il doit l'exercer par d'autres méthodes que pendant la guerre civile. Le prolétariat ne peut pas diriger l'économie **tout entière** : « s'il se charge de cette tâche, il est obligé de construi-

---

(1) On se référait en effet à Engels qui, tout en attaquant vivement les socialistes français qui voulaient « défendre la petite propriété », avait noté que le parti prolétarien n'avait pas à favoriser la ruine de la petite-paysannerie. Cf. Lénine lui-même, dans « Rapport sur l'attitude du prolétariat devant la démocratie petite-bourgeoise » du 27 novembre 1918.

(2) Elle a été exposée dans un ouvrage en deux volumes, l'Economie Nouvelle, *dont seul le premier parut avant la mise hors-la-loi de la gauche, et qui n'a été traduit du russe et connu en Occident que tardivement.*

re un appareil administratif colossal... La tentative de remplacer tous les petits producteurs, les petits paysans par des bureaucrates produit un appareil si colossal que la dépense pour le maintenir est incomparablement plus importante que les dépenses improductives résultant des conditions anarchiques de la petite production ; en définitive, l'ensemble de l'appareil économique de l'Etat prolétarien non seulement ne facilite pas mais **ne fait que freiner le développement des forces productives.** Il mène directement à l'opposé de ce ce qu'il était censé faire ». La conclusion de Boukharine était que les thèses de Préobrajensky n'étaient qu'une idéalisation des méthodes du communisme de guerre, qu'une « nécessité impérieuse contraignait le prolétariat à détruire l'ensemble de l'appareil économique hérité de cette époque, et que s'il ne le faisait pas, **d'autres forces renverseraient sa domination** ».

Il fallut plus de vingt-cinq ans avant que ces « autres forces » — aussi étrangères et hostiles au prolétariat et au socialisme que Boukharine l'avait craint — se manifestent, dénonçant à leur tour, avec Khrouchtchev et le reste de la bande des « déstalinisateurs », le « **frein** » opposé au « **développement des forces productives** » par « **l'appareil économique de l'Etat** » né de l'irrésistible révolution anti-bourgeoise d'octobre, mais qui, en tant qu'appareil d'Etat, n'eut jamais rien ni ne pouvait rien avoir de « prolétarien », la force de la classe ouvrière s'incarnant dans son parti et non dans un quelconque « appareil », et la marche au socialisme s'accompagnant non d'un renforcement dudit « appareil », mais de son dépérissement (1) ; mais il ne fallut pas plus de deux ans pour que la gauche fût liquidée politiquement, pas plus de quatre pour la droite subît le même sort, c'est-à-dire pour que s'achève la destruction du parti bolchevique, que se réalise donc du même coup ce renversement de la domination politique du prolétariat que Boukharine n'avait pas moins redouté que la gauche, mais qu'il n'avait pas vu se préparer dans le débat de principe sur le socialisme dans un seul pays qui fit rage du XIVè Congrès de décembre 1925 au XVè Congrès de décembre 1927, en passant par l'Exécutif élargi de 1926, et dans lequel il se couvrit d'opprobre en faisant bloc avec le centre contre la gauche, et pire, en prêtant au grossier empirisme de Staline son secours de théoricien.

Il était fatal que la juste condamnation marxiste du socialisme dans un seul pays rejaillît sur la politique économique défendue par la droite, qu'on ne fît même plus la distinction qui s'imposait entre la doctrine renégate et la politique « droitière ». C'était pourtant faux, et c'est un des grands mérites de la gauche italienne de l'avoir montré (2). C'est de la **droite** que

---

(1) Le seul fait que ces « autres forces » se soient manifestées prouve néanmoins la justesse de la pensée marxiste de Boukharine, qui n'eut que le malheur de « prévoir » exactement ce qui ne devait se produire qu'un quart de siècle plus tard, mais de ne comprendre qu'à l'ultime minute ce qui se produisait sous ses yeux !

(2) Elle fut la seule à le faire. Les disciples dégénérés de Trotsky, aussi malheu-

la gauche attendait la contre-révolution qu'elle ne prévoyait que trop, c'est avec **la gauche** seule que la droite identifiait les dangers menaçant la révolution : or c'est le centre que personne n'avait jamais considéré comme un courant distinct, le centre dédaigné de tous qui s' « autonomisant » tout-à-coup, frappant la gauche en 1927 et la droite en 1929 avant de les massacrer moins de dix ans plus tard, fut le véritable agent de la contre-révolution. Réalisée, du moins dans sa phase initiale avec moins de fracas que les contre-révolutions qui, dans le passé, avaient mis terme à d'autres grandes révolutions historiques, elle se dissimula en outre derrière la façade du même parti. En réalité, l'autonomisation du centre par rapport à la droite comme à la gauche marxistes signifiait bel et bien l'apparition d'un **nouveau** parti, et la destruction du parti d'Octobre. Dans le domaine international, cela est attesté par le démantèlement de l'Internationale communiste pourtant déjà bien malade d'opportunisme et par sa réduction au rôle de « garde-frontière » de l'URSS. Dans les questions intérieures, tout change également. On ne peut pas parler d'une régression économique du socialisme au capitalisme dans la mesure où, comme toute l'œuvre de Lénine le confirme, il n'y avait pas en URSS un seul atome de socialisme **économique** en 1927-29, mais le régime stalinien ne s'en distingue pas moins nettement du régime bolchevique en ce que, de conquête politique toujours menacée et passionnément défendue, la dictature du prolétariat, bien entendu détruite et d'ailleurs confondue avec la démocratie soviétique, y devient un credo constitutionnel intangible : en URSS l'Etat est « ouvrier » comme ailleurs il est monarchique ou républicain. De la même façon le socialisme cesse d'être un but encore lointain, mais en même temps une réalité définie, et donc démontrable lorsqu'elle apparaît dans l'histoire, pour devenir une sorte de principe constitutionnel ; l'URSS devient « la patrie du socialisme » ce qui signifie que son économie est socialiste comme celle de la France est française ou celle de l'Allemagne est allemande. Tout doute à cet égard relève de la police ; quant aux apparences contraires, ce sont des produits du sabotage et de la conspiration. C'est cette pesante palinodie qui est servilement diffusée sous le nom de « marxisme-léninisme » par les partis communistes officiels du monde entier, mais c'est par des procès conçus de façon à ce que les vieux bolcheviks les plus célèbres apparaissent « de façon indubitable » comme des saboteurs, des conspirateurs et des espions de l'impérialisme étranger que moins de dix ans plus tard l'Etat soviétique entreprend d'en démontrer une fois pour toute la « vérité » aux masses ouvrières de Russie et du monde. La destruction du bolchevisme a ouvert la phase de réaction la plus noire qui ait jamais affecté le mouvement prolétarien international.

---

reux en ceci qu'en toutes choses, n'ont réhabilité Boukharine qu'en tant que partisan supposé de la « démocratie prolétarienne ». Connaissant d'une part le rôle joué par lui face à la gauche pour qui « démocratie prolétarienne » signifiait « défense du parti », le refus opposé à Trotsky en 1927 d'un bloc droite-gauche pour assurer enfin cette défense contre le centre, et sachant d'autre part que Boukharine fut très probablement l'auteur de la constitution de 1936, justement dénoncée par Trotsky, on ne peut qu'admirer la puissance aveuglante du préjugé démocratique.

LA CRISE DE 1927-28 ET LA LIQUIDATION DE LA NEP

L'élimination de la gauche unifiée du parti bolchevique en 1927 et celle de la droite boukharinienne en novembre 1929 a sonné sans discussion possible la fin du bref cycle prolétarien de la révolution, mais non du cycle révolutionnaire lui-même. La raison en est simple : il ne suffisait pas d'emprisonner et de déporter les révolutionnaires ou de les garder en otages dans le nouveau parti après de spectaculaires « abjurations » pour régler le problème paysan, premièrement ; deuxièmement, l'élimination des marxistes n'impliquait en aucune façon la renonciation aux méthodes révolutionnaires, c'est-à-dire non pacifiques, dans la mesure où le marxisme n'a en aucune façon l'apanage de la violence. Bien entendu, en « épurant » le parti, la contre-révolution a voulu se débarrasser du joug des principes et du programme communiste qui, au terme de la reconstruction, devenait un frein non seulement au développement capitaliste du pays, mais aussi à la conquête de son indépendance par rapport au capitalisme occidental dont la Russie tsariste n'avait jamais été qu'une semi-colonie - un frein ressenti par elle comme odieux ; mais une telle « émancipation » n'avait aucune raison de jouer dans le sens exclusif de la libération de tendances **conciliatrices**. Dans le domaine de la lutte de classe internationale, où le parti était au départ intransigeant, c'est bien dans ce sens et uniquement dans ce sens qu'elle devait jouer. Ce n'est pas un hasard si, de tous les opposants, Trotsky fut le plus haï des staliniens : il fut le seul à combattre le conciliationnisme avec la bourgeoisie et la social-démocratie mondiale, dont l'opportunisme de Zinoviev et de Boukharine s'accommodait au contraire fort bien. Mais dans le domaine économique, c'est tout le contraire qui est vrai, la position de départ du parti étant sur ce terrain une position de **compromis** (1). Bref, la logique de la contre-révolution stalinienne ne comportait nullement le passage à la conciliation universelle, mais seulement l'inversion des positions bolcheviques authentiques : conciliation en politique internationale, mais méthode « révolutionnaire » dans le domaine intérieur dans la mesure où la **conservation de l'Etat** et l'**indépendance nationale** l'exigeaient. Aisément compréhensible aujourd'hui, cette logique n'en jeta pas moins le désarroi parmi les communistes formés dans la lutte contre la déviation réformiste (et aussi syndicaliste-révolutionnaire) obéissant à une logique différente. Cette inversion les plaça en outre dans une position ambiguë puisqu'elle les amena à faire au parti stalinien dont ils avaient jusque là dénoncé le **conciliationnisme**,

(1) *Compromis avec la paysannerie, mais aussi avec le marché mondial, dans un sens, puisque tout en étant très conscient du fait que la pression de celui-ci imposerait à la Russie l'application de méthodes capitalistes strictes, Lénine avertissait du danger qu'il y aurait à fuir l'épreuve, c'est-à-dire à se replier dans l'autarcie. En 1925, c'est exactement la position léninienne que Boukharine continue à défendre quand il combat les tendances autarciques déjà nettes (les dirigeants d'entreprise exigeaient des tarifs « vraiment protecteurs » pour l'industrie russe, et non purement fiscaux) en même temps qu'il effectue le tournant soi-disant « pro-koulak ». Quant à la prétendue « radicalisation » stalinienne, elle rompra avec le marché mondial dans toute la mesure du possible, en même temps qu'elle écrasera les koulaks.*

le reproche apparemment contradictoire de vouloir trancher par la **violence** la question paysanne. Ainsi l'opposition présenta-t-elle toutes les apparences de la mauvaise foi, tandis que le parti stalinien, en retournant bravement à des méthodes de guerre civile dans les années 1929 - 1930, donnait l'impression « d'avoir plus de droits que l'opposition de gauche (et plus forte raison que celle de droite) à se proclamer le champion du communisme intransigeant » (1).

Sans une contre-révolution politique préalable, la « dékoulakisation » et la prétendue « collectivisation » forcée n'auraient pas été possibles, et c'est précisément parce que jamais un parti réellement marxiste et prolétarien n'aurait pu accomplir une telle œuvre que sa défaite était inévitable, car il est parfaitement vrai qu'elle « répondait à une nécessité historique » et que tout le complexe de conditions de tous ordres existant en 1929-30 et hérité de l'époque précédente ne permettait aucune autre politique (2). Ceci dit, il est faux que cette dékoulakisation et cette « collectivisation » forcée aient répondu à un plan concerté, et à plus forte raison qu'elles aient depuis toujours été prévues dans le programme bolchevique pour le jour où la reconstruction serait achevée. C'est simplement là une justification **a posteriori** du démantèlement du parti qui tend précisément à en nier le caractère contre-révolutionnaire : elle suggère que, sur la voie de la « seconde révolution », du « nouvel Octobre » (ces canailles osèrent parler d' « Octobre paysan » !) harmonieux compléments de la « première révolution », de l'Octobre 1917, le parti s'était heurté à la résistance d' « opportunistes », de « pacifistes », d' « ennemis des

(1) *Jugement d'un observateur américain de la collectivisation forcée, Calvin Hoover, auteur d'un ouvrage sur* « La vie économique de la Russie soviétique » *(1932) qui répond parfaitement au « bon sens borné » justement dénoncé par Trotsky dans* « Leur morale et la nôtre » *à propos de la même question, mais qui ne fut malheureusement pas l'apanage d'adversaires du communisme comme C. Hoover, puisque c'est finalement lui qui explique la terrible épidémie d' « abjurations » qui sévit parmi les communistes russes dans les années 1927-30.*

(2) *Il n'y a aucune contradiction entre le fait d'affirmer cela et le fait, pour un courant prolétarien, de refuser de cautionner ou appuyer une telle politique. C'est une des infamies de l'opportunisme que de croire nécessaire de s'incliner devant toute « nécessité historique », une fois celle-ci reconnue. R. Luxembourg notait justement qu'en fait, il y avait toujours deux nécessités historiques en lutte, celle du capitalisme et celle du socialisme et que si « la leur » était souvent la plus forte, elle avait néanmoins « le souffle beaucoup plus court » que « la nôtre », qui finirait par s'imposer. On peut dédaigner tranquillement l'argument selon lequel si on avoue que le parti marxiste n'aurait pas pu appliquer les « méthodes révolutionnaires » là où Staline les a appliquées, c'est le marxisme lui-même qu'on compromet, en lui reconnaissant une « infériorité » dont précisément Staline s'est débarrassé. Mais le marxisme est la doctrine de la révolution socialiste, non celle de la bonification des pays arriérés, œuvre historique dans laquelle il nous importe fort peu que d'autres courants politiques et sociaux puissent se targuer d'une quelconque « supériorité ». La seule véritable trahison du marxisme est précisément de concéder une signification socialiste quelconque à ladite œuvre, qu'il s'agisse de la modernisation de la Russie ou de celle de la Chine, du stalinisme ou du maoïsme.*

moujiks » et d' « amis des koulaks » qui en avait retardé la venue jusqu'en 1929-30. C'était une version fort efficace puisqu'elle mettait trotskystes et boukhariniens dans la posture de néo-menchéviks et de néo-socialistes révolutionnaires, et Staline dans le rôle d'un nouveau Lénine, mais cette belle symétrie s'écroule dès qu'on expose exactement le déroulement de la prétendue « seconde révolution d'Octobre » et surtout ses effets économico-sociaux. La réalité de la révolution agraire de 1929-30 subsiste bien entendu (1), mais tout l'éclat non seulement « socialiste », mais simplement « progressiste » dont les fossoyeurs du parti bolchevique ont voulu la nimber s'éteint piteusement ; la nature de la cause qu'elle a réellement servi éclate aux yeux, et du même coup le caractère odieusement défaitiste de la comparaison entre l'universel Octobre prolétarien et communiste et les convulsions confuses et douloureuses dont est finalement sortie la Russie capitaliste N° 2.

Une semaine après le XVme Congrès, qui avait condamné les positions de la gauche et repoussé la demande de réintégration d'un certain nombre de ses membres, les villes russes sont à nouveau menacées de famine et des incidents éclatent entre les collecteurs de blé et les paysans qui réclament de nouvelles augmentations de prix. En janvier 1928, la quantité de blé livrée au marché se révèle inférieure de 25 pour cent à celle de l'année précédente, le déficit par rapport au minimum nécessaire pour l'alimentation urbaine étant de deux millions de tonnes. Au congrès, Staline s'était moqué des « paniquards » de la gauche, « qui appellent au secours dès que les koulaks pointent leur nez dans un coin », mais lorsque le Bureau politique se réunit le 6 janvier pour examiner la situation, c'est au stockage des koulaks qu'il impute la crise. Des mesures d'urgence sont prises en secret : ordre est donné d'appliquer aux koulaks l'article 107 du code criminel prévoyant la confiscation des stocks des spéculateurs et, pour les encourager à la détection, la distribution d'un quart des grains saisis aux paysans pauvres. Les résultats sont faibles, ce qui semble attester qu'il s'agit beaucoup plus d'une pénurie réelle que d'un stockage spéculatif. De février à juillet, une véritable mobilisation de la ville contre la campagne, des paysans pauvres contre les koulaks est organisée ; des commandos de jeunes ouvriers encadrés par une dizaine de milliers de militants du parti sont envoyés contre les ruraux, les paysans pauvres invités à « mener la lutte de classe » contre les riches et à participer aux saisies sur la promesse d'une distribution d'une fraction du butin. Des nouvelles mesures d'exception sont prises publiquement : emprunts forcés, interdiction de la vente et de l'achat direct au village. Quant à la presse elle dénonce non seulement « la renaissance koulak », mais l'envahissement du parti et de l'appareil d'Etat par des éléments « qui ne voient pas les classes au village » et qui « cherchent à vivre en paix avec le koulak », c'est-à-dire la droite dont la politique a été réaffirmée quelques mois plus tôt. Tandis que la peur de la famine règne dans les villes, l'atmosphère du communisme de guerre revit dans les campagnes ; la paysannerie résiste : selon Boukharine, l'Etat aurait eu à réprimer plus de cent cinquante révoltes paysannes dans les six premiers mois de 1928. En avril, grâce aux saisies qui ont frappé toutes les catégories de paysans, les stocks des villes sont suffisants pour écarter le spectre de la famine ; le Comité central condamne alors « l'arbitraire administratif, la violation de la loi révolutionnaire, les raids contre les maisons des paysans et les fouilles illégales », interdit les confiscations (sauf en cas de stockage spéculatif) et l'emprunt obligatoire, rétablit enfin la liberté de vente et d'achat au village. Staline affirme : « **La NEP est la base de notre politique économique et le restera longtemps encore** » ; mais il suffira que la crise du grain semble rebondir pour que le mois suivant, en mai 1928, le même Staline expose dans un discours public une ligne nouvelle en rupture avec la ligne de droite du XVme Congrès : la solution de la crise du blé, affirme-t-il maintenant, réside dans « la transition des fermes paysannes individuelles aux fermes collectives » ; par ailleurs, « il ne faut en aucune circonstance retarder le développement de l'industrie lourde ni faire de l'industrie légère qui travaille pour le marché la base de l'industrie dans son ensemble ». Bien loin d'avoir défendu comme il le prétendra **a posteriori**, une ligne propre, une ligne de parti distincte et opposée tant à la « déviation de gauche » qu'à « celle de droite », le centre stalinien a donc oscillé au gré de la crise, soutenant la politique économique de la droite contre la gauche d'abord, puis ralliant celle de la gauche et l'imposant à la droite à la première difficulté, ne manifestant de constance et de continuité que dans une seule chose : **la démolition systématique du parti de Lénine.**

La droite, elle, maintient intégralement les positions qu'elle n'a cessé de défendre depuis la première polémique de 1923, non par aveuglement, mais parce qu'elles répondent à des raisons de principe plus fortes que les suggestions de la crise. C'est pourquoi il convient d'évoquer l'ultime bataille livrée par Boukharine en réponse au tournant « gauchiste » de la fraction stalinienne en mai 1928. Boukharine concède alors que l'augmentation de la production agricole dépend du remplacement progressif des entreprises capitalistes par les coopératives de paysans moyens et pauvres et du passage, sur cette base, de la petite à la grande entreprise, mais il maintient que ce processus se fera sur la base de l'**essor** des exploitations individuelles et non pas grâce à une **pressuration** économique de la paysannerie. Il concède de même que le développement de l'agriculture dépend du développement de l'industrie, mais en même temps qu'il repousse

(1) *Bon observateur de la Russie (où il se trouvait pendant la « collectivisation forcée ») et historien objectif, mais politique désastreux et piteux théoricien dès qu'il n'a plus Lénine pour lui mâcher le travail, le stalino-trotskyste Isaac Deutscher s'écrie quelque part que si une transformation bouleversant en l'espace de quelques années le mode de production de centaines de millions d'hommes n'est pas une « révolution sociale », il ignore ce que peut bien être une révolution sociale. Soit. Le parti communiste international n'a jamais nié la révolution capitaliste accomplie dans la Russie d'après 1927, non plus que sa nécessité historique ; mais il affirme que la transformation agraire de 1929 - 30 a imprimé un caractère arriéré à cette révolution, même en tant que révolution capitaliste, et il le prouve, les chiffres lamentables du rendement agricole en main, condamnation indiscutable de ce que même un observateur aussi bien disposé à l'égard des Russes que l'économiste Chombart de Lauwe appelle fort justement « l'aberrant kolkhose ».*

l'idée d'une accélération des rythmes de l'industrialisation, il met en garde contre la source de la pression qui s'exerce dans ce sens : « le gigantesque appareil d'Etat où se sont nichés des éléments de dégénérescence bureaucratique, absolument indifférents aux intérêts des masses, à leur vie, à leurs intérêts matériels et culturels », « les fonctionnaires... prêts à élaborer n'importe quel plan ». Malgré les sarcasmes de la gauche qui voit dans la crise une confirmation éclatante de ses propres positions, ce que Boukharine défend en cette phase ultime de la lutte, c'est le programme de Lénine, c'est-à-dire le principe du contrôle **par le parti** de la tendance naturelle du capital, même étatisé, à l'accumulation forcenée sur le dos de la classe ouvrière et des paysans, tendance dont l'**appareil d'Etat** est le canal naturel, l'agent aveugle et inerte, mais qui ne peut manquer de triompher de toutes les volontés socialistes si par malheur, au lieu d'essayer de maintenir son contrôle sur cet appareil, le Parti se met à obéir à ses injonctions, qui ne sont que les injonctions du Capital impersonnel, en inscrivant à son propre programme l' « accélération de l'industrialisation ». Ce faisant, Boukharine défend aussi la conception marxiste du rôle de la dictature prolétarienne contre l'altération que, sans s'en rendre compte, la gauche lui a fait subir, sous la suggestion d'une ambiance économique caractérisée par l'insuffisance du développement capitaliste. Dans la doctrine marxiste qui repose sur l'hypothèse d'une révolution survenant dans un pays capitaliste avancé, le rôle de la dictature prolétarienne est de briser les entraves s'opposant à l'avènement d'une économie nouvelle, un point c'est tout. A ce stade, il n'existe aucune opposition entre le parti d'une part, l'appareil de l'Etat de l'autre ; dans la mesure où la volonté révolutionnaire du parti va dans le sens des exigences d'une société que les impératifs de l'accumulation du capital condamnaient à une crise perpétuelle et qui, précisément pour cette raison, a dû passer par une révolution violente, rien de plus facile au parti que de diriger la machine de l'Etat dans la direction voulue par lui, cette machine n'ayant aucune énergie propre, n'étant par elle-même, s'il est permis de faire une image, qu'une carrosserie, le moteur se trouvant évidemment ailleurs. Ce que Boukharine tente vainement de faire comprendre à ses adversaires (1), c'est qu'au stade très inférieur de la lutte pour le socialisme où se trouve la Russie (au

(1) Boukharine ne sait pas encore, en 1928, que la gauche unifiée et Staline, plus que deux fractions du même parti, constituent deux partis exprimant des intérêts de classe opposés et que lui-même appartient au même parti de classe que la gauche unifiée, et non pas au parti de Staline. C'est donc à Staline qu'il s'adresse, la fraction de Staline qu'il veut convaincre, parce qu'elle lui semble une alliée utile pour empêcher une victoire de la gauche. Ce ne sont pas les conceptions de celle-ci sur la question du parti, ni même sa critique du socialisme dans un seul pays qui dressent Boukharine contre elle, car son propre ralliement à celle-ci n'a jamais été qu'une manœuvre politique, ses convictions scientifiques d'une part, et de l'autre son attitude dans la question de l'autarcie ou non autarcie de l'économie russe excluant qu'il l'ait jamais prise au pied de la lettre et surtout qu'il en ait partagé les implications nationalistes. Ce qui dresse Boukharine contre la gauche - ce qui l'a précisément amené à sa mortelle alliance avec le centrisme stalinien - c'est sa conviction que le triomphe de ses conceptions de politique économique provoquerait une terrible dégénérescence de l'Etat ouvrier ; c'est bien en

stade où ce sont les bases matérielles mêmes de ce socialisme qui manquent) il n'y a pas du tout inversion du rôle du parti et de la dictature prolétarienne qui, de briseurs d'entraves, se transformeraient en forces de « construction » et d' « édification ». La seule véritable force de « construction » et « d'édification » se trouve dans la dynamique même d'une économie encore arriérée qui tend tout naturellement au capitalisme. A ce stade, l'influence de la volonté révolutionnaire, du facteur politique de la dictature de classe, s'exerce **avec des résultats** tout différents de ceux qu'elles auraient à un stade plus avancé, mais **elle ne peut pas s'exercer d'une autre façon** : parti et dictature n'ont d'autres moyens d'agir sur l'économie que d'interdire ou lever des interdictions ; la difficulté est que, s'ils interdisent tout développement capitaliste, ils bloquent en même temps tout progrès, ce qui les condamne à sauter comme un frein réactionnaire à brève échéance, et que s'ils lèvent **toutes** les interdictions ils renoncent à toute influence. S'ils croient cependant pouvoir échapper à cette dure alternative en renonçant à leur rôle strictement politique, en tentant d'assurer directement une tâche économique, c'est pire encore : ce n'est pas leur influence qu'ils perdent, c'est leur propre **nature d'instruments** du prolétariat. Ainsi c'est au moment où ils croient atteindre au maximum d'influence que s'annule justement ce que leur influence a de spécifique. La dynamique de l'économie trouve en effet dans l'appareil de l'Etat qui s'est substitué à la classe bourgeoise du fait de la révolution sa courroie naturelle de transmission. Au stade inférieur de la lutte pour le socialisme, il existe donc entre le parti et cet appareil un conflit latent, inconcevable à un stade plus élevé où, ayant perdu l'initiative historique, le capitalisme perd aussi largement le pouvoir de disputer au parti prolétarien l'influence sur l'appareil d'Etat ; ce conflit dérive tout simplement de celui qui oppose le parti communiste au capitalisme qu'il ne peut interdire, mais qu'il ne peut renoncer à limiter sans se renier. En se proposant d'accélérer l'industrialisation, en déplaçant toutes les ressources de l'industrie légère à l'industrie lourde, c'est précisément ce que ferait le parti, car une telle politique signifierait son abdication devant la dynamique capitaliste de l'économie dont, en l'absence d'une classe capitaliste constituée, l'appareil économique de l'Etat se trouve traduire toutes les exigences, sans égard pour les besoins de la classe prolétarienne et des masses en général. Tout cela explique que dans le domaine industriel, Boukharine préconise des mesures qui, à la gauche, semblent d'une modestie dérisoire eu égard à l'immensité des besoins : qu'on se contente de maintenir le rythme d'accroissement déjà atteint en comprimant les énormes dépenses improductives, en abrégeant les temps de production douze fois supérieurs à ceux de l'industrie avancée des Etats-Unis, en luttant contre le gaspillage, la quantité des matériaux employés en Russie pour une production donnée atteignant une fois et demie ou deux fois ce qu'elle est en Amérique, bref qu'on rationalise, qu'on économise au lieu

effet ce qui s'est produit avec le tournant de Staline à gauche, mais il est bien clair que si quelqu'un pouvait recueillir quand il en était encore temps l'avertissement, ce n'était pas Staline, chef potentiel du nouveau parti en gestation, mais la gauche bolchevique.

de chercher à battre des records de vitesse. Le souci qui l'inspire est évident : que l'industrialisation nationale ne vienne pas peser trop lourdement sur la condition des travailleurs. C'est un souci de classe auquel le centre stalinien est totalement inaccessible, mais l'avertissement est prophétique ; la preuve en est que, face à l'industrialisation stalinienne, la critique de Trotsky lui-même prendra des accents « boukhariniens ».

Du discours de mai 1928 (qui marqua le tournant de Staline dans la question paysanne et dans celle de l'industrialisation) à avril 1929, où pour la première fois Boukharine est dénoncé comme le chef de la droite, et à novembre 1929, où il capitule, la lutte se déroule selon le schéma stalinien habituel : « épuration » du parti d'une part, et violente campagne contre l'infiltration des koulaks en son sein (1), mais oscillations perpétuelles dans la politique économique. En juillet 1928, le Comité central prend en effet « à l'unanimité » des mesures de droite » (2) : seconde interdiction des perquisitions et des saisies chez les paysans, et augmentation de 20 pour cent des prix du blé. Pourtant, en même temps, la fraction stalinienne réclame une « lutte cruelle contre le koulak », accuse la droite de n'être « ni marxiste, ni léniniste, mais formée de philosophes paysans tournés vers le passé ». Selon son éclectisme habituel, Staline ne s'en défend pas moins de vouloir tourner le dos à la NEP et parle de « nouvelle étape » dans le cadre de celle-ci ; en juillet 1928, il écrit encore : « **Il y a des gens qui pensent que l'exploitation agricole individuelle est au bout de ses forces et que ce n'est pas la peine de la défendre. De telles gens n'ont rien de commun avec notre Parti** ». Fin 1929, le premier plan quinquennal approuvé par le parti prévoit qu'en 1933, 20 pour cent seulement de la surface cultivée serait « collectivisée », c'est-à-dire exploitée par des coopératives paysannes. Au printemps de 1929 (3), Staline soutient encore que « **l'exploitation individuelle continuerait à jouer un rôle prédominant dans le ravitaillement du pays en produits alimentaires et matières premières** ». Quelques mois plus tard, la prétendue « collectivisation générale » battait son plein.

---

(1) Eduqués depuis 1921 dans l'idée de l'importance de « l'alliance avec la paysannerie » et depuis 1923 dans la conviction que « l'hostilité contre le moujik » était une déviation trotskyste, les militants et même les fonctionnaires du parti ne prirent pas sans mal le tournant, s'opposant aux mesures d'urgence ou les critiquant. La répression fut impitoyable, ainsi que la « campagne idéologique » contre eux, mais la fiction de l'unanimité du Bureau politique fut maintenue (avec la complicité de Boukharine, Rykov et Tomsky) jusqu'en janvier 1929 ; en octobre 1928 encore, en pleine lutte avec Boukharine, Staline eut le front d'affirmer : « Il n'y a pas de droitiers au Bureau politique. Dans le Bureau politique, nous sommes unis et nous le resterons jusqu'au bout ». Bien imprudemment, la droite le laisse dire et abandonne ses propres partisans à ses coups : elle juge qu'elle ne doit pas se laisser chasser de la direction avant la chute de Staline qu'elle juge inévitable et qui constituera un moment critique pour la révolution.

(2) Trotsky, convaincu que la victoire de la droite est définitive, parle de la « dernière phase de Thermidor ».

(3) Boukharine venait seulement d'être publiquement dénoncé.

La prétendue « seconde révolution » dont la phase violente couvre toute la seconde moitié de 1929 et dure jusqu'au début de mars 1930 ne revêtit pas seulement le caractère d'une improvisation effectuée sous la pression des faits, mais encore celui d'un compromis, le pire qu'on ait pu faire. Tout d'abord, la forme de « collectivisation » prévue dans le discours de Staline en mai 1928 n'est pas le sovkhose, ou entreprise d'Etat dirigée par un quelconque fonctionnaire et employant une main-d'œuvre salariée, mais l'**artel**, forme de kolkhose intermédiaire entre la simple société de culture et la commune. En ceci, Staline n'a en rien innové, puisqu'au cours des années précédentes, aucun bolchevik n'a jamais affirmé qu'il était possible de généraliser rapidement la forme sovkhosienne alors que l'Etat ne disposait ni de l'énorme capital d'exercice (machines, outils, engrais, etc...) ni de l'immense main-d'œuvre qualifiée (agronomes et mécaniciens) nécessaires pour permettre sa substitution directe à l'entreprise parcellaire, et pas davantage que le régime pourrait survivre à la tentative de transformer en purs salariés des millions et des millions de petits-paysans. Par contre, Staline donne, grâce à la démagogie anti koulak, une forte empreinte opportuniste à la politique qu'il préconise : c'est cette démagogie anti-capitaliste qui sert à faire passer l'**artel**, simple coopérative fonctionnant comme une entreprise autonome par rapport au marché, pour une forme **communiste**, alors qu'elle est encore inférieure à la forme capitaliste d'Etat du sovkhose, elle-même simple levier de la transformation socialiste dans certaines conditions. Il s'agit d'une énorme falsification tendant à assimiler la rivalité des paysans pauvres et moyens avec les paysans riches pour la jouissance de la terre et de ses produits à la lutte révolutionnaire du prolétariat contre la bourgeoisie. Or le parti marxiste savait fort bien depuis le **Manifeste** que seule cette lutte était émancipatrice, tandis que celle des couches liées à la propriété privée pour défendre leurs conditions d'existence était réactionnaire, cherchant à faire tourner en arrière la roue de l'histoire. Ceci dit, la forme kolkhosienne, qui finalement l'emporta après de violentes convulsions et dont le « statut » ne fut défini qu'en 1935, fut encore inférieure à l'artel, non parce que le gouvernement l'avait voulu mais parce qu'il dut bien en passer par là, ce qui n'en démontre que mieux la stupidité de l'optimisme bureaucratique qui en 1929-30 prétendait « introduire le communisme dans l'agriculture ».

Ce qui est assez délicat à établir, ce sont les rapports exacts entre « collectivisation forcée » et « dékoulakisation ». S'il était possible d'imputer la crise agraire de 1927-29 à l'extension de l'économie koulak, la chose serait aisée: menacé de chute par le chantage économique du koulak, le pouvoir soviétique n'aurait trouvé le salut qu'en livrant la classe paysanne riche en pâture aux convoitises des couches plus pauvres, c'est-à-dire en leur remettant ses terres et ses machines, quitte ensuite à user de la force pour les faire entrer elle-mêmes dans des coopératives, qui, même sans l'équipement technique indispensable à l'accroissement du rendement agricole, pouvaient fournir un produit global plus en rapport avec les besoins des villes du seul fait de la substitution du travail associé au travail individuel. Or ce qui semble précisément des plus contestables (malgré la confluence de l'opposition de gauche et des staliniens sur ce point, ou

peut-être en raison même de cette confluence), c est que la baisse des stocks agricoles disponibles sur le marché ait été due non pas à l'extension de la petite production parcellaire du paysan moyen (seredniak), mais bien à celle de l'entreprise capitaliste du paysan riche et spéculateur (koulak). Le discours prononcé par Staline en personne le 27 décembre 1929 pour justifier « la liquidation du koulak en tant que classe » infirme sans qu'il s'en rende compte cette thèse, puisqu'il établit que la production koulak était respectivement de 1.900 millions de pouds de grains avant la révolution et de 600 millions en 1927, tandis que celle des seredniaks et des biednaks était passée de 2.500 millions à 5.000 millions de pouds dans le même temps. Le souci de montrer l'avantage tiré par la paysannerie pauvre et moyenne de la révolution d'Octobre explique l'exagération manifeste de cet accroissement de 100 % (!), mais les chiffres concernant l'économie koulak indiquent tout le contraire d'un renforcement de celle-ci.

Dans ce cas, le tournant de 1929 s'expliquerait non tant par l'urgence du danger koulak que par le fait que la voie boukharinienne de transformation progressive des petits-producteurs parcellaires en salariés des koulaks par le jeu exclusif du marché était beaucoup trop lente, alors que la liquidation de la petite-production était devenue une nécessité vitale ; plutôt que comme l'origine de la « collectivisation forcée », la dékoulakisation apparaît alors comme son complément : l'expropriation des paysans riches en faveur des kolkhoses constituait à la fois un faible élément de démarrage économique pour ces coopératives démunies d'outillage, un camouflage **anti-bourgeois** de l'offensive du **capitalisme étatique** contre la petite-bourgeoisie et sous-bourgeoisie rurales, c'est-à-dire une compensation démagogique que l'Etat leur offrait pour mieux les plier à sa dure contrainte et enfin le plus sûr moyen d'empêcher les ruraux de se regrouper autour des plus entreprenants (parce que les moins misérables) et de résister à la dictature de la ville. La première interprétation est plus cohérente avec les positions de la gauche, la seconde avec celles de la droite marxiste, mais que l'on adopte l'une ou l'autre, la conclusion est la même : la politique du pseudo-centrisme stalinien fut résolument anti-marxiste et anti-prolétarienne.

Ce sont d'une part le succès des réquisitions forcées de grains, de l'autre les rapports encourageants des institutions de l'Etat sur le mouvement de formation des coopératives dans la seconde moitié de 1929 qui incitèrent la fraction stalinienne à pousser la « collectivisation » bien au-delà des limites primitivement fixées. En effet, ces succès attestaient que dans son ensemble la paysannerie était bien moins capable de résistance qu'on ne l'avait craint et que ses couches paysannes pauvres étaient en outre plus accessibles à la campagne en faveur de la collectivisation qu'on ne l'avait espéré. Staline étant incapable de respecter des principes quelconques, il suffisait que la peur inspirée par la paysannerie se fût estompée pour qu'il liquidât les dernières hésitations qui, jusqu'à la mi-1929, le liaient encore à la droite. Peu importe qu'en 1929, on n'ait disposé que de 7.000 tracteurs, alors que de l'aveu même de Staline 250.000 auraient été nécessaires ; peu importe que la « collectivisation » de 5 à 8 millions d'exploitations minuscules utilisant encore l'araire de bois n'ait en rien ressemblé à la conquête d'un mode de production supérieur : ordre fut donné à l'administration de « hâter la collectivisation » et de « frapper si fort le koulak qu'il ne puisse se relever ». D'octobre 1929 à mai 1930, la proportion des familles encadrées dans des kolkhoses passera officiellement de 4,1 % à 58,1 % sans que le nombre des machines ait bien entendu sensiblement changé. Mais ce résultat aura été obtenu au prix d'une lutte telle, il aura eu des effets économiques si désastreux, il aura provoqué une telle aggravation de la tension entre villes et campagnes que Staline devra mettre fin lui-même à sa « révolution » administrative. Si l'on tient pour exacte la statistique fixant à 1 million et demi ou deux millions le nombre des chefs d'exploitations agricoles prospères, à 5 millions, voire 8 millions, celui des exploitations pauvres et à un chiffre allant de 15 à 18 millions celui des exploitations moyennes, il est clair qu'englobant plus de la moitié des exploitations paysannes, la constitution forcée des kolkhoses a largement touché la paysannerie moyenne, d'autant plus largement que les familles des koulaks en étaient exclues. C'est là tout le secret du caractère violent pris par l'opération, l'attachement du paysan à sa parcelle augmentant « avec la rente différentielle », comme le notait Trotsky dans un article que nous citons ci-dessous ; mais il est probable que les couches les plus pauvres l'ont vraiment accueillie avec l'enthousiasme qu'on a dit (1), dans la mesure où elle n'aggravait pas leur situation déjà désespérée.

---

(1) Staline insista bien entendu sur le caractère spontané du mouvement kolkhosien et ce fut pour lui l'occasion d'une de ces "théories" qui sont autant de gifles au marxisme. Dans un article d'août 1930, Problèmes économiques de l'URSS, *Trotsky présente ainsi, pour la réfuter, la thèse de Staline : «Pourquoi, demande Staline à ses malheureux auditeurs, chez nous, dans les conditions de nationalisation de la terre, est-il si facile (NDR !) de démontrer la supériorité du kolkhose sur la petite exploitation individuelle ? C'est ici que se manifeste la grande valeur révolutionnaire des lois agraires soviétiques qui ont aboli la rente absolue... et ont instauré la nationalisation de la terre ». Très content de lui-même, poursuit Trotsky,... « Staline allègue (on recommande aux marxistes-agraires - NDR : il s'agit des boukhariniens, auxquels Trotsky veut faire honte de leur alliance avec Staline - de ne pas se jeter des coups d'œil, de ne pas se moucher de confusion et surtout de ne pas se cacher sous la table) le 3me Livre du* Capital *et la théorie de la rente foncière de Marx. Selon Staline, le paysan occidental serait attaché à la terre par la rente absolue et puisque nous avons tué cette bête, le damné pouvoir de la terre sur le paysan... est par le fait même définitivement anéanti... Dans les conditions du marché commercial, la rente foncière constitue la somme des produits que le propriétaire de la terre peut tirer de la totalité des produits de la culture... On ne pourrait parler de la suppression réelle de la rente absolue qu'après la socialisation de la terre sur toute notre planète, c'est-à-dire après le triomphe de la révolution mondiale. Quoi qu'en dise le pauvre Staline, il est impossible, dans le cadre national, non seulement de construire le socialisme, mais même d'abolir la rente absolue... Sur le marché mondial, la rente foncière trouve son expression dans le prix des produits agricoles. Puisque le gouvernement soviétique est exportateur de ces produits, l'Etat soviétique, armé du monopole du commerce extérieur, se présente sur le marché mondial en tant que propriétaire de la terre... Par conséquent il réalise dans le prix de ces produits la rente foncière qu'il détient. Si au point de vue technique notre agriculture... était au même niveau que celle*

Il faut laisser au libéralisme bourgeois la thèse simplette selon laquelle « si on avait laissé les paysans tranquilles, tout se serait bien mieux passé en URSS » et qui, inspirée par une horreur ultra-morale, mais bien hypocrite, de la violence, a le grave tort d'oublier que nulle part dans le monde le mode de production capitaliste ne s'est implantée sans elle, ne ménageant pas plus les petits producteurs, lors de son accumulation primitive, que les prolétaires eux-mêmes. Ceci dit, sans la moindre concession à l'idéologie pacifiste de son adversaire, le parti prolétarien ne pouvait ni ne peut approuver une politique qui, sous prétexte d'accélérer la marche de l'histoire, ne pouvait que la retarder démesurément, sans compter qu'elle exposait la politique communiste aux plus sinistres comparaisons avec les pires exploits des classes dominantes du présent et du passé. « La liquidation du koulak en tant que classe » (euphémisme officiel suggérant qu'on n'en voulait nullement aux millions de paysans aisés ni aux membres de leur famille, mais seulement à leur mode de production) et la « collectivisation accélérée » se traduisent en effet par le déracinement et la déportation d'une dizaine de millions d'hommes (l'URSS compte alors 160 millions d'habitants). Tantôt les petits paysans se partagent avec avidité les dépouilles des koulaks, tantôt ils font bloc avec eux, et alors les villages rebelles sont entourés de mitrailleuses et forcés de se rendre. Le pillage auquel se livrent certaines brigades urbaines, les excès de zèle d'une administration ignorante ou terrifiée qui « collectivise » jusqu'aux chaussures, aux vêtements et même aux lunettes des ruraux, la corruption cynique d'autorités revendant aux « koulaks » les biens dont elles les

---

» *des pays capitalistes*, la rente absolue aurait pris la forme la plus évidente » et la plus marquée précisément chez nous, en U.R.S.S. *Si maintenant Staline, au lieu de* réaliser *la rente absolue sur le marché mondial, se vante de l'avoir* abolie, *(cela provient) de la faiblesse actuelle de notre exportation, et du caractère irrationnel de notre commerce extérieur, où s'engouffrent sans laisser de traces non seulement la rente absolue, mais aussi beaucoup d'autres choses. Cet aspect de la question, qui n'a pas de rapport direct avec la collectivisation des exploitations paysannes, prouve encore une fois qu'un « des traits essentiels de notre philosophie socialiste nationale, c'est l'idéalisation de notre isolement et de notre retard économique. » Ainsi, Trotsky réfute l'absurde tentative de Staline de présenter comme un mouvement* communiste « *un mouvement de collectivisation prenant de grandes proportions*, mais très instable et très primitif quant à son contenu ». *Primitif, ce mouvement l'est en ce qu'il représente — comme nous l'avons noté — une fuite d'une fraction de la paysannerie parcellaire devant une misère tout à fait inconnue en Occident à la même époque. « Si les paysans russes poursuit Trotsky, se séparent* d'une manière relativement facile *d'un lot déterminé, ce n'est pas à cause du nouvel argument de Staline qui les aurait libérés de la rente absolue*, mais pour les mêmes raisons qui avant la révolution d'Octobre provoquaient les partages périodiques des terres », *à savoir l'absence de cette rente différentielle qui est produite dans l'exploitation agricole arrivée à son plus haut degré de rendement*, et qui explique précisément l'esprit conservateur du petit-propriétaire occidentel *dont l'attachement à sa parcelle croît en raison directe de la dépense d'énergie et d'argent fournie tant par lui que par ses ancêtres. Contrairement à ses disciples dégénérés, Trotsky n'a donc en aucune façon idéalisé le mouvement de formation des kolkhoses dont il a au contraire reconnu en marxiste le caractère* arriéré.

ont dépouillés, tout cela décuple le désespoir des paysans qui non seulement assassinent autant de « communistes » (et en général les citadins) qu'ils peuvent (1), mais tuent le bétail, voire détruisent le matériel et brûlent les récoltes pour ne rien apporter à la ferme collective dans laquelle ils savent qu'ils ne recevront guère qu'un salaire d'ouvrier. Le pouvoir stalinien attendra trois ans (janvier 1934) avant de révéler l'immense ravage économique ainsi provoqué : la disparition de 55 % des chevaux (18 millions de têtes) dans un pays presque sans tracteurs, de 40 % des bêtes à cornes (11 millions), 55 % des porcs, 66 % des moutons, et la transformation en friches de vastes étendues cultivées. Des insurrections s'allumèrent dans toute l'Union (2). L'opération gouvernementale improvisée dans l'euphorie dégénérait donc en guerre civile, mais dans cette guerre civile le pouvoir stalinien ne pouvait bien fermement compter ni sur l'Armée rouge, où un très grand nombre d'officiers se révélèrent fils de koulaks et dont les soldats étaient en majeure partie des paysans (3), ni même sur la classe ouvrière des villes qui, en 1929, était essentiellement formée

---

(1) *Un témoin américain de la « collectivisation accélérée », C.B. Hoover, écrit en 1932 : « Pour renforcer le groupe de 25.000 ouvriers formé pour organiser » les nouvelles fermes collectives, on engagea par tous les moyens tous les » citadins possibles à aller au village. A Moscou, les étudiants des écoles » musicales supérieures furent mobilisés pour porter la révolution culturelle » aux kolkhoses ; on enleva à des cliniques et hôpitaux de Moscou leurs mé» decins et leurs infirmières pour pourvoir aux besoins des kolkhoses (et) un » nombre toujours plus grand d'instituteurs... des étudiants en agronomie... » Les paysans avaient tendance à considérer tous les gens arrivés de la ville » comme des agents du gouvernement soviétique... Dans les régions peuplées » de minorités nationales, des insurgés tuaient souvent dans leurs incursions » tous les Russes, sans considération pour leurs sympathies politiques. Tout » citadin envoyé à la campagne dut, pour sauver son existence, devenir un » soldat de la cause communiste (N.D.R. Hoover n'est pas un marxiste et » ignore tout de "la cause communiste" : il désigne par là l'offensive gouver» nementale)... On assassinait de nombreux ouvriers venus des villes pour » diriger les kolkhoses. On se transmettait de bouche à oreille les plus effa» rantes histoires de tortures des ouvriers par les paysans, car le gouverne» ment ne laissait que rarement paraître ces nouvelles dans la presse... et » beaucoup d'histoires de paysans entourant le soir les maisons des ouvriers » et y mettant le feu »* (La Vie économique de l'U.R.S.S., 1932).

(2) *Hoover note dans l'ouvrage ci-dessus cité : « Il y eut en particulier des sou» lèvements dans le Caucase septentrional, dans les petites républiques de » la fédération caucasienne, au Turkestan et même dans la région de Riazan, » à quelques heures de Moscou. Ces révoltes se produisirent en général dans » les régions habitées par des minorités nationales où persistait encore la » tradition de la liberté défendue les armes à la main et où le sentiment de » solidarité nationale n'avait pas permis de gagner les biedniaks à la cause » de la collectivisation, mais elles ne furent pas limitées à ces régions ».*

(3) *Il y aurait eu un cas de refus d'obéissance de l'armée à laquelle ordre avait été donné de tirer sur des foules paysannes. Par ailleurs, Deutscher dépeint le désarroi d'un officier de la GPU rencontré par lui à cette époque en Russie et qui, vieux militant de la guerre civile de 1918-21, « était complètement désespéré par les expériences récentes dans les campagnes », état d'esprit qui ne devait pas être exceptionnel.*

d'émigrants récents des campagnes, et qui perdit d'autant plus vite sa sympathie du début pour la « collectivisation » que plus la pression sur les paysans s'accentuait, plus la situation alimentaire devenait mauvaise. Par ailleurs, une pareille politique risquait de provoquer une limitation des semailles de printemps bien plus considérable encore que celle des années précédentes et donc une crise du ravitaillement qui risquait cette fois de sonner le glas du pouvoir soviétique. Ce danger mortel contraignit Staline à publier le 2 mars 1930 dans la **Pravda** l'article tristement fameux « **Le Vertige du succès** » dont le retentissement dans tout le pays (qui le considéra comme un **décret**) fut immense. Il y dénonçait l'emploi de la contrainte pour faire entrer les paysans dans les kolkhoses (alors que quelques mois plus tôt, il traitait de haut Engels et sa prudence), la confusion entre paysans moyens et koulaks, la constitution purement administrative, sans préparation suffisante, des fermes collectives, l'instauration de communes au lieu d'artels, en rejetant bien entendu la faute sur les militants et les fonctionnaires qui subirent une nouvelle et rigoureuse « épuration ». Cet article fut suivi le 15 mars 1929 d'un décret du parti décidant que désormais l'entrée des paysans dans les kolkhoses serait exclusivement volontaire, que la « dénaturation intolérable de la lutte de classe à la campagne » devait cesser (mais « la liquidation du koulak en tant que classe » se poursuivre sans relâche) et, fait symptomatique, il fallait aussi mettre fin à la propagande anti-religieuse intensive et à la fermeture obligatoire des églises ! Le décret ayant en outre autorisé les paysans à quitter les kolkhoses déjà constitués, la « décollectivisation » fut plus rapide encore que la « collectivisation » : le nombre de familles organisées en coopératives tomba des 58 % officiels (beaucoup plus dans les terres à blé, moins ailleurs) à 23 %. La confusion fut extrême, mais tout à fait incapable d'une politique propre, la paysannerie cessa sa résistance dès que la pression fut relâchée. C'est grâce à cela et aussi au fait que la récolte de 1930 se trouva être bonne que le régime qui avait frôlé l'abîme dut de tenir bon. C'est ainsi, dans le mensonge et la violence, la vantardise et le reniement, qu'en moins de trois ans, une Russie capitaliste N° 2 surgit de l'U.R.S.S. de la NEP, sous la poigne de fer de Staline, fossoyeur du bolchevisme. La crise sans précédents de 1929-30 qui succède à tant d'autres épreuves, la profondeur des antagonismes sociaux que « la disparition de la bourgeoisie » n'atténue en rien, mais que l'isolement national exaspère, tout cela l'a marquée pour longtemps d'une empreinte sinistre, mais originale, et c'est pourquoi, sous le masque du socialisme, elle en aura pour un demi-siècle encore à déconcerter et parfois terrifier le monde.

LA RUSSIE CAPITALISTE N° 2

Pour dire les choses en peu de mots, nous partirons d'une bonne formulation de la thèse adverse qui est à l'exact opposé de la juste appréciation marxiste du tournant de 1927-30 et de la Russie contemporaine : « La lutte entre la ville et la campagne, le conflit entre les deux révolutions furent le problème majeur de... l'U.R.S.S. et cela pendant près de vingt ans, jusqu'en 1940... Lénine, dans ses dernières années, essaya de trouver à ce conflit une solution pacifique en instaurant la NEP. En 1927-28, la NEP se solda par un échec. Staline, alors, voulut résoudre le conflit par la force... Il consomma ce faisant la rupture entre la révolution socialiste et la révolution bourgeoise, il abattit définitivement cette dernière » (1).

Dans cette thèse, le stalinisme représenterait le courant qui, n'hésitant pas à frapper les koulaks et la petite-bourgeoisie rurale, aurait transformé la révolution socialiste impure de Russie en révolution purement socialiste. Quant à la gauche et la droite, elles n'auraient constitué qu'une seule grande aile droite par rapport au stalinisme, en s'opposant par pacifisme et démocratisme à l'émancipation de la révolution socialiste des entraves dans lesquelles l'emprisonnaient les rapports de production hérités de la révolution démocratique bourgeoise, c'est-à-dire la prédominance de la petite-agriculture parcellaire improductive. On souffre de voir de pareilles contre-vérités diffusées dans un public sans défense comme quintessence de la pensée marxiste !

Il suffit de comparer la « constitution » de 1918 et celle de 1936 pour constater que le parti qui, détenant le pouvoir, a capitulé devant la révolution démocratique-bourgeoise, n'est pas le parti bolchevique de 1917-29, mais le parti stalinien qui se survit jusque dans le parti gouvernemental de la Russie de 1968 ! La première, à la différence de **toutes** les constitutions historiques, ne proclame aucun de ces **droits personnels** (propriété et sécurité) qui caractérisent l'ère bourgeoise, mais que la pratique capitaliste foule sans cesse aux pieds, non plus qu'aucune espèce de « droits personnels » nouveaux. Elle proclame au contraire hautement son but socialiste, incompatible non seulement avec la survivance d'une classe de petits agriculteurs, mais même avec l'existence d'une classe de coopérateurs assurés à vie de la jouissance du sol et livrant leurs produits à la société par l'intermédiaire du marché : **la suppression totale de la division de la société en classes.** Dans cette « constitution », la nationalisation de la terre assortie d'une transmission de parcelles (sans indemnité aux propriétaires dépossédés) aux travailleurs, n'est pas mensongèrement présentée comme une **socialisation de la terre,** mais comme une mesure juridique justifiée par le

---

(1) Des milliers de lecteurs auront pu trouver cette définition dans la **Révolution inachevée** *du « marxiste » Isaac Deutscher auquel il faut reconnaître le « mérite » de formuler dans toute leur pureté les thèses les plus insoutenables de l'opportunisme, en dédaignant tous les secours de démagogie dont elles s'entourent généralement.*

fait que cette socialisation était le but final, un but qui n'est atteint que lorsque aucun obstacle (pas plus la propriété coopérative que la petite-propriété parcellaire ou la propriété capitaliste) n'empêche **l'ensemble de la société** de disposer sans détours de la production agricole. Avec la constitution de 1936, tout change : la coopérative reçoit la terre en « jouissance perpétuelle et gratuite » et la propriété coopérative est proclamée « la seule correcte en régime socialiste » ! Il n'y est plus question d'abolition des classes au mode de production et de vie distincts et contrastants : le complexe constitué par la coopérative et la station de machines et tracteurs appartenant à l'Etat et « **échangeant** » ses services contre les denrées agricoles est défini comme un système socialiste achevé. Parallèlement, l'opposition de classe entre le prolétariat et la paysannerie-propriétaire engagée dans une contestation perpétuelle avec l'Etat au lieu de se dissoudre dans la société est totalement niée : l'égalité des droits politiques et de vote (audacieusement niée dans la déclaration de 1918 qui attribuait 4 voix à l'ouvrier pour une au paysan) est rétablie. Le nouveau régime est officiellement défini comme une **démocratie politique,** alors que l'ancien se proclamait sans hésitation comme une **dictature du prolétariat** qui n'avait conclu avec les paysans de pacte de **non-violence** que pour cette raison évidente que la violence est l'accoucheuse, et non la mère du progrès, qui repose sur l'accroissement des forces productives. Ces nouveautés antisocialistes seront entièrement confirmées en 1953 lorsque, dans ses **Problèmes économiques du socialisme,** Staline s'insurgera contre ceux qui voudraient traiter la propriété kolkhosienne, pilier du régime, comme l'avait été la propriété capitaliste en 1917 (et en 1929) et qu'il proclamera contre toute évidence qu'étant une propriété **populaire,** elle est aussi une propriété **socialiste,** stupidité qui revient à dire que le pouvoir d'une entreprise (et à la limite de la totalité d'entre elles) de disposer de ses produits équivaut au pouvoir de la société tout entière d'en disposer, à la condition toutefois qu'elle n'emploie pas officielement de salariés (!). A une « révolution socialiste » ainsi faite, il ne manque, si on examine sereinement les faits, qu'une seule chose pour constituer **une capitulation totale devant la « révolution démocratique-bourgeoise »** : c'est de renoncer à tempérer l'anarchie productive par le despotisme de l'Etat. Tout le monde sait qu'elle s'en garda bien, qu'elle porta au contraire la contrainte étatique à de telles hauteurs que la bourgeoisie mondiale envia à Staline son pouvoir, et qu'elle la haussa même au rang d'un facteur de production éternel dans la mesure où elle présentait comme éternelle la forme sacrée de la propriété kolkhosienne. Cela ne doit pas abuser : où a-t-on jamais vu les pouvoirs qui se sont érigés sur la base créée par la révolution démocratique-bourgeoise en respecter les espoirs et les naïves illusions ?

L'unique « fondement » de la construction qui présente l'ère stalinienne comme l'ère de la révolution communiste **pure** (et qui résiste moins encore à l'examen politique qu'à tout autre (1)) est donné par le fait que

(1) La thèse ci-dessus citée pour les besoins de l'exposé implique que la destruction du parti bolchevique (que seuls les staliniens recuits osent nier) n'a pas

la guerre civile qui a mis fin à l'ère bolchevique n'a pas été, comme les bolcheviks l'avaient redouté, la guerre de la campagne contre la ville, mais bien **celle de la ville contre la campagne.** Considérez cela, nous dit la thèse renégate, ajoutez-y le fait que, sous des formes économiques et non plus militaires, cette « guerre » s'est poursuivie jusqu'en 1940 (??? la logique voudrait : jusqu'en 1956, c'est-à-dire jusqu'aux réformes khrouchtcheviennes !), **n'oubliez surtout pas la propriété étatique des entreprises industrielles et la planification**, et vous aurez l'image fidèle d'une révolution **purement communiste.** Il y avait là de quoi flatter la méfiance et l'hostilité archi-justifiées du prolétariat contre la paysannerie-propriétaire, indubitablement ; le malheur, c'est que la lutte de la ville contre la campagne, bien loin de caractériser en propre le communisme, est **aussi vieille que la civilisation elle-même** ! Elle continue sans doute sous la dictature du prolétariat, dans la phase de transition au socialisme, mais il se trouve que c'est précisément alors et seulement alors qu'elle perd **ses caractéristiques millénaires d'oppression économique, morale et intellectuelle de la campagne par la ville,** pour se transformer en abolition progressive de la séparation entre la ville et la campagne. Sans doute le prolétariat peut-il et doit-il exercer sa contrainte de classe sur les classes petites propriétaires des campagnes. Sans doute peut-il être amené (comme ce fut le cas pendant la guerre civile en Russie) à leur faire quelque violence. Ce que le prolétariat ne peut ni ne pourra jamais faire, à aucun stade de sa lutte (même pas au niveau très bas où il était contraint de la conduire en Rus-

signifié une destruction du parti de classe du prolétariat *et la perte du pouvoir par cette classe, mais seulement l'élimination du courant jusqu'alors prédominant qui constituait un mélange de communisme et de démocratisme révolutionnaire bourgeois. Ne frémissons pas, et voyons ce que cela entraîne: si cela était vrai, la contre-révolution politique de 1927-29 n'aurait pas, sur le plan du socialisme, une portée plus grande que, sur le plan du capitalisme, n'en eut la substitution de l'Empire bourgeois de Napoléon à la république jacobine (forme politique de la révolution démocratique), après une série de transitions que nous négligerons. Dans les deux cas, tout loisir est laissé à celui qui médite sur l'histoire de trouver ce changement politique « regrettable », mais dans aucun des deux cas, il n'empêche la révolution économico-sociale (la socialiste dans le cas de la Russie stalinienne, la capitaliste dans la France de Napoléon) de se déployer victorieusement ; ce qui est vrai de leurs régimes le reste de tous ceux qui leur succèdent, y compris le régime post-stalinien d'aujourd'hui. Mais alors, l'*internationalisme révolutionnaire *à l'échelle mondiale du parti bolchevique cesse de pouvoir être considéré comme une caractéristique sans laquelle* il n'y a plus de parti de classe, *c'est-à-dire un principe intangible du programme communiste. Il devient une sorte d'ornement qui parait la république léninienne comme la vertu jacobine parait celle de Robespierre, mais qui était finalement aussi superfétatoire qu'elle ! L'effondrement de l'Internationale communiste, le discrédit mondial qui s'est abattu sur le communisme, la seconde guerre impérialiste et l'impuissance de la classe ouvrière à y mettre fin, la désorganisation politique qui subsiste un quart de siècle après et qui fait les beaux jours du capitalisme contemporain,* tout cela est donc compté pour rien, *ou jugé secondaire. On se demande quelle doctrine, aussi conservatrice et traditionnaliste qu'on voudra, pourrait bien être plus odieuse que cet affadissement mondain du marxisme révolutionnaire.*

sie), **c'est s'émanciper en opprimant et pressurant d'autres classes, en les rivant à leur misère de classes-propriétaires.** La politique léninienne n'a jamais péché ni par « pacifisme », ni par « démocratisme » (!) : elle était seulement conforme à cette essence du socialisme ; et le socialisme n'est rien s'il n'est le processus même de l'émancipation prolétarienne, qui, au rebours de l'émancipation bourgeoise, n'est pas l'instauration du règne éternel d'une classe sur les autres, mais leur dissolution à toutes dans l'harmonie d'une société sans classes. Quoique prétendant réaliser le « socialisme dans un seul pays » (1), la politique stalinienne ne mérite donc même plus d'être considérée comme une continuation de la politique de « construction de ses bases matérielles » qui, bien qu'infiniment plus modeste dans ses prétentions, méritait, elle, pleinement la caractéristique de **prolétarienne** et de **communiste.** Que l'on considère les rapports qui ont prévalu entre ville et campagne ou la situation du prolétariat dans la société russe, toute son histoire économique après 1929 démontre que la Russie est désormais dominée par une nouvelle accumulation primitive du capital que l'Etat-propriétaire planifie dans les voies que les exigences de la grandeur impérialiste de l'U.R.S.S. lui imposent ; dans cette œuvre, les seuls obstacles **qu'il ait à écarter sont les humbles besoins des masses non seulement ouvrières,** mais dans une certaine mesure également paysannes, et si le cynisme capitaliste et les traditions séculaires de la duperie et de l'oppression de classe y suffisent, cela ne l'empêche pas de prendre les postures héroïques d'une lutte à mort contre un ennemi puissant et redoutable !

---

(1) Deutscher confie à ses malheureux lecteurs (qu'aucune tradition de parti et aucune doctrine de classe ne protègent contre ses sophismes puisque le parti de classe est réduit à une quasi-impuissance et que sa propagande ne touche qu'un nombre infime de prolétaires) que l'économiste officiel du régime, Eugène Varga en personne, avouait volontiers en privé, dans les années 30, que la doctrine du « socialisme dans un seul pays » n'était qu'une « doctrine de consolation ». C'est évidemment une incitation à conclure que peu importe finalement l'idéalisation, si l'œuvre accomplie a été prolétarienne. C'est compter pour rien *le rôle du parti, qui doit éduquer et émanciper, non seulement la classe ouvrière, mais tendanciellement tous les membres de la société, et non pas leurrer et tromper comme l'ont fait tous les autres régimes de classe. C'est compter* pour rien *l'importance capitale de cette fatale doctrine du* socialisme dans un seul pays *dans le démantèlement du mouvement international du prolétariat auquel elle a servi à faire accepter les pires tournants politiques. Cette question avait été déjà nettement posée dès 1925 au XIVme Congrès. Boukharine (qui ne fut pourtant jamais un national-communiste) objectait à la gauche de façon opportuniste : « Si l'on veut déclarer aux nouvelles couches de la classe ouvrière que nous édifions le capitalisme d'Etat au lieu du socialisme, que nous n'arriverons pas à surmonter les difficultés résultant de notre technique défectueuse, et du retard de la révolution mondiale, nous, nous devons répudier et combattre cet état d'esprit ». Zinoviev fit cette fière réponse, beaucoup plus nette que bien des pages du grand Trotsky lui-même, mais qui n'est malheureusement pas passée à la postérité : « Les ouvriers n'ont pas besoin d'être bernés » par de belles phrases. Ils connaissent parfaitement les côtés forts et les » côté faibles de notre économie, principalement de l'industrie d'Etat. Ils » savent parfaitement que nous avons conquis ces entreprises et en avons » chassé les exploiteurs... mais ils savent également que* leurs fabriques sont liées au marché. *Ils voient parfaitement toutes les ombres au tableau et*

La démonstration commence évidemment par l'examen des résultats économiques de la « collectivisation forcée » réalisée, comme on a vu, avec l'aide de la manœuvre de grande envergure appelée « renforcement de la lutte de classe à la campagne » et « dékoulakisation ». Staline lui-même a évalué à 400 millions de roubles (!) la valeur des biens des koulaks transférés aux kolkhoses et dont une bonne partie fut certainement gaspillée dans la confusion qui suivit : cela prouve l'inanité économique de la mesure (1) aux fins d'une élévation quelconque de la productivité de l'agriculture russe sous-équipée. Par contre, quelques années plus tard, il avouera lui-même la destruction de ressources économiques provoquée par l'opération, comme nous l'avons vu plus haut. Quant à la récolte, alors qu'elle aurait atteint 835 millions de quintaux en 1930, elle tombait à 700 seulement en 1931 (contre 801 en 1913, sous le tsar), plus bas encore en 1932-1933 où sévit dans les campagnes la terrible « faim de Staline » qui fit des millions de morts, comme celle des Indes· infiniment plus arriérées et en plus en pleine «révolution» soit-disant « purement communiste » ! Ce beau résultat n'est heureusement pas à porter au passif de la lutte de classe du prolétariat moderne, mais à celui de l'archaïque « lutte de classe au village » tendant à rétablir l'égalité des petits producteurs dans la jouissance de la terre et de ses produits au détriment des intérêts généraux de la société et du développement des forces productives (2) Staline n'entendait bien entendu pas mettre l'Etat au service des utopiques aspirations égalitaires des petits paysans ; mais s'il s'était tant soit peu préoccupé de le maintenir au service d'exigences socialistes, jamais il n'aurait tenté de ressusciter et d'encourager au village un anticapitalisme d'essence réactionnaire (3) qui non seulement ne devait apporter au prolétariat que souffrances et privations nouvelles par ses effets sur le ravitaillement urbain, mais aussi frayer la voie à un **modus vivendi** entre ville et campa-

---

» il est inutile de leur dorer la pilule... Il est clair qu'il y a chez nous un » capitalisme, et un capitalisme d'Etat. *Il faut dire cela ouvertement aux » ouvriers : si nous ne le faisons pas,* ils sentiront en nous la fausseté *et » ils auront raison.* C'est une question politique sérieuse sur laquelle on » ne peut passer et personne ne réussira de sitôt à réviser le léninisme » sur ce terrain ». (La Russie vers le socialisme, *Librairie de l' « Humanité », 1926,* reprint Feltrinelli, *p. 136-139).*

(1) L'investissement de l'année 1929 dans l'industrie, pourtant justement lamentablement bas, atteignait 7,6 milliards ! Nous ignorons quelle fraction il en aurait fallu pour procurer à l'agriculture les 250.000 tracteurs jugés alors nécessaires, mais les 400 millions de roubles des biens koulaks sont certainement un chiffre dérisoire à côté de celui-là.

(2) De ce « communisme grossier » et partageux, Marx dit que son essence est l'envie, qui est l'envers et non la négation de la propriété bourgeoise.

(3) Il suffit, pour s'en convaincre, de comparer les cris hystériques en faveur de « l'extermination » des koulaks (qui, jetés aux bagnes, traqués partout et empêchés de se livrer à aucune espèce d'activité économique, même comme ouvriers, se firent parfois bandits, au témoignage de Trotsky) et les lucides plaidoyers de Lénine en 1921-22 en faveur de la cession à bail d'entreprises russes aux capitalistes étrangers qui éventuellement accepteraient d'y placer leurs capitaux, ses sarcasmes contre les fanfarons qui se vantent de « construire le communisme de leurs mains ». L'anticapitalisme de Lénine

gne constituant une **double** insulte à la mission émancipatrice du prolétariat : en drainant le maximum de valeurs des campagnes vers les villes par la politique de bas prix agricoles (justement condamnée par Boukharine) d'une part et, d'autre part, en rivant les paysans à la barbarie de la micro-production familiale puisque, dans la nouvelle organisation de l'Agriculture qui, en quatre ans de convulsions inouïes, se dégagea du chaos de 1930 on leur concédait en manière de compensation au pillage étatique la libre propriété de parcelles dont l'importance économique ira croissant. Tel fut le kolkhose dans lequel, pour toutes les raisons que nous venons de voir, on doit bien reconnaître, avec la brillante gauche marxiste italienne d'où est né le parti communiste international, « **la véritable capitulation du glorieux bolchevisme** » dans le domaine économico-social.

La portée de cette politique se limite à fournir, peu importe comment, leur pitance à des villes vers lesquelles l'industrialisation accélérée qui en est à ses débuts va drainer une main-d'œuvre croissante : comment y voir la moindre trace de « communisme » puisqu'à tous les stades, même les plus reculés, de la civilisation, les régimes les plus divers ont eu à veiller à l'alimentation des cités ? C'est si peu une œuvre **prolétarienne** qu'à peu près au moment où se déchaîne la « chasse aux sorcières » de la dékoulakisation, le pouvoir déclenche une offensive parallèle contre les ouvriers. Les faits sont connus (1) : « Au cœur de la bataille contre les droitiers de » Moscou, le 19 octobre 1928, le Comité Central a adopté un texte définis- » sant une nouvelle politique industrielle. " **Du fait de notre retard techni- » que, il nous est impossible de développer l'industrie à un taux tel que » non seulement elle ne reste pas en arrière des pays capitalistes, mais les » rejoigne et les dépasse sans la mise en œuvre de tous les moyens et de » toutes les forces du pays, sans une grande persévérance et une discipline » de fer dans les rangs prolétariens"** ». Les hésitations de certaines couches de la classe ouvrière et de certains secteurs du parti sont qualifiées de « fuite devant les difficultés ». Le Conseil de l'économie s'attaque au projet de plan quinquennal pour l'industrie. Le choc est inévitable avec le second bastion des droitiers, les syndicats que préside Tomsky. (Tomsky, social-démocrate en 1904, puis Bolchevik, forçat politique sous le tsarisme, membre du C.C. à partir de 1919, du B.P. à partir de 1922, président du Conseil central des syndicats de 1917 à 29, a beau avoir été traité de trade-unioniste par Trotsky, c'était un vieux militant révolutionnaire, soit dit en passant !) « Tomsky est bien décidé à conserver aux syndicats leur fonction » générale de défense des intérêts ouvriers..., élément indispensable à ses » yeux de l'organisation soviétique. Or, la nouvelle politique réduit le rôle » des syndicats **à la seule lutte pour l'augmentation des rendements et de » la production.** Dès juin, le Comité central a critiqué de nombreux "abus » bureaucratiques" dans la direction des syndicats et appelé le parti à inter- » venir dans les syndicats pour les "corriger" par-dessus la tête de Toms- » ky. **"La Pravda"** reproche (aux droitiers des syndicats) de se refuser à

est au-dessus de tout soupçon : seulement c'est un anticapitalisme prolétarien et moderne non une idéologie socialiste-révolutionnaire.

1) *Les citations sont empruntées au* Parti bolchevique *de P. Broué.*

» l'autocritique et **de ne pas mobiliser les masses pour la construction » socialiste.** Au Congrés panrusse des syndicats, fin décembre, Tomsky » admet quelques insuffisances, mais propose de renouveler les efforts pour » faire augmenter l'ensemble des salaires ouvriers. Cependant la fraction » communiste (N.D.R., c'est-à-dire la fraction stalinienne dans les syndi- » cats) présente une résolution... réclamant une industrialisation accélérée » et rejetant le point de vue "purement ouvrier" (N.D.R. : sic !) sur les » syndicats dont la tâche est de **mobiliser les masses pour surmonter les » difficultés de la période de reconstruction.** Elle est votée à une écrasante » majorité. Ce désaveu de Tomsky est suivi de l'élection parmi les nou- » veaux dirigeants de cinq membres importants de l'appareil du parti. La » droite est bien battue ». Il est bien clair que, dans cette phase, les vieilles distinctions entre « droite » et « centre » ont perdu toute signification : **il n'y a plus rien à droite du centre** (tout à l'opposé de la thèse de Deutscher) et la faible défense du syndicat par Tomsky ne doit pas être dédaignée comme une manifestation de « corporatisme ouvrier », mais reconnue pour une résistance (malheureusement dérisoirement faible) à l'écrasement de la classe ouvrière russe par le capitalisme d'Etat à déguisement « socialiste ».

Une fois démontré qu'en 1927-29, la classe ouvrière russe a subi une défaite non seulement politique, mais économique, et que ce n'est donc pas elle qui a remporté la victoire tant vantée sur la bourgeoisie et la micro-bourgeoisie rurales, il est aisé de comprendre que la politique paysanne du stalinisme n'est finalement qu'une forme exacerbée de l'oppression économique qu'en tous temps et tous lieux le capital a fait plus ou moins peser sur les petits producteurs. Cette exacerbation s'explique sans qu'il soit besoin d'invoquer on ne sait quelle essence particulière du pouvoir stalinien, et encore moins les « idées fausses » de Staline sur le socialisme. Sa source réside dans le fait que le phénomène pourtant classique (du moins dans les pays de peuplement ancien) de déséquilibre entre industrie capitaliste et agriculture petite-bourgeoise avait atteint en Russie un degré probablement jamais observé, et ceci en raison du retard de la révolution bourgeoise d'une part, et d'autre part, de l'expulsion de l'URSS du marché mondial. Si la politique paysanne du stalinisme ne ressemble guère à celle des pouvoirs qui, dans le passé, avaient eux aussi hérités des conditions d'une révolution démocratique, ce n'est pas parce qu'elle obéit à des impératifs de classe non bourgeois, mais parce que la situation à laquelle elle répond est originale, puisqu'elle se résume en somme en un conflit entre le XXme siècle et le « moyen-âge » non pas entre continents éloignés, mais au sein du même pays !

Si le stalinisme a bien entendu spéculé sur le prétendu « radicalisme » de sa politique paysanne, c'est pourtant surtout sur l'existence de la propriété étatique des moyens de production industriels et sur l'existence d'une planification centrale qu'il a fondé sa démagogie socialiste ; beaucoup plus libéraux à l'égard des campagnes et beaucoup plus prudents en en ce qui concerne l'utilité économique de l'intervention de l'Etat dans tous les actes de la production et de la circulation, les post-staliniens continuent à défendre le dogme sacré selon lequel propriété étatique des « principaux » moyens de production et socialisme sont une seule et même cho-

se. En dépit du funeste crédit qu'elle a trouvé dans la classe ouvrière, cette thèse est inconsistante. La formule de **propriété étatique** définit une forme juridique, non un rapport économique de production et elle ne nous apprend surtout absolument rien sur la direction dans laquelle s'effectue le développement. Du fait même qu'ils ne se sont pas fait faute de mettre périodiquement en accusation les cadres des entreprises d'Etat pour sabotage, concussion ou abus de pouvoir, les staliniens ont eux-mêmes clairement suggéré que le remplacement d'employés salariés de sociétés anonymes par des salariés de l'Etat n'était pour rien dans les vertus **socialistes** par eux attribués à la nationalisation, lesquelles devaient au contraire être imputées **au contrôle vigilant du parti.** La démarche « théorique » du révisionnisme moscoutaire consiste donc à renvoyer **en apparence** l'objecteur potentiel du domaine incertain et mouvant de la politique aux solides réalités de l'économie (« oui, bien des erreurs ont été commises, mais il reste la propriété d'Etat indubitablement socialiste »), alors qu'en réalité on le tient toujours enfermé dans un unique et même axiome **politique** insoutenable : le contrôle du parti est un contrôle prolétarien et socialiste. Les staliniens ont prétendu introduire des rapports entièrement nouveaux entre les hommes dans les cadres d'une économie qui restait fondée sur le salariat et présentait toutes les autres caractéristiques du capitalisme : double aspect de valeur d'usage et de valeur d'échange des produits, c'est-à-dire caractère mercantile de la production — métamorphoses du capital marchandises en capital argent et inversement. Or sur cette base, les seuls rapports possibles étaient non pas la coopération universelle, mais la concurrence générale de tous les intérêts : concurrence entre les entreprises d'Etat, tenues de réaliser le plan, pour se procurer les matières premières indispensables, mais insuffisantes, ainsi que la main-d'œuvre : concurrence entre l'Etat et ses co-traitants, qu'ils fussent les kolkhoses paysans ou les « organisations » adjudicataires de mille travaux divers de « construction et de montage » ; concurrence entre la ville et la campagne. Sous prétexte que la lutte syndicale (qui est l'expression de la concurrence entre salariés et employeurs) lui était interdite, la classe ouvrière, théoriquement pilier du régime, pouvait-elle rester en dehors de toute cette fermentation bourgeoise qui démentait si cruellement le mythe officiel de la rédemption socialiste des Soviétiques sur la base du salariat et de l'échange ? Evidemment non. Le dur besoin l'y précipitait au contraire avec autant de force que n'importe quelle autre couche sociale, et aucune tradition de classe ne la retenait plus sur cette pente, depuis qu'elle était formée en majeure partie de paysans fraîchement débarqués aux habitudes profondément individualistes (1). Elle luttait donc, elle aussi, mais de façon souterraine et dans les formes les plus primitives, allant de la complète inertie productive et de la détérioration des instruments de production au vol généralisé des « biens de l'Etat » tout comme la paysannerie.

(1) Après 1929, on a affaire à une nouvelle classe ouvrière qui n'a plus rien de commun avec le prolétariat d'Octobre, « la merveille de l'histoire » comme le qualifia justement Préobrajensky dans un moment de lyrisme. On ne comprend rien au formidable recul politique et social effectué depuis les années de la guerre civile si on n'a pas ce phénomène de mutation gigantesque bien présent à l'esprit.

Ici, la question de savoir si le parti au pouvoir est révolutionnaire et prolétarien ou non ne se pose pas : ce qu'il faut, c'est nier carrément non pas, bien entendu, toute influence de l'Etat sur l'économie, mais **toute possibilité d'imposer un contrôle social à un mode de production qui ne l'est pas,** soit parce que le travail parcellaire et la propriété de groupes sociaux particuliers règnent encore sur un immense secteur économique, soit parce que même là où le travail associé existe — comme dans l'industrie — le caractère antagonique résultant de la persistance du salariat et de l'organisation par entreprises l'emporte de loin sur le caractère social de l'économie comme c'est toujours le cas du capitalisme. Trotsky qui avait pourtant bataillé plus que personne en faveur de la « planification » et de l'extension des attributions de son organe, le Gosplan (1) a magnifiquement réfuté cette prétention du parti stalinien de vaincre **effectivement** l'anarchie mercantile et donc de réaliser un contrôle **effectif** de l'économie simplement parce qu'il faisait cyniquement abstraction des besoins vitaux des masses dans ses « plans », les subordonnant à l'accroissement quantitatif pour l'accroissement quantitatif : « S'il existait un cerveau universel, « décrit par la fantaisie intellectuelle de Laplace, un cerveau enregistrant « en même temps tous les processus de la nature et de la société, mesu- « rant la dynamique de leur mouvement, prévoyant les résultats de leur « action, un tel cerveau pourrait évidemment construire **a priori** un plan « économique définitif et sans aucune faute, en commençant par calculer « les hectares de fourrage et en finissant par les boutons de gilet. En « vérité, la bureaucratie se figure souvent que c'est elle principalement qui « a un tel cerveau... En réalité, la bureaucratie se trompe foncièrement... « Dans ses facultés créatrices (2), elle est contrainte de s'appuyer en « réalité sur les proportions (ou plutôt les disproportions) héritées de la « Russie capitaliste, présentement sur la structure des nations capitalistes « contemporaines, et enfin sur l'expérience des succès et des fautes de « l'économie soviétique elle-même.

(1) Il est important de noter que Lénine ,qui reprochera précisément à Trotsky dans son fameux « Testament » « sa conception trop administrative des choses », résista assez longtemps aux instances de Trotsky pour une extension des pouvoirs du Gosplan. C'est Trosky lui-même qui, dans sa critique de la planification stalinienne, met en évidence quelles avaient bien pu être les raisons de Lénine : aucune autorité administrative ne peut transcender les conditions économiques réelles et le contrôle socialiste de l'économie sociale ne peut se réaliser par la seule vertu de la volonté. Il est clair non seulement que Boukharine était plus près de Lénine et du marxisme lorsqu'il combattait les « planificateurs » que Trotsky lui-même, mais que face aux folies du premier plan quinquennal stalinien, la critique de Trotsky reprend la substance de l'argumentation boukharinienne. En fait, comme nous l'avons noté à propos de la polémique de 1923, jamais Trotsky n'attribua à la planification d'Etat les vertus magiques que lui prêta le stalinisme, et sa lutte ne sortit jamais des bornes du déterminisme marxiste. La critique ci-dessus citée n'a donc pas la signification d'un « tournant » réel.

(2) L'ironie vise évidemment le volontarisme stalinien qui prétend réaliser par la seule vertu de l'autorité étatique ce contrôle de la société sur sa propre production qui n'est pas intrinsèquement impossible, *contrairement à ce que suggèrent les réformateurs post-staliniens d'aujourd'hui, mais qui suppose la généralisation du travail associé et la cessation de la lutte de tous contre tous sous l'empire du besoin.*

« Mais même une juste combinaison de tous ces éléments « ne peut permettre que de créer l'armature non terminée du plan (1)... « Les processus de la construction économique n'évoluent pas encore « pour l'instant dans une société sans classes. Les problèmes de la ré- « partition du revenu national constituent la charnière centrale du « plan (NDR. Non bien entendu du plan stalinien, mais de ce que serait « un "plan" subordonné aux intérêts immédiats et finaux du prolétariat). « Ils s'infiltrent à travers les luttes des classes et des groupes sociaux, y « compris les différentes couches du prolétariat lui même. Les problèmes « économiques et sociaux les plus importants : la balance de ce que l'in- « dustrie reçoit de l'économie agraire et de ce que cette dernière lui don- « ne ; le rapport entre l'accumulation et la consommation, entre le fonds « du capital de base et le fonds des salaires ; la régularisation des diffé- « rentes catégories du travail (ouvriers qualifiés et non qualifiés, travail- « leurs occasionnels, spécialistes, bureaucratie dirigeante) ; enfin la répar- « tition de ce revenu national qui se produit au village entre les différen- « tes couches de la paysannerie — tous ces problèmes, **par leur seule exis- « tence** ne peuvent admettre (de) décisions **a priori...** » **Pour Trotsky,** il ne peut être question d'une « mise à l'écart des disproportions en quelques « années (cela est de l'utopie), mais (de) leur amoindrissement et par là « même (de) la simplification des bases de la dictature du prolétariat (2) « jusqu'au moment où les nouvelles victoires de la révolution élargiront « l'arène de la planification socialiste et **reconstruiront son système** (souli- « gné par nous) » **(Problèmes économiques de l'URSS,** Prinkipo, 1932).

La phraséologie officielle est aux antipodes de ces considérations marxistes : l'article II de la Constitution de 1936 ne craint pas de faire cette affirmation saugrenue, splendide expression du volontarisme stalinien : « La vie économique de l'URSS est **déterminée** et dirigée par le plan d'Etat de l'économie nationale ». Il est bien clair qu'en réalité elle est **déterminée** par le développement des forces productives, les rapports de classe et la situation mondiale ; quant au pouvoir de **direction** du plan, il est évidemment en raison inverse des réactions de défense sociale que la politique économique du pouvoir suscite dans les différentes couches de la population, la réalité se moquant bien des articles de foi constitutionnels. Quant à la planification stalinienne, elle est aux antipodes des préoccupations de classe qui éclatent dans le texte de Trotsky ; quand les héritiers de Staline viendront « en reconstruire le système » à leur façon à partir de 1956 (en lieu et place, hélas ! des « victoires révolutionnaires » qui tardent toujours), ce ne sera pas du tout parce que la nature économico-sociale de leurs préoccupations aura changé, mais simplement parce que l'URSS sera arrivée à un stade différent du développement de ses forces productives, producteurs y compris.

(1) Il est donc clair que Trotsky ne prétend pas que s'il était encore au pouvoir, le bolchevisme réaliserait, lui, le contrôle social de l'économie mercantile. Sa critique dénonce seulement l'illusion *que le stalinisme veut créer.*

(2) On sait qu'en 1932, date de l'écrit cité, Trotsky ne reconnaît pas qu'elle a été renversée, ce qui n'enlève rien à la valeur d'une critique visant les vantardises du « socialisme dans un seul pays ».

Parmi tous les chiffres économiques qu'on pourrait citer, il n'en est pas qui traduisent de façon plus frappante le triomphe absolu des impératifs capitalistes sur les exigences ne disons pas socialistes, mais simplement prolétariennes, que le tableau de l'évolution comparée de la production industrielle dans le secteur A (biens de production) et le secteur B (biens de consommation) (1), les chiffres de chacune des colonnes établissant le rapport de la production d'ensemble de l'industrie, de celle du secteur A et de celle du secteur B de diverses années avec ce qu'elles étaient dans la Russie capitaliste 1913 ; cette valeur est conventionnellement égalée à 100 dans les trois cas, non (bien entendu !) parce que les valeurs absolues étaient les mêmes pour les trois rubriques, mais parce que ce ne sont pas les valeurs absolues qui importent, mais seulement les accroissements :

Années	Ensemble de la production industrielle	dont secteur "A" (biens de production)	dont secteur "B" (biens de consommation)
1913	100	100	100
1917	71	81	67
1921	31	29	33
1940	852	1.554	497
1945	782	1.744	295
1958	3.662	8.332	1.379
1964	6.182	14.207	2.023

Même le lecteur le plus malhabile à la lecture des indices peut constater une chose bien simple : quand les faux « socialistes » de Russie invitent les foules à admirer leurs « réalisations grandioses », le fait que leur production industrielle a augmenté 62 fois entre 1913 et 1964, ils suggèrent bien entendu que l'amélioration du sort des masses prolétariennes et paysannes a été énorme, sans rapport avec ce qu'on a pu constater en Occident. En réalité, la production de biens consommables d'origine industrielle ne s'est accru que de façon infiniment plus modeste : de 20 fois globalement et, compte tenu du fait que la population russe est passée de 159 millions à 208 millions entre 1913 et 1958, de 12 fois seulement par tête d'habitant. Pour une population dont le niveau de vie était incomparablement plus bas qu'en Europe en 1913, c'est un résultat des plus modestes. Que constate-t-on par contre en ce qui concerne les moyens de production et les armements du secteur A, impropres par définition à la consommation au sens habituel du terme ? Leur production s'est accrue de 141 fois globalement, de 113 fois seulement par tête, ce qui reste un chiffre

(1) La production alimentaire fait partie du secteur B. Nous la traitons à part parce qu'elle ne pose pas seulement toutes les questions soulevées par le tableau ci-contre, mais aussi celle de la réaction des kolkhosiens à l'oppression économique du grand capital industriel d'Etat.

considérable. Qu'est-ce que cela signifie ? Que sous Staline, la puissance nationale de la Russie s'est spectaculairement accrue, sans que le sort de sa population (principalement de son prolétariat, bien entendu (1) se soit notablement amélioré. C'est là une éclatante confirmation de la thèse marxiste selon laquelle grandeur nationale et intérêts prolétariens sont non pas conciliables, mais antagoniques, si bien que le socialisme dans un seul pays est une utopie réactionnaire. Pour échapper à ces conclusions, l'hypocrisie pro-moscoutaire argue généralement que le socialisme ne se réduit pas, tant s'en faut, à l'augmentation de la consommation individuelle et il insinue même que c'est plutôt **le capitalisme** qui gonfle artificiellement la consommation des masses en leur créant, par tous les moyens dont il dispose, des besoins souvent absurdes ou même malsains dans le seul but d'ouvrir au capital de nouveaux champs d'accumulation ! C'est vrai, dans une certaine mesure (2), mais cela vient comme un cheveu sur la soupe quand il s'agit de rendre compte non tant de l'évolution de la consommation en elle-même, mais du contraste frappant qui l'oppose au mouvement de la production du capital matériel.

C'est là **un contraste typiquement capitaliste** qui révèle que dans ce mode de production, à l'inverse de ce qui s'est toujours vérifié dans les modes antérieurs, et de ce qui se vérifiera à nouveau dans le socialisme, la production des biens consommables n'est pas le **but**, mais une simple **condition** de l'activité économique. La masse des produits du secteur B constitue bien pour les entreprises de ce secteur un capital-marchandises

(1) Fait étrange pour des gens censés avoir « écrasé la révolution démocratique bourgeoise » et développé une révolution « purement communiste », selon l'...audacieuse construction de Deutscher, les Soviétiques ne cachent nullement que la révolution d'Octobre a finalement davantage « profité » matériellement aux paysans dont le niveau de vie se serait accru de 11 % qu'à la classe ouvrière qui doit se contenter de 7 % seulement.

(2) Le socialisme est autant une rationalisation qu'une augmentation de la consommation et il est surtout une harmonisation de la vie sociale par suite de la disparition des classes aux intérêts divergents ; dans sa phase ultime et parasitaire, le capitalisme augmente sans doute la consommation des masses par périodes, mais ces périodes contrastent avec d'autres où, par suite de guerre ou de crise, la consommation elle-même tombe bien bas ; il ne faut par ailleurs pas oublier que le capitalisme augmente les besoins plus que la consommation réelle, et que si, dans une certaine mesure, il corrompt les masses ouvrières, les besoins et la consommation de celles-ci se distinguent toujours bien nettement à une même époque des besoins et de la consommation de la haute-bourgeoisie et même des classes moyennes, dans lesquelles le gaspillage sans vergogne est directement lié aux soucis de prestige social. Si on les considère avec les yeux du début du siècle, les besoins actuels des masses ouvrières et leur consommation elle même peuvent bien sembler « bourgeois », mais il n'y a pas grand sens à agir ainsi. Ce qui compte, c'est que leur progrès bourgeois exaspère au lieu d'atténuer l'antagonisme économique, si bien que les ouvriers actuels ne sont pas la copie des bourgeois d'il y a cinquante ans, mais les opprimés et les exploités d'aujourd'hui, avec ou sans voitures, frigidaires et autres bagatelles de cette espèce. Tout autre raisonnement est déjà suspect, mais que dire de l'assimilation canaille entre mécanisation accélérée *(qui n'est qu'un aspect du développement des forces productives qui, aux yeux du marxisme, résident essentiellement dans les capacités productives des hommes, que le capitalisme maintient à un bas*

dont la vente permet de réaliser tout comme un autre un profit. Pour l'ensemble de la société capitaliste il en va tout autrement : les biens d'usage qui sortent du circuit économique au moment précis où ils sont consommés n'apparaissent pas comme du capital, mais comme du revenu, puisqu'ils s'échangent soit contre des salaires, soit contre la fraction de la plus-value que la classe dominante consacre à sa consommation personnelle. Pour l'Etat bourgeois, le véritable capital, à l'échelle du pays tout entier, est constitué par les biens de production, c'est-à-dire l'ensemble des installations industrielles, de leurs machines et des matières premières qu'on y « consomme **productivement** » comme ils disent. C'est l'accroissement de ce capital matériel (qui est non seulement la source **apparente** de tout le profit que l'économie nationale produit en un an, mais la base de sa puissance économique et militaire dans le monde) qui intéresse par excellence le capitalisme. La consommation au sens propre est jugée « improductive » ; elle n'est considérée que comme un moyen qui en vaut un autre pour faire des affaires et réaliser du profit d'une part, et d'autre part comme une condition sans laquelle les ouvriers ne pourraient plus travailler (le tableau ci-dessus ne comprend que les biens de consommation d'origine industrielle, mais il est clair que la majeure partie de la production agricole rentre dans le secteur B) et où, totalement désabusés de l'existence, les capitalistes eux-mêmes ne seraient plus poussés à investir. Il est bien clair que ce n'est pas dans le but charitable de fournir les ouvriers et les autres travailleurs en biens de toutes sortes que d'année en année le capital croît et s'accumule, comme suffisent à le prouver les lamentations provoquées par une grève générale pour l'augmentation des salaires échangeables contre des biens consommables, ou même par le dangereux « échauffement » ou « emballement » provoqué par une demande trop forte ; mais ce n'est pas davantage (quoiqu'en disent des opportunistes imbéciles) dans le but plus plausible, mais par trop étriqué, de permettre à une poignée de grands bourgeois de mener une vie de nababs! Bref, il appartenait au capitalisme de renverser sur la tête la subordination de la production aux exigences de la vie des hommes, aussi vieille que la civilisation elle-même, et de créer une civilisation nouvelle dans laquelle la vie des hommes est jusque dans ses moindres détails subordonnée aux exigences de la production.

Si ce contraste se présente dans l'économie russe probablement avec plus de netteté encore que dans tout autre, ce n'est pas seulement parce qu'étant partie d'un niveau très bas, il lui fallait bien se doter d'un capital de base, chose que jamais les marxistes n'ont niée, comme on a vu : c'est parce que le parti au pouvoir a eu le « courage » de pratiquer une **politique capitaliste sans concession aucune** aux « vaines illusions » des masses naïves s'imaginant que la production est faite pour l'homme et non l'hom-

niveau, par l'abrutissement et la mutilation due à la spécialisation) et socialisme d'une part, et accroissement de la consommation et... capitalisme de l'autre !

me pour la production et à plus forte raison aux objections « sentimentales et social-démocrates » des révolutionnaires qui soutenaient que telle était également la conviction qui distingue le socialisme prolétarien ; mais si jusqu'au lendemain de la seconde guerre mondiale du moins, il a pu faire montre d'une pareille intransigeance, c'est uniquement qu'un rapport exceptionnel des forces de classes, se neutralisant l'une l'autre, le lui a permis, ainsi que son isolement mondial, et non par une vertu propre aux institutions soviétiques ! « Le problème du choix économique en URSS », avoue le spécialiste de l'économie soviétique Bettelheim qui voit en elle un socialisme, « n'est nullement résolu par le seul maniement des instruments de la planification » : en d'autres termes, le choix économique relève d'une **politique** que les « instruments de la planification » permettent d'appliquer, mais qui est déterminée par des considérations de classe et non par **le fait de la nationalisation,** comme le prétendent les imbéciles. C'est bien ce que nous disons. C'est la suggestion **capitaliste** de la grandeur nationale qui, même en l'absence d'une classe capitaliste repérable, s'est imposée au pouvoir stalinien et post-stalinien et l'a poussé à opter pour la **prédominance absolue de l'industrie lourde,** credo auquel les « libéralisateurs » d'aujourd'hui ne sont pas près de renoncer, quelles que soient les petites réformes qu'ils introduisent dans la gestion administrative de l'économie. L' « instrument de planification » qui lui permet par excellence de faire prévaloir effectivement ce choix, c'est l'impôt sur le chiffre d'affaires des entreprises d'Etat et coopératives que les économistes soviétiques appellent « une des méthodes les plus importantes de répartition de l'accumulation socialiste (sic) et d'action financière sur l'économie socialiste ». Cet impôt dont le taux varie selon les branches d'activité (1) et la situation des établissements est une des principales sources avec l'impôt sur les bénéfices (qui varie, lui, de 10 à 80 % des bénéfices considérés) du financement budgétaire des entreprises, lequel se combine avec l'auto-financement de celles-ci dans des proportions variables pour assurer les investissements de capitaux nécessaires. Peut-être peut-on admettre que sans l'élimination des groupes plus ou moins autonomes et rivaux qui constituaient la classe capitaliste urbaine renversée en Octobre, jamais l'Etat n'aurait été en mesure d'assurer un drainage aussi systématique et rigoureux des ressources de l'industrie de consommation vers l'industrie du secteur A en les taxant très lourdement sans qu'elles puissent pour autant cesser leurs activités socialement indispensables, mais politiquement secondaires aux yeux du pouvoir néo-capitaliste. Mais si la dépersonnalisation a réellement constitué un « avantage », celui-ci a joué uniquement en faveur de l'accumulation capitaliste la plus virulente et non pas en faveur du prolétariat, pour ne rien dire du **socialisme** qui, comme nous l'avons amplement démontré, n'avait jamais été au programme immédiat des bolcheviks et qui commence précisément quand cessent les questions de financement et de subventions, de transferts de valeur et de **politique économique,** qui appartiennent soit à une phase très inférieure dans la transition **vers** la société nouvelle, soit comme dans le cas de la Russie d'après 1929 à la transition vers l'impérialisme moderne (1).

(1) De 33 à 88 % sur la production d'huiles végétales, graisses alimentaires et viande ; de 100 % pour le tabac et l'eau-de-vie, ce qui choque moins.

En ce qui concerne l'évolution de la production agricole qui constitue la partie essentielle du secteur B (biens de consommation) puisque c'est d'elle que dépend l'alimentation, nous ne pouvons présenter un tableau comparable au précédent, mais nous disposons par contre d'un graphique élabli selon des données de source soviétique (2) qui est suffisamment éloquent : tandis que la courbe de la production industrielle marque à partir de 1921 une ascension continue, avec seulement un palier et une chute, entre 1940 et 1945, la courbe de la production agricole a une allure presque horizontale avec des oscillations au-dessus de l'indice 100, mais nettement au-dessous de l'indice 200, jusqu'en 1953-54, et une chute correspondante à celle de l'industrie, mais au-dessous de l'indice 100, pendant les années de guerre, pour des raisons évidentes. Nous disposons par contre d'un tableau des rendements moyens à l'hectare de diverses cultures qui fait apparaître le bilan agricole de la Russie capitaliste numéro 2 comme plus lamentable encore que celui de son industrie de biens de consommation.

Rendements moyens en quintaux à l'hectare

	1903-13	1938-40	1949-53	1954-58
céréales	6,9	7,7	7,7	9,2
betteraves à sucre	150,0	135,0	150,0	174,0
pommes de terre	78,0	71,0	89,0	90,0
coton brut	13,0	12,1	15,4	—

Pour apprécier correctement ces résultats en ce qui concerne les céréales, il faut les comparer avec ceux d'autres pays à agriculture extensive et au climat continental ; aux U.S.A., les rendements qui étaient de 9,9 quintaux à l'hectare en 1909-13 sont passés à 13 quintaux en 1954-56 : au Canada, de 11,2 quintaux à 13,7 quintaux : l'augmentation russe est à peu près dans les même proportions, **mais plus faible ;** pour les betteraves sucrières et les pommes de terre, les rendements sont encore plus nettement inférieurs à ceux des pays dont le milieu naturel présente des analogies. L'écart grandit encore si l'on considère le rendement des ani-

(1) Celui du tsar, avec sa dépendance semi-coloniale à l'égard des pays de l'Entente et l'archaïsme extraordinaire de son armée, n'était pas moderne du tout !

(2) Publiées par J. Chombart de Lauwe dans son ouvrage bien documenté. Les paysans soviétiques *(1961). C'est à lui que nous empruntons les données numériques concernant le rendement à l'hectare et l'évolution qualitative des cultures.*

maux, et en particulier des vaches laitières. Quant à l'évolution du cheptel par tête d'habitant, elle marque une nette aggravation de la situation alimentaire du pays, sauf en ce qui concerne... la viande de porc :

Indice du cheptel par tête d'habitants (1)

	1916	1960	Variations en %
Bovins	100	82	— 18 %
Vaches	100	77	— 23 %
Moutons et Chèvres	100	98	— 2 %
Porcs	100	163	+ 63 %

Une autre considération capitale pour achever le tableau de l'agriculture de la Russie capitaliste N° 2 est celle de l'évolution qualitative des cultures qui nous est donnée par le tableau suivant, toujours de source russe :

Structure de la surface ensemencée de 1913 à 1959
(en pourcentages de la surface totale)

	Surface totale	Céréales	Cultures industrielles	Légumes et pommes de terre	Cultures fourragères
1913	100 %	89,9 %	4,3 %	3,6 %	2 %
1940	100 %	73,5 %	7,8 %	6,7 %	12 %
1953	100 %	67,9 %	7,3 %	6,6 %	18,2 %
1956	100 %	66 %	6,7 %	6,1 %	21,2 %
1959	100 %	61 %	6,3 %	5,9 %	26,8 %

Ce tableau montre que la Russie n'est toujours pas sortie de la « phase céréalière » de l'agriculture qui caractérise les sociétés pré-capitalistes et les premiers stades du capitalisme. En introduisant, dans la seconde moitié du XXme siècle, les cultures fourragères, la Russie contemporaine amorce avec cent cinquante ans de retard la révolution agricole commencée vers la fin du XVIIIme siècle en Europe (2).

Quelle est la signification de toutes ces données qui sont bien connues et que la pensée bourgeoise la plus triviale inscrit bien entendu au passif du communisme ? En ce qui concerne le contraste entre les deux cour-

(1) Pour 1965, les résultats sont les suivants : bovins : indice 110 (+ 10 %) ; vaches : 95 (— 5 %) ; porcs : 180 (+ 80 %) ; ovins : 103 (+ 3 %)

(2) Nous négligerons ici l'argument extra-économique et extra-historique selon lequel cette révolution qui a introduit, puis généralisé, l'alimentation carnée à côté des traditionnelles céréales a été désastreuse pour la santé de l'espèce, doctrine d'une variété du « socialisme bourgeois » tournée en dérision par Marx et Engels, le « végétarisme ».

bes. industrielle et agricole, (et quand nous disons industrielle, c'est vrai même pour l'industrie des biens de consommation dont les résultats sont pourtant tout autres que brillants), **elle est précisément caractéristique de la phase historique du capitalisme** ne serait-ce que pour une raison évidente : le nombre de rotations possibles du capital en une année est très supérieur dans l'industrie à ce qu'il est dans l'agriculture qui obéit au rythme naturel des saisons ; or l'accélération des rotations du capital est précisément un moyen de combattre la chute du taux de profit qui accompagne le progrès technique ; sauf dans les pays peuplés par immigration, comme les USA ou l'Australie, où les besoins en produits agricoles ont augmenté à un rythme accéléré et où la petite propriété paysanne ne faisait pas obstacle au développement d'une grande agriculture capitaliste, le capital a par conséquent toujours préféré se placer dans l'industrie plutôt que dans l'agriculture ; les besoins alimentaires étant par ailleurs beaucoup moins « élastiques » que les besoins en produits industriels divers, l'agriculture est restée, en dépit de la concentration des terres et de la mécanisation progressive, un secteur de production petit-bourgeois, la tendance la plus récente allant vers la disparition des salariés agricoles et l'exploitation familiale de superficies de plus en plus grandes à l'aide de machines, alors que de toute évidence le nombre absolu des salariés croît dans l'industrie. Le retard de l'agriculture sur l'industrie russe ne présente donc aucun mystère : il est parfaitement conforme aux lois du mode capitaliste de production ; aussi bien est-ce plutôt à propos de son retard par rapport à l'agriculture des pays avancés que le « communisme » est mis en accusation. C'est un fait que l'agriculture russe a connu une certaine concentration, qu'elle ne ressemble donc plus à la misérable agriculture parcellaire de 1927-28 dont le poids écrasant sur la ville a provoqué la défaite du parti prolétarien et l'offensive grand-capitaliste de l'ère stalinienne : à quoi donc imputer pareille stagnation ? Les adversaires du communisme accusent bien entendu le « collectivisme ». L'explication ne vaut rien : s'il y a « collectivisme » en URSS, il existe aussi bien dans l'industrie que dans l'agriculture : comment expliquerait-il alors le retard spécifique de celle-ci ? Le fond réactionnaire de cette thèse vulgaire, mais répandue, apparaît alors clairement : ce qu'on veut insinuer, c'est que c'est folie de vouloir organiser le travail agricole selon des principes valables seulement dans l'industrie (travail associé et division des tâches, à ne pas confondre avec la division sociale du travail). Si cela était vrai, on devrait faire son deuil de tous espoirs communistes, étant donné que, sans la suppression de l'actuel antagonisme entre ville et campagne, travail agricole et travail industriel, jamais on n'arrivera à une société travaillant « selon un plan commun » et où toute différence de classe aura disparu. Or, cela n'est pas vrai, car si l'on compare les kolkhoses (unités mixtes, à secteur coopératif et privé) et les sovkhoses (entreprises agricoles à salariat et organisation de type industriel), on note que ce sont les seconds qui ont le meilleur rendement. Du rapport de Khrouchtchev au CC du parti gouvernemental du 5 décembre 1958, il ressort que les dépenses de travail dans les kolkhoses, par unité de production, étaient supérieures à celles des sovkhoses des valeurs suivantes :

Régions	Grain	Lait
Zone des Terres noires	2,4 fois	1,3 fois
Région de la Volga	2,6 fois	1,4 fois
Caucase du Nord	3,0 fois	1,4 fois
Sibérie Occidentale	2,2 fois	1,2 fois
Kazakhie	2,2 fois	1,1 fois

Ce qui est en cause, c'est donc le kolkhose, forme dominante aujourd'hui de l'agriculture soviétique et les rapports que l'Etat industrialiste entretient avec lui.

La comparaison entre investissements industriels et investissements agricoles et l'étude de l'évolution du pourcentage de l'investissement de l'Etat dans l'agriculture sont particulièrement suggestives. En empruntant à Bettelheim deux séries de chiffres comparables, puisqu'elles sont de la même source, on trouve les pourcentages suivants qui sont certainement trop forts, d'autres sources donnant des chiffres bien plus élevés pour les investissements dans l'industrie, sans malheureusement rien dire sur ceux qui ont été effectués dans l'agriculture ; nous indiquons à droite les pourcentages qu'on obtient en utilisant d'une part la série de Bettelheim pour l'agriculture et, d'autre part, l'autre série pour les investissements industriels : la vérité doit se situer entre les deux (1) mais il est à noter que la courbe est la même.

Investissements en millions de roubles au prix de l'année courante

Années	Industrie	Agriculture	% de l'investissement agricole dans l'investissement total	
1928	1.880	379	16,7 %	------
1929	2.615	840	24,9 %	9,9%
1930	4.115	2.590	38,3 %	12,1%
1931	7.407	3.645	32,9 %	16,5%
1932	10.431	3.820	26,8 %	15,0%
1933	8.864	3.900	30,6 %	17,8%
1934	10.624	4.661	30,4 %	16,4%
1935	11.880	4.983	29,5 %	15,1%
1936	13.956	2.633	15,8 %	7,2%
1937	13.928	2.614	15,8 %	6,4%
1939	—	1.600	—	3,7%
1940	—	1.300	—	2,9%

De ce tableau (qui fait pourtant la part belle aux staliniens dont il souligne de façon certainement exagérée l'effort pour équiper une agri-

(1) L'autre série donne pour les investissements industriels : 1929 : 7,6 milliards (au lieu de 2.615 dans le tableau cidessus) ; 1930 : 18,7 ; 1931 : 18,4 ; 1932 : 21,6 ; 1933 : 18 ; 1934 : 23,7 ; 1935 : 27,8 ; 1936 : 33,8 ; 1937 : 38,1

culture d'un niveau misérable) il résulte néanmoins de façon claire que l'agriculture est restée la parente pauvre, même pendant les années de crise aiguë 1930-35 où la fourniture de machines et d'engrais aux kolkhoses en voie de constitution (1) était une nécessité vitale pour la survie du régime ; il apparaît tout aussi nettement qu'à peine le danger écarté, l'Etat s'est empressé de reporter une fraction plus grande de ses ressources sur l'industrie, l'industrie lourde en particulier, comme nous l'avons vu : on voit alors, à partir de 1936, le pourcentage de l'investissement agricole tomber au niveau bien médiocre de 15,8 %, moins encore en 1939 et 1940 pour lesquelles la série des chiffres de la première colonne s'interrompt, mais que nous avons en accroissement. Pour l'après-guerre, on en est réduit aux conjectures : après les énormes destructions du conflit, le IVe Plan prévoyait un investissement de 19,9 milliards seulement pour les années 1945-1950, soit 3,3 milliards par an. Si l'on considère que, de source soviétique, les investissements du IVe Plan ont été ceux que nous indiquons ci-dessous, le pourcentage de l'investissement agricole serait tombé à 7,7 % en 1945 et même à 3,6 % en 1950 !

Investissements du IVe Plan
(milliards de roubles)

	Industrie	Agriculture	% de l'investissement agricole
1945	39,2	3,3	7,7
1946	46,8	3,3	6,8
1947	50,8	3,3	6,4
1948	62,1	3,3	5,3
1949	76,0	3,3	4,3
1950	90,8	3,3	3,6

En 1960, dans ses **Paysans soviétiques**, Chombart de Lauwe affirme : « **l'ensemble des investissements réalisés dans l'agriculture au cours des cinq premiers plans quinquennaux et même jusqu'en 1956, a été de 13 à**

milliards (au lieu de 13,928) ; 1939 : 40,8 milliards ; 1940 : 43,2 milliards. Elle est de source soviétique comme la première, et nous ne savons pas les raisons de ces énormes différences.
Bettelheim qui tire ses chiffres d'un ouvrage de 1936, SSSR Strana sotsializma *indique lui-même pour l'année 1931 un pourcentage de 25 %, de 20 % pour 1932 et de 18 % pour 1935 qui sont nettement plus faibles que ceux que l'on peut calculer sur ceux-ci ; il semble que la différence vienne du fait qu'il rapporte les chiffres d'investissement agricole non pas à ceux de l'investissement dans l'industrie, mais aussi à l'investissement dans l'économie en général tenant compte des transports et du commerce.*

(1) La progression des kolkhoses apparaît dans la série suivante de source soviétique qui donne le pourcentage de terres cultivées par eux : 1929 : 3,9 % (avant l'offensive de l'automne, bien entendu) ; 1930 : 52,7 % ; 1932 : 61,5 % ; 1937 : 93 %.

15 pour cent des investissements totaux dans l'économie nationale » (1). Si grand était le souci que l'Etat soi-disant « ouvrier » eut de l'alimentation des travailleurs urbains...

Non seulement une telle politique d'investissement est de caractère strictement capitaliste, puisqu'elle exalte la production industrielle au détriment de la production agricole, mais elle constitue la racine économique de la préférence accordée par le régime stalinien à la forme mixte, coopérative privée du kolkhose, sur la forme plus évoluée de la ferme d'Etat ou sovkhose. Il est bien clair, en effet, que pour pouvoir généraliser la forme sovkhosienne dans les années qui précédèrent la guerre (ou dans la période de reconstruction des années 1945-50), l'Etat aurait dû continuer à augmenter ses investissements directs dans l'agriculture au lieu de les laisser tomber aux pourcentages insignifiants que nous leur voyons de 1936 à 1940 et de 1945 à 1950 et qui ne s'amélioreront pas, tout au contraire, à l'ère khrouchtchevienne, comme nous le verrons plus loin. Il aurait eu à affronter en outre un ennemi autrement imposant que le petit prolétariat industriel des villes en la personne de l'énorme prolétariat rural en lequel se seraient transformés les petits producteurs qui déjà en tant que petits-bourgeois individualistes qu'ils restaient dans les kolkhoses ne laissèrent pas d'effrayer le pouvoir à partir du moment où, par suite de la « collectivisation » forcée, ils se retrouvèrent moins dispersés qu'auparavant (2). Enfin, la généralisation du sovkhose n'aurait pas été compatible

(1) *Ici Chombart de Lauwe se réfère à un « document non publié » qu'il a probablement obtenu d'un membre des instituts scientifiques qu'il a fréquentés, mais que le parti pseudo-communiste n'a évidemment pas intérêt à diffuser puisqu'il éclaire une des raisons de sa banqueroute agraire. Le naïf spécialiste français, qui prend le stalinisme pour un communisme, ne s'en est d'ailleurs pas rendu compte, puisqu'il juge (dans l'optique officielle du régime) que « si l'on adopte l'optique de la politique agricole de l'URSS basée sur la marche au communisme » la priorité absolue accordée à l'industrie lourde « n'est pas choquante » !!! Encore un qui ne comprend pas que « la marche au communisme », c'est le processus d'émancipation du prolétariat qui ne se réduit bien entendu pas à la bonne alimentation, mais qui la suppose — surtout après cinquante ans de régime soi-disant communiste !*

(2) *Dans son* Staline, *I. Deutscher note qu'en janvier 1934, alors que le plus fort de la crise de la « dékoulakisation » et de la famine était passé, Staline assura à une session plénière du Comité central que le danger étant écarté, il n'était plus nécessaire de pousser l'industrialisation au même rythme accéléré que pendant le premier quinquennat. Il ajoute : « Quelques jours plus tard, on le trouvait à nouveau sur l'estrade, décrivant les dangers qui menaçaient à la campagne. Il étonna le parti en disant* que les fermes collectives pouvaient devenir plus dangereuse encore pour le régime que les exploitations agricoles privées » *(souligné par nous). « Autrefois les paysans étaient disséminés et lents à réagir. Depuis la collectivisation ,ils étaient organisés en corps compacts qui pouvaient soutenir les Soviets, mais aussi* se tourner contre eux *avec plus d'efficacité que ne le pouvaient les cultivateurs indépendants. Pour que le parti puisse les surveiller étroitement, on établit des sections politiques rurales ». On mesure ici toute la différence de fonction du parti par rapport à l'époque bolchevique : alors, quand on déplorait la faible implantation politique du parti communiste de Russie dans les campagnes, c'est parce qu'elle traduisait la faiblesse de l'influence prolétarienne et communiste ; en 1934, il ne s'agit plus que d'assurer la police de l'Etat dans les campagnes !*

avec le maintien de la surpopulation agricole relative qui se vérifie dans le kolkhose, grâce précisément à la tolérance envers la petite exploitation parcellaire qu'il abrite ; elle aurait « libéré » plus de main-d'œuvre que ne pouvait en absorber immédiatement l'industrie, même en plein essor, et créé du même coup le risque de graves mouvements sociaux alors que le système kolkhosien permettait de maintenir, dans l'agriculture, une quantité de main-d'œuvre certainement supérieure aux besoins normaux de grandes exploitations motorisées ; mais, pour le pouvoir, il était avantageux de pouvoir prélever sur cette population excédentaire les suppléments de main-d'œuvre industrielle **au fur et à mesure** des besoins. En Russie comme ailleurs, ce sont donc les exigences du **développement capitaliste** qui, sous une forme il est vrai originale, ont empêché la liquidation de l'archaïsme de la petite production dans les campagnes. Or, sa persistance plus ou moins camouflée, tout en n'étant elle-même qu'une conséquence, a joué son rôle propre dans la faiblesse de l'augmentation des rendements agricoles russes. Aux investissements parcimonieux s'ajoute en effet une utilisation déplorable du capital disponible qui correspond à l'indifférence du petit-bourgeois kolkhosien à l'égard des intérêts généraux de la société et surtout à son incapacité technique de producteur parcellaire dont la « révolution culturelle » (alphabétisation, envois de spécialistes de toute sorte dans les kolkhoses) n'est probablement pas encore venue à bout aujourd'hui.

La concentration des terres réalisée dans la Russie capitaliste N° 2 ne fait que mieux ressortir l'incroyable vitalité du secteur parcellaire de l'agriculture kolkhosienne que l'opportunisme stalinien des années 1934-35 protégea comme un simple « auxiliaire » du kolkhose (qu'il fallait bien tolérer en compensation des exigences draconniennes qu'il se préparait à présenter à la paysannerie comme au prolétariat), sans prévoir qu'il allait devenir un parasite insatiable qui sucerait sans relâche la main-d'œuvre dont, même mécanisée, la ferme collective avait besoin. Entre 1928 (date de la création de la première station de machines et tracteurs) et 1959, la dimension moyenne des kolkhoses est passée de 33 hectares et de 13 feux à 5.800 hectares (dont 2.400 ha ensemencées) et 300 feux (1) ; dans le kolkhose de 13 feux, les parcelles individuelles autorisées allant de 0,25 à 0,70 ha en principe, mais atteignant 3 à 6 ha avec les terres fourragères,

(1) *Chiffres fournis par Chombart de Lauwe dans ses* Paysans soviétiques. *Cet auteur a le mérite d'insister sur le fait que cela ne signifie pas du tout la liquidation de l'économie kolkhosienne individuelle dont le pouvoir soviétique n'aime par contre guère reconnaître le poids désastreux sur l'économie agraire générale, pour la raison bien évidente que le fait entre en contradiction criante avec la doctrine du Statut des kolkhoses de 1935 et de la Constitution de 1936 selon laquelle* « la voie kolkhosienne au socialisme (! sic !) est la seule voie juste ». *Selon ces deux monuments d'infamie opportuniste, en prenant « l'engagement de consolider leur kolkhose, de travailler honnêtement, de partager leurs revenus selon leur travail, de veiller sur la propriété collective, de conserver avec soin les biens kolkhosiens, de soigner correctement les chevaux, d'accomplir les tâches fixées par l'Etat des ouvriers et des paysans », les paysans étaient censés donner à leur kolkhose « un caractère vraiment bolchevique » en même temps qu'assurer leur propre* « aisance ». *Mais l'* « aisance » *tardant à venir, les paysans ne firent rien de tout cela, qui n'aurait d'ailleurs rien eu à voir avec le « bolchevisme ».*

la surface totale exploitée en privé par les familles paysannes membres du kolkhose pouvait atteindre de 39 à 78 ha contre les 33 ha moyens de la ferme collective, c'est-à-dire de 54 à 70 % de la surface totale appartenant aux kolkhoses. Avec la même tolérance, la terre exploitée en privé passe à des surfaces comprises entre 900 et 1.800 ha dans le kolkhose de 300 feux de 1958, ce qui, face aux 3.200 ha moyens de la ferme collective ne représente plus que les 21 à 36 % du total. Pour une agriculture soi-disant « collectivisées », c'est encore beaucoup !

Beaucoup trop, si l'on songe au « gaspillage barbare » de travail — et en particulier de travail féminin — qu'un pareil mode de production implique, et qui est en contradiction cruelle avec les buts d'**émancipation de toute la masse travailleuse sous la direction du prolétariat** que le bolchevisme n'avait cessé de viser. Beaucoup trop également, quand on sait que. bien loin de jouer un faible rôle dans l'économie agricole de la Russie, les exploitations familiales des kolkhosiens détenaient 54 % des surfaces consacrées à la culture de la pomme de terre et des légumes en 1957 et qu'elles possédaient en 1959, 41 % des bovins, 57 % des vaches, 36 % des porcs, 26 % des ovins, fournissant en 1958 la moitié de la production de viande et de lait de l'URSS (1).

Il est inutile de souligner l'impudence du pouvoir soviétique qui, après avoir abusivement assimilé **socialisme** et **économie étatique** (choses tout à fait incompatibles, comme nous l'avons déjà vu, l'économie n'ayant de caractère **étatique** que dans la phase de transition au socialisme caractérisée par la dictature du prolétariat), osa soutenir que l'économie d'après 1920-30 était pleinement socialiste, alors qu'elle abritait comme un cancer un secteur privé aussi considérable dans l'agriculture, pour ne rien dire de la situation réelle de l'industrie, que nous examinerons plus utilement quand nous en viendrons aux réformes khrouchtcheviennes et post-khrouchtcheviennes. La seule question qui se pose est de savoir pour quelles raisons l'archaïque production familiale a manifesté en URSS une telle vitalité. A elle seule, la tolérance gouvernementale n'explique pas grand chose, pas plus d'ailleurs que « l'instinct de propriété » de la petite-paysannerie : en France, où le gouvernement n'a aucune prétention socialiste et où la « tolérance » à l'égard des petits-paysans va de soi, il est probable que leur économie a reculé dans des proportions bien plus grandes qu'en Russie au cours des dernières 15 ou 20 années ; quant à « l'instinct de propriété », il n'a rien d'inhérent à la « nature humaine » (même paysanne) contrairement à ce qu'affirment les serviteurs de la bourgeoisie, mais il est une simple réaction de défense des individus (évidemment attachés au premier chef à leur propre conservation physique) dans toutes les sociétés qui vouent à l'esclavage, à la déchéance, voire à la mort ceux qui ne possèdent pas de capital ou simplement de réserves : la dictature du prolétariat viendra à bout d'un tel « instinct » sinon aisément, du moins **à coup sûr** en substituant à la misérable et illusoire « garantie »

(1) *Données tirées de* « Recueil statistique de l'économie nationale de l'URSS » *de 1957 et de l'*Etude sur la situation économique de l'Europe en 1958 *des Nations-Unies, de 1959, citées par Chombart de Lauwe dans l'ouvrage plusieurs fois mentionné ci-dessus.*

de la propriété individuelle une garantie sociale et collective autrement plus haute et efficace ! Le secret de la fossilisation du pseudo-socialisme russe dans des formes privées bien inférieures encore à celles que l'on observe dans les pays les plus avancés d'Occident est donc ailleurs et il réside, comme on s'en doute, dans les rapports économiques existant entre Etat industrialiste et paysannerie kolkhosienne, question qui n'est pas épuisée par l'étude de sa politique d'investissement.

Déjà en 1928, Trotsky notait que les comptes entre Etat soviétique et paysannerie russe étaient si embrouillés que bien malin aurait été celui qui aurait pu établir si oui ou non l'Etat était le propriétaire effectif de la rente foncière qui lui revenait de droit (c'est-à-dire du point de vue purement juridique) en tant que propriétaire théorique du sol : jusqu'à la semi-capitulation khrouchtchevienne, on peut dire que les rapports entre l'Etat stalinien et la paysannerie sont restés ceux d'une lutte acharnée, qui se déroula derrière le paravent protecteur de la « démocratie ouvrière et paysanne » tout comme celle des classes bourgeoises contre le prolétariat se déroule derrière la façade beaucoup plus vermoulue de la démocratie parlementaire dans les pays occidentaux ; et l'enjeu de cette lutte fut précisément la rente, c'est-à-dire le produit agricole excédant la consommation directe des paysans, par nature incontrôlable.

Dans l'agriculture, la soi-disant planification dont les admirateurs du « socialisme russe » ont toujours la bouche si pleine ne concerne pas la production elle-même, ou plutôt ne la concerne que de façon très indirecte : ses limites sont celles des investissements de capitaux de l'Etat dans l'agriculture dont nous avons vu combien elles sont étroites ; à cela, il convient d'ajouter l'intervention répétée du pouvoir pour empêcher que les kolkhoses ne répartissent tout le produit en argent résultant de la vente à bas prix de leurs produits entre leurs membres, au lieu de conserver et d'accroître le « fonds indivisible » prescrit par la loi et qui devait constituer le capital d'exercice de la coopérative. On voit donc qu'en matière de production, toute la « planification » se réduit finalement à encourager une **accumulation privée** de capital par les coopératives kolkhosiennes qui déchargera l'Etat de la douloureuse obligation de détourner une partie de ses ressources de l'industrie lourde vers l'agriculture : c'est donc tout le contraire d'une planification socialiste visant au contraire à réduire le secteur des initiatives privées, et du même coup le contraire d'une planification tout court puisque, par définition, les initiatives privées sont incontrôlables et imprévisibles.

Si « planification » il y a, elle n'intervient qu'au stade de la collecte des produits qu'elle organise sur la base d'un système compliqué de livraisons obligatoires à l'Etat : on ne trouve pas là l'élément de **prévision** sans lequel il n'est pas possible de parler de plan, mais seulement une **contrainte** qui ne s'exerce nullement en faveur du prolétariat urbain, mais en faveur de l'industrialisme capitaliste d'Etat, et encore selon les données empiriques d'une « longue pratique » : les quantités exigibles de chaque république, région ou district sont fixées par des « normes » répondant à la localisation existante des productions et à leur rendement traditionnel en fonction du climat et des capacités locales de production ; il n'est pas

question d'intervenir directement sur ces éléments : on en tient compte, un point c'est tout, quitte à modifier la répartition des contingents de livraisons entre les régions ou les exploitations quand cette modification se produit d'elle-même et devient évidente : belle « planification » !

Il n'existe pas moins de cinq circuits commerciaux distincts des produits agricoles, du moins jusqu'à la réforme de 1958. Ils sont les suivants (1) : « **Circuit en nature N° 1** : Les kolkhoses livrent une partie de leur production en nature aux Stations de machines et tracteurs (entreprises industrielles étatiques desservant plusieurs kolkhoses) qui la remettent à l'Etat. En contrepartie, l'Etat fait fonctionner la SMT qui travaille pour le kolkhose. Théoriquement la livraison de produits par le kolkhose équivaut aux services rendus par la SMT ». En réalité qu'en est-il ? Il en va de cet « échange » prétendument « socialiste » comme de tout échange : c'est à qui roulera le partenaire ; tout est question de rapport de force ; l'Etat « planificateur » prétend bien entendu l'emporter à tout coup, chose peu vraisemblable ; mais le kolkhose jaloux de son autonomie, tout en se plaignant amèrement de la tyrannie de l'Etat, le prétend tout autant : ô harmonies « socialistes » !

« **Circuit N° 2** : le kolkhose doit s'acquitter de ses livraisons obligatoires à l'Etat ; les produits sont payés au kolkhose à un prix très faible et revendus à un prix beaucoup plus élevé au consommateur ; l'Etat fait donc un bénéfice important ». On se souvient à ce sujet de ce que disait Lénine : en Russie avant la révolution le commerce capitaliste n'assurait la liaison entre ville et campagne qu'en grugeant et en volant, mais enfin il l'assurait ; nous, communistes, nous ne pouvons malheureusement pas assurer cette liaison autrement que par le commerce à l'état actuel des choses, mais nous devons l'assurer par un commerce à l'européenne, un commerce moderne et non pas le commerce primitif, usuraire des anciens spéculateurs. Qu'a fait l'Etat stalinien ? Il n'a pas détruit ce vieux commerce qui dépouillait les producteurs du plus clair de leur produit : il l'a pris en main, il l'a lui-même pratiqué. Il est devenu l'usurier et le spéculateur en chef, et la seule chose qui dissimule cette réalité à tous les gogos qui croient au « socialisme dans un seul pays », c'est que ce fut au service de l'industrialisation accélérée de la Russie : belle « dictature du prolétariat » !

« **Circuit N° 3** : Le kolkhose souscrit, notamment pour les cultures industrielles, des contrats avec l'Etat ; l'Etat paie la somme convenue et livre au kolkhose les moyens de production (engrais ou semences) précisés dans le contrat. Le prix de vente du produit agricole au public étant supérieur au prix d'achat au kolkhose, l'Etat réalise également un bénéfice sur cette opération ». Notons que le « contrat », comme l'échange, est aux antipodes du socialisme, puisqu'il suppose l'existence d'unités économiques indépendantes et rivales.

« **Circuit N° 4** : L'état peut acheter une partie de la production du kolkhose à des prix fixés, mais beaucoup plus élevés que ceux des livraisons obligatoires. Le kolkhose n'étant pas obligé de livrer, les prix se rapprochent de ceux du marché kolkhosien. »

« **Circuit N° 5** : Lorsque le kolkhose a satisfait à ses obligations à l'égard de la SMT et de l'Etat, il peut directement vendre au public sur le marché kolkhosien le reste de sa production. Les prix sont (ici) le résultat de la confrontation entre l'offre et la demande ; ils sont très avantageux pour le kolkhose, mais les transactions ne portent que sur de petites quantités. »

Tout le secret de la survivance de l'économie parcellaire est là. En théorie, le membre du kolkhose est un « coopérateur » qui, en plus du salaire calculé sur les « journées-travail » qu'il a fournies, touche sa quote part du bénéfice du kolkhose ; mais en pratique, les prélèvements de l'Etat sont tellement importants en volume et les prix qu'il paye sont si bas (inférieurs aux prix de marché, et même, pour les livraisons obligatoires, aux prix de revient) qu'une fois déduit le « fonds indivisible » (c'est à-dire la part du revenu en argent destiné à la capitalisation, à laquelle l'Etat veille jalousement, pour les raisons que nous avons vues), il ne reste plus rien à partager entre les membres du kolkhose (1), dont le caractère est plus patronal que coopératif finalement ; le kolkhosien ne touche qu'un maigre salaire, un salaire qui dans les kolkhoses retardataires ou des régions pauvres est probablement encore inférieur à celui des ouvriers urbains, tous les observateurs notant une infériorité marquée du niveau de vie à la campagne par rapport à celui de la ville. « En vendant au marché kolkhosien quelques tonnes de légumes en provenance de l'exploitation auxiliaire, le paysan obtient, avec un petit nombre d'heures de travail, un revenu plus élevé que celui versé par le kolkhose pour toute l'année » (2). En 1958, le revenu que son micro-commerce lui procure s'élève encore en moyenne à 50 % de son revenu total. Il ne faut donc pas s'étonner si pendant longtemps le commerce kolkhosien est alimenté en majeure partie par les kolkhosiens et non par les kolkhoses (3) : le travail que le paysan soviétique effectue sur sa parcelle a la même source que le « travail noir » de l'ouvrier mal payé, et tant que les conditions qui l'ont engendré subsistent, il est aussi indéracinable que lui. Même si, par absurde, l'Etat avait voulu l'interdire (mais il n'a eu garde de le faire, pas plus que le petit patron mauvais payeur n'interdira jamais à son ouvrier des travaux supplémentaires plus ou moins illicites qui l'aident à supporter son sort), cela serait resté sans effet : on ne supprime pas la petite production par décret constitutionnel ; elle ne disparaît que quand elle est devenue économiquement absurde, ce qui se produit déjà dans les capitalismes plus évolués que celui de la Russie, qui de ce fait se trouvent économiquement et socialement plus avancés qu'elle sur la voie allant vers

(1) Cette claire description est tirée des Paysans soviétiques *de Chombart de Lauwe ainsi que les détails ci-dessous.*

(1) Excellente démonstration par les faits de la critique à laquelle Marx soumit l'utopie de l'émancipation des travailleurs par la substitution de la coopérative à l'entreprise patronale.

(2) Chombart de Lauwe, Paysans soviétiques.

(3) Pour 1938, Bettelheim donne les chiffres suivants : part des kolkhosiens individuels dans le commerce kolkhosien : 73 % ; part des kolkhoses : 3/5 des 25 % restants, les ultimes 2/5 revenant aux derniers des Mohicans de la ferme individuelle.

le socialisme, même si politiquement, ils sont tout aussi réactionnaires. Démentant cruellement les mensonges officiels sur le socialisme russe, la petite économie auxiliaire du kolkhose n'a cessé de peser sur son économie « coopérative » dans la mesure où les heures de travail qui lui étaient consacrées étaient (et ne pouvaient être) que volées à cette dernière (1). Le pouvoir soviétique s'est toujours complétement moqué du socialisme : mais il ne pouvait à la longue se moquer du bilan désastreux de son agriculture. Il ne faut donc pas s'étonner si la question agraire est à la racine de l'ultime mutation que la Russie ait subie avec les réformes dites « khrouchtcheviennes », comme elle fut à la racine d'autres tournants effectués dans des conditions toutes différentes : la NEP, la libéralisation de 1925 de la politique agraire, puis le tournant de 1929-30. Il est néanmoins juste de noter que, dans le cadre de la Russie capitaliste numéro 2, cette ultime mutation a affecté bien d'autres choses encore que la politique agricole du gouvernement.

Avec son prolétariat paysan que le pouvoir stalinien n'hésita pas à soumettre à une législation du travail qui n'avait rien à envier à la cruelle législation en vigueur à l'aube du capitalisme dans la patrie de ce mode de production, l'Angleterre ; avec ses immenses masses kolkhosiennes que ce même pouvoir flattait, mais maintenait dans la même misère, et en outre dans l'abrutissement de la petite-production, la Russie capitaliste N° 2 a traversé victorieusement l'épreuve de la seconde guerre impérialiste, démenti sanglant à la doctrine insensée de l'émancipation du prolétariat et des travailleurs dans le cadre **national** puisqu'elle coûta 23 millions d'hommes (« le capital le plus précieux » de Staline) à la population russe ; mais le pays qui sort de la reconstruction de 1947-55 (IV° et V° plans quinquennaux) n'est plus à coup sûr celui de l'époque de l'industrialisation. Les éléments de comparaison manquent avec les années 1929-30.

(1) Le précieux observateur qu'est Chombart de Lauwe écrit à ce sujet : « Un agriculteur du Bassin parisien serait fort embarrassé si on lui disait qu'il dispose de vingt ouvriers pour cultiver ses 200 hectares, mais qu'il n'est pas possible de savoir si chaque ouvrier lui donnera 1.500 ou 3.000 heures de travail. Eh bien, le président du kolkhose se trouve dans une situation analogue parce que le kolkhosien partage son temps entre son exploitation individuelle et le kolkhose... L'absentéisme des travailleurs est une maladie grave du kolkhose », et il cite un exemple emprunté à la littérature économique soviétique : « Dans la deuxième brigade de culture d'un kolkhose de la région de Kalouga, il y a 63 hommes aptes au travail. Une grande partie, en 1955, n'a pas pris part à la production collective. En janvier, 26 personnes n'ont pas travaillé, 31 en février, 32 en mars, 29 en avril, 19 en mai, 23 en juin, 15 en juillet, 11 en août, 23 en septembre, 20 en octobre, 27 en novembre et 25 en décembre. Or le kolkhose pouvait assurer du travail à tous les kolkhosiens. Il pourrait, avec la quantité de terres qu'il possède, accroître plusieurs fois son bétail, donner plus de travail dans l'exploitation collective aux kolkhosiens et accroître toute la production ». Pourquoi cette hémorragie de main-d'œuvre ? « Parce que si les prix du marché kolkhosien sont élevés, le paysan travaille d'abord pour lui et ensuite pour le kolkhose ». *« Aberrant kolkhose », en effet ; mais prétention plus aberrante encore de Staline de « liquider le marché » par voie administrative et d'assurer un développement* plus rapide *de la société russe en* forçant *les prélèvements de travail et de produits (dont nul pouvoir n'aurait pu se passer) sur la population pour l'industrialisation.*

c'est-à-dire avec le début de l'offensive de la révolution capitaliste, mais la progression de la population urbaine de 56 millions en 1938 à 61 en 1940, 87 en 1956 et 99,3 en 1958 est déjà passablement éloquente. Du fait que le taux d'accroissement démographique est plus fort à la campagne qu'à la ville, la régression de la population rurale est plus lente que l'accroissement urbain ; de 115 millions en 1938, celle-ci passe à 113 millions en 1956 et 109 millions en 1958. Plus intéressante, la composition de la population active, qui révèle une division sociale du travail suffisant à elle seule à ruiner la thèse de l'existence du « socialisme » en Russie (1), permet de caractériser avec précision le stade atteint par le capitalisme russe :

Population active : 90.000.000 (45,4 % de la population totale)	
Agriculture	42 % (38 millions de personnes (2)
Industrie	31 % (28 millions de personnes (3)
Services	23 %
Commerce	5 %

Il s'agit d'un capitalisme adulte puisqu'il a franchi le cap des 50 % de population active occupée dans l'agriculture ; mais il s'agit d'un capitalisme encore jeune, le pourcentage des paysans étant encore très élevé (il est de 12 % aux USA et de 28 % en France à la même date) et la part des services beaucoup plus faible (27 % contre 51 % aux Etats-Unis et 35 % en France) ; quant aux 5 % du commerce (contre 16,5 % aux USA et 13,4 % en France) ; ils sont à mettre en rapport avec la faible circulation de biens de consommation et non avec un hypothétique socialisme ; s'ils correspondent à des « mœurs spartiates », comme le dit un commentateur bourgeois, ce ne sont pas celles d'un régime prolétarien qui dédaignerait à coup sûr le consommationnisme effréné et imbécile de la société occidentale, mais celles que l'industrialisme capitaliste stalinien a imposées sans grande peine à une population aux besoins réduits, car elle était peu « civilisée » au moment de la révolution, et au reste protégée contre les convoitises dangereuses par le fameux « rideau de fer » arrêtant non seulement le flux des marchandises étrangères, mais aussi toute information sur le monde extérieur au « paradis socialiste ». Tout pauvre qu'il reste, ce pays a une dotation de capacités productives très supérieures à celles de 1928-29 : il s'agit non seulement de la mécanisation intense qu'on lit aisément dans les chiffres d'accroissement de la production de l'industrie lourde, non seulement de l'accroissement du nombre d'ouvriers (de 11.590.000 en 1928, ils doivent être de 23-24 millions en 1958 si on tient pour exact le chiffre de

(1) Surtout d'un socialisme de 28 ans, comme ce serait le cas si l'on voulait admettre la thèse de la révolution communiste pure de 1929-30 !

(2) Nous avons trouvé chez Deutscher et chez Chombart de Lauwe le chiffre surprenant de 17-18 millions de travailleurs kolkhosiens. Cela est probablement dû au fait que seuls sont comptés les chefs de famille.

(3) Il est impossible de distinguer le nombre de véritables ouvriers dans ce chiffre global.

4 à 5 millions de « cadres » et « techniciens » divers de l'industrie), mais aussi des transformations qualitatives qui s'observent toujours à la deuxième génération dans une population urbaine d'origine rurale récente et qui, dans le cas de la Russie, ont été en tout cas suffisantes pour permettre l'abrogation du code du travail féroce en vigueur sous Staline, dû à la nécessité de plier à la discipline industrielle des millions de paysans habitués aux rythmes lents des travaux agricoles traditionnels, « villageois déracinés, citadins récalcitrants, désespérés, anarchiques et impuissants... transportant dans les usines leur individualisme farouche de moujiks » dont le stalinisme sut d'ailleurs parfaitement jouer avec son « vaste système de compétition individuelle, avec bonifications, sursalaires, primes de rendement » ou « émulation stakhanoviste » (1). Par « transformations qualitatives », il faut entendre l'ensemble des conditions qui, de l'alphabétisation à la majeure discipline engendrée par la vie industrielle et urbaine, concourent au moins autant que l'emploi de la machine à l'augmentation de la productivité du travail ; elles rentrent dans ces « conditions matérielles du socialisme » que les bolcheviks avaient espéré pouvoir développer en attendant la révolution mondiale sans retomber dans les hontes et les horreurs du capitalisme, mais bien loin de constituer des « conquêtes socialistes » elles n'excèdent pas le cadre de ce **progrès bourgeois** qui, dans tous les pays, a accompagné le développement industriel, mais qui, à aucune autre époque, ne s'était attiré ce respect servile qu'on voit les pseudo-marxistes d'aujourd'hui lui manifester, à la remorque des Soviétiques.

La première conséquence capitale de ce progrès bourgeois, allié aux conséquences complexes de la guerre, fut qu'il rendit impossible le maintien de ce rideau de fer à l'abri duquel Staline s'imaginait pouvoir résister au mercantilisme capitaliste : plus une économie nationale est développée et plus, du même coup, les besoins de la population y sont grands, plus elle a besoin de l'économie mondiale et moins l'autarcie économique y est tolérable (2).

Cette conséquence qui, en politique, se traduisit par la « doctrine » de la « coexistence pacifique » (depuis longtemps pratiquée sur le plan de classe sinon sur le plan national), se manifesta économiquement par un spectaculaire renversement de l'évolution du commerce mondial de la Russie. Or, quoique les valeurs absolues de ce commerce fussent restées des plus modestes, ce renversement traduisait un courant souterrain qui ne devait plus laisser grand'chose debout du laborieux édifice de mensonges qui constituait le « socialisme » stalinien. En prix évalués en millions de roubles de 1961, tel est le tableau du commerce soviétique : de 1932 à 1945, une chute spectaculaire, avec une décroissance annuelle moyenne de 7 % (le chiffre des importations de 2.514, relevé en 1945, correspond aux livraisons de guerre du prêt et bail) ; de 1946 à 1961 (nous n'avons pas de

(1) *Deutscher :* La Révolution inachevée *(1967).*

(2) *C'est pour cette raison que, toutes autres considérations mises à part, l'opposition de droite comme de gauche faisait remarquer aux staliniens que s'enorgueillir du « splendide isolement » économique de la Russie revenait à s'enorgueillir de son arriération.*

chiffres plus récents comparables), une remontée tout aussi spectaculaire, avec une augmentation annuelle moyenne de 15 % :

Volume du commerce extérieur de l'U.R.S.S.
(en roubles 1961)

Année	Exportations	Importations	Total
1913	1.192	1.078	2.270
1932	451	273	662
1933	389	273	662
1934	328	182	510
1935	288	189	477
1936	244	242	486
1937	295	129	524
1938	230	245	475
1939	104	167	271
1940	240	245	485
1945	243	2.514	2.757
Ici, la vapeur est renversée :			
1946	588	692	1.280
1947	694	672	1.364
1948	1.177	1.102	2.279
1949	1.303	1.340	2.643
1950	1.615	2.310	2.925
1951	2.061	1.792	3.853
1952	2.511	2.255	4.766
1953	2.653	2.492	5.145
1954	2.900	2.864	5.764
1955	3.084	2.754	5.838
1956	3.254	3.251	6.505
1957	3.943	3.544	7.487
1958	3.868	3.915	7.783
1959	4.897	4.566	8.463
1960	5.006	5.066	10.072
1961	5.399	5.249	10.648

En liaison avec ce rétablissement des relations commerciales avec l'extérieur, c'est-à-dire avec le marché capitaliste mondial, un curieux changement se produit en Russie à partir de 1956 : après un quart de siècle de « socialisme dans un seul pays », on réclame de toutes parts un... « **retour à la NEP** » ! Ce qu'il faut entendre par là est bien clair : il ne s'agit pas du tout d'adoucir la pression que les exigences de l'accumulation du capital exercent sur le prolétariat de Russie (ni même sur sa petite paysannerie) dans une préoccupation de classe ; ce temps révolu ne reviendra plus jamais. Il s'agit de rationaliser **au sens capitaliste** ce processus d'accumulation. Le mot d'ordre : **priorité à l'industrie lourde** subsiste dans toute sa rigueur, étant donné que l'obligation de « **rattraper et dépasser** » le pays

capitaliste le plus développé (les USA) si on ne veut pas être écrasé économiquement, puis militairement, subsiste aussi. Que ce soit une course perdue d'avance (1) n'est pas du tout un fait suffisant pour inciter la Russie à y renoncer ; par contre, sa position d'infériorité, qu'elle sent mortelle, lui dicte son nouveau mot d'ordre : « **abaissons les coûts de production !** », obsession qui lui dicte toutes les mesures qu'elle prend depuis tantôt dix ans et que l'imbécillité bourgeoise présente comme un « rétablissement du capitalisme » comme si, sous Staline, quoi que ce soit d'autre avait régné que le Capital impersonnel de l'Etat !

Le fond des critiques de plus en plus amères contre la « vieille planification » et des réformes effectuées tient en peu de mots : tant qu'il s'agissait de doter la Russie d'un appareil de production qui lui manquait totalement, les méthodes centralisatrices, autoritaires et administratives étaient fort bonnes ; maintenant, elles sont devenues un obstacle au développement économique. La réforme industrielle de 1957 commence donc par substituer une direction régionale horizontale à la direction nationale verticale : c'est la liquidation de 25 ministères industriels centraux sur 35 et le rattachement des entreprises à des autorités locales : les sovnarkhoses, au nombre de 104 sur tout le territoire. La mesure est parfaitement justifiée **du point de vue capitaliste** : comment la prétention de l'Etat central de contrôler dans le détail l'activité de plus de 200.000 entreprises industrielles et de plus de 100.000 chantiers de construction ne conduirait-elle pas à l'anarchie administrative ? Quel est son intérêt économique ? Il ne s'agit pas, comme dans le socialisme, d'établir des bilans de ressources et de besoins afin de répartir les tâches sociales en fonction des possibilités et de l'utilité, d'égaliser progressivement les conditions locales, de réduire les déséquilibres. Il s'agit seulement de ne pas freiner la production. Le contrôle central, indispensable dans le socialisme, devient bien une entrave de ce point de vue dès que le nombre des unités de production atteint un certain nombre. Le système des **sbyts**, ces organes administratifs par l'intermédiaire desquels passent obligatoirement toutes les entreprises quand elles veulent entrer en relation entre elles, est ressenti comme particulièrement odieux. Quand le volume de ces relations était encore réduit, que les produits acheminés d'une entreprise à une autre étaient qualitativement peu différenciés, c'était un bon moyen de répartir au mieux les moyens de production existants. Mais, avec l'accroissement du volume des échanges, et surtout la différenciation des besoins des entreprises en ce qui concerne les moyens de production (différenciation ignorée des bureaucrates qui ne savent rien de la technologie sans pour autant tout savoir de l'économie), les **sbyts** sont le meilleur moyen d'empêcher telle entreprise de se procurer au plus vite telle machine perfectionnée ou rare dont elle a besoin auprès de telle autre qui la produit : les **sbyts** iront donc rejoindre les ministères centraux au musée du « socialisme dans un seul pays ».

Ce n'est pas tout. Ce qu'on reproche aux méthodes autoritaires, c'est leur caractère purement administratif et anti-économique : elles faisaient trop appel à l'obéissance aux chefs hiérarchiques, pas assez à la recherche d'une **rationalité économique** comprise au sens capitaliste de la rentabilité, non de l'ensemble de l'économie nationale, mais de chaque unité prise séparément. Le système de va et vient des plans du centre planificateur aux entreprises et des entreprises au centre planificateur s'est d'abord résolu en un duel entre ces dernières et la direction centrale, les unes cherchant à obtenir le plan le plus facile à exécuter, et l'autre à imposer des objectifs élevés. Non seulement le compromis final n'a rien de « scientifique », mais ce sont les entreprises fonctionnant le mieux qui se sont trouvées pénalisées ; ce système a en outre incité les entreprises non pas à employer à fond leurs capacités productives, mais à « stocker » au contraire une partie de celles-ci pour faire face à une éventuelle augmentation des exigences de l'Etat en cours de réalisation. Soucieuse d'appliquer le plan, voire de le dépasser, les entreprises ne se sont pas préoccupées d'utiliser au mieux les équipements. Que leur gestion ait été bonne ou mauvaise de ce point de vue, cela n'influençait pas l'attribution par l'Etat des fonds nécessaires à l'élargissement de la production ; par ailleurs, les équipements étant financés sur dotation budgétaire sans participation financière directe, tant soit peu importante, des établissements, ceux-ci n'étaient responsables ni de leur accroissement, ni de leur modernisation. Dans ces conditions, même si le principe de la rentabilité des différentes unités économiques n'a cessé d'être réaffirmé, l'unique guide de leur activité réelle, c'est l'obtention des objectifs les plus faciles à atteindre ou dont l'exécution et le dépassement assureront le plus d'avantages matériels à la direction, voire au personnel de l'entreprise. En vue d'atteindre cette « rationalité économique » au sens le plus bourgeois du terme, on oblige les kolkhoses à racheter le parc de machines de l'Etat qui deviendra ainsi un capital coopératif dont ils seront les seuls responsables ; on espère ainsi leur incul

---

(1) *Ce point a été abondamment développé dans toutes nos études de parti sur la Russie et nous ne nous y arrêterons pas une nouvelle fois. Qu'il suffise au lecteur novice de savoir une chose : pendant que la Russie capitaliste N. 2 court à perdre haleine derrière le concurrent américain, celui-ci n'attend pas placidement d'être rejoint : il court à la vitesse que lui permettent sa puissance et son âge, bénéficiant d'une avance considérable. Or, si la Russie a longtemps bénéficié des taux d'accroissements annuels considérables des capitalismes les plus jeunes, elle subit* la loi de décroissance des accroissements annuels *qui est le reflet de la loi de la baisse tendantielle du taux de profit et qui se vérifie pour tous les pays capitalistes. En termes familiers, en vieillissant, le concurrent parti le dernier se met à courir de moins en moins vite, si bien que sa chance de rattraper son rival va diminuant, même si la vitesse propre de ce dernier diminue aussi. Cette loi de décroissance est bien illustrée par les données numériques suivantes :*

Période pré-quinquennale *(1922-28)* :	*23 %*	*d'augmentation annuelle moyenne*
Ie plan quinquennal *(1929-32)* :	*19,2 %*	*"*
IIe plan quinquennal *(1933-37)* :	*17,1 %*	*"*
IIIe plan quinquennal *(1938-40)* :	*13,2 %*	*"*
Période de guerre *(1941-46)* :	*4,3 % de baisse annuelle moyenne*	
4 ans sur le IVe plan *(1947-51)* :	*22,6 %*	*d'augmentation annuelle moyenne*
Ve plan quinquennal *(1951-55)* :	*13,1 %*	*"*
VIe plan quinquennal *(1956-58)* :	*10,3 %*	*"*
Plan septennal *(1959-65)* :	*9,1 %*	*"*

quer la « saine » habitude de calculer leurs « coûts » et de réaliser des économies par une réduction du gaspillage scandaleux qu'ils faisaient des moyens de production lorsque ceux-ci appartenaient à l'Etat et que leur préoccupation principale était de produire les quantités de denrées à livrer obligatoirement.

On espère la même chose d'un accroissement de la responsabilité des directeurs des entreprises industrielles. Le couronnement de tout le nouvel édifice réside dans une politique d' « honnêteté des prix », partant de ce principe archi-banal : si les prix fixés par l'Etat, en particulier pour les produits agricoles, sont systématiquement au-dessous du prix de revient, l'unité productrice n'est pas **intéressée** à produire à moins de frais, puisqu'elle ne retire aucun **profit** de ses efforts. Dans le cas du kolkhose, cette absence d'**intéressement** favorise la petite entreprise auxiliaire aux dépens de l'entreprise collective et entretient notre crise alimentaire, indigne d'un pays civilisé. Bref, de tous côtés, ce ne sont, depuis plus de dix ans, qu'hommages rendus à la « grande œuvre de Staline », en même temps que soupirs de lamentation sur l'archaïsme de ses méthodes et revendication de principes économiques plus « sains » qui se trouvent être les principes du capitalisme le plus classique.

A cette occasion, on voit se reproduire la vieille discussion parfaitement oiseuse sur les « nécessités historiques ». De vieux staliniens s'inclinent devant celles-ci la mort dans l'âme, tout en jurant que le socialisme russe reste le socialisme russe. En réalité, du point de vue des nécessités historiques du capitalisme, il ne fait pas de doute que les « principes » qu'ils jettent ainsi par-dessus bord sont réellement périmés. Mais, pour des marxistes et des révolutionnaires, le problème réel qui se pose n'a strictement rien à voir avec la question de savoir si ce sont les staliniens ou leurs critiques qui ont raison, s'il vaut mieux la centralisation ou la décentralisation, l'autorité ou le libéralisme, l'intéressement matériel ou la contrainte. Pour des marxistes et des révolutionnaires, ces débats sont parfaitement insipides parce que la conception authentiquement **communiste** de la **rationalité économique** diffère précisément de la rationalité telle que les Soviétiques la conçoivent, exactement comme le socialisme diffère du capitalisme. En d'autres termes, c'est la « nécessité historique » qu'ils incarnent elle-même qui diffère de celle à laquelle obéit le pouvoir soviétique. Au point de vue de **cette** rationalité, de **cette** nécessité historique, les critiques post-staliniens du stalinisme font aussi piètre figure que les staliniens eux-mêmes, et peut-être une figure **pire** encore. Pour dire les choses en peu de mots, la « rationalité » de ces néo-socialistes-dans-un-seul-pays se borne à **économiser le capital constant** pour retarder et freiner la chute du taux de profit et affronter avantageusement la « compétition pacifique » avec des pays capitalistes plus développés sur le marché mondial.

La seule « rationalité » que nous, communistes prolétariens, reconnaissions comme telle, c'est **l'abolition du gigantesque gaspillage de travail vivant** que pratique tout capitalisme. A la première, il faut le respect de la

loi de la valeur, la liberté économique, la concurrence, bref l'anarchie mercantile et le sordide intéressement bourgeois.

A la seconde, il faut la liquidation de cette liberté, de cette concurrence et donc de cette anarchie, la substitution de la loi de l'utilité sociale à la loi de la valeur, de la solidarité à l' « intéressement ». C'est la première qui a suscité la monstrueuse doctrine khrouchtchevienne du **socialisme mercantile** après la non moins monstrueuse doctrine stalinienne du **socialisme national.** La seconde inspire au petit parti international d'aujourd'hui la défense inconditionnelle des principes **internationalistes et anti - mercantilistes** que les bolcheviks ne renièrent jamais. La première conduit à une troisième guerre impérialiste. La seconde imposera à la classe ouvrière mondiale la voie de la Révolution et de la Dictature prolétarienne. Quand l'heure en aura à nouveau sonné ce ne sera pas seulement celle de la revanche du glorieux Octobre bolchevique, lentement étouffé dans le cadre suffocant des formes capitalistes ressuscitées derrière le paravent du « socialisme national ». Ce sera le début d'une émancipation totale, non seulement du prolétariat, mais de toute l'espèce humaine, la fin de la préhistoire barbare à laquelle jamais le Progrès capitaliste et bourgeois ne pourra mettre fin.

Table des Matières

	Pages
INTRODUCTION	I à IV
LES GRANDES LECONS D'OCTOBRE 1917	1
LES FAUSSES LECONS DE LA CONTRE-REVOLUTION DE RUSSIE	43
Seul le marxisme tire les leçons de l'Histoire	43
La " leçon " bourgeoise	47
L'économie marchande, berceau du capitalisme	49
La révolution capitaliste n'est qu'une demi-révolution	50
L'incompatibilité de la production sociale et de l'appropriation privée, secret du cours tragique de la domination bourgeoise	51
Vaines tentatives bourgeoises d'harmonisation	52
La contradiction fondamentale du capitalisme appelle la solution révolutionnaire	53
La mission historique du prolétariat	54
La " leçon " social-démocrate	55
La " leçon " anarchiste	64
La " leçon " du socialisme d'entreprise	72
La " leçon " trotskyste	79
L'ECONOMIE RUSSE DE LA REVOLUTION A NOS JOURS	111
Programme économique initial des bolchéviks et socialisme	114
Les mesures économiques après l'insurrection	116
Le communisme de guerre	117
La " Nouvelle Politique économique "	118
Faillite de la N.E.P.	122
Le débat économique et la lutte principielle dans le Parti bolchévique de 1923 à 1928	127
La crise de 1927-28 et la liquidation de la N.E.P.	142
La Russie capitaliste No 2	155

Aux "Editions Programme"

EN FRANCAIS :

Série "Les textes du Parti Communiste International"

1. Communisme et fascisme ..... épuisé
2. Parti et classe 15,
3. Les fondements du communisme révolutionnaire ..... épuisé
4. Eléments d'orientation marxiste 15,
5. "La "Maladie infantile", condamnation des futurs renégats (sur la brochure de Lénine "La maladie infantile du communisme") 10,-
6. Force, violence, dictature dans la lutte de classe ..... épuisé
7. Défense de la continuité du programme communiste (224 pages dans lesquelles sont reproduits les textes fondamentaux de notre courant publiés de 1920 à nos jours) 50,-
8. Dialogue avec Staline (la réfutation des théories staliniennes sur le socialisme en URSS) 30,-
9. Bilan d'une Révolution 60,-

Brochures "le prolétaire"

5. Question féminine et lutte de classe 6,-
6. Socialisme prolétarien contre socialisme petit-bourgeois 6,-
7. La grève des nettoyeurs du métro (leçons et bilan) 6,-
8. Violence, terrorisme et lutte de classe 6,-
10. Postiers en lutte (la grève de 78 à Créteil et dans les centres de tri) 6,-
11. Auschwitz ou le grand alibi 6,-
12. Solidarité prolétarienne contre le contrôle de l'imigration 6,-
13. Le marxisme et l'Iran. 6,-
14. Foyers de travailleurs immigrés : enseignements de 6 ans de lutte 6,-
16. Pour des revendications et des méthodes de classe (Orientation pratique d'action syndicale) 6,-
17. De la crise de la société bourgeoise à la révolution communiste mondiale (Manifeste du Parti Communiste International - 1981) 10,-
18. Vive la lutte des ouvriers polonais 6,-
19. La question parlementaire dans l'Internationale Communiste 6,-

Suppléments au "prolétaire"

- Mouvements revendicatifs et socialisme 6,-
- Nouvelle-Calédonie: indépendance immédiate et sans condition! 6,-
- Pour un anti-racisme prolétarien 6,-
- Révolution et contre-révolution en Russie 6,-

Série "Les cahiers d'el-Oumami"

1. Le syndicalisme en Algérie 6,-
2. La situation politique en Algérie et les tâches des révolutionnaires 6,-
3. Critique de la théorie de la "Révolution nationale-démocratique de type nouveau" 6,-

Revue théorique "Programme communiste"

- Numéros 1 à 50 ..... épuisés
- Nunéros 51 à 57 15,-
- Numéros 58 (112 pages) 25,-
- Numéros 59 à 88 15,-
- Numéro 89 20,-
- Numéros 90, 91 25,-

EN ITALIEN :

- Storia della Sinistra Comunista, vol. I, (1912-1919) 100,-
- Storia della Sinistra Comunista, vol. II, (1919-1920) 120,-
- Storia della Sinistra Comunista, vol. III, (1920-1921) ..... (120,-)
- Struttura economica e sociale della Russia d'oggi 150,-
- Classe, Partito, Stato nella teoria marxista 10,-
- O preparazione rivoluzionaria o preparazione elettorale 20,-

I testi del partito comunista internazionale

1. Tracciato d'impostazione (I fondamenti del comunismo rivoluzionario) 15,-
3. Elementi dell'economia marxista - Sul metodo dialettico - Comunismo e conoscenza umana 20,-
4. Partito e classe 15,-
5. "L'estremismo, malatia infantile del comunismo", condanna dei futuri rinnegati 15,-
6. Per l'organica sistemazione dei principi comunisti 30,-
7. Lezioni delle controrivoluzioni 15,-

Quaderni del Programma Comunista

- Il mito della "pianificazione socialista" in Russia. 10,-
- Il "rilancio dei consumi sociali", ovvero l'elisir di lunga vita dei dottori dell'opportunismo. Armamenti: un settore che non andrà mai in crisi 10,-
- Il proletariato e la guerra 10,-
- La crisi del 1926 nel partito russo e nell'Internazionale. 10,-

Reprint "Il comunista"

- Marxismo e scienza borghese 15,-
- La lotta di classe dei popoli non bianchi. 10,-
- La successione delle forme di produzione nella teoria marxista. 10,-
- Testi di Trotsky : "Insegnamenti dell'Otobre", "Insegnamenti della Comune" 10,-
- La funzione storica delle classi medie e dell' intelligenza (1925) 10,-
- Abaco della economia marxista 6,-

Altri opusculi

- Il terrorismo e il tormentato cammino della ripresa generaledella lotta di clase 10,-
- La lotta di clase ridivampa in Europa col poderoso moto proletario polacco (1980) 10,-
- Il marxismo e l'Iran (1980) 10,-
- Dalla crisi della societa borghese alla rivoluzione comunista mondiale (Il manifesto del Partito comunista internazionale, 1981) 15,-
- Punti di orientamento e direttive pratiche di azione sindicale 10,-
- Avanti verso la rivoluzione comunista mondiale (1981). 10,-
- Non pacifismo, antimilitarismo di clase I (1982) 10,-

EN ANGLAIS :

- The fundamentals of Revolutionary Communism 10,-
- Party and Class 15,-
- Communist Programm, Ns 1 to 7 15,-
- The Party's Programme 10,-

EN ESPAGNOL :

1. Los fundamentos del comunismo revolucionario 10,-
2. Fuerza, violencia, dictadura en la lucha de clase 10,-
3. Partido y clase. 15,-

- El programa comunista (jusqu'au numéro 38 et no 40) 15,-
- El programa comunista no 39 (Manifesto del Partido Comunista Internacional - De la crisi de la sociedad burguesa a la revolucion comunista mundial) 15,-
- El programa comunista no 41 20,-
- La epopeya del proletariado boliviano (la lucha de clase en Bolivia hasta 1981) 10,-

EN ALLEMAND:

1. Die Frage der revolutionären Partei 10,-
2. Revolution und Konterrevolution in Russland 15,-
3. Der Kampf gegen den alten und heutigen Revisionismus 15,-
4. Die Grundlagen des revolutionären Kommunismus 20,-
5. Was heisst es, den Marxismus zu verteidigen ? 25,-
6. Gewalt und Diktatur im Klassenkampf 20,-

-. Kommunistisches Programm (Theoretische Zeitschrift der IKP, bis Nummer 28) 20,-

EN ARABE:

- Pour le parti ouvrier indépendant 5,-
- Thèses caractéristiques du parti 10,-
- Les communistes et la question de la liberté politique 10,-
- Manifeste du Parti Communiste International 15,-
- Ce qui distingue le parti 5,-

EN PORTUGUAIS:

1. Tese caracteristicas do partido: bases de adesâo 5,-
2. Lições das contra-revoluções 5,-
3. Os fundamentos do comunismo revolucionario 10,-

-. As lutas de classe em Portugal de 25 de Abril a 25 de Novembro 10,-

EN TURC:

- Komünist partisi manifestosu, Karl Marx et Friedrich Engels 10,-
- Rusya'da devrim ve karsi-devrim 5,-
- Journal "Enternationalist Proleter" (3 numéros parus) 5,-

EN HOLLANDAIS:

- Het demokratisch principe 5,-

EN POLONAIS:

- W Polsce tak samo walka klasy robotniczej 10,-

EN PERSE:

- Retour au programme communiste révolutionnaire 10,-
- Les fedayins et la question de l'Etat 5,-

EN GREC:

- Parti et classe 20,-

DANS LES SERIES "SUL FILO DEL TEMPO" ET "DOCUMENTARIA" DES ED. ISKRA

-Economia marxista ed economia controrivoluzionaria - A. Bordiga - (263 p.) 60,-
-I fattori di razza e nazione nella teoria marxista - A. Bordiga - (175 p.) 40,-
-Imprese economiche di pantalone - A. Bordiga - (153 p.) 40,-
-Proprietà e capitale - A. Bordiga - (202 p.) 40,-
-Mai la merce sfamerà l'uomo - A. Bordiga - (306 p.) 60,-
-Lettere di Engels sul materialismo storico (1889/95) - (130 p.) 40,-
-Contributi alla storia del materialismo - Plechanov - (198 p.) 40,-
-Scritti e discorsi sulla rivoluzione in Cina 1927 - Trotsky, Vujovic, Zinoviev - (299 p.) 60,-
-Relazione del partito comunista d'Italia al IV congresso dell'Internazionale comunista, novembre 1922 - (124 p.) 40,-
-La storia di Big Bill (L'autobiografia del principale rappresentante degli IWW) - William D. Haywood - (376 p.) 60,-

DANS LA SERIE DES "EDIZIONI SOCIALI"

- Dialogato con Stalin - A. Bordiga - 30,-
- Dialogato coi Morti - A. Bordiga - (236 p.) 40,-
- La tattica del Comintern 1926-1940 - O. Perrone - (198 p.) 40,-

---

AVERTISSEMENTS : - LES TEXTES EPUISES OU EN VOIE D'EPUISEMENT NE PEUVENT ETRE FOURNIS QU'EN PHOTOCOPIES - FRAIS DE PORT NON COMPRIS, PRIX INDICATIFS A LA DATE DE PARUTION DE "BILAN D'UNE REVOLUTION"

COMMANDE : Par bon ci-joint, à l'adresse indiquée sur le bon

PAIEMENT : Par mandat ou chèque **à l'ordre de DESSUS**
Ed. Programme
3 Rue Basse Combalot
69007 Lyon - F

ORGANES PERIODIQUES DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

- " **le prolétaire** " : journal bimestriel - Prix de l'exemplaire : 5 FF; 30 FB; 3 FS; 3000 Li; 100 Pts; 50 Esc.
- " **il comunista** " : journal bimestriel - Prix de l'exemplaire : 2000 Li; 10 FF; 40 FB; 5 FS; 150 Pts; 75 Esc.
- " **programme communiste** " : Revue théorique - Prix de l'exemplaire : 25 FF; 140 FB; 10 FS; 5000Li; 10 DM; 450 Pts; 300 Esc; Am. lat. 1 $; USA et Cdn 4 $.
- " **el programa comunista** " : Revue théorique - Prix de l'exemplaire : 400 Pts; 250 Esc; Am. lat. 0,5 $; USA et Cdn 3 $; 20 FF; 120 FB; 8 FS; 4000 Li; 8 DM.

Supplément à "programme communiste" no 91
revue théorique du
Parti Communiste International
ISSN-0033-037X

Achevé d'imprimer en septembre 1991, sur les presses de Grafisa SA - CH

BILAN D'UNE REVOLUTION

Nos thèses de parti sur l'économie soviétique ont une importance qui dépasse largement leur objet ; elles sont en effet partie intégrante de la *défense du programme communiste*, dont les uns pensent que l' "exemple russe" a prouvé l'utopisme et que les autres ont totalement falsifié de trois façons : tout d'abord en faisant passer pour des tâches *socialistes* les tâches du parti prolétarien dans la Russie de 1917, telles que les bolchéviks les ont formulées ; ensuite en prétendant que les "réalisations" de l'ère stalinienne étaient en parfaite continuité avec les buts du programme initial ; enfin en faisant passer ces "réalisations" pour la "construction du socialisme" lui-même ; ainsi, de nouveau mode de production mondial destiné à succéder au capitalisme après *une révolution et l'instauration d'une dictature de classe* gagnant successivement tous les pays et les continents qu'il est dans la conception de Marx et de Lénine, le socialisme serait devenu l'affaire d'Etats nationaux animés par un parti unique, mais parlant un langage démocratique et populiste et vivant en coexistence pacifique avec le garde blanc de l'ordre bourgeois, le super-impérialisme des USA !

Conscientes ou inconscientes, intéressées ou aveugles, ces déformations n'ont toutes qu'un seul effet : non pas détruire la foi du prolétariat dans le socialisme puisqu'elle a été gravement ébranlée par la contre-révolution stalinienne, mais paralyser la reprise de classe, c'est-à-dire la réorganisation sur un programme communiste authentique, des forces prolétariennes que la crise bourgeoise déjà ouverte pousse à la révolte et à la lutte, après tant d'années d'apathie - bref faire obstacle à la reconstitution de l'Internationale prolétarienne sur les ruines de l'ancien mouvement communiste, échoué dans la honte et dans le reniement.

(EXTRAIT DU TEXTE)